



MILLENNIUM
CHALLENGE CORPORATION
UNITED STATES OF AMERICA



المملكة المغربية
Royaume du Maroc



Royaume du Maroc
Ministère de l'Industrie, du Commerce,
de l'Économie Verte et Numérique



المملكة المغربية
وزارة الصناعة والتجارة
والاقتصاد الأخضر والرقمي

PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE LA REGION DE CASABLANCA SETTAT

CREATION DU PARC INDUSTRIEL AHL LOUGHLAM

Étude d'Impact Environnemental et Social du Parc industriel Ahl Loughlam



Détails du document	
titre	Étude d'Impact Environnemental et Social du Parc industriel Ahl Loughlam
Document	Rapport
Projet N°	C394 / R 439-04
Date	17 September 2020
Version	4.0
Auteur	Youssef Babakhaye/Christine Leger/ Hajar Alaoui Sossi/Anas Lambarki/Wafae Rahiq
Client	Conseil régional Casablanca Settata

Historique du document

Version	Révision	Auteur	Vérfié par	Phenixa		Commentaire
				Name	Date	
1.0	00	Youssef Babakhaye/Christine Leger/ Hajar Alaoui Sossi/Anas Lambarki/Wafae Rahiq	Christine Leger	Name	26.06.2020	
2.0	00	Youssef Babakhaye	Christine Leger		13.07.2020	Intégration des remarques de l'AREP
3.0	00	Youssef Babakhaye	Christine Leger		21.07.2020	Intégration des remarques de l'AREP
4.0	00	Youssef Babakhaye	Christine Leger		17.09.2020	Intégration des remarques de la MCA/MCC/ NIRAS/ ERM

Table des Matières

Table des Matières

1.	RÉSUMÉ NON TECHNIQUE	1
1.1	Introduction :	1
1.2	Description du Projet	1
1.2.1	Composantes du parc	1
1.2.2	Activité des unités industrielles	1
1.2.3	Travaux à réaliser	1
1.3	Cadre de l'EIES	2
1.4	État initial environnemental et social	2
1.4.1	Périmètre d'étude	2
1.4.2	Milieu Physique :	2
1.4.3	Milieu Naturel :	3
1.4.4	Milieu humain :	3
1.5	Impacts du Projet et mesures d'atténuation	4
1.5.1	Les principaux impacts positifs en phase des travaux	4
1.5.2	Les principaux impacts négatifs en phase des travaux	4
1.5.3	Mesures d'atténuation en phase des travaux	5
1.5.4	Les principaux impacts positifs en phase d'exploitation	6
1.5.5	Les principaux impacts négatifs en phase d'exploitation	6
1.5.6	Mesures d'atténuation en phase d'exploitation	7
1.5.7	Résumé des impacts attendus	9
2.	INTRODUCTION	10
2.1	Contexte du Projet	10
2.2	Justification du Projet	11
2.3	Identité du Promoteur et des bénéficiaires	12
2.3.1	Le conseil régional	12
2.3.2	Chaabi Capital Investissement	12
2.3.3	Société de Développement Régional	12
2.3.4	FEDIC	12
2.3.5	FONZID « Fonds des zones industrielles durables »	13
2.3.6	Bénéficiaires	13
2.4	Présentation du Consultant	13
2.5	Objectif de l'EIES	14
2.6	Processus de l'EIES	14
2.7	Structure du rapport	15
3.	ETUDE DE CADRAGE	16
3.1	Description succincte du Projet	16
3.2	Caractérisation succincte de la zone d'implantation du Projet	16
3.3	Discussion de la sensibilité de l'environnement naturel et humain	17
3.4	Description de la zone d'influence du Projet	17
3.5	Liste des enjeux E&S	17
4.	DESCRIPTION DU PROJET	19
4.1	Éléments de contexte	19
4.2	Vue d'ensemble et objectifs	19
4.2.1	Objectifs	19
4.2.2	Cadre de développement et d'exploitation du Parc industriel	19
4.3	Localisation et emprise	21
4.4	Calendrier de réalisation (construction / exploitation)	23
4.5	Main d'œuvre	23

4.5.1	Phase de construction	23
4.5.2	Phase d'exploitation.....	23
4.6	Montant d'investissement	24
4.7	Description technique	25
4.7.1	Présentation de l'activité implantée dans le parc industriel.....	25
4.7.2	Caractéristiques techniques du Projet	27
4.7.3	Description des travaux	30
4.7.4	Accès à la zone du Projet	36
4.7.5	Infrastructures associées au projet	36
4.8	Consommation de ressources	44
4.8.1	Consommation d'eau	44
4.8.2	Besoin en d'énergie	44
4.8.3	Approvisionnement en ressources.....	44
4.9	Émissions, effluents et déchets	46
4.9.1	Phase construction :	46
4.9.2	Phase exploitation.....	46
5.	ANALYSE DES VARIANTES	49
5.1	Alternatives techniques.....	49
5.2	Alternatives de site	49
5.3	Alternative sans projet	49
5.4	Alternative avec projet	49
6.	CADRE POLITIQUE, JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL	50
6.1	Cadre juridique	50
6.1.1	Cadre législatif national.....	50
6.1.2	Normes nationales	62
6.1.3	Standards Internationaux applicables	63
6.1.4	Analyse du gap entre la réglementation nationale et les directives SFI applicables au projet	66
6.1.5	Conventions internationales qui ont un lien avec la nature et la situation du Projet	71
6.2	Cadre Institutionnel	72
6.3	Cadre politique.....	72
6.3.1	Stratégies, plans et programmes nationaux de protection des ressources naturelles	72
6.3.2	Stratégies, plans et programmes régionaux : Casablanca-Settat	73
6.4	Politique HSE du Promoteur	73
7.	DESCRIPTION DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT NATUREL ET HUMAIN	74
7.1	Périmètre d'étude	74
7.2	Environnement Physique	79
7.2.1	Climat.....	79
7.2.2	Topographie.....	80
7.2.3	Qualité de l'air	82
7.2.4	Ambiance sonore	82
7.2.5	Vibrations.....	82
7.2.6	Sols, géologie, géomorphologie.....	82
7.2.7	Ressources en eaux	83
7.2.8	Paysage	84
7.3	Environnement biologique naturel	85
7.3.1	Biodiversité faunique et floristique	85
7.3.2	Zones protégées	86
7.3.3	Pressions anthropiques	86

7.4	Environnement humain.....	87
7.4.1	Structure administrative	87
7.4.2	Démographie	87
7.4.3	Occupation du sol	88
7.4.4	Régime foncier.....	91
7.4.5	Activité économique et emplois.....	91
7.4.6	Infrastructures et services	94
7.4.7	Santé	97
7.4.8	Éducation.....	98
7.4.9	Patrimoine culturel et archéologique.....	99
8.	ÉVALUATION DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX	100
8.1	Approche méthodologique	100
8.1.1	Préambule	100
8.1.2	Prédiction de l'intensité des impacts	100
8.1.3	Sensibilité/Vulnérabilité/Importance des ressources et récepteurs	101
8.1.4	Évaluation de la sévérité des impacts	102
8.1.5	Mesures d'atténuation.....	104
8.1.6	Sévérité des impacts résiduels	104
8.2	Cadrage.....	105
8.3	Évaluation des impacts environnementaux et sociaux du Projet lors de la phase de construction et la phase exploitation	106
8.3.1	Qualité de l'air et climat.....	106
8.3.2	Bruit et vibrations	114
8.3.3	Paysage, Impact visuel	119
8.3.4	Sols.....	122
8.3.5	Qualité et disponibilité des eaux superficielles et souterraines	127
8.3.6	Gestion des eaux usées	132
8.3.7	Gestion des déchets solides et matières dangereuses.....	133
8.3.8	Impact sur la biodiversité	144
8.3.9	Usages fonciers	146
8.3.10	Activités économiques et l'emploi	147
8.3.11	Utilisation et l'accès aux ressources	153
8.3.12	Infrastructures et Services	155
8.3.13	Santé et sécurité	159
8.3.14	Infrastructures sociales (santé, éducation, loisirs, ...).....	167
8.3.15	Patrimoine culturel et archéologique.....	171
8.4	Évaluation des impacts environnementaux et sociaux du Projet lors de phase de démantèlement	172
8.5	Impacts cumulatifs	173
8.6	Conclusion	173
9.	EVALUATION DES RISQUES À LA SÉCURITÉ INDUSTRIELLE ET LA SÉCURITÉ DES TIERS.....	174
9.1	Risques naturels et technologiques	174
9.2	Risques professionnels.....	175
9.2.1	En phase travaux (construction et démantèlement potentiel)	176
9.2.2	Pendant les opérations	177
9.3	Risques industriels.....	178
10.	PLAN D'ENGAGEMENT DES PARTIES PRENANTES (PEPP)	181
10.1	Approche proposée pour l'engagement des parties prenantes	181
10.2	Exigences nationales et standards internationaux pour l'engagement des parties prenantes	182
10.2.1	Exigence nationale en matière de consultation des parties concernées	182
10.2.2	Standards internationaux	183
10.2.3	Politique d'engagement des parties prenantes des promoteurs	184

10.3	Identification et caractérisation des parties prenantes	184
10.3.1	Contexte local	185
10.3.2	Identification de parties prenantes	186
10.3.3	Cartographie des parties prenantes.....	191
10.4	Activités d'engagement des parties prenantes	195
10.4.1	Introduction	195
10.4.2	Consultations menées	195
10.4.3	Résumé des observations, enjeux et préoccupations des parties prenantes	200
10.4.4	Réponses du Projet	202
10.4.5	Phase de construction et d'exploitation.....	202
10.4.6	Conclusion sur l'avancement de l'engagement des parties prenantes	203
10.5	Mécanisme de gestion des doléances	204
10.5.1	Introduction	204
10.5.2	Principes d'élaboration du mécanisme de gestion des doléances	204
10.5.3	Rôles et responsabilités	204
10.5.4	Déroulement du mécanisme	205
10.6	Suivi et reporting des activités d'engagement des parties prenantes	208
10.6.1	Suivi des activités d'engagement des parties prenantes	208
10.6.2	Compte-rendu annuel	208
11.	BIBLIOGRAPHIE	209
12.	ANNEXES.....	210
	Annexe 1 : Compte rendu de la réunion d'information du 22 /06/2020	211
	Annexe 2 : Compte rendu de la réunion de simulation de la CP du 01 /07/2020.....	212
	Annexe 3 : Rapport de la consultation publique du 14/07/2020	213
	Annexe 4 : Exemple de fiche de doléance (en arabe / français)	214
	Annexe 5 : Présentation Power Point de la Consultation Publique.....	217

Liste des tableaux

Tableau 2.1	Structure du rapport	15
Tableau 4.1	Les principales matières utilisées pour la fabrication des Chaussures et des sacs	26
Tableau 4.2	Machine utilisés en industrie de cuir	27
Tableau 4.3	Caractéristiques des bâtiments prêts à l'emploi (Source : BEG Ingénierie, Septembre 2019)	32
Tableau 4.4	Quantité et provenance des matériaux utilisés pour la construction (source : BEG Ingénierie, juin2020).....	45
Tableau 4.5	Récapitulatif des matières premières de la zone industrielle	45
Tableau 4.6	Estimation annuelle des déchets solides de la zone industrielle Ahl Loughlam.....	48
Tableau 6.1:	Valeurs Limites Générales de Rejet applicable aux déversements des eaux usées ne disposant pas des Valeurs Limites Spécifiques de rejet.....	54
Tableau 6.2 :	Valeurs limites de dégagement, d'émission ou de rejet dans l'air de polluants de substances polluantes de l'air émanant de sources de pollution fixes	56
Tableau 6.3 :	Normes de performance de la SFI.....	63
Tableau 7.1	Résultats du RGPH de 2014 au niveau du territoire concerné par le projet	87
Tableau 7.2	Tableau d'indicateur démographique (RGPH 2014).....	88
Tableau 7.3	Taux de scolarisation au niveau de la commune.....	98
Tableau 7.4	Établissements de formation professionnelle par secteur et préfecture d'arrondissements	99
Tableau 8.1	Terminologie des caractéristiques des impacts.....	100
Tableau 8.2	Matrice d'évaluation de la sévérité des impacts	102

Tableau 8.3	Identification des impacts potentiels du Projet.....	105
Tableau 8.4	Qualité de l'air - Importance des Impacts en phase de construction	107
Tableau 8.5	Qualité de l'air – mesures d'atténuation en phase de construction	109
Tableau 8.6	Qualité de l'air - Importance des Impacts en phase d'exploitation	111
Tableau 8.7	Qualité de l'air – mesure d'atténuation en phase d'exploitation	112
Tableau 8.8	Bruit et vibration - Importance des Impacts en phase de construction.....	114
Tableau 8.9	Bruit et vibration – mesure d'atténuation en phase de construction.....	115
Tableau 8.10	Bruit et vibration - Importance des Impacts en phase d'exploitation	116
Tableau 8.11	Bruit et vibration – mesure d'atténuation en phase d'exploitation	117
Tableau 8.12	Évaluation de la sévérité de l'impact sur le paysage -Phase travaux.....	120
Tableau 8.13	: Mesures d'atténuation –Paysage- Phase travaux	120
Tableau 8.14	Évaluation de la sévérité de l'impact sur le paysage -Phase exploitation	121
Tableau 8.15	Mesures d'atténuation – Paysage - Phase exploitation.....	121
Tableau 8.16	Sol - Importance des Impacts en phase de construction.....	122
Tableau 8.17	Sol – mesure d'atténuation en phase de construction.....	124
Tableau 8.18	: Sol - Importance des Impacts en phase d'exploitation	125
Tableau 8.19	: Sol – Mesures d'atténuation en phase d'exploitation	126
Tableau 8.20	Ressources en eau - Importance des Impacts en phase de construction.....	128
Tableau 8.21	Ressource en eau – mesure d'atténuation en phase de construction.....	129
Tableau 8.22	Ressources en eau - Importance des Impacts en phase d'exploitation	130
Tableau 8.23	Ressources en eau – mesure d'atténuation en phase d'exploitation	131
Tableau 8.24	Gestion des eaux usées – Importance des impacts en phase de construction	132
Tableau 8.25	Gestion des eaux usées – Mesure d'atténuation en phase de construction	132
Tableau 8.26	Gestion des eaux usées – Mesure d'atténuation en phase d'exploitation	133
Tableau 8.27	Déchets solides - Importance des Impacts en phase de construction	134
Tableau 8.28	Déchet – mesure d'atténuation en phase de construction	136
Tableau 8.29	Gestion des déchets - Importance des Impacts en phase d'exploitation	140
Tableau 8.30	Gestion des déchets solides – mesure d'atténuation en phase d'exploitation	141
Tableau 8.31	Évaluation de la sévérité de l'impact sur la biodiversité-Phase travaux	144
Tableau 8.32	Mesures d'atténuation - Biodiversité- Phase travaux	145
Tableau 8.33	Évaluation de la sévérité de l'impact sur la biodiversité-Phase exploitation.....	145
Tableau 8.34	Mesures d'atténuation - Biodiversité- Phase travaux	146
Tableau 8.35	Évaluation de la sévérité de l'impact sur l'activité économique et l'emploi- Phase travaux	147
Tableau 8.36	: Mesures d'atténuation – Activités économiques et emploi - Phase travaux.....	148
Tableau 8.37	: Évaluation de la sévérité de l'impact sur l'activité économique et l'emploi- Phase exploitation	151
Tableau 8.38	: Mesures d'atténuation – Activités économiques et emploi – phase d'exploitation	152
Tableau 8.39	: Évaluation de la sévérité de l'impact sur l'utilisation et l'accès aux ressources -Phase travaux.....	153
Tableau 8.40	: Utilisation et accès aux ressources – Mesures d'atténuation en phase de travaux ...	153
Tableau 8.41	: Évaluation de la sévérité de l'impact sur l'utilisation et l'accès aux ressources -Phase exploitation	154
Tableau 8.42	: Utilisation et accès aux ressources – Mesures d'atténuation en phase d'exploitation	154
Tableau 8.43	Trafic et transport - Importance des Impacts en phase de construction.....	155
Tableau 8.44	Infrastructures et services – mesure d'atténuation en phase d'exploitation	156
Tableau 8.45	Trafic et transport - Importance des Impacts en phase d'exploitation	157
Tableau 8.46	Infrastructures et services – mesure d'atténuation en phase d'exploitation	158
Tableau 8.47	Évaluation de la sévérité de l'impact sur la santé et sécurité- Phase travaux.....	160
Tableau 8.48	Mesures d'atténuation – Santé sécurité – phase travaux.....	160
Tableau 8.49	: Évaluation de la sévérité de l'impact sur la santé et sécurité- Phase exploitation	164
Tableau 8.50	: Mesures d'atténuation – Santé sécurité – phase exploitation	164

Tableau 8.51 : infrastructure- Importance des impacts en phase de construction	168
Tableau 8.52 : Infrastructures- Mesure d'atténuation en phase de construction.....	169
Tableau 8.53 Patrimoine culturel et archéologique - Importance des Impacts en phase de construction	171
Tableau 8.54 Recyclage des matériaux issus de démantèlement du projet	172
Tableau 9.1 Évaluation des risques naturels	174
Tableau 9.2: Activités du Projet et des risques professionnels potentiels associés en phase de construction	177
Tableau 9.3 : Activités du Projet et des risques professionnels potentiels associés en phase d'opération.....	178
Tableau 9.4 : Analyse macro des sources potentielles de risques industriels	179
Tableau 10.1 : Approche générale des NP de la SFI en termes d'engagement avec les Parties Prenantes	184
Tableau 10.2: Groupes de parties prenantes	188
Tableau 10.3: Niveau d'intérêt et capacité d'influence des parties prenantes clés	191
Tableau 10.4: Consultations réalisées dans le cadre du développement de l'EIES	198
Tableau 10.5: Principaux enjeux discutés avec les Parties Prenantes lors des consultations pour l'état initial	201
Tableau 10.6: Principaux résultats issus des consultations des parties prenantes.....	202
Tableau 10.7: Activités d'engagement des parties prenantes en phases de construction et d'exploitation	203

Liste des figures

Figure 4.1 : Carte de situation du projet (source Phenixa sur fond Google Maps, 2020)	22
Figure 4.2 Planning de réalisation du projet du parc industriel Ahl Loughlam (source : AREP, Juin 2020)	23
Figure 4.3 Procédés de fabrication des chaussures.....	25
Figure 4.4 Procédés de fabrications Maroquinerie	26
Figure 4.5 Plan de masse du parc industriel d'Ahl Loughlam (source BEG Ingénierie, juin 2020)	29
Figure 4.6 Les types de clôtures prévus dans le projet (source BEG Ingénierie, juin 2020).....	32
Figure 4.7 Plan de bâtiment de service du parc industriel d'Ahl Loughlam (source BEG Ingénierie, 2020)	34
Figure 4.8 Carte de situation du projet (source Phenixa sur fond Google Maps, 2020).....	35
Figure 4.9 Avenue d'accès qui longe le mur de SEVAM (source : Phenixa, Juin 2020)	36
Figure 4.10 le Rond-point d'accès sur la RN9 (source : Phenixa, Juin 2020)	36
Figure 4.11 Voirie existante sur le site du parc industriel Ahl Loughlam (source : Phenixa, Juin 2020)	37
Figure 4.12 Plan de récolement des réseaux d'assainissement existants du parc industriel d'Ahl Loughlam (source : AIOmrane, 2008).....	39
Figure 4.13 Regard du réseau d'assainissement existant, parc industriel d'Ahl Loughlam (source : Phenixa, Juin 2020)	40
Figure 4.14 Bassin d'infiltration et de rétention existant du quartier SALAM 2 Ahl Loughlam (source : Phenixa, Juin 2020)	40
Figure 4.15 Plan de récolement du réseau d'eau potable existant, parc industriel d'Ahl Loughlam (source : AIOmrane, 2008).....	41
Figure 4.16 Plan de récolement du réseau de la basse tension, parc industriel d'Ahl Loughlam (source : AIOmrane, 2008).....	42
Figure 4.17 Coffret de façade et câbles d'alimentation et de distribution électrique endommagés (source : Phenixa, Juin 2020)	43

Figure 4.18 candélabres et poste transformateur existants Parc industriel (source : Phenixa, Juin 2020)	43
Figure 4.19 Répartition en poids des besoins annuels en matière première	46
Figure 7.1 Carte de délimitation de l'aire d'étude directe (source Phenixa sur fond Google Maps, 2020)	75
Figure 7.2 Carte de délimitation de l'aire d'étude indirecte (source Phenixa sur fond Google Maps, 2020)	76
Figure 7.3 Carte d'inventaire du milieu global (source Phenixa sur fond Google Maps, 2020)	77
Figure 7.4 Carte d'inventaire du milieu local (source Phenixa sur fond Google Maps, 2020)	78
Figure 7.5 : Température et précipitation moyenne à Casablanca (Climate-data, 2020)	79
Figure 7.6 : Rose des vents à Casablanca (source : météo bleue, 2020)	80
Figure 7.7 : Topographie du site du projet du Parc industriel (Source : Cabinet topographe GeoLambert, Octobre 2019)	81
Figure 7.8 : Localisation en eau souterraine au niveau de la zone du projet (Source : ABHBC, Mars 2012)	83
Figure 7.9 : Vue sur Casablanca depuis le sud du site (Source Phenixa, Juin 2020)	84
Figure 7.10 Arbres sur le site du projet (<i>Acacia horrida</i>) (source : Phenixa, Juin 2020)	85
Figure 7.11 Type de palmier présent sur le site et troupeaux d'Ovin (source : Phenixa, Juin 2020)	86
Figure 7.12 Exploitation agricole à proximité du site (source : Phenixa, Juin 2020)	86
Figure 7.13 Vue générale sur l'îlot 1 (source : Phenixa, Juin 2020)	89
Figure 7.14 Vue générale sur le site (source : Phenixa, Juin 2020)	89
Figure 7.15 Dépôt de déchets sur site (source : Phenixa, Juin 2020)	90
Figure 7.16 Garages situés en limite Est du site (source : Phenixa, Juin 2020)	90
Figure 7.17 Vue vers la résidence Ahl Loughlam depuis la limite sud du site (source : Phenixa, Juin 2020)	90
Figure 7.18 Vue sur Univers acier situé en contrebas depuis le mur de clôture à la limite Nord du site (source : Phenixa, Juin 2020)	91
Figure 7.19 Vue sur le mur de clôture de Univers Acier à la limite Nord du site (source : Phenixa, Juin 2020)	91
Figure 7.20: localisation des zones industrielles de la préfecture des arrondissements de Sidi Bernoussi	94
Figure 7.21 Infrastructure d'électricité (source : Phenixa, Juin 2020)	97
Figure 7.22: Situation des établissements de santé par rapport au site du projet	98
Figure 10.1 : Cartographie conceptuelle des parties prenantes du Projet	193
Figure 10.2: Page de garde de la présentation d'information du 22/06/2020	196
Figure 10.3: page de garde de la présentation de la consultation publique du 14/07/2020	197
Figure 10.4 : Processus du mécanisme de gestion des doléances	205
Figure 10.5: Procédure de traitement des doléances selon leurs natures	207

Liste des abréviations

AEP	Adduction en Eau Potable
ANAPEC	Agence Nationale de Promotion de l'Emploi et des Compétences
AREP	Agence Régional d'Exécution des projets
BPII	Les bonnes pratiques industrielles internationales
BT	Basse Tension
BTP	Bâtiment et Travaux Publics
CCI	Chaâbi Capital Investissement

CDC	Cahier De Charge
CES	Clauses Environnementales et Sociales
CHU	Centre Hospitalier Universitaire
CMTC	Centre Marocain des Techniques du Cuir
CNEIE	Comité National des études d'impact sur l'Environnement
Compact II	Programme de coopération II
COV	Composés organique volatile
CP	Consultation Publique
CRCS	Conseil Région Casablanca Settati
CREIE	Comité Régional des études d'impact sur l'Environnement
CRI	Centre Régional d'Investissement
CP	Consultation Publique
DASRI	Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux
DD	Déchets dangereux
DRE	Direction Régionale d'Équipement
E&S	Environnemental et Social
EIES	Etude d'impact environnemental et social
EP	Eau Pluvial
EPC	Équipements de Protection Collectifs
EPI	Équipements de Protection Individuels
EU	Eau usée
FDS	Fiches de Données de Sécurité
FEDIC	Fédération Marocaine des industries du cuir
FFP3	Filtering Facepiece, Littéralement « Pièce Faciale Filtrante »
FONZID	Fond des zones industrielles durables
GdM	gouvernement du Royaume du Maroc
IMME	Industries métallurgiques, mécaniques et électromécaniques
LED	Light-Emitting Diode
LGV	Ligne à Grande Vitesse
MCA-Morocco	Agence Millennium Challenge Account-Morocco
MCC	Millennium Challenge Corporation
MICEVN	Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Economie Verte et Numérique
MST	Maladies sexuellement transmissibles
MT	Moyenne Tension
NGM	Nivellement Général du Maroc
NP	Normes de Performances
OCP	Office Chérifien des Phosphates
OFPPT	Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OIT	Organisation internationale du travail

ONEE	Office National de l'Électricité et d'Eau potable
PA	Plan d'aménagement
PAE	Plan d'Action Environnemental
PAGIS	Plan d'Action Genre et Inclusion Sociale
PANE	Plan d'Action National pour l'Environnement
PAP	Population Affectée par le Projet
PDR	Plan de Développement Régional
PEPP	Plan d'Engagement des Parties Prenantes
PES	Performance Environnementale Sociale
PGES	Plan de Gestion Environnementale et Sociale
PIB	Produit Intérieur Brut
PMR	Personne à mobilité Réduite
PNA	Plan national d'assainissement liquide et d'épuration des eaux usées
PNDM	Programme National de Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés
PNE	Plan national de l'eau
PNPPI	Programme national de la prévention de la pollution industrielle
PPP	Partenariat Public Privé
PSSE	Programme de suivi et de surveillance environnemental et social
PSST	Plan de Santé Sécurité Travail
PV	Photovoltaïque
QHSE	Qualité, hygiène, sécurité, environnement
RAMSAR	Convention relative aux zones humides d'importance internationale
RCS	Région Casablanca Settat
RDC	Rez-De-Chaussée
RGPH	Recensement Général de population et habitat
RN	Route National
RP	Route Provinciale
SDR	Société de développement régional
SFI	Société Financière Internationale
SGES	Système de Gestion Environnemental et Social
SIBE	Sites d'Intérêts Biologique et Ecologique
SRAT	Schéma régional d'aménagement du territoire
VLE	Valeurs Limites d'Exposition
VME	Valeurs Moyennes d'Exposition
VSBG	Violences Sexuelles et Basées sur le Genre
ZI	Zone industrielle

1. RÉSUMÉ NON TECHNIQUE

1.1 Introduction :

Le projet du parc industriel Ahl Loughlam consiste à réaliser une zone industrielle d'environ 10 ha au niveau de l'arrondissement de Sidi Moumen, cette zone est destinée aux entreprises industrielles non polluantes dans le secteur d'industrie de cuir.

L'objectif de cette étude est d'identifier les différents impacts potentiels du projet et de proposer des mesures adéquates suivant les politiques et normes des bailleurs de fonds et conformément aux standards de performance environnementale et sociale de la SFI¹.

En Mai 2020, un accord de subvention à montant fixe pour la création du Parc Industriel Ahl Loughlam a été signé entre l'Agence Millennium Challenge Account-Morocco (MCA) et le Conseil Régional de Casablanca-Settat dans le cadre de l'Appel à Projet du Fonds des Zones Industrielles Durables FONZID lancé conjointement par le Millennium Challenge Corporation (MCC) et le Ministère de l'Industrie, de l'Investissement, du Commerce et de l'Économie Verte et Numérique.

1.2 Description du Projet

1.2.1 Composantes du parc

Le projet consiste à réaliser un Parc industriel à « Ahl Loughlam ». Ce projet d'une superficie de terrain de 10 ha 20a 24ca est situé à Sidi Moumen à Casablanca. Il est composé de 93 lots de terrain d'une superficie de 500 à 1000 m². 50 lots comprendront des bâtiments industriels en location, 41 lots sous forme de lots de terrains nus, 2 lots sont dédiés à la construction d'un bâtiment de services et un lot est dédié pour une unité logistique de récupération de produits d'emballage.

Le bâtiment de services sera développé sur une superficie de près de 3.000 m² (en R+4) et comprendra : un restaurant, une crèche, des show-rooms, une salle de formation, les bureaux de la société gestionnaire (SDR), un centre de soins, une agence bancaire et une agence d'intérim.

L'unité logistique de récupération des produits d'emballage sera dédiée pour la collecte des emballages produits sur le parc industriel.

Le projet prévoit un espace vert d'une superficie de 3 378,9 m² ainsi que des plantations d'alignement le long des voies de circulation.

Le parc sera clôturé et sécurisé, et comprendra un réseau électrique et télécoms de qualité, un éclairage performant, un gardiennage et un contrôle d'accès.

1.2.2 Activité des unités industrielles

Ce parc industriel permettra d'accueillir les industries du cuir non polluantes de l'écosystème chaussures, vêtements de cuir et maroquinerie. Il répond à la demande du développement de ce secteur essentiellement tourné vers l'export et qui connaît une très forte croissance ces dernières années. Ce parc permettra de créer environ 5 400 emplois.

1.2.3 Travaux à réaliser

Les travaux d'aménagement (voirie, réseaux électrique, eau potable et assainissement et éclairage public) ont été réalisés par Al Omrane propriétaire du terrain et réceptionnés en 2008. Depuis cette date, aucune unité industrielle ne s'est installée et le terrain est resté nu.

Les travaux consisteront à :

¹ https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/Topics_Ext_Content/IFC_External_Corporate_Site/Sustainability-At-IFC/Policies-Standards/

- La mise à niveau des infrastructures en voirie et réseaux divers y compris la clôture du site et la mise en place d'un système de vidéosurveillance
- La construction de plusieurs bâtiments prêts à l'emploi sous forme de hangars industriels de superficies au sol variables entre 500m² et 900m² au sol.
- La construction d'un bâtiment de service de 4 étages sur une superficie de près de 3.000 m²
- La construction d'une unité logistique pour récupération des produits d'emballage.

1.3 Cadre de l'EIES

En 2017, le Conseil Régional de Casablanca Settat CRCS a voté le plan de développement régional qui constitue le cadre de référence pour l'élaboration des documents urbanistiques et les stratégies locales. C'est dans ce cadre que le CRCS développe le projet de Parc industriel d'Ahl Loughlam.

Une convention de création du Projet, entre le Conseil Régional, Wilaya, Holding Al Omrane « Aménageur initial » a été votée en Mars 2019 et signée en avril 2019 puis validée par le Ministère de l'intérieur en septembre 2019.

Une convention d'opérationnalisation du projet, entre l'AREP « Maitre d'ouvrage délégué », la Fédération Marocaine des industries de cuir (FEDIC) et la Préfecture des arrondissements de Sidi Bernoussi a été signée en Mars 2019.

La Région de Casablanca Settat RCS et Chaâbi Capital Investissement du groupe de la banque populaire sont en cours de création d'une Société de Développement Régional « Casablanca Settat Développement » qui sera le gestionnaire du projet.

En 2019, la RCS a soumis une demande de financement pour la réalisation du parc d'Ahl Loughlam dans le cadre de l'Appel à Projet du Fonds des Zones Industrielles Durables FONZID lancé conjointement par le Millennium Challenge Corporation (MCC) et le Ministère de l'Industrie, de l'Investissement, du Commerce et de l'Economie Verte et Numérique. L'accord de subvention entre l'Agence Millennium Challenge Account-Morocco (MCA) et le Conseil Régional de Casablanca-Settat en Mai 2020 a été signé en Mai 2020.

1.4 État initial environnemental et social

1.4.1 Périmètre d'étude

Deux zones d'études ont été définies :

- Zone d'étude directe du projet englobera le parc industriel Ahl Loughlam, les industrielles qui entourent le site de projet, l'emprise de la ligne électrique, Les terrains et les bâtiments qui entourent le site, le bassin d'infiltration et les voies de circulation pouvant être empruntées entre le parc industriel et la RN9 et RP3006.
- Zone d'étude indirecte correspond à l'arrondissement de Sidi Moumen et qui permet de prendre en considération le transport en commun utilisés par les employés (Tram et bus), les voies d'accès et de sortie pour l'approvisionnement et la livraison des produits...

1.4.2 Milieu Physique :

Du point de vue climatique, le climat de la zone est de type semi-aride avec une influence océanique très ressentie et se traduit par une humidité de l'air souvent élevée.

Le site se trouve sur une petite colline avec 18 mètres de dénivelé entre le point haut (à 133 NGM) et le point bas.

L'ensemble de l'aire d'étude se trouve en milieu urbain, les émissions atmosphériques et sonores sont issues du trafic automobile et des unités industrielles bordant le site au nord et à l'est.

Le sous-sol est constitué de silto-grésos conglomératiques et sans existence de nappe souterraine généralisée.

Il n'y a aucun réseau hydrographique de surface. Les eaux pluviales du parc industriel sont drainées vers un bassin de rétention et d'infiltration qui se trouve à environ 400 m au sud du site du projet.

1.4.3 Milieu Naturel :

Le site du projet est situé au niveau d'une zone fortement anthropisée. Aucun habitat ou espèces faunistiques et floristiques sensibles n'a été identifié.

1.4.4 Milieu humain :

Le site appartient à l'arrondissement de Sidi Moumen ; préfecture d'arrondissement de Sidi Bernoussi au sein de la préfecture de Casablanca et rattaché à la région de Casablanca-Settat.

La population de la région de Casablanca-Settat est estimée à 6 861 739 habitants (RGPH 2014), et 1 559 404 ménages. L'arrondissement de Sidi Moumen compte 452 863 habitants, les femmes représentent 50.5% de la population de l'arrondissement soit 228 717 habitants. Le nombre de ménages l'arrondissement de Sidi Moumen est d'environ 103 310 ménages selon (RGPH 2014),

Le site de projet se trouve dans un terrain nu classé comme zone industrielle d'Ahl Loughlam sur le plan d'aménagement urbain. Actuellement le site lui-même abrite temporairement un petit troupeau de quelques moutons et est utilisé également comme zone de dépôt de déchets divers issus essentiellement des activités des garages situés à l'est et de parking pour les poids lourds.

À la limite du site, des habitations de type lotissement se concentrent dans un couloir au sud-sud-ouest et au nord-ouest à 100m. Deux écoles se trouvent au sud et l'ouest de site à moins de 150 m de la clôture de l'extrémité sud du site.

Au sud-Ouest du site, il existe un terrain nu puis le lotissement Salam II Ahl Loughlam. Selon le plan d'aménagement, ce terrain est destiné à une zone d'activités économique à vocation industrielle artisanale ou de bureau.

Au Sud-Est du projet, il existe un terrain agricole et des activités des garages pour mécanique auto et peinture des carrosseries.

Le site de projet couvre une superficie de 10ha 20a24ca a, sous le titre foncier T.14644d, cette parcelle de terrain est réservée à une zone industrielle selon le PA. Le Conseil Régional de Casablanca-Settat (CRCS) a acté l'acquisition de ce foncier avec AIOmrane à travers une convention entérinée le 5 septembre 2019 par le Ministère de l'intérieur. Les titres seront transférés directement au nom de la Société de Développement Régional « Casablanca-Settat », une fois celle-ci établie.

La région de Casablanca-Settat concentre 60% des industries et représente plus de 32% du PIB national, ce qui en fait le premier pôle industriel et économique du Maroc.

Créé dans les années 1960, le parc des zones industrielles de la préfecture de l'arrondissement de Sidi Bernoussi comprend les zones industrielles : Ahl Loughlam, Sidi Bernoussi et Sidi Moumen. Les secteurs d'activités y sont diversifiés : industrie métallurgique, agroalimentaire, textile, cuir, chimie et parachimie, bois, papier, carton, industrie électrique et électronique.

La zone d'étude est desservie par un ensemble des infrastructures importantes ;

- Infrastructure portuaire : ports de Casablanca et Mohammed VI pour les plus proches,
- Infrastructure aéroportuaire : Mohammed V, Tit Mellil et Benslimane.

- Réseau autoroutier : A3, A7, A5, A8
- Réseau routier : le site est accessible à partir de la route nationale RN9 à 550m à l'est et la route provinciale RP3006 à 580m au nord.
- Réseau ferroviaire : la gare d'Ain Sebaa se trouve à l'ouest du site à 4 km à l'ouest.
- Réseau de tramway et bus : le terminus de la ligne T1 du tramway est à environ 1500 mètres et la station de bus la plus proche est à 500 mètres.

La préfecture d'arrondissement de Sidi Bernoussi est raccordée au réseau d'eau potable et d'assainissement de la LYDEC et au réseau d'électricité de l'ONEE-Branche d'Électricité.

Le service de la propreté est confié à la société « Averda » qui assure la collecte des déchets ménagers et des déchets verts ainsi que le nettoyage des voiries.

L'infrastructure sanitaire dans l'arrondissement de Sidi Moumen comprend un hôpital et 4 centres de santé. Situé à 700 m au sud du site, le centre de santé de Salam 2 est le plus proche.

La zone d'étude directe englobe deux établissements scolaires ; il s'agit de lycée Zineb Nafsaoui et école primaire de Mohamed Zarktouni.

1.5 Impacts du Projet et mesures d'atténuation

1.5.1 Les principaux impacts positifs en phase des travaux

Les impacts du projet en phase travaux sont généralement liés à la création d'emplois directs et indirects, dans le secteur des bâtiments et des travaux public. Le chantier nécessitera un nombre de travailleurs qui varie entre 40 et 250 employés pour pouvoir assurer la mise en place du projet.

Le projet est situé au niveau d'une zone de logement économique qui constitue un bassin d'emploi très important. En effet, le projet offrira des emplois qui pourront bénéficier à la population locale homme ou femme durant ces différentes phases de développement en respectant les conditions de travail et de l'inclusion sociale. Les retombées économique du projet sur l'emploi et l'activité économique en générale se présentent comme suit :

- Le développement d'activités économiques et la création d'emploi directs de chantier ;
- Le développement des activités et la création d'emplois indirects de chantier pour les fournitures et les activités amont ;
- Le développement des activités de restauration à proximité des chantiers ;
- Le transfert de compétences et de technologies en assurant des formations aux profits des travailleurs sur le site.

1.5.2 Les principaux impacts négatifs en phase des travaux

L'aménagement du site comprendra essentiellement :

- La mise à niveau des infrastructures en voirie et réseaux divers y compris la clôture du site et la mise en place d'un système de vidéosurveillance
- Des travaux de terrassement, de remblaiement et de nivellement ;
- La construction d'un bâtiment de service ;
- La construction de plusieurs bâtiments prêts à l'emploi ;
- La construction d'une unité logistique pour récupération des produits d'emballage ;

Les activités de construction qui impliquent du bruit et des vibrations sont susceptibles de concerner les travaux de terrassement, nivellement, et l'usage des engins à moteur thermique et pneumatique. Compte tenu de la situation du projet, ces impacts restent mineurs à modérées.

La qualité de l'air ambiant peut potentiellement être affectée par la poussière accrue et par les gaz d'échappement gazeux.

L'impact sur le paysage est faible, le site ne faisant pas partie d'un paysage urbain remarquable. Le nettoyage du site aura un impact positif pour la population la plus proche.

L'impact lié au compactage du sol par les engins est mineur. La génération des déchets en phase de construction ainsi que les risques de pollution liés aux fuites ou déversements accidentels liés à la présence d'engins sont réduites du fait de la faible ampleur du chantier et les impacts potentiels mineurs. Vu la topographie du terrain, des travaux de déblai- remblai sont programmés pour remonter le niveau de la plateforme par rapport au terrain naturel (le niveau des chaussées des voiries). Le volume de remblai est estimé à 90 000 m³ et celui des déblais à 40 000 m³. L'apport de matériaux extérieurs sera nécessaire et pourra provenir de carrières avoisinantes. La réalisation des travaux du parc industriel va entraîner une production de déchets dont la mauvaise gestion engendrerait des risques de pollution et la dégradation générale du cadre de vie pour travailleurs et les riverains situés à proximité.

De points de vue biodiversité, le projet est situé dans une zone urbaine fortement modifiée par les activités humaines. L'environnement immédiat du projet est artificialisé et très pauvre en espèce.

Des diversités culturelles au sein de la main d'œuvre pourraient perturber les communautés avoisinantes, ceci reste cependant négligeable.

Les travaux de construction vont exposer les travailleurs plusieurs risques concernant la santé et sécurité : risques liés aux vibrations et bruits, risques d'accidents, risque d'électrocution et d'incendies et risques toxiques.

L'école et le lycée situés à proximité pourraient être impactés (bruit, poussières) par les travaux réalisés dans la partie du site la plus proche. De même les habitants les plus proches pourront être impacts par le bruit, la poussière et l'accroissement du trafic liés aux activités de chantier.

Les voies d'accès au site verront aussi le trafic accru par les véhicules de transport de personnel ou d'approvisionnement en matériaux.

L'inventaire de l'état initial n'a identifié aucun site d'intérêt patrimonial ou historique au niveau de l'ensemble de la zone d'étude.

1.5.3 Mesures d'atténuation en phase des travaux

Pour atténuer les impacts liés à la phase des travaux, les entreprises en charge de la réalisation des travaux d'aménagement du parc industriel devront mettre en place toutes les mesures de bonne gestion environnementale des chantiers. Il s'agira notamment de :

- Veiller au bon fonctionnement des engins afin de réduire les émissions atmosphériques et les nuisances sonores,
- Atténuer la poussière provenant des terrassements, nettoyage et décapage et des activités du site par arrosage fréquent.
- Mettre en place une signalisation suffisante et appropriées notamment à l'extérieur du chantier ;
- Planifier les heures de travail (7h00 à 18h00) et contrôler la nature des travaux nocturnes.
- Favoriser dans la mesure du possible, l'utilisation des équipements électriques
- Planifier, autant que possible la circulation des poids lourds pour la programmer durant la journée de façon à limiter les nuisances dans les traversées résidences avoisinantes ;
- Bâchage obligatoire des camions transportant des matériaux pulvérulents ;
- Vérifier la charge des véhicules lourds transportant les matériaux de construction.

- Informer les populations au préalable sur la tenue des travaux et mettre en place un registre de doléances,
- Assurer une bonne gestion des déchets sur le chantier en élaborant un registre de gestion des déchets pour chacune des entreprises intervenant sur le site ;
- Veiller au bon entretien du chantier afin de ne pas colmater les réseaux d'eaux pluviales et d'eaux usées existants
- Assurer l'assainissement liquide des employés sur site en mettant en place des toilettes raccordés au réseau existant ;

Toutes ces mesures devront être intégrées dans les dossiers d'appels d'offre des entreprises qui seront chargées de la réalisation des travaux.

1.5.4 Les principaux impacts positifs en phase d'exploitation

La mise en place de la zone industrielle d'Ahl Loughlam abritera plusieurs entreprises opérant dans le domaine du cuir. Ces entreprises contribueront à la création d'un emploi durable en particulier au profit des femmes et des jeunes qui représentent jusqu'à 70% des employés du secteur.

Le projet participera au renforcement et au développement de la chaîne de valeur depuis l'élevage jusqu'à la transformation et la fabrication, à l'échelle locale, régionale voire même nationale. Il permettra également de contribuer à accroître les exportations du Maroc et améliorer la balance commerciale.

La présence d'un centre de formation sur site est un atout positif pour le secteur du cuir qui est en forte pénurie de main d'œuvre.

La valorisation de cette zone aménagée en 2008, abandonnée depuis et utilisée comme décharge de déblais divers va permettre d'améliorer fortement le cadre de vie de la population avoisinante et aura des retombées positives pour le développement socio-économique de la commune de Sidi Moumen.

Le projet prévoit la mise en place d'un centre de soins, d'une pharmacie, d'un restaurant, d'un kiosque de restauration, d'une agence bancaire, d'une agence d'intérim et d'une crèche. Il est envisagé d'ouvrir ces services aux populations riveraines, ce qui permettra à la population d'avoir plus de services à proximité

La présence d'une agence d'intérim permettra d'amplifier les impacts positifs liés à la création d'emploi en étant au plus proche à la fois des employeurs en recherche d'employés et des demandeurs d'emploi. La présence d'une crèche également contribuera à améliorer les conditions de vie des employés sur le parc.

1.5.5 Les principaux impacts négatifs en phase d'exploitation

Les processus de production de la chaussure, de la maroquinerie et de l'habillement ne sont pas émetteurs de polluants atmosphériques liés à la combustion d'hydrocarbures ou autre procédés de transformation chimique. Toutefois, la qualité d'air intérieur des unités industrielles peut être impactée par l'utilisation de la colle au néoprène ou chloroprène polymérisé solvanté. Des systèmes d'extraction d'air et de renouvellement d'air au niveau des postes de travail ou d'autres systèmes de protection permettent de réduire le niveau d'exposition des employés.

Les industries du cuir seront équipées d'un parc machine de dominance mécanique et hydraulique, qui génère un faible niveau de bruit et de vibration.

Les matières dangereuses utilisées peuvent constituer des sources de dégradation et de contamination s'ils atteignent les réseaux d'eaux usées ou d'eaux pluviales. Les produits polluants seront stockés à l'intérieur des bâtiments sur des zones étanches avec de faibles risques de déversement.

Le développement du projet ne modifiera pas la topographie du site, mais il contribuera à imperméabiliser d'une partie du site au niveau de l'emprise des bâtiments projetés. Cette imperméabilisation va engendrer

des flux supplémentaires d'eaux pluviales. Cependant, le système d'assainissement existant (réseau et bassin d'infiltration et de rétention) prend en considération l'imperméabilisation du site de projet. Le réseau d'assainissement des eaux pluviales au niveau du parc industriel sera réhabilité et équipé d'un dégrilleur et une vanne murale en aval du parc. Cette vanne permettra de ne pas déverser les eaux d'incendie vers le bassin de rétention. Les eaux pluviales des voiries et des parkings risquent d'être chargées en hydrocarbures, cependant le bassin de rétention est équipé des ouvrages de prétraitements adéquats : dégrilleur/dessabler/déshuileur.

Les impacts potentiels liés à la gestion des eaux usées sanitaires sont liées à des raccordements inadaptés ainsi qu'aux problèmes éventuels de maintenance du réseau. Ces problèmes restent mineurs et l'intensité de l'impact est faible.

Pour la phase d'exploitation du projet, les déchets susceptibles d'être générés sont les suivants :

- Les déchets industriels banals : Cuir, papier, carton, emballages, poussière de coupe, etc...
- Les matières spéciales telles que les récipients de colle, outils et éléments souillés par la colle, produits de maintenance et hydrocarbure,...
- Les déchets ménagers issus des réfectoires et restaurants
- Les déchets verts issus de la maintenance des espaces verts et des arbres d'alignement.

Une mauvaise gestion de ces déchets engendrera des risques sanitaires pour les employés, la population et les services de collecte des déchets.

La présence d'espaces verts et d'arbres d'alignement aura des impacts positifs sur la biodiversité.

La consommation en eau en phase d'exploitation est estimée à environ 33 750 m³, elle sera fournie par Lydec et n'affectera pas les autres usages de l'eau. Les unités industrielles mobiliseront de l'énergie électrique qui n'affectera pas les autres usages de la ville. Toutefois des mesures d'efficacité énergétique seront mises en place pour réduire les consommations : mise en place de LED, respect de la réglementation thermique du bâtiment pour le bâtiment de services.

La création du parc industriel va influencer et augmenter le flux de véhicules pouvant occasionner des difficultés et des délais importants dans les déplacements des résidents du quartier Salam 2 et des utilisateurs de la RP 3006 et RN9.

De point de vue santé sécurité liées aux travailleurs, plusieurs types de risques se présentent :

- Risques d'accidents avec les machines
- Risques chimiques liés à l'usage de certains produits tels que les colles
- Risques d'incendie et d'explosion
- Autres risques ne sont pas spécifiques aux métiers des ateliers de transformation du cuir : chutes de plain-pied sur sol glissant, inégal ou encombré, électrisation/électrocution par utilisation d'outillage défectueux ...

Le développement d'un parc industriel durable clôturé et sécurisé réduit fortement les impacts potentiels sur la santé, sécurité et sûreté de la communauté avoisinante en phase d'exploitation.

1.5.6 Mesures d'atténuation en phase d'exploitation

- Les unités industrielles qui vont construire leur unité sur les terrains nus devront respecter les mesures du PGES en phase de construction
- les unités industrielles qui s'installeront devront réaliser une étude d'impact sur l'environnement selon la réglementation en vigueur.

- Les industriels locataires des bâtiments industriels et investisseurs sur les parcelles des ilots 4 et 5 devront mettre en place des équipements en conformité avec les exigences réglementaires au Maroc et en ligne avec les directives générales EHS de la SFI.
- La qualité de l'air ambiant et l'ambiance sonore des unités industrielles devront être conforme aux exigences réglementaires.
- Des suivi de mesures de qualité d'air seront régulièrement réalisées par les industriels et transmises au gestionnaire
- Les unités industrielles du site devront élaborer un Plan de Santé Sécurité au Travail qui sera validé par la SDR.
- Les unités industrielles devront élaborés un plan de gestion des déchets et un plan de gestion des matières dangereuses qui sera validé par la SDR.
- Respecter la charte architecturale qui veillera à une intégration paysagère et architecturale en harmonie avec les activités et les objectifs du projet ;
- Assurer un bon entretien du réseau d'eaux usées et d'eaux pluviales
- Inciter à mettre en place des équipements économes en eau et énergie (robinets pousseurs, double-chasse, LED, PV...etc.)
- Assurer une accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduite et en situation de handicap

Les mesures pourront être intégrées dans le Cahier des Charges qui va lier la SDR à l'industriel locataire

La SDR veillera à la mise en place des panneaux de signalisation des accès au Parc et à la limitation de vitesse au sein du parc,

La SDR veillera à maintenir la sécurité de la zone et à son bon entretien. Le cas échéant le renforcement de l'accessibilité routière au parc pourra être réalisé

En cas d'incendie le gestionnaire du réseau d'assainissement doit intervenir pour fermer la vanne murale, cette fermeture permettra d'éviter l'évacuation des eaux incendies vers le bassin d'infiltration en les dirigeants vers le réseau des eaux usées.

La SDR mettra en place des équipements économes en eau et énergie dans le bâtiment de service.

La SDR veillera au développement des services en faveur des entreprises et des employés en particulier pour les femmes (développement de services de crèche, etc...)

La SDR pourra proposer et organiser des formations à destination des entreprises et de leurs employés concernant la santé sécurité au travail, les technologies propres dans le secteur de la chaussure, l'efficacité énergétique etc...

1.5.7 Résumé des impacts attendus

Sujet	Impact avant atténuation		Impact résiduel	
	Construction	Exploitation	construction	Exploitation
Qualité de l'air	Faible à Modérée	Négligeable à majeure	Négligeable	Faible
Bruit	Mineure à Modérée	Négligeable à Modérée	Faible	Faible
Utilisation des ressources	Négligeable	Modérée	Négligeable	Négligeable
Ressources en eau (drainage et érosion)	Insignifiante à Mineure	Mineure	insignifiante	insignifiante
Ressources en eau (pollution accidentelle)	insignifiante	Mineure	Modérée à majeure	insignifiante
Sols	Mineure à modérée	Négligeable	Faible	Faible
Eaux usées	Mineure	insignifiante	Mineure	insignifiante
Biodiversité Flore	Négligeable	Insignifiante à positif	Négligeable	Insignifiante à positif
Biodiversité Faune	Négligeable	Insignifiante à positif	Négligeable	Insignifiante à positif
Impact Visuel/Paysage	Négligeable à mineur	Négligeable	Faible	Négligeable à positif
Foncier	Pas d'impact	Pas d'impact	Pas d'impact	Pas d'impact
Socio-économique	Positif	Positif		
Santé et sécurité des populations et des travailleurs	Modérée	Modérée	Faible	Faible à Modérée
Santé et sécurité des populations et des communautés	Mineure à Majeure	Négligeable	Faible	Faible à Modérée
Déchets solides	Négligeable à modérée	Négligeable à modérée	Modérée	Faible
Trafic, routes et voies d'accès	Mineure à modérée	Mineure à modérée	Modérée	Faible
Patrimoine culturel	Modérée	Faible	Faible	Faible
Infrastructure social	Modérée	Mineure	Faible	Négligeable

2. INTRODUCTION

Le parc industriel d'Ahl Loughlam, est situé au niveau de l'arrondissement de Sidi Moumen (préfecture de Sidi Bernoussi). Il a été créé par la société ALOmrane en 2008 sans mise en valeur jusqu'à ce jour.

Le Conseil Régional de Casablanca-Settat (CRCS) a acté l'acquisition de ce foncier avec Al Omrane à travers une convention entérinée le 5 septembre 2019 par le Ministère de l'intérieur.

Associé avec Chaabi Capital Investissement du groupe de la banque populaire et en partenariat avec la FEDIC, le CRCS développe le projet de rénovation et de mise en valeur de ce parc qui sera destiné à accueillir des activités non polluantes dans le domaine du cuir.

En mai 2020, un accord de subvention à montant fixe pour la création du Parc Industriel Ahl Loughlam a été signé entre l'Agence Millennium Challenge Account-Morocco (MCA) et le Conseil Régional de Casablanca-Settat dans le cadre de l'Appel à Projet du Fonds des Zones Industrielles Durables FONZID lancé conjointement par le Millennium Challenge Corporation (MCC) et le Ministère de l'Industrie, de l'Investissement, du Commerce et de l'Économie Verte et Numérique.

2.1 Contexte du Projet

En 2017, le Conseil Régional de Casablanca Settat a voté le plan de développement régional qui constitue le cadre de référence pour l'élaboration des documents urbanistiques et les stratégies locales.

La stratégie de développement repose sur 5 axes stratégiques couvrant l'ensemble des problématiques de développement de la région et plaçant le citoyen au cœur des préoccupations :

- Générations futures
- Milieu rural intégré
- Attractivité sociale, culturelle et qualité de vie
- Entreprise innovation et emploi
- Mobilité régionale

La création de parcs industriels compétitifs, en complément de l'existant constitue le premier objectif de l'axe 4 « Entreprise, innovation et emploi ». L'objectif est de créer des parcs industriels intégrés suivant les standards de rang mondial.

C'est dans ce cadre que le CRCS développe le projet de Parc industriel d'Ahl Loughlam. Les travaux d'aménagement ont été réalisés par Al Omrane propriétaire du terrain et réceptionnés en 2008. Depuis cette date, aucune unité industrielle ne s'est installée et le terrain est resté nu.

Une convention de création du Projet, entre le Conseil Régional, Wilaya, Holding Al Omrane « Aménageur initial » a été voté en Mars 2019 et signée en avril 2019 puis validée par le Ministère de l'intérieur en septembre 2019.

Une convention d'opérationnalisation du projet, entre l'AREP « Maître d'ouvrage délégué », la Fédération Marocaine des industries de cuir (FEDIC) et la Préfecture des arrondissements de Sidi Bernoussi a été signée en Mars 2019.

La Région de Casablanca Settat et Chaabi Capital Investissement du groupe de la banque populaire sont en cours de création d'une Société de Développement Régional « Casablanca Settat Développement » qui sera le gestionnaire du projet.

En 2019, la RCS a soumis une demande de financement pour la réalisation du parc d'Ahl Loughlam dans le cadre de l'Appel à Projet du Fonds des Zones Industrielles Durables FONZID lancé conjointement par le Millennium Challenge Corporation (MCC) et le Ministère de l'Industrie, de l'Investissement, du Commerce et de l'Économie Verte et Numérique. L'accord de subvention entre l'Agence Millennium Challenge Account-Morocco (MCA) et le Conseil Régional de Casablanca-Settat a été signée en mai 2020.

2.2 Justification du Projet

Le parc industriel Ahl Loughlam, objet de cette étude, est destiné aux entreprises industrielles non polluantes dans le secteur d'industrie de cuir.

L'industrie marocaine du cuir est une composante importante du secteur des biens de consommation au Maroc, elle joue un rôle relativement important dans l'économie nationale. La filière a été considérée de ce fait, dans le cadre du Pacte National pour l'Emergence industrielle, comme l'un des sept métiers mondiaux du Maroc.

L'industrie du cuir au Maroc possède une longue tradition de savoir-faire artisanal qui fait sa renommée internationale. Plus de 70% de la production du secteur est destinée à l'export. En 2013 le secteur représentait plus de 3,9 milliards de dirhams soit 2,8 % de l'ensemble des exportations du Maroc. La chaussure représente 80% des exportations du secteur et les produits de la maroquinerie et habillement 8%. La région de Casablanca Settat abrite plus de 80% du nombre total des établissements industriels hors tannerie.

Avec plus 300 entreprises, l'industrie du cuir emploie aujourd'hui environ 21 000 salariés de façon formelle et près de 10 000 personnes de manière informelle. Ce secteur réalise un Chiffre d'affaire annuel de 7 milliards de dirhams.

La création du parc industriel Ahl Loughlam s'inscrit dans le cadre des contrats de performance signés en 2016 entre les professionnels du domaine du cuir et le ministère de l'industrie et le ministère de finance pour soutenir le développement de trois écosystèmes suivants :Tanneries, Maroquineries et Chaussures.

Ce projet permet donc d'améliorer du secteur d'industrie au Maroc et optimiser les performances des sociétés tout en respectant les principes de développement durable.

Située au niveau de la plus grande ville industrielle au Maroc, le parc Ahl Loughlam est bien positionné par rapport aux :

- Destinations clés et marchés d'import / export (à partir du port Casablanca, aéroport...etc)
- Principales villes du Maroc et des pays voisins via les infrastructures existants (port, aéroport, autoroute, voies ferrées...etc.).
- La ville de Casablanca abrite la grande partie des entreprises du secteur de cuir au Maroc.

Les principales considérations relatives au contexte international, national et local sont :

■ Contexte International :

La situation géographique du projet est exceptionnelle entre l'Afrique et Europe. Ce projet profite de plusieurs infrastructures existantes :

- Une plateforme aéroportuaire importante : aéroport de Casablanca.
- Port de Casablanca et le port Tanger-Med.

■ Contexte National :

- Réseau routier stratégique qui longe la côte ouest jusqu'au Nord du Maroc.
- Réseau ferroviaire et une ligne du train à Grande vitesse reliant Tanger à Casablanca.

■ Contexte Régional :

- Transport : réseau routière et autoroutière important, voie ferrée et ligne LGV (Ligne à Grande Vitesse), port de Casablanca, Aéroport Mohammed VI, etc
- Secteur industriel : avec plus de 3.000 unités, la région de Casablanca Settat abrite environ 39% du nombre total des établissements industriels.

2.3 Identité du Promoteur et des bénéficiaires

Le projet de la zone industrielle d'Ahl Loughlam est porté par le conseil régional de Casablanca, qui s'est engagé dans le cadre du FONZID à créer une structure de gestion sous forme d'une société de développement régional (SDR). Cette société est créée conjointement avec le Chaâbi Capital Investissement (CCI).

Afin de répondre aux objectifs escomptés du projet en favorisant l'installation des entreprises de confection du cuir (chaussure, maroquinerie et vêtement de cuir) qui sont les principaux bénéficiaires du projet, le conseil régional travaille également en partenariat avec la Fédération des industries du cuir (FEDIC).

2.3.1 Le conseil régional

Le conseil régional de Casablanca-Settat est composé de 75 élus, il règle par ses délibérations les affaires faisant partie des compétences de la région et exerce les attributions qui lui sont conférées par les dispositions de la loi organique n° 111-14 relative aux régions. Le conseil de la région délibère sur les affaires suivantes :

- Du développement régional, de l'aménagement du territoire et des services publics ;
- Des finances, de la fiscalité et du patrimoine de la région ;
- De la coopération et du partenariat.

Dans le cadre du présent projet, le conseil régional de Casablanca-Settat est le porteur du projet et vise notamment la création de la zone industrielle d'Ahl Loughlam, du développement d'une éventuellement offre locative, de l'accompagnement de l'implantation des entreprises et des règles à faire respecter par les locataires et usagers.

2.3.2 Chaabi Capital Investissement

La société de gestion du fonds de fonds Chaâbi Capital Investissement fait partie d'Upline Group une Holding spécialisée dans la gestion des fonds d'investissement, organisée autour de 4 sociétés gérant des engagements totalisant 7,5 Milliards de Dirhams. Chaâbi Capital Investissement totalisant des engagements de souscription de 2,0 Milliards de dirhams.

Dans le cadre du projet, CCI fait partie des bailleurs de fonds du projet. Il est également membre de la SDR avec le Conseil régional de Casablanca-Settat.

2.3.3 Société de Développement Régional

La société de développement régional (SDR) est en cours de création par le conseil régional conjointement avec Chaâbi Capital Investissement. La SDR a pour objet principal l'aménagement et l'exploitation de zones d'activités économiques : construction, développement, viabilisation, entretien, maintenance, rénovation, réfection, commercialisation, détention, acquisition et location de terrains...etc.

Cette société aura pour mission principale : assurer l'entretien de la zone industrielle, favoriser l'implication des entreprises implantées dans la vie de la zone, mettre en place des services d'accompagnement aux entreprises et leurs employés selon le besoin, mettre en place et maintenir les services à destination des employés et veiller au respect des contrats de location signés avec les différents locataires.

2.3.4 FEDIC

La Fédération Marocaine des industries du cuir (FEDIC), créée en 1991, regroupant l'industrie de la chaussure, la maroquinerie, la tannerie, la mégisserie, la sellerie et les industries connexes telles que les fournisseurs de colle, de machine et d'accessoires.

Dans le cadre du projet, la FEDIC se chargera de l'écosystème économique de l'industrie du cuir. Elle travaillera en étroite collaboration avec la SDR afin de prendre les mesures adéquates pour favoriser

l'implication des entreprises opérant dans le secteur du cuir et souhaitant intégrer de la zone industrielle d'Ahl Loughlam.

2.3.5 FONZID « Fonds des zones industrielles durables »

Le gouvernement du Royaume du Maroc (GdM) a conclu, le 30 novembre 2015, un deuxième programme de coopération (Compact II) avec le gouvernement des États-Unis d'Amérique, représenté par Millennium Challenge Corporation (MCC), dans l'objectif de rehausser la qualité du capital humain et d'améliorer la productivité du foncier.

L'Agence Millennium Challenge Account-Morocco (MCA-Morocco) est un établissement public doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Créée en septembre 2016, MCA Morocco est chargée de la mise en œuvre du Compact. MCA-Morocco est administrée par un Conseil d'Orientation Stratégique, présidé par le Chef du gouvernement et sera dissoute cent vingt (120) jours après la date d'échéance du Compact II.

Le Projet « Productivité du foncier » vise l'amélioration de la gouvernance et de la productivité du foncier pour mieux répondre aux besoins des investisseurs et attirer davantage d'investissements, grâce à la mise en œuvre de trois activités : « Gouvernance du foncier », « Foncier industriel » et « Foncier rural ».

Dans le Cadre du Projet « Foncier Industriel » signé avec le MCC, le MCA-Morocco a mis en place un fond dédié au subventionnement de projets de développement et de réhabilitation de zones industrielles au Maroc nommé « FONZID » (Fonds des zones industrielles durables). La sélection et la mise en œuvre de ces projets doivent répondre à des exigences environnementales et sociales strictes.

2.3.6 Bénéficiaires

Les premiers bénéficiaires du projet sont les entreprises formelles de confection du cuir (chaussure, maroquinerie et vêtement de cuir) souhaitant s'implanter au niveau de la zone industrielle durable d'Ahl Loughlam.

Les autres bénéficiaires sont la population avoisinante voire même celle de tout l'arrondissement de Sidi Moumen qui bénéficieront des offres d'emploi fournies par les entreprises de la zone industrielle ainsi que des retombées directes et indirectes liées à la dynamique de l'économie locale suite à l'installation des nouvelles entreprises dans la zone (petites activités de restauration, épicerie, location, ...).

2.4 Présentation du Consultant

La société Phénixa est un bureau d'études marocain spécialisé dans le domaine de l'environnement au Maroc qui appartient au groupe français Burgeap. Phénixa œuvre dans le domaine de l'environnement depuis 1995. Phénixa a développé de très fortes compétences dans le domaine de la gestion environnementale et dispose d'une équipe de 15 personnes permanentes qui maîtrisent les outils tels que l'Évaluation Environnementale, la définition et la mise en œuvre de Plan de Gestion Environnemental et Social. Phénixa a accompagné les autorités marocaines chargées de la gestion de l'environnement dans la mise en œuvre du processus d'étude d'impact. Phénixa a également fortement contribué au renforcement des capacités du Ministère délégué en charge de l'Environnement Marocain.

Phénixa a de très nombreuses références dans le domaine des études d'impacts sur l'environnement, et connaît bien les procédures des CNEIE et/ou CREIE. Phénixa a présenté près de 15 projets devant le Comité National des Études d'Impact sur l'Environnement pour lesquels l'acceptabilité environnementale a été donnée. Ce sont des projets industriels et des projets d'infrastructures (assainissement liquide, décharge pour les déchets ménagers, centre de traitement des déchets industriels) et des projets de développement touristique.

Phénixa travaille également sur de nombreuses évaluations environnementales et sociales en conformité avec les standards des bailleurs de fonds et en particulier avec les standards de la SFI et du MCA.

Pour réaliser cette EIES, Phenixa a mobilisé une équipe multidisciplinaire composée d'un directeur de projet expert environnemental et social, d'un expert environnemental et social, d'un ingénieur en génie rural et environnement, d'un ingénieur en énergie et environnement et d'une cartographe.

2.5 Objectif de l'EIES

L'EIES a pour objectif d'identifier suffisamment tôt les impacts environnementaux et sociaux du projet afin de les éviter, les réduire et/ou les compenser. Elle doit s'assurer que les exigences de la protection de l'environnement sont prises en considération suffisamment tôt dans la planification.

L'évaluation des impacts prévisibles du projet du parc industriel Ahl Loughlam portera sur l'ensemble des volets de l'environnement analysés au moment de l'élaboration de l'état initial. Cette évaluation sera faite selon les politiques et normes des bailleurs de fonds impliqués et ce, afin de mettre en évidence, à partir des sensibilités des éléments du milieu recensées dans l'état initial de l'environnement, les impacts directs, indirects et temporaires et de définir ensuite, les principes de mesures permettant de supprimer, réduire ou compenser les effets négatifs du projet.

Pour les impacts sociaux, une identification spécifique des impacts susceptibles d'affecter différemment les hommes et les femmes sera effectuée, de façon à pouvoir proposer des mesures visant à éviter la création ou l'augmentation de discrimination entre hommes et femmes.

La réalisation de projet parc industriel Ahl Loughlam aura une série d'impacts positifs et négatifs aussi bien en phase de travaux qu'en phase d'exploitation.

L'EIES présente l'ensemble des impacts positifs et négatifs sur l'environnement. Il présente ensuite les mesures générales prises pour les prévenir, les atténuer au mieux ou les accompagner.

Les impacts négatifs seront ainsi analysés avant définition et après définition des mesures (impacts résiduels).

Les impacts négatifs potentiels du présent projet sur l'environnement peuvent être :

- Directs et indirects ;
- Temporaires (pendant la phase chantier/construction) et permanents (pendant la phase exploitation) ;
- Réversible ou irréversible.

L'horizon temporel de l'étude d'impact s'étend sur la période englobant la construction, l'exploitation et le démantèlement du projet.

Les impacts liés à la phase de construction prendront fin avec les travaux de réalisation du projet. Les impacts liés à l'exploitation du projet continueront durant toute sa période de vie.

L'EIES développe également un Plan de Gestion Environnemental et Social qui constitue l'outil de suivi de la mise en œuvre des mesures d'atténuation identifiées lors de la réalisation de l'EIES.

L'objectif de l'EIES est également de pouvoir informer les différentes parties prenantes de la réalisation du projet et de ses impacts environnementaux et sociaux associés lors d'une réunion de consultation publique.

2.6 Processus de l'EIES

Le processus de la réalisation de l'EIES est composé des étapes suivantes :

- Reconnaissance du site du projet, et investigation autour du site ;
- Identification et analyse du contexte environnemental et social avant la mise en œuvre du projet et des activités/composantes du projet ;
- Analyse des impacts sociaux et environnementaux potentiels en l'absence de projet (scénario " sans projet "), ainsi que des alternatives de projet ;

- Identification et évaluation des composantes du projet et de ses principaux impacts potentiels environnementaux et sociaux ;
- Détermination des effets cumulatifs de tous les projets existants et prévus à proximité du lieu d'implantation du projet ;
- Définition des mesures d'atténuation liées aux impacts et aux risques environnementaux et sociaux négatifs potentiels et maximisation des impacts positifs ;
- Élaboration du Plan d'Engagement des Parties Prenantes (PEPP) ;
- Élaboration d'un plan de gestion environnementale et sociale (" PGES ") et des procédures de suivi et d'évaluation de ces mesures ;
- Résumé non-technique ;
- Consultation de la population : afin de se conformer aux exigences des bailleurs de fonds, une réunion d'information et de consultation de la population sera organisée en coordination avec la SDR et en impliquant fortement les autorités locales. Ces réunions ont pour but de présenter le projet, ses impacts et ses mesures et de laisser un espace de questions réponses importants permettant de recueillir les commentaires de la population. Cette réunion fera l'objet d'un rapport de la consultation publique intégré dans l'EIES.

2.7 Structure du rapport

La structure de ce rapport de de l'EIES est résumée dans le Tableau 1-1.

Tableau 2.1 Structure du rapport

Chapitre	Titre	Contenu
1	Résumé non technique	Résumé de l'EIES à l'intention des décideurs et du public.
2	Introduction	Présentation du contexte du Projet, l'objectif de le 'EIES, la justification du projet, la présentation des promoteurs du projet et du consultant, le processus de l'EIES et la structure du rapport.
3	Étude de cadrage	Description succincte du projet, de son milieu d'insertion et identification des principaux enjeux Environnementaux et Sociaux
4	Description du Projet	Description technique du calendrier du Projet, les installations, les activités.
5	Analyse des variantes	Analyse des variantes de sites et de techniques, et alternative sans projet
6	Cadre institutionnel et réglementaire	Description de la législation environnementale applicable au Projet, ainsi que les standards internationaux.
7	Description de l'environnement à l'état initial	Analyse des données d'état initial de l'environnement naturel et socioéconomique existant. Revue des sensibilités environnementales identifiées comme pouvant être affectées par le Projet.
8	Évaluation des impacts et risques du Projet	Évaluation des impacts positifs et négatifs du Projet sur l'environnement naturel et socio-économique ainsi que des impacts cumulés. Description des mesures d'atténuation proposées. Évaluation des impacts résiduels du Projet.
9	Évaluation des risques à la santé industrielle et la sécurité des tiers	Risques du projet et pour son environnement

Chapitre	Titre	Contenu
10	Plan d'Engagement des Parties Prenantes	Identification des différentes parties et leur niveau d'interaction avec le projet. Type d'information et processus de communication entre Tawfiq Jadida et les parties prenantes tout au long du projet.
11	Bibliographie	
12	Annexes	

L'EIES est accompagnée des documents suivants :

- PGES développé pour la phase travaux et exploitation
- Clauses Environnementales et Sociales CES
- Plan de Santé Sécurité Travail PSST

3. ETUDE DE CADRAGE

3.1 Description succincte du Projet

Le projet consiste à réaliser un Parc industriel à « Ahl Loughlam ». Ce parc d'une superficie de terrain de 10 ha 20a 24ca est situé à Sidi Moumen à Casablanca. Il est composé de 93 lots de terrain d'une superficie de 500 à 1000 m². Ces lots seront mis en location sous forme de lots de terrains nus ou comprendront des bâtiments industriels en location.

Ce parc industriel sera dédié aux industries du cuir non polluantes (Écosystème Chaussures, Vêtements de cuir et Maroquinerie). Il permettra de créer environ 5 400 emplois.

Le projet prévoit aussi la construction d'un bâtiment de services d'une superficie de près de 3.000 m² comprenant un restaurant, une crèche, des show-rooms, une salle de formation, les bureaux de la société gestionnaire (SDR), un centre de soins, une agence bancaire et une agence d'intérim, et la mise en place d'une unité logistique de récupération des produits d'emballage.

Le parc sera clôturé et sécurisé, et comprendra un réseau électrique et télécoms de qualité, un éclairage performant, un gardiennage et un contrôle d'accès.

Les travaux d'aménagement (voirie, réseaux électrique, eau potable et assainissement et éclairage public) ont été réalisés par Al Omrane propriétaire du terrain et réceptionnés en 2008. Depuis cette date, aucune unité industrielle ne s'est installée et le terrain est resté nu.

Les travaux consisteront à :

- La mise à niveau des infrastructures en voirie et réseaux divers
- La construction de plusieurs bâtiments prêts à l'emploi sous forme de hangars industriels de superficies au sol variables entre 500m² et 900m² au sol.
- La construction d'un bâtiment de service de 4 étages sur une superficie de près de 3.000 m²
- La construction d'une unité logistique pour récupération des produits d'emballage.

3.2 Caractérisation succincte de la zone d'implantation du Projet

Le parc industriel se trouve au niveau de quartier Salam II Ahl Loughlam qui fait partie de l'arrondissement Sidi Moumen, préfecture Sidi Bernoussi. La zone est dédiée aux activités industrielles selon le Plan d'Aménagement de l'arrondissement de Sidi Moumen.

Le parc industriel se trouve dans une zone urbaine, caractérisée par la présence de :

- zones résidentielles d'habitat économique, situé à 125 mètres au sud.
- unités industrielles : Univers acier, SEVAM et Maghreb Steel au nord et à l'est.
- activités commerciales (garages automobile) et parcelles agricoles à l'ouest.

Le site est accessible par la route RP3006 (et le quartier Anassi) via l'avenue SEVAM et par la RN9 par les avenues et les rues du quartier Salam2.

Aucun cours d'eau ne traverse la zone du projet, en effet le site se trouve dans un point haut avec deux versants. Les eaux pluviales du site sont acheminées vers un bassin d'infiltration et de rétention à environ 400 m au sud du site du projet.

3.3 Discussion de la sensibilité de l'environnement naturel et humain

La sensibilité, la vulnérabilité et l'importance des ressources et récepteurs sont évaluées sur la base des données relatives à l'environnement à l'état initial.

Pour le présent projet, on peut dire que la sensibilité du récepteur peut être :

- Milieu humain : Forte à modérée pendant la phase des travaux (émission des poussières, circulation des engins, curageetc.) due à la présence de zones résidentielles au sud du site du projet.
- Milieu biophysique : Faible à négligeable pendant les phases travaux et exploitation, le site de projet se trouve dans un périmètre urbain, les travaux de VRD sont existant depuis 2008, absence des ressources en eau superficielles ou souterraines dans la zone de projet.

3.4 Description de la zone d'influence du Projet

Deux zones d'études ont été définies :

- Zone d'étude directe du projet englobera le site de projet et les zones avoisinantes : résidence, industries, terrain nu, terrain agricole, les principaux accès au site.
- Zone d'étude indirecte correspond à l'arrondissement de Sidi Moumen.

3.5 Liste des enjeux E&S

Les principaux enjeux identifiés :

- Enjeux humains : la zone résidentielle de Salam 2 et son école, les unités industrielles : SEVAM et Univers Acier, les accès au site....
- Enjeux biodiversité : enjeux insignifiants vu la situation du projet au sein du périmètre urbain
- Enjeux physique : Absence des ressources en eau. Le site se trouve sur une petite colline avec 18 mètres de dénivelé entre le point haut (à 133 NGM) et le point bas., donc, il n'y a pas d'apport extérieur en eau pluviale ainsi que la situation du site de projet est hors des zones inondables. L'ensemble de l'aire d'étude se trouve en milieu urbain, les émissions atmosphériques et sonores sont issues du trafic automobile et des unités industrielles bordant le site au nord et à l'est. Le sous-sol est constitué de silto-grésu conglomératique et sans existence de nappe souterraine généralisée.

Compte tenu des enjeux environnementaux et sociaux identifiés et des sources d'impact attendues du projet l'inventaire de l'état initial sera réalisé sur la base de données documentaires et d'une visite de terrain.

Le projet n'engendrera pas d'émissions sonores importantes ainsi il n'est pas prévu de réaliser des mesures de caractérisation de l'état initial.

De même en l'absence d'émissions atmosphériques importantes, il n'est pas prévu de réaliser des mesures de caractérisation de l'état initial.

Aucune activité industrielle n'a été mise en œuvre sur le site jusqu'à présent qui aurait pu engendrer une pollution des sols ou des eaux souterraines. Les industries prévues ne sont pas des sources de pollution des sols ainsi il n'est pas nécessaire de réaliser une campagne de caractérisation du sol ou des eaux souterraines.

4. DESCRIPTION DU PROJET

4.1 Éléments de contexte

Le projet de la zone industrielle d'Ahl Loughlam est classé en catégorie D selon les directives de MCC².

Le projet doit ainsi être en conformité avec les exigences réglementaires nationales. Le MCC fixe également des normes de performance environnementale et sociale supplémentaires qui doivent être respectées par l'intermédiaire financier ici le FONZID qui fera un suivi de la performance environnementale et sociale du projet.

4.2 Vue d'ensemble et objectifs

Le parc industriel « Ahl Loughlam », sera réalisé sur une superficie de terrain qui s'étend sur 10 ha 20a 24ca situé à Sidi Moumen, Casablanca,

4.2.1 Objectifs

Ce parc industriel sera dédié aux industries du cuir non polluantes (Écosystème Chaussures, Vêtements de cuir et Maroquinerie). Il sera réalisé en partenariat avec la fédération du cuir et de la chaussure (FEDIC).

Ce projet a pour objet de ;

- améliorer le secteur d'industrie de cuir au Maroc
- optimiser les performances des sociétés tout en respectant les principes de développement durable.
- Répondre à la demande des entreprises en foncier industriel adéquat

L'objectif également est de réaliser un parc industriel répondant aux standards internationaux et répondant au plus près aux besoins des investisseurs en termes de qualité des aménagements et de gestion dans le respect des principes de durabilité et de cohésion sociale et d'équité de genre. Ceci se traduit par :

- Un foncier locatif attractif;
- Un service administratif proposant une gestion déléguée des autorisations et autres démarches liées à l'installation et à la gestion;
- Des accès aménagés et pensés pour améliorer la logistique et le transport des biens et des personnes;
- Une offre « facility management » intégrée proposant les services de gardiennage, nettoyage, jardinage, restauration, etc.;
- Services aux entreprises et à leurs employés : conciergerie, transport, etc.

4.2.2 Cadre de développement et d'exploitation du Parc industriel

4.2.2.1 Cadre de développement

Un cahier des charges définissant les dispositions à respecter dans le cadre du financement du FONZID engagent la SDR. Les dispositions de ce cahier des charges concernent :

- la définition du mode de gestion et des missions afférentes à la SDR afin de garantir la pérennité de la zone industrielle ;
- la détermination de la nature des actions envisageables pour favoriser l'implication des entreprises dans la vie de la zone industrielle et renforcer les coopérations ;

² Un projet est classé en catégorie D lorsque qu'il y a un intermédiaire financier qui utilise le financement du MCC pour financer des sous-projets pouvant générer des impacts environnementaux et sociaux négatifs.

- la mise en place d'un cadre favorisant le développement de services à destination des entreprises et de leurs employés, des visiteurs, ainsi que des communautés avoisinantes ;
- la fixation des engagements du Conseil Régional de Casablanca-Settat dans le cadre de la création de la zone industrielle, du développement d'une éventuelle offre locative, de l'accompagnement de l'implantation des entreprises et des règles à faire respecter par les locataires et usagers.

4.2.2.2 Mode d'exploitation des lots industriels

En phase d'exploitation, les lots seront mis en location. Un cahier des charges spécifique sera établi par la SDR pour définir les dispositions à respecter par les locataires que ce soit pour :

- Le type d'activité industrielle;
- Le type de bâtiment (charte architecturale et paysagère, respect des reculs en limite de parcelles, etc...);
- La réalisation des travaux et la construction à l'intérieur de la parcelle pour les lots investisseurs;
- Les modes de raccordement eau potable, assainissement, électrique, etc.;
- Les règles d'accès;
- Le respect des exigences environnementales et sociales ;
- Etc.

4.2.2.3 Mode d'exploitation du bâtiment de services

Les services de gardiennage, nettoyage et transport se feront par une contractualisation entre la SDR et des sociétés des prestations de service.

Le bâtiment de services comprendra :

- Les bureaux du gestionnaire du Parc industriel Ahl Loughlam;
- un centre de formation technique sur les métiers du cuir afin de pouvoir répondre aux besoins de qualification de la main d'œuvre employée par les industriels. A l'heure actuelle, le manque de main d'œuvre qualifiée est un frein au développement du secteur;
- Un showroom qui permettra aux industriels de présenter leurs produits et de pouvoir renforcer leur développement commercial auprès de leurs clients nationaux et internationaux.;
- Un restaurant destiné au personnel de la zone industrielle. L'exploitation de ce restaurant se fera dans le cadre d'un contrat d'exploitation entre la SDR et un prestataire privé;
- Une crèche destinée aux employés de la zone, exploitée également dans le cadre d'un contrat de prestations de service;
- Un centre de soins;
- Une agence bancaire en location;
- Une agence d'intérim en location.

4.2.2.4 Mode d'exploitation de l'unité logistique dédiée aux emballages

Les activités du secteur du cuir génèrent une grande quantité de déchets d'emballages. Afin d'offrir un service mutualisé pour la collecte et la gestion de ces emballages aux unités industrielles présentes, une unité logistique est mise en place. La SDR contractera une société d'exploitation de cette unité pour la récupération des emballages chez les industriels et leur mise en balles pour le recyclage. Seuls les produits d'emballage non souillés seront mis en balles, ceux qui seront écartés rejoignent le processus de collecte des déchets assimilés aux déchets ménagers et seront mis dans les bennes appropriées. Les

produits récupérés après mise en balle, ne seront pas stockés au niveau de l'unité, mais seront transportés directement vers les unités de valorisation situés au niveau de Casablanca et Mohammedia.

4.3 Localisation et emprise

Le parc industriel Ahl Loughlam se trouve au niveau du quartier Salam II Ahl Loughlam réalisé par Al Omran en 2008 sur le territoire de l'arrondissement Sidi Moumen, préfecture Sidi Bernoussi (cf. Figure 4.1).

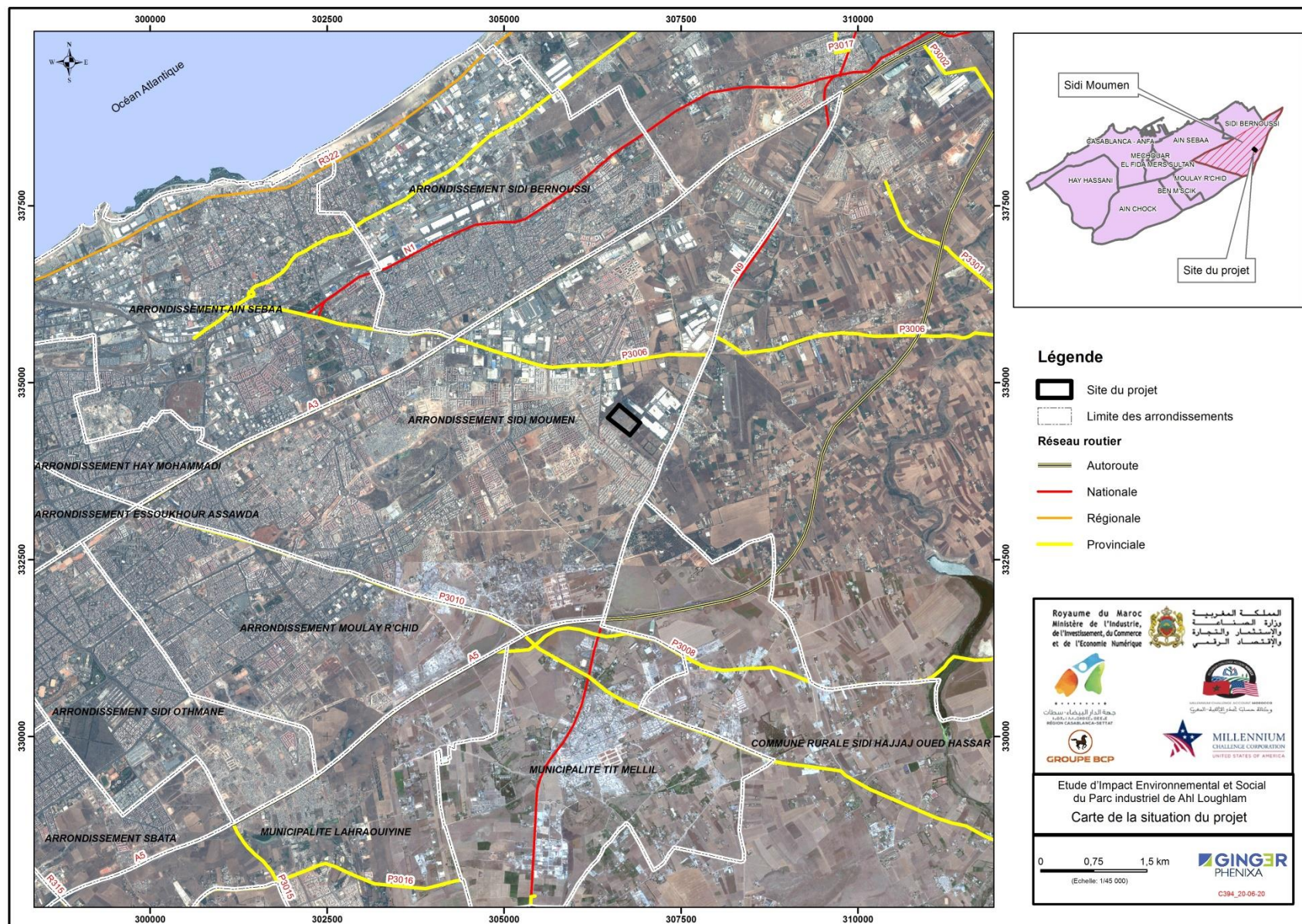


Figure 4.1 : Carte de situation du projet (source Phenixa sur fond Google Maps, 2020)

4.4 Calendrier de réalisation (construction / exploitation)

Le projet du parc industriel Ahl Loughlam sera réalisé en une seule phase.

Le projet a démarré le 15 mai 2020 avec la signature de la convention entre le conseil régional de Casablanca Settât et MCC.

Le démarrage des études techniques architecturales et l'étude EIES le 28 mai 2020.

La phase travaux débutera en décembre 2020 et s'achèvera en février 2022.

La surveillance, le suivi environnemental et suivi de travaux sont prévus durant toute la période de construction.

La mise en service de la zone industrielle est prévue pour février 2022.

La figure ci-dessous présente le planning de réalisation du projet :

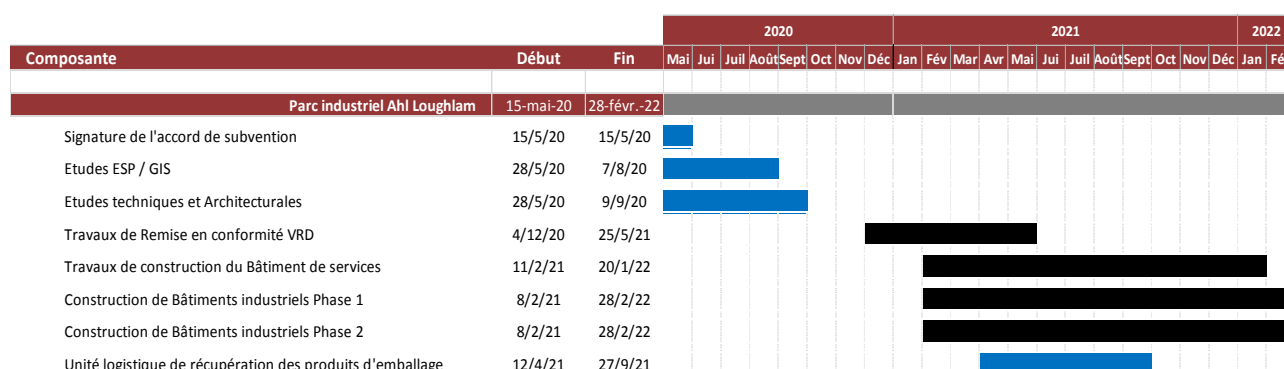


Figure 4.2 Planning de réalisation du projet du parc industriel Ahl Loughlam (source : AREP, Juin 2020)

Avec une durée de vie moyenne de 50 ans, l'exploitation du projet sera en exploitation de 2022 à 2072.

Le démantèlement du projet est prévu à la fin de la période d'exploitation (2072).

4.5 Main d'œuvre

4.5.1 Phase de construction

Le nombre des employés prévu en phase de construction varie de 40 à 250 employés selon la phase de construction :

Phase 0 : Remise en conformité	: 40 employés
Phase 1 : 22 lots 500 m ² + 4 lots 1000 m ² + Bâtiment de service - Scope SDR	: 115 employés
Phase 2 : 20 lots 500 m ² + 4 lots 1000 m ² + Scope SDR	: 105 employés
Phase 3 : Lots réservés pour futurs investisseurs	: 250 employés

4.5.2 Phase d'exploitation

La filière du cuir contribue massivement à l'emploi vu que cette industrie ne permet qu'une automatisation limitée des opérations, et que même automatisées, ces opérations requièrent une supervision humaine. La zone industrielle Ahl Loughlam prévoit la création de 5 338 emplois dont 3 638 emplois directs et 1 700 emplois indirects. Un transfert de 2 296 emplois est prévu suite à la création des nouvelles branches des industries existantes actuellement dans d'autres zones.

■ Catégorie de main d'œuvre :

- Main d'œuvre qualifiée :

Hormis les cadres de gestion et de maintenance, l'industrie du cuir compte parmi son équipe l'intégration des modélistes et des agents de maîtrise, ces derniers ayant une formation de bac plus deux dans le domaine du cuir sont dotés des responsabilités en termes d'encadrement d'une équipe, avec un niveau de responsabilité moindre que celui d'un cadre.

- Main d'œuvre semi-qualifiée

La moyenne des employés dans une unité de production Cuir est entre 50 à 100 personnes dont 60% à 70% de femmes pour le secteur des chaussures. Les unités de maroquinerie et vêtements comptent un nombre d'employés de 20 à 50 emplois par unité de production.

■ Horaires de travail prévu

En phase d'exploitation, les usines de production tournent généralement en un seul shift, le travail en deux ou trois shifts est adopté dans les situations d'urgence.

4.6 Montant d'investissement

Le montant d'investissement global prévu dans le projet est d'environ 400 MDH dont 180 MDH représentent la consistance à la charge des contributeurs financiers dans le projet.

Environ 150 MDH d'investissement sera pris en charge par les industriels qui seront installés sur le Parc en équipements et environ 70 MDH pour la partie construction.

4.7 Description technique

4.7.1 Présentation de l'activité implantée dans le parc industriel

4.7.1.1 Activités industrielles

Le parc industriel est dédié aux industries du cuir non polluantes à savoir l'écosystème Chaussures, Vêtements de cuir et Maroquinerie.

L'ambition de la zone industrielle d'Ahl Loughlam est de produire annuellement plus de 12 500 tonnes de produits à base de cuir dont les chaussures représentent 90%. Les produits réalisés sont destinés à l'exportation.

Procédés de fabrication

Le processus de fabrication de ces produits est très similaire, la distinction majeure est présente plus au niveau de la fabrication des chaussures vu que cette dernière inclue les étapes liées à la fixation des semelles. Les illustrations suivantes, résume les processus de fabrication de ces produits.

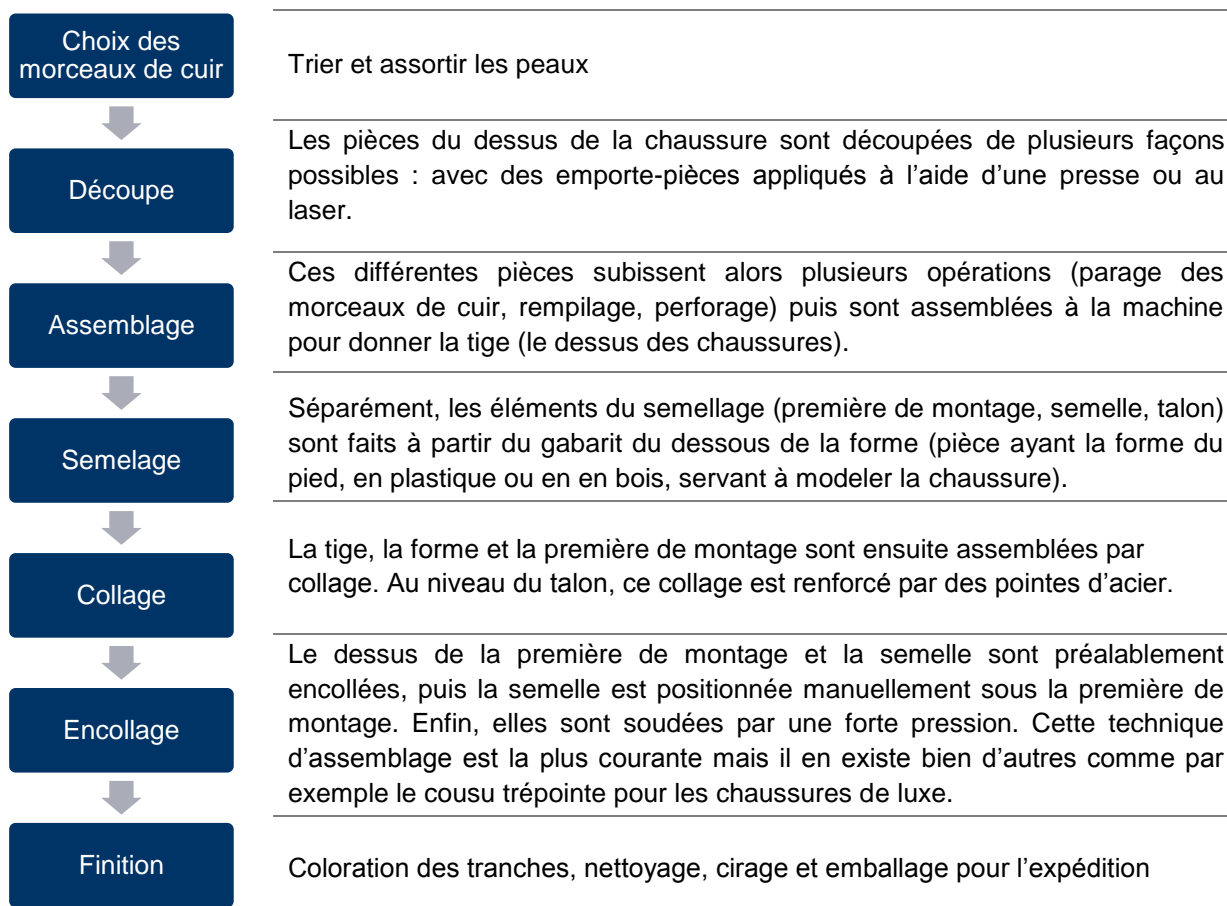


Figure 4.3 Procédés de fabrication des chaussures

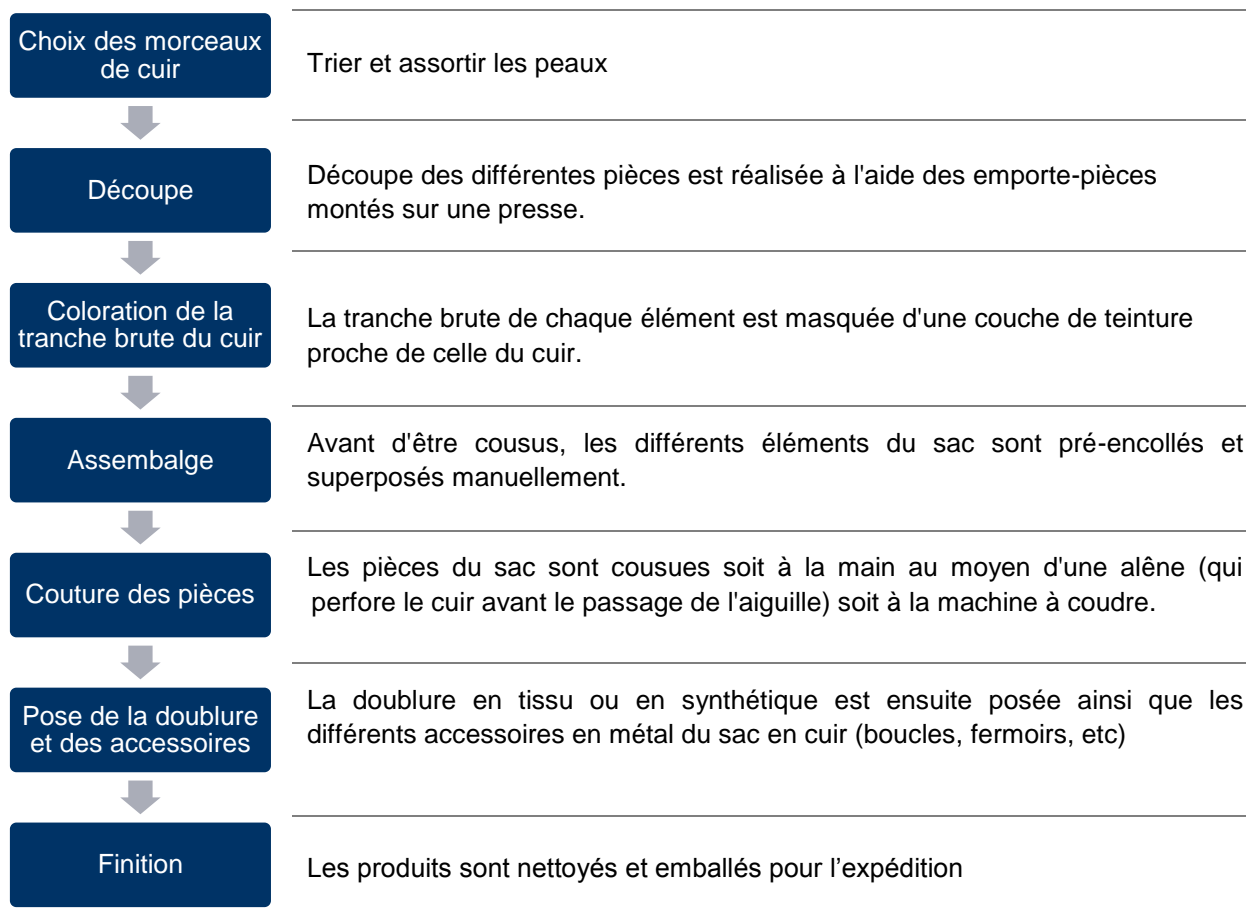


Figure 4.4 Procédés de fabrications Maroquinerie

Autres que le cuir, plusieurs matériaux sont également utilisés pour la fabrication des articles en cuir, ce sont principalement le caoutchouc ou ses dérivés utilisés pour les semelles, et le textile qui sert au doublage des chaussures de cuir. Le tableau ci-après résume les différents matériaux utilisés dans ce secteur industriel.

Tableau 4.1 Les principales matières utilisées pour la fabrication des Chaussures et des sacs

Désignation	Matières composantes
- Tige dessus, doublure (chaussure) - Rabat, dos, doublures, Soufflets, poche, bandoulière, chape, poignées (Sac)	Cuirs, cuirs enduit, syndermes (cuir et résine), textiles : fibres naturelles, PES (Polyester), PA (Polyamide), textile enduit
- Renforts, contreforts, bouts durs (chaussure) - Renforts, liseré, bordures, (Sac)	Tissus et toiles, toiles enduites, non tissés, cuirs, fils, matériaux composites avec revêtement PU (Polyuréthane), PES
Intercalaires et mousses	EVA, PE, PU,
Semelles de marche, semelle intérieure, talon et premières de propreté (chaussure)	TR, PU, TPU, EVA, PVC, PE, latex, bois
Trépointes (chaussure)	Cuirs, PVC, TR
Cambrions (chaussure) Glissières, rivets, boucles	Métal en acier, plastique rigide, matériaux composites
Lacets (chaussure)	Textile : PES, PA, fibres naturelles
Colles	PU, Néoprène / Polychloroprène

Les machines utilisées pour la fabrication de chaussures sont nombreuses, car la conception et la réalisation de chaussure à l'échelle industrielle nécessite de nombreuses étapes, et le travail de plusieurs matériaux différents. Le tableau ci-après résume l'ensemble des machines utilisées dans ce secteur d'activité.

Tableau 4.2 Machine utilisés en industrie de cuir

Machine	Usage
Presse hydraulique à découper	Machine de conformage
Scie à ruban	Machines de galbage
Découpeur automatique	Machine à réactiver
Machine de parage	Presse à afficher
Machine à remplir	Machine à clouer
Refendeuse	Machine de rafraîchissage
Machine encolleuse	Machine à aplanir
Machines de piquage	Machine de polishage
Ponceuse	Machine à fraiser
Machine agrafage	Séchoir
Machine de parage	Machine de compostage
Machine de repassage plis	Poinçonneuse
Bancs de verrage	Machine de gaufrage
Machine de cardage	Compresseur
Machines de montage	Convoyeurs
Machine application œillet et rivet	Cellule frigorifique
Machine lève forme	Machines pour façonnage des semelles et talons

4.7.1.2 Activités de services

Le Parc industriel offrira également des services dédiés aux industriels :

- Une unité logistique de récupération des produits d'emballage qui récupérera et triera les emballages pour les envoyer ensuite dans une filière dédiée (cf.4.7.2.3)
- Un bâtiment de service dédié à la zone et à la population riveraine (cf4.7.2.2).

4.7.2 Caractéristiques techniques du Projet

Ce projet sera réalisé sur une superficie de terrain qui s'étend sur 10 ha 20 a 24. Le site du projet fait partie du projet SALAM II situé à Ahl Loughlam relevant de l'arrondissement Sidi Moumen préfecture de Sidi Bernoussi.

Le parc industriel Ahl Loughlam est composé de 93 lots pour une superficie utile globale de 62.251 m². Ces lots seront mis en location sous forme de lots de terrains nus ou comprendront des bâtiments industriels en location.

Le plan masse à la figure suivante présente l'organisation de la zone et les différents lots.

4.7.2.1 Lots industriels

La superficie des lots industriels varie de 500 à 1000 m².

- La surface bâtie en bâtiments prêt à l'emploi couvre une superficie totale de près de 31.470 m² se répartissant en 50 lots (Lot 1 à 50) avec un bâtiment par lot (Îlot 1 à 3 sur le plan masse).
- Les terrains nus se répartissent en 40 lots (Lot 51 à 74 et 76 à 91) pour une superficie totale de près de 30.848 m² (Îlot 4 et 5 sur le plan masse),

Une parcelle dédiée à une station de service (situé au milieu du premier îlot) et vendue préalablement par Al Omrane ne fait pas partie du projet. Une clôture sera mise en place autour de cette parcelle.

4.7.2.2 Bâtiments de service

Le parc industriel comprendra également un bâtiment de services développé sur une superficie de près de 3.000 m² (lots 92 et 93) comprenant un restaurant, une crèche, des show-rooms, une salle de formation, les bureaux de la société gestionnaire (SDR), un centre de soins, une agence bancaire et une agence d'intérim.

4.7.2.3 Unité logistique

Un lot est dédié à l'unité logistique de récupération des produits d'emballage au niveau du Lot 75.

4.7.2.4 Espaces verts et aménagements urbains

Le projet prévoit la réalisation d'un espace vert d'environ 3 378.9 m² à l'Ouest de la zone du projet ainsi qu'à la limite ouest du bâtiment de service. Des plantations d'arbres seront réalisées le long des voies de circulations. À l'intérieur des lots industriels, les constructions nécessitent un recul de 5 mètres depuis la voie. Cette zone de recul sera dédiée à la création de places de parking (une place par 120 m²) et aux espaces verts. Les palmiers existants sur site seront dans la mesure du possible préservés et intégrés dans le plan des espaces verts du projet.

À l'intérieur du parc, des réserves d'espaces sont prévues pour la mise en place éventuelles de kiosques (café, repas rapides, journaux, cigarette...etc) qui seront exploités dans le cadre d'un contrat avec le gestionnaire du parc.

Du mobilier urbain (banc, corbeille...etc) sera mis en place au niveau des espaces verts et le long des principales rues du parc.

Un éclairage public performant sera également mis en place le long des voiries.

4.7.2.5 Clôture et sécurité

Le parc sera clôturé et sécurisé avec un service de gardiennage et un contrôle d'accès.

Le bâtiment de service sera en accès libre depuis la rue 33 au sud du projet.

Une clôture sera également mise en place autour de la station-service avec uniquement un accès depuis l'avenue C.

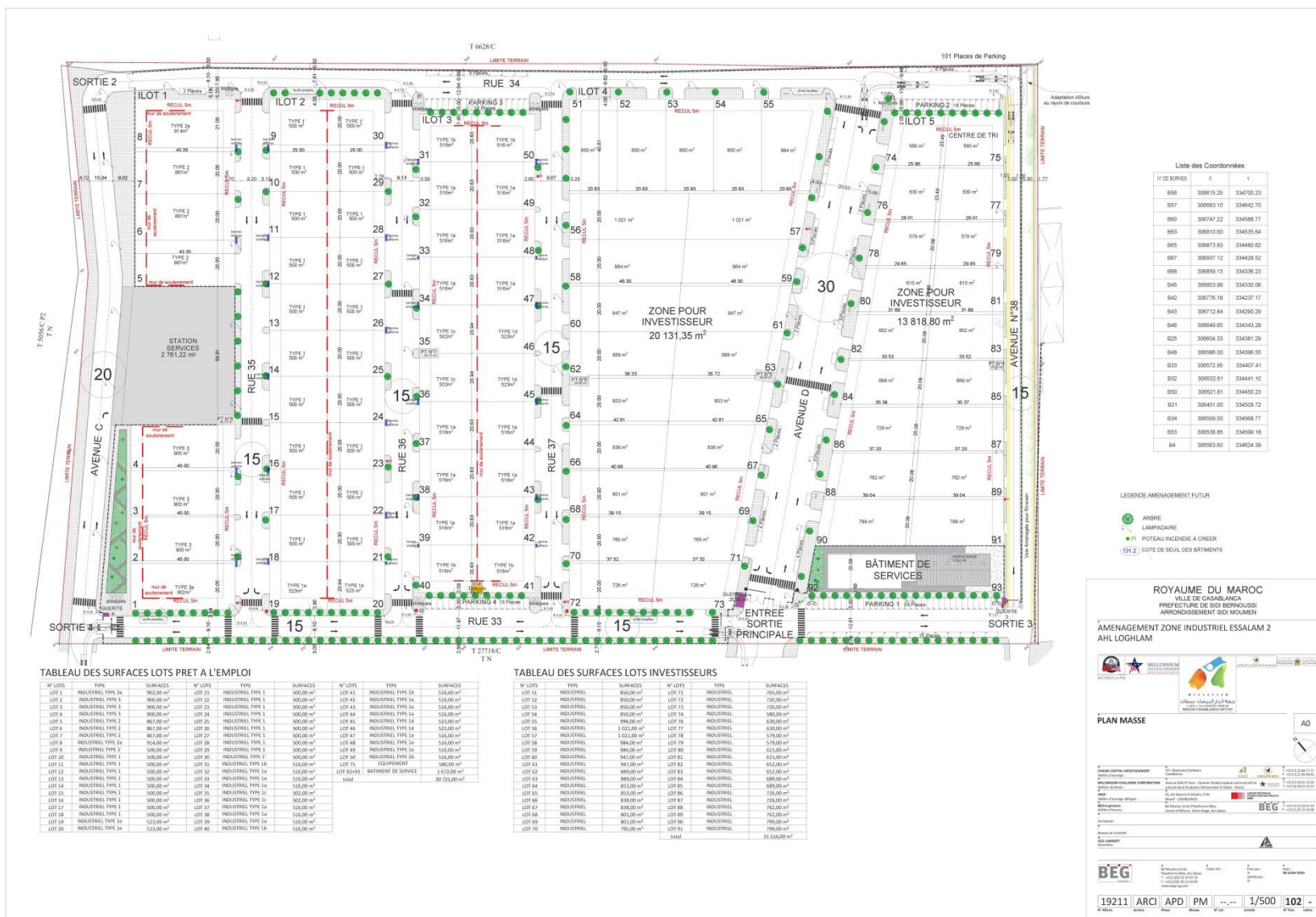


Figure 4.5 Plan de masse du parc industriel d'Ahl Loughlam (source BEG Ingénierie, juin 2020)

4.7.3 Description des travaux

Les travaux consisteront à :

- La mise à niveau des infrastructures en voirie et réseaux divers y compris la clôture du site et la mise en place d'un système de vidéosurveillance :
- La construction d'un bâtiment de service :
- La construction de plusieurs bâtiments prêts à l'emploi :
- La construction d'une unité logistique pour récupération des produits d'emballage :

4.7.3.1 La mise à niveau des infrastructures en voirie et réseaux divers :

Les travaux de réhabilitation projetés de la voirie et des réseaux divers y compris la clôture du site et la mise en place d'un système de vidéosurveillance sont les suivants :

Réseau d'Assainissement :

- Curage manuel et diagnostic des ouvrages eaux usées EU et eaux pluviales EP
- Curage hydraulique des canalisations et branchements EU
- Inspection par caméra robot du réseau des eaux usées EU et des eaux pluviales EP
- Inspection et diagnostic des boîtes de branchements
- Travaux de réfections des réseaux et mise à niveau des ouvrages si nécessaire
- Mise en place du dégrilleur et une vanne murale à l'exutoire du réseau des eaux pluviales.

Réseau d'eau potable :

- Curage manuel et diagnostic des ouvrages
- Recherche des fuites
- Identification des vannes
- Essais d'étanchéité et de pression des canalisations
- Vérification des branchements des bouches d'incendie et leurs remplacements en poteaux d'incendie
- Reprise des branchements défectueux

Réseau d'éclairage public :

- Diagnostic électrique, mécanique et photométrique de tous les points lumineux
- Élaboration des états des matériels et équipements disponibles
- Détection des points de dysfonctionnement
- Vérification des tableaux d'éclairage public
- Reprise des fourreaux défectueux – installation des tableaux électriques
- Changement du luminaire en LED

Réseau d'électricité BT :

- Tests et vérification de la continuité des câbles souterrains
- Vérification des coffrets de façades

- Reprise des câbles et branchements défectueux

Réseau téléphonique

- Curage de toutes les chambres téléphoniques
- Mise à niveau des chambres et renouvellement de couronnement
- Vérification des fourreaux et tirage de câbles courant faible
- Raccordement aux réseaux concessionnaires

Voiries et Aménagements Extérieurs

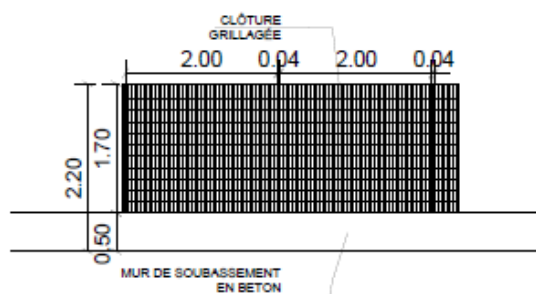
- Reprise des bordures défectueuses arrangement des rayons de courbures
- Aménagement de trottoirs, passage piétons, accès des PMR
- Aménagement paysager plantation d'arbre et d'arbustes
- Pose du mobilier urbain
- Signalisation routière et signalétique fonctionnelle
- Clôture du site et aménagement des postes de gardiennage, télésurveillance et vidéosurveillance
- Mise en place d'une couche de roulement sur toute la voirie

Pour certains endroits de la voirie, des travaux de rabotage (1 à 2 cm) et reprofilage seront réalisés. Les matériaux de rabotage seront réutilisés en fonction de leur caractéristique technique.

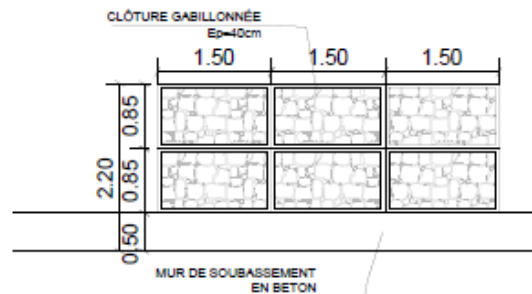
Le projet prévoit la réalisation d'un accès principal et de 2 secondaires. Ces accès seront équipés de barrières et de postes de gardiennage pour contrôler l'entrée et la sortie au parc industriel.

Cinq types de clôture seront mise en place selon la situation (voir Figure 4.6) :

- clôture type 1 : gabillonnée
- clôture type 2 : soubassement+ grillage h : 1.70m
- clôture type 3 : mur en maçonnerie h : 2.20m ep: 20cm
- clôture type 4 : grillage h : 1.70m
- clôture type 5 : mur végétal



TYPE 2



TYPE 1

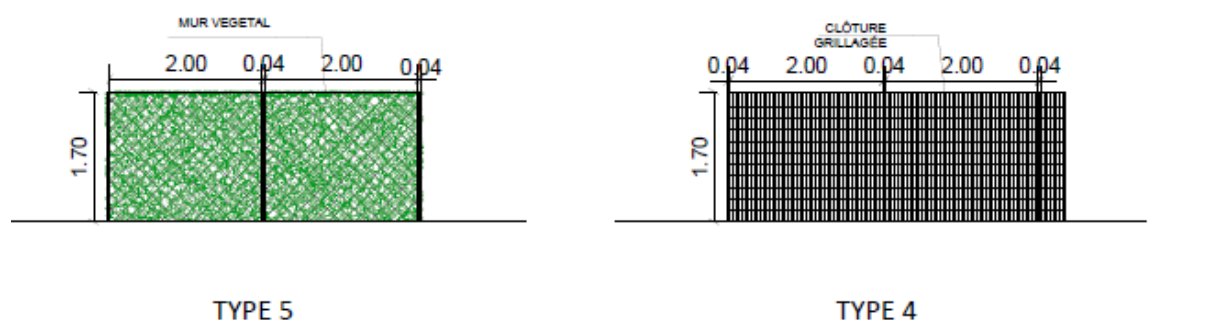


Figure 4.6 Les types de clôtures prévus dans le projet (source BEG Ingénierie, juin 2020)

4.7.3.2 La construction d'un bâtiment de service :

Le bâtiment de service sera édifié sur un terrain d'une superficie approximative de 1160m² et aura une surface couverte de 3 219m². Ce bâtiment est de R+4, il abritera un Showroom, une crèche, un restaurant, des plateaux bureaux, des commerces et des services. La crèche qui se trouve à l'extrémité sud du bâtiment, fait environ 236 m² de superficie (155 m² de RDC et 81m² mezzanine). Ce bâtiment dont l'esquisse figure ci-dessous, sera construit en tous corps d'état (Cf Figure 4.7).

4.7.3.3 La construction de plusieurs bâtiments prêts à l'emploi :

Les bâtiments prêts à l'emploi seront érigés en tous corps d'état, ces bâtiments seront sous forme de hangars industriels (RDC avec mezzanine) de superficies au sol variables entre 500m² et 900m² au sol, d'une superficie totale approximative de 26.209 m².

Selon la superficie de chacun des lots, les 50 bâtiments prêts à emploi sont divisés en trois types :

Tableau 4.3 Caractéristiques des bâtiments prêts à l'emploi (Source : BEG Ingénierie, Septembre 2019)

Types	Quantité	Dimensions en m		Surfaces en m ²		Surfaces bâtiments en m ²	Surface totales bâtiments en m ²
		Largeur	Longueur	RDC	Mezzanine		
1	34	20	20	400	200	600	20400
1'	8	15	20	300	150	450	3600
2	3	20	32	640	320	960	2880
2'	1	16	32	512	256	768	768
3	3	20	34	680	340	1020	3060
3'	1	14	34	476	238	714	714

4.7.3.4 La construction d'une unité logistique pour récupération des produits d'emballage :

L'unité logistique pour récupération des produits d'emballage sera construite sur un lot de terrain de 365 m².

4.7.3.5 Travaux de préparation du site

Des travaux de préparation du site sont prévus pour la totalité des ilots (aussi bien les ilots à construire que les ilots des investisseurs).

Ces travaux consistent au nettoyage et décapage des terrains pour enlever tous les déchets existants.

La quantité estimée des déchets est d'environ 700 m³. Ces déchets sont généralement de types bois, papier, carton, plastiques et bloc de béton.

Dans certains endroits (tels que l'ilot 5 des investisseurs) les déchets risquent de contenir des matières organiques, des matières dangereuses, fumier....etc

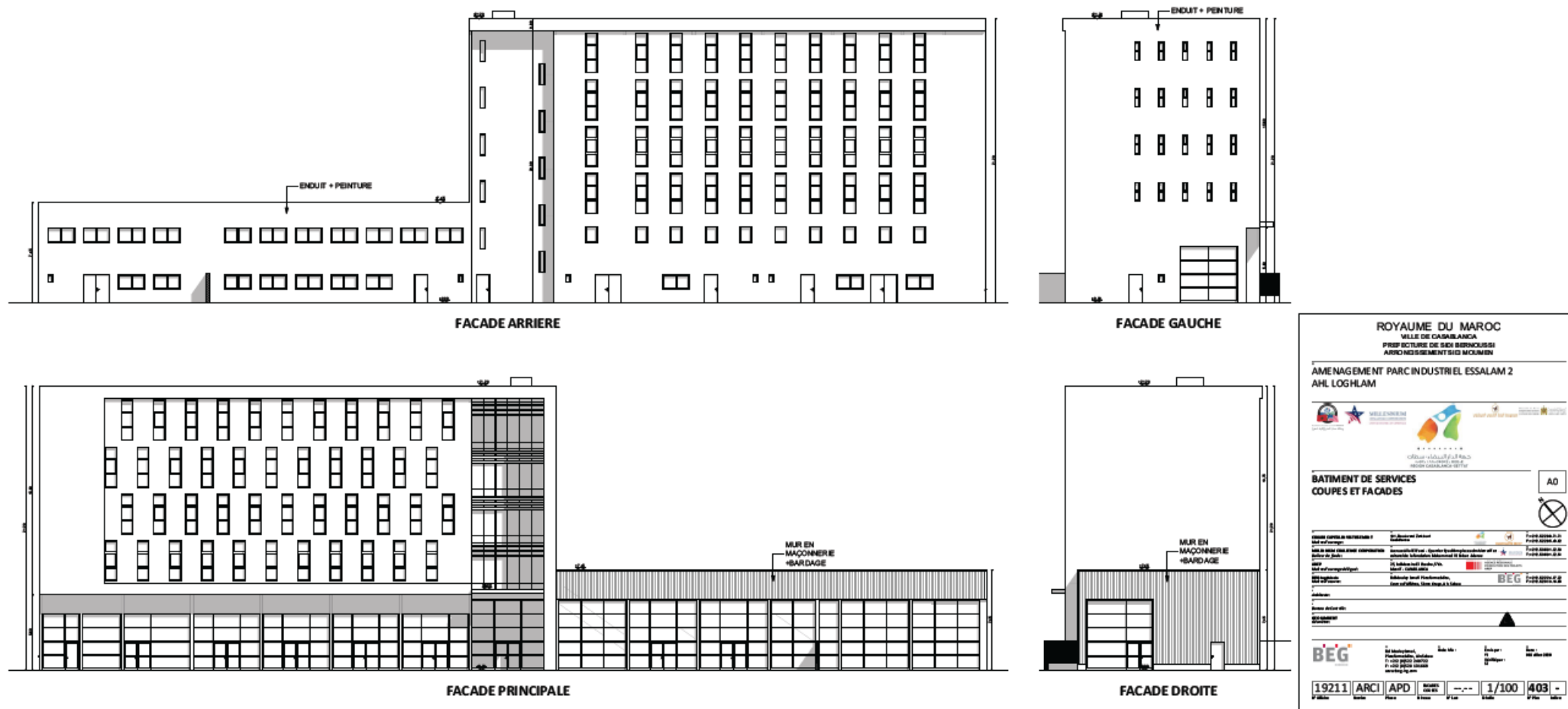


Figure 4.7 Plan de bâtiment de service du parc industriel d'Ahl Loughlam (source BEG Ingénierie, 2020)

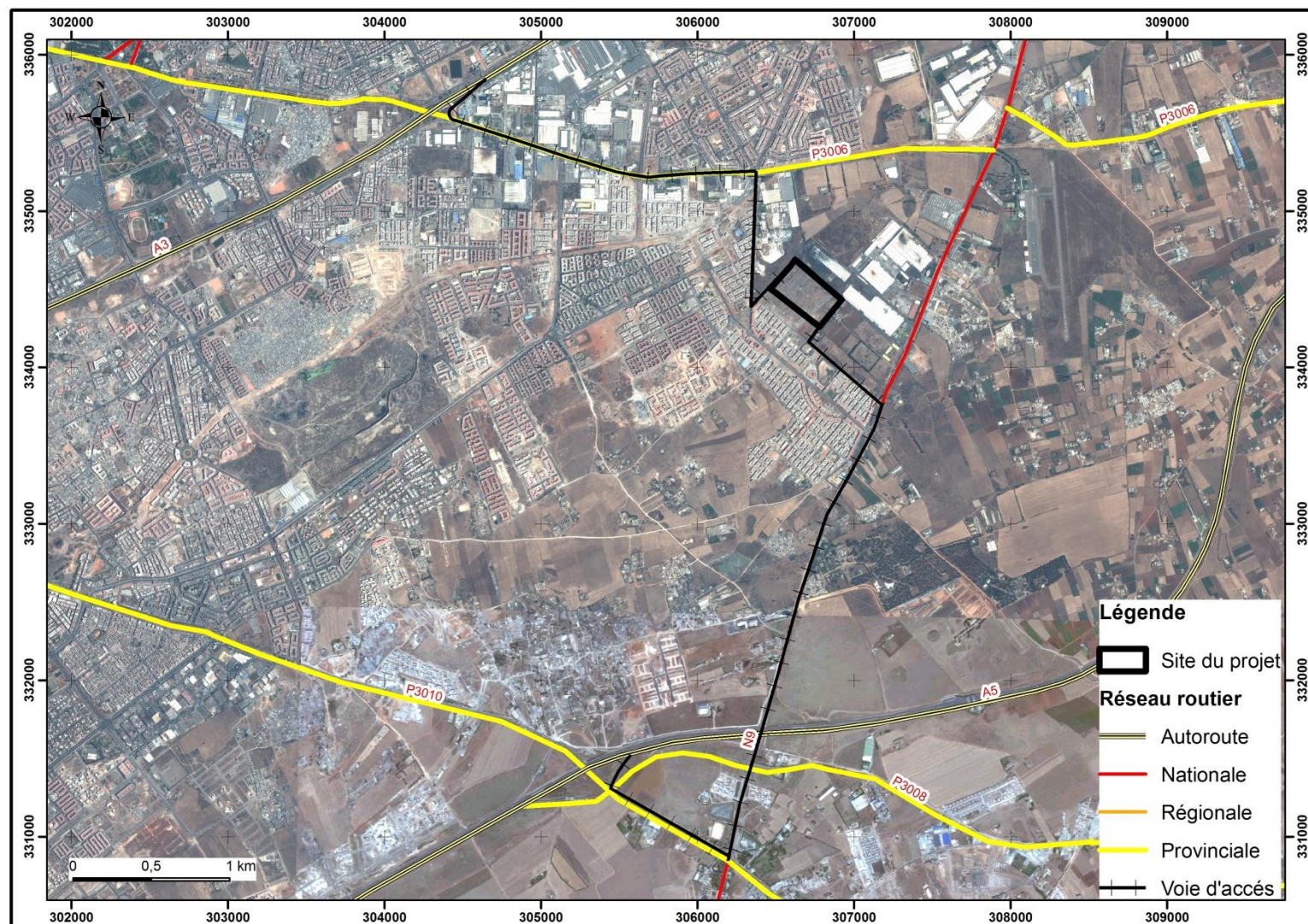


Figure 4.8 Carte de situation du projet (source Phenixa sur fond Google Maps, 2020)

4.7.4 Accès à la zone du Projet

Le terrain est accessible à partir de plusieurs accès (cf. Figure 4.8) :

- À partir de la route nationale N°9 située à 800m au sud du site de projet, via l'avenue principale à double voie (d'environ 20 m de largeur) ou/et via une petite ruelle étroite d'environ 10 m de largeur de chaussée.
- À partir de la route provinciale RP 3006 située à 950 m au Nord du site de projet en empruntant une avenue « connue par l'avenue SEVAM » dont la largeur est d'environ 15m.
- À partir de l'autoroute A3 via l'échangeur de Sidi Bernoussi situé à environ 3km du site de projet en empruntant le boulevard Ahl Loughlam et la RP3006.
- À partir de l'autoroute A1 via l'échangeur de Tit Mellil situé à environ 5km du site de projet en empruntant la RN9.



Figure 4.9 Avenue d'accès qui longe le mur de SEVAM (source : Phenixa, Juin 2020)



Figure 4.10 le Rond-point d'accès sur la RN9 (source : Phenixa, Juin 2020)

4.7.5 Infrastructures associées au projet

4.7.5.1 Voiries et stationnement

La surface actuelle des voiries est d'environ 52 000 m² avec 433 places de stationnement (dont 160 places de parking à l'extérieure des lots et 273 places à l'intérieur des lots) et 4 arrêts de navettes.

Le diagnostic de la voirie a fait révéler un ensemble des anomalies telles que :

- Dégradations surfaciques de la chaussée et apparition des fissures
- Tassement de la chaussée ;
- Discontinuité du corps de la chaussée et des enrobés ;
- Manque du jointement des bordures ;
- Bordures non alignées, détruites, ou manquantes ;



Figure 4.11 Voirie existante sur le site du parc industriel Ahl Loughlam (source : Phenixa, Juin 2020)

4.7.5.2 Réseau d'assainissement

Le réseau de cette zone est de **type pseudo-séparatif**. Les eaux pluviales des toitures et tombant sur la parcelle sont évacuées dans le réseau des eaux usées. Les eaux pluviales des voiries sont évacuées vers le réseau d'eaux pluviales.

Les eaux usées sont évacuées vers le réseau d'assainissement du quartier Salam 2. Ce réseau est raccordé au réseau unitaire de la ville de Casablanca pour rejoindre la station de pré-traitement des eaux usées « Eauceane ».

Les eaux pluviales des voiries du parc industriel sont drainées vers un bassin de rétention et d'infiltration qui se trouve à environ 400 m au sud du site du projet. Ce bassin mis en service en 2008, a été dimensionné en tenant compte de l'aménagement du parc industriel. Une petite partie des eaux de ce bassin est infiltrée, le reste est évacué par un débit de fuite vers le réseau unitaire de la ville de Casablanca et par la suite la station de pré-traitement « Eauceane ».

Le bassin existant est équipé d'un dégrilleur-déshuileur- Dessableur pour prétraitement des eaux pluviales. La gestion du réseau d'assainissement de la ville se fait par la Lydec.

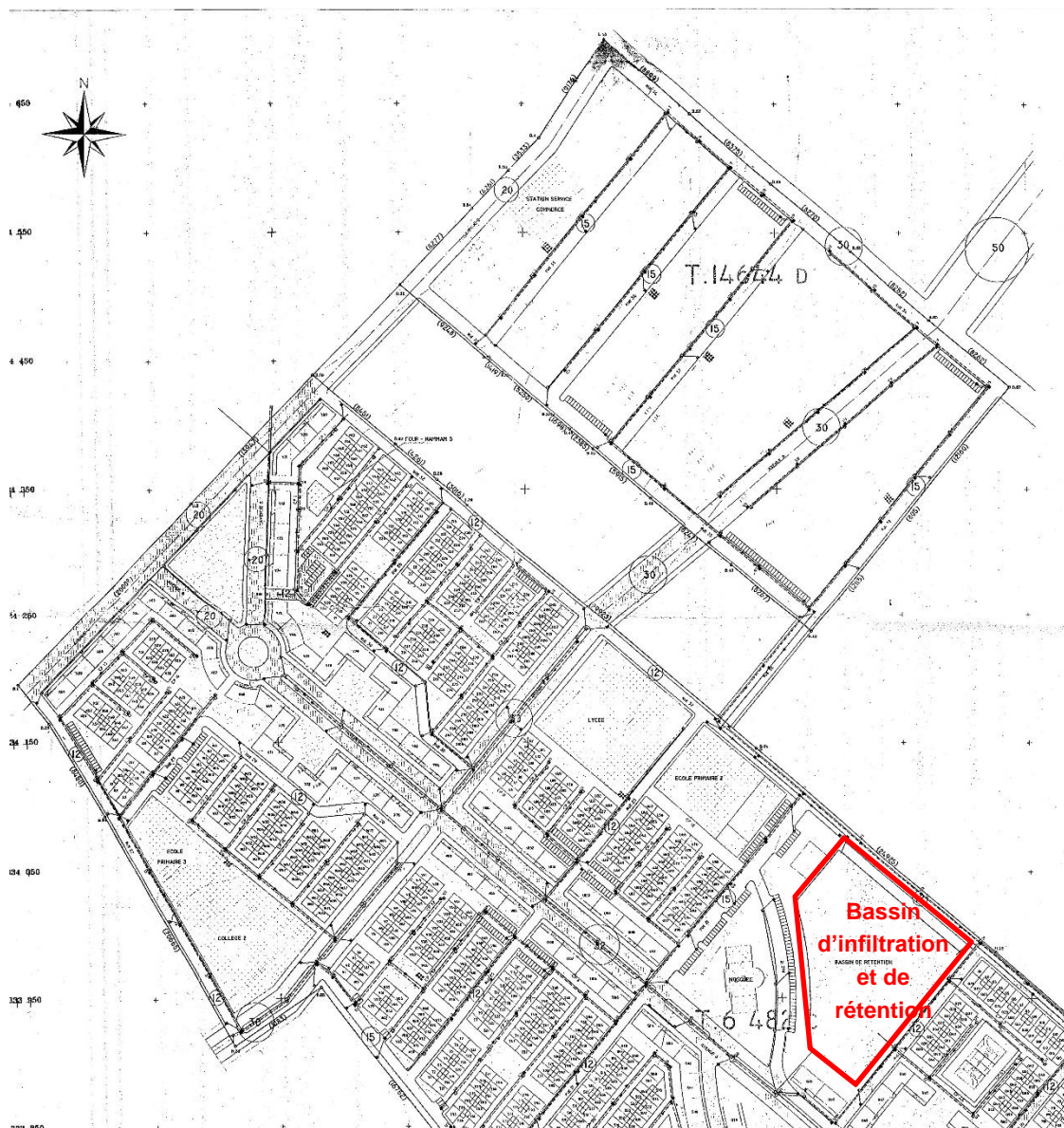


Figure 4.12 Plan de récolement des réseaux d'assainissement existants du parc industriel d'Ahl Loughlam (source : AIOmrane, 2008)

Ce réseau nécessite des travaux de réhabilitations et le renouvellement de certaines parties.

En effet des travaux de nettoyage et de curage sont nécessaires pour faire le diagnostic et l'inspection caméra.

Le réseau d'assainissement des eaux pluviales sera équipé d'un dégrilleur et d'une vanne murale. Cette vanne permet éviter le déversement des eaux pluviales dans le bassin en cas d'incendie..



**Figure 4.13 Regard du réseau d'assainissement existant, parc industriel d'Ahl Loughlam
(source : Phenixa, Juin 2020)**



**Figure 4.14 Bassin d'infiltration et de rétention existant du quartier SALAM 2 Ahl Loughlam
(source : Phenixa, Juin 2020)**

4.7.5.3 Réseau d'eau potable

La gestion du réseau AEP et incendie sera faite par la Lydec.

Actuellement, le réseau d'eau incendie existant est doté de 6 bouches d'incendies sur la zone, ces bouches seront transformées en poteaux d'incendie. Ainsi l'étude a pris en considération les exigences de la protection civile en nombre des poteaux d'incendies et le rayon de couverture de 150 m par bouche d'incendie. Aussi un bureau de contrôle a été chargé de réaliser la notice sécurité incendie.

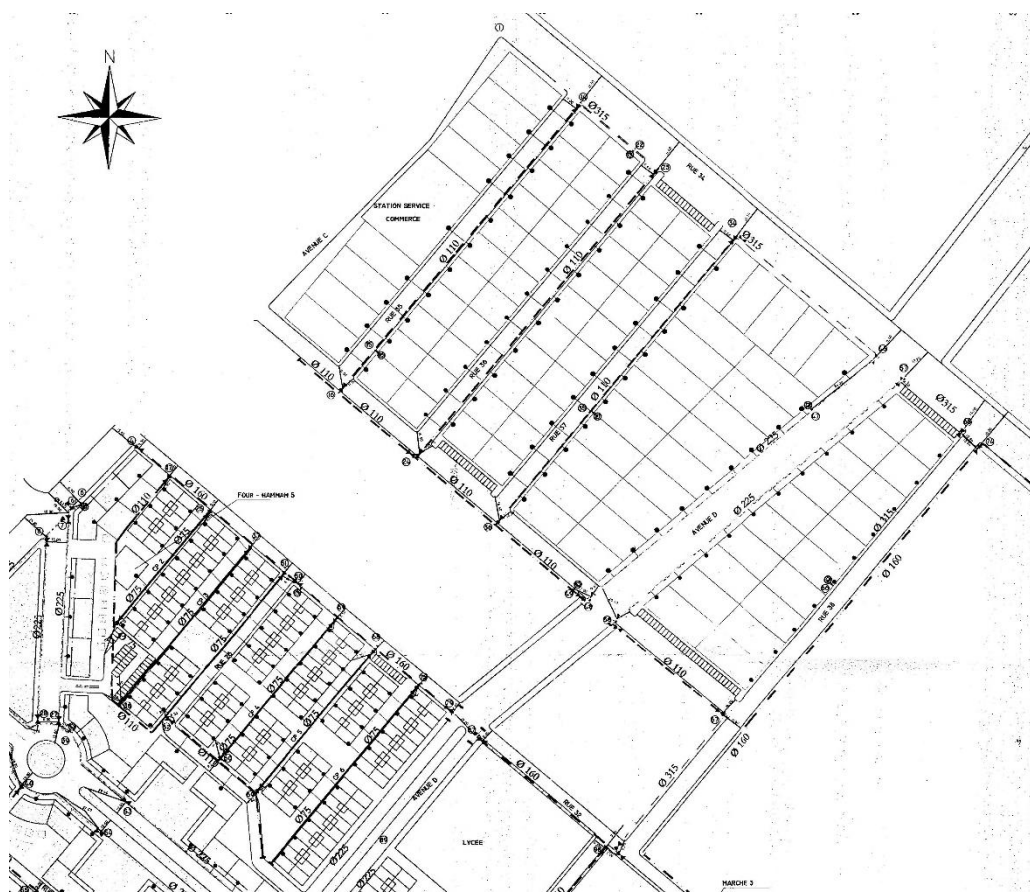


Figure 4.15 Plan de récolement du réseau d'eau potable existant, parc industriel d'Ahl Loughlam (source : AIOmran, 2008)

Un 1^{er} diagnostic visuel a été fait pour le réseau AEP. Ce réseau a besoin de travaux d'entretien des regards et des branchements d'eau.

Aucune réserve d'eau incendie n'est prévue, c'est la Lydec qui garantit l'autonomie et la pression requise.

4.7.5.4 Réseau téléphonique

Les anomalies constatées au niveau du réseau téléphonique sont :

- Béton dégradé des chambres et manque des câbles et tampons
- Manque des éléments constituant l'armoire des câbles téléphoniques ;

4.7.5.5 Réseau d'électricité BT et réseau d'éclairage public :

Le réseau d'électricité au niveau de la zone est constitué de 5 postes transformateurs. Actuellement, le concessionnaire du réseau d'électricité est l'ONEE-Branche électricité.

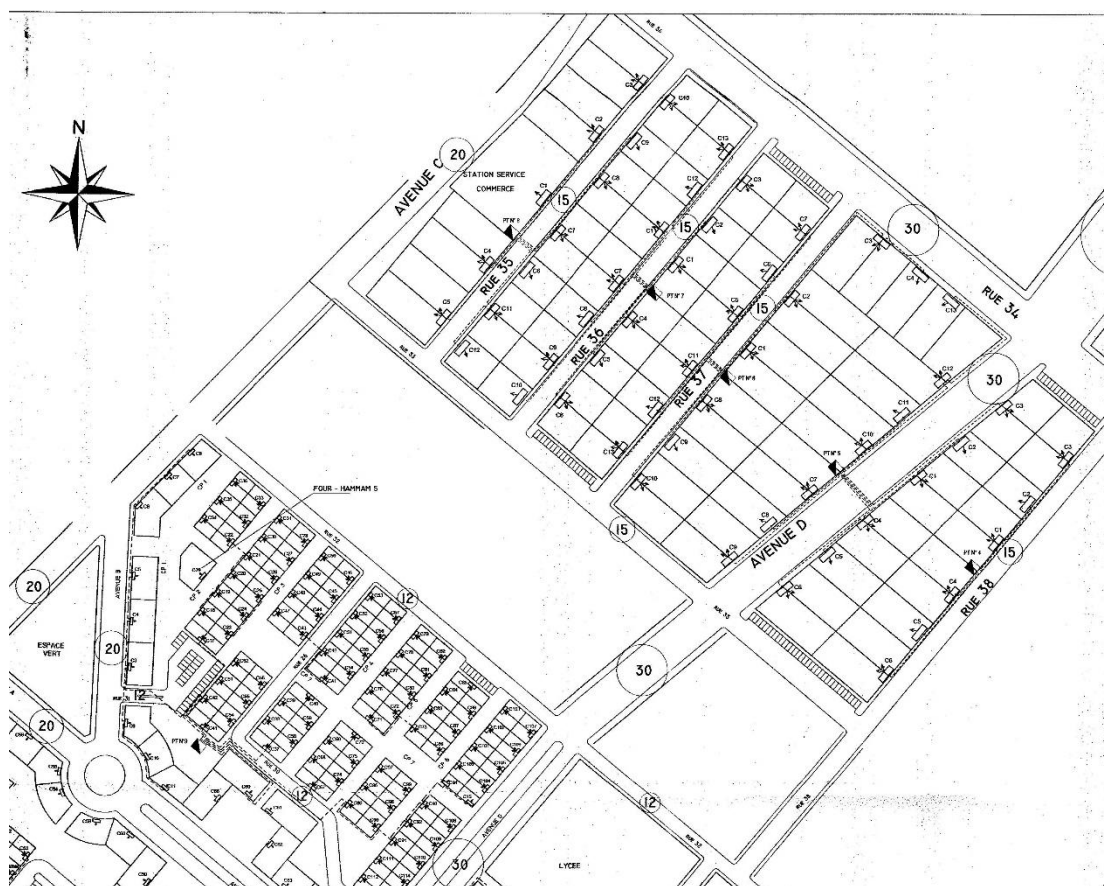


Figure 4.16 Plan de récolement du réseau de la basse tension, parc industriel d'Ahl Loughlam (source : AIOmran, 2008)

Le diagnostic des installations électriques a révélé un ensemble d'anomalies telles que :

- Coffret de façade et câbles d'alimentation et de distribution électrique endommagé ;
- Manque du coffret compteur électrique d'éclairage public ;
- Manque des éléments constituant l'armoire de distribution électrique ;
- Candélabres endommagés ou mal positionnés ;
- Manque des trappes pour la base fusible ;
- Manque des consoles et luminaires



Figure 4.17 Coffret de façade et câbles d'alimentation et de distribution électrique endommagés (source : Phenixa, Juin 2020)



Figure 4.18 candélabres et poste transformateur existants Parc industriel (source : Phenixa, Juin 2020)

4.8 Consommation de ressources

4.8.1 Consommation d'eau

4.8.1.1 Phase construction :

Les besoins en eau pendant la phase de chantier sont estimés à environ 50 m³/jour, l'approvisionnement en eau sera fait à partir du réseau d'eau potable existant sur site du Lydec.

4.8.1.2 Phase exploitation

En phase d'exploitation, les besoins en eaux sont limités aux besoins sanitaires et le nettoyage du sol, lesdits besoins sont estimés à 33 750 m³ annuellement (soit un ratio de 25 l/employé/jour, 250 jours ouvrables par an).

4.8.2 Besoin en d'énergie

4.8.2.1 Phase construction :

L'approvisionnement en électricité du chantier sera assuré par les entreprises chargées des travaux à travers des branchements et compteurs provisoires réalisés par le concessionnaire.

Les besoins énergétiques lors des travaux sont estimés à 100 KVA.

À l'exception des grues fixes, l'ensemble des engins de chantier ont des moteurs thermiques. L'approvisionnement en combustible sera assuré par fournisseur externe, un stockage intermédiaire sera installé sur le chantier afin de faciliter le ravitaillement desdits engins.

4.8.2.2 Phase exploitation

■ Consommation en électricité

Les besoins en électricité, en phase d'exploitation, de la zone industrielle Ahl Loughlam seront approvisionnés depuis un raccordement au réseau moyen tension de LYDEC. Selon le besoin, chaque unité industrielle installera un transformateur afin de desservir l'unité de production en électricité, la puissance des transformateurs MT/BT installés sur le site sera comprise entre 100 KVA à 600 KVA.

- Chaque unité industrielle pourra décider de l'installation ou non d'un groupe électrogène sur leur propre îlot pour faire face aux éventuelles coupures d'électricité. Ce point sera traité au niveau de l'EIES spécifique à chaque unité industrielle. Consommation en combustibles

L'industrie de cuir ne nécessite pas d'usage thermique, l'usage du combustible en phase d'exploitation pourra éventuellement être utilisé par des groupes électrogènes qui peuvent être mis en place par les industriels d'une manière individuelle. En cas d'utilisation de ces groupes, un stockage minimum de 6 heures de consommation sera prévu.

4.8.3 Approvisionnement en ressources

4.8.3.1 Phase construction :

■ Mouvements de terre

L'estimation globale du volume du déblai/remblai s'élève à environ 40 000 m³ du déblai et 90 000 m³ de remblai sur la durée du chantier.

■ Besoins et approvisionnement en matériaux

Les sources d'approvisionnement en matériaux sont généralement locales. Le tableau suivant présente les quantités et la provenance des matériaux utilisés dans la construction.

Tableau 4.4 **Quantité et provenance des matériaux utilisés pour la construction**
(source : BEG Ingénierie, juin2020)

Matériau utilisé pour la construction	Provenance	Unité	Quantité
Béton	Centrale à béton	m ³	30 000
Armatures pour béton	Unité de façonnage des aciers pour construction	T	1 500
Charpente métallique (IPN/HEA)	Unité de fabrication de la charpente métallique	T	3 000
Toiture	Unité de fabrication de couverture	m ²	63 000
Carrelage	Fournisseur / distributeur	m ²	6 000
Maçonnerie	Unité de fabrication des maçonneries	m ²	150 000
Peinture	Fournisseur / distributeur	m ²	400 000

4.8.3.2 Phase exploitation

En phase d'exploitation, les approvisionnements en ressources de la zone industrielle d'Ahl Loughlam seront de différentes sources, le tableau ci-après résume la nature et la provenance desdits approvisionnements.

Tableau 4.5 **Récapitulatif des matières premières de la zone industrielle**

Ressources	Provenance
Cuir	40 % local et 60 % importation
Matières synthétiques	Importation
Le Synderme (cuir recyclé)	Importation
Mousse latex	Importation
Petite fourniture (les lacets, boucles,...)	Importation
Colle (néoprène)	Local
Semelles	
Boîtes et cartons	Local
Teinture	Local

La masse annuelle de matières premières est estimée approximativement à 15 000 tonnes, toutes matières premières confondues.

La figure ci-après illustre la répartition en termes de poids de différentes matières premières.

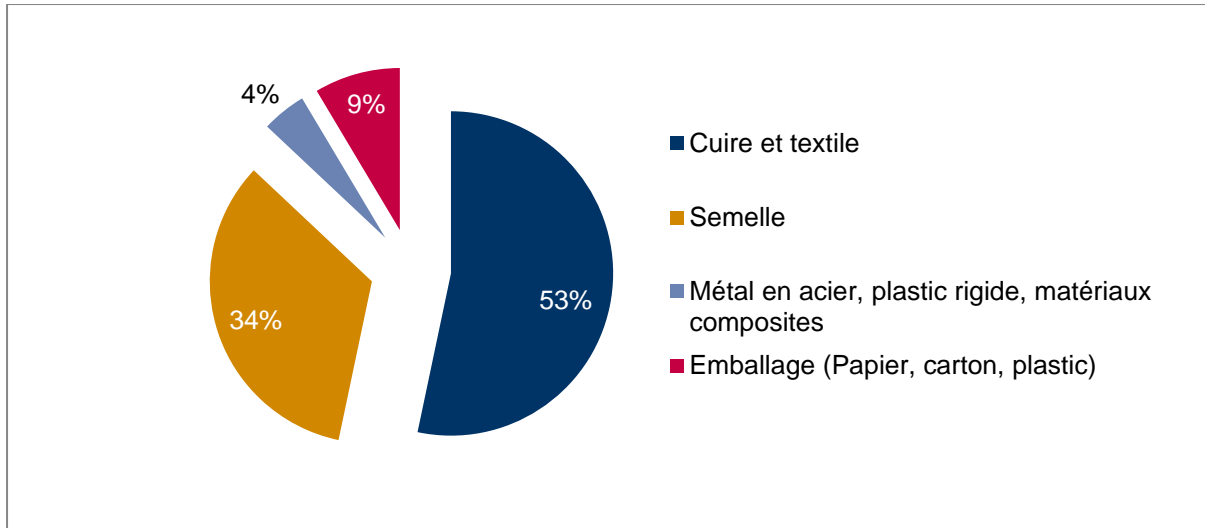


Figure 4.19 Répartition en poids des besoins annuels en matière première

4.9 Émissions, effluents et déchets

4.9.1 Phase construction :

Des installations sanitaires temporaires seront installées sur le site tout au long de la phase de construction. Ces installations seront raccordées au réseau d'assainissement existant sur site.

Pour les déchets solides :

- Déchets ménagers et assimilés

Ces déchets seront collectés par le gestionnaire des déchets de la commune.

- Déchets industriels

Les déchets sont collectés, traités et réacheminés pour valorisation.

Ces déchets sont triés sur site selon le type : Déchets dangereux et déchets non dangereux (Plastique, Papier / Carton, Bois, Ferraille, Béton/Gravats, etc..)

Les déchets dangereux seront évacués et éliminés par une filière agréée selon la réglementation en vigueur avec un bordereau de suivi. Les déchets banals seront envoyés vers la décharge de Médiouna. Les différentes livraisons seront consignées dans un registre des déchets sur le site de chantier.

4.9.2 Phase exploitation

4.9.2.1 Émissions atmosphériques

Les sources des émissions atmosphériques en phase d'exploitation sont diverses.

- Émissions atmosphériques liées au procédé de fabrication :

Comme indiqué au niveau de la description technique, la colle est très utilisée dans l'industrie du cuir, nous notons un usage plus conséquent dans l'industrie des chaussures au niveau du soudage des semelles des chaussures tandis que l'industrie de maroquinerie et des habillements cuir ont une consommation modérée de colle.

La colle la plus utilisée est le néoprène étant donné sa facilité de mise en œuvre et sa bonne résistance à l'arrachement. Les vapeurs de solvants proviennent du récipient de colle en cours d'utilisation, des pièces collées et du pinceau utilisé pour l'application de la colle représentent une certaine toxicité pour les opérateurs.

Notons la présence des solvants au niveau des peintures utilisés pour la coloration des tranches ainsi qu'en poste cirage.

L'opération de la coupe génère des poussières, spécialement dans le cas de découpe des toiles abrasifs, ce qui peut engendrer des problèmes respiratoires.

- Émissions atmosphériques liées au transport :
- La zone industrielle accueillera, en moyenne, 60 camions remorque par semaine, ces derniers assureront soit l'approvisionnement en matières premières soit l'expédition des produits. La livraison et l'expédition se font principalement en fin de semaine. Les émissions liées aux mouvements de / vers la zone industrielle est donc plus importantes en fin de semaine vu la formation de goulot d'étranglement. Les émissions atmosphériques typiques résultant de ces activités comprennent : les matières particulaires (PM10 et PM2,5), oxydes d'azote, dioxyde de soufre et BTEX. Des mesures de protection adéquates doivent être mises en place.
- Groupe électrogène

Les groupes électrogènes mutuels installée au niveau de la zone, assureront l'alimentation en électricité de la zone en cas de coupure d'électricité, lesdits groupes électrogènes utiliseront le diesel comme combustible, les émissions seront donc similaires en qualité que les émissions des véhicules détaillés ci-dessus.

4.9.2.2 Émissions sonores

En phase d'exploitation, les principales émissions sonores sont produites par les différents machines de production, le niveau sonore générale des unités de production est inférieur à 70 décibels, la durée d'expositions est de 8 heures en moyenne.

Les autres émissions sonores, hors unité de production, sont liées au trafic des véhicules au niveau de la zone et le fonctionnement occasionnel des groupes électrogènes de secours.

4.9.2.3 Effluents aqueux / différents types de rejets aqueux

Comme évoqué précédemment, les procédés industriels de l'écosystème cuir, ne nécessitent pas d'eau, les eaux usées produites à cette phase seront constituées des eaux de vannes issues des sanitaires. Le débit annuel des eaux usées est estimé à 5 400 m³.

Ces eaux usées produites par les différentes unités de productions seront acheminées par le réseau interne de la zone et seront acheminées vers le réseau unitaire de la ville pour rejoindre la station de pré-traitement « Eauceane » de Casablanca.

Les eaux pluviales des voiries seront collectées séparément et acheminées vers le bassin de filtration et de rétention, une petite partie de ces eaux sera infiltrée au niveau du bassin le reste rejoindra le réseau unitaire de la ville.

La zone a mis en place un dégrilleur et une vanne murale pour gérer les eaux issues de l'extinction des incendies. ce dispositif permet de basculer ces eaux vers le réseau des eaux usées.

4.9.2.4 Déchets solides

Les déchets générés au niveau de la zone industrielle d'Ahl Loughlam sont très variés, les dits déchets sont classés sous plusieurs catégories à savoir :

- Déchets industriels banals : C'est un ensemble de déchets non inertes et non dangereux générés par l'unité de production tels que les chutes de cuir, textile, les ferrailles, les métaux non ferreux, papiers et cartons, verre, bois, plastiques, etc.
- Les déchets industriels dangereux, ce sont, globalement les produits chimiques qui peuvent générer des nuisances pour l'homme ou son environnement. Ils peuvent présenter une ou

plusieurs propriétés de danger à savoir les matières explosives, facilement inflammable, corrosif, toxique, mutagène et cancérogènes.

Notons également la production des déchets ménagers et assimilés issus du restaurant du bâtiment de service et des activités administratives des unités industrielles.

La quantité annuelle estimée des déchets solides est estimée à environ 1 700 tonnes de déchets, tout type confondu, le tableau ci-après reprend les différents types de déchets produits au niveau de la zone industrielle

Tableau 4.6 Estimation annuelle des déchets solides de la zone industrielle Ahl Loughlam

Catégorie de déchets	Type de déchets	Quantité annuelle estimée en tonne
Déchets industriels banals	Cuir et textile	1 000
	Semelle	-
	Métal en acier, plastique rigide	30
	Papier, carton et plastic d'emballage	165
Déchets ménagers	Déchets restaurant	500
Déchets dangereux	Fût vide de colle (néoprène)	30
Déchets des Activités de Soins à Risques Infectieux	Déchets du centre de soins	non estimé

La collecte des déchets assimilés aux déchets ménagers sera effectuée par le concessionnaire de service Averda Casa dans le cadre des dispositions contractuelles liant le concessionnaire avec la ville de Casablanca.

Actuellement, les déchets du cuir des industries certifiées sont valorisés au niveau des cimenteries, tandis que les autres industries remettent leurs déchets cuir à une association à Bernoussi qui les collecte et valorisent les chutes de cuir (fabrication des petites pièces).

5. Analyse des variantes

5.1 Alternatives techniques

Au niveau de l'aménagement du site et selon le plan autorisé, le terrain est composé de 93 lots d'une superficie allant de 500 à 1020 m². Les réseaux et les voiries ont également été mises en place. Il n'y a donc pas d'alternatives d'aménagement du site.

En termes d'exploitation et de process technologique mis en place, les variantes concernent essentiellement l'usage des colles pour l'activité chaussure. En effet les colles néoprène peuvent être substituées par des colles à l'eau présentant moins de risques pour la santé et l'environnement. Ces alternatives concernent les activités des industriels qui s'installeront dans le parc.

5.2 Alternatives de site

La région de Casablanca-Settat dispose de nombreuses zones industrielles qui sont soit valorisées soit en cours de valorisation. Un des objectifs de développement de l'écosystème cuir est de mettre en place des zones dédiées rassemblant de nombreux opérateurs ce qui nécessite une superficie conséquente.

Ainsi les alternatives à ce site seraient :

- Le développement d'une nouvelle zone industrielle sur un terrain nu. La mobilisation de nouveaux terrains alors que certains parcs ne sont pas exploités aurait des impacts négatifs économiques et environnementaux importants, alors que les parcs industriels existants et non exploités continuent à se dégrader.
- L'exploitation de parcelles libres sur des zones industrielles existantes. Ce choix ne permettrait pas de constituer un pôle sectoriel qui constitue un levier important pour le développement commercial de ce secteur.

Ainsi ce site constitue une bonne alternative car elle permet de valoriser un terrain aménagé, d'être proche d'un bassin d'emploi important, de pouvoir accueillir près d'une centaine d'unités du secteur du cuir et d'être à proximité des services portuaires pour l'exportation des produits finis et l'importation d'une partie des matières premières.

5.3 Alternative sans projet

- Le site du projet a été aménagé en 2008 sans valorisation depuis. Les investissements réalisés se dégradent ce qui représente une perte financière importante. En l'absence d'activités ce terrain est régulièrement utilisé comme dépotoir pour différents types de déchets avec des impacts environnementaux pour la population avoisinante et des risques de pollution des sols.
- Sans ce projet, le secteur du cuir ne pourra pas bénéficier de ce levier de développement qui permettra de soutenir les exportations marocaines et de créer de l'emploi.

5.4 Alternative avec projet

La réalisation de ce projet va permettre de contribuer à l'atteinte des objectifs de développement et d'attractivité économique de la Région Casablanca Settat et du secteur du cuir. Créateur de 5 400 emplois il va également contribuer à améliorer le taux d'activité de la population et entraîner un développement économique en particulier au niveau de la commune de Sidi Moumen.

Il permet également de contribuer à la mise en place de nouveaux types de zones industrielles durables en phase avec les objectifs de développement durable régionaux et nationaux.

6. CADRE POLITIQUE, JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL

6.1 Cadre juridique

L'étude d'impact présentera et tiendra compte des principaux textes législatifs et réglementaires, et en particulier ceux relatifs à la protection de l'environnement et qui sont applicables au Projet. Elle établira des recommandations basées sur les exigences légales, de manière à ce que le Projet soit en accord avec la réglementation.

L'étude se basera également sur les référentiels internationaux (Banque Mondiale et Société Financière Internationale) pour compléter ou renforcer le Code de l'Environnement marocain.

6.1.1 Cadre législatif national

Les cadres législatif et juridique marocains se caractérisent par un nombre important de textes dont les premiers remontent à l'année 1914. Il est important de signaler que le cadre juridique en matière de protection de l'environnement ne cesse d'être renforcé et alimenté par plusieurs nouveaux textes et décrets dont la finalité est de garantir la mise au point d'un arsenal législatif et réglementaire de protection et d'amendement de l'environnement harmonisant les exigences du développement socio-économique durable et la protection des ressources naturelles ainsi que leurs utilisations rationnelles.

6.1.1.1 Lois et textes relatifs à la protection de l'environnement

■ Loi-cadre n°99-12 portant chartes nationales de l'environnement et du développement durable

La loi-cadre fixe les objectifs fondamentaux de l'action de l'État en matière de protection de l'environnement et de développement durable. Elle a pour but de :

- Renforcer la protection et la préservation des ressources et des milieux naturels, de la biodiversité et du patrimoine culturel, de prévenir et de lutter contre les pollutions et les nuisances ;
- Intégrer le développement durable dans les politiques publiques sectorielles et adopter une stratégie nationale de développement durable ;
- Harmoniser le cadre juridique national avec les conventions et les normes internationales ayant trait à la protection de l'environnement et au développement durable ;
- Renforcer les mesures d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques et de lutte contre la désertification ;
- Décider les réformes d'ordre institutionnel, économique, financier et culturel en matière de gouvernance environnementale ;
- Définir les engagements de l'Etat, des collectivités territoriales, des établissements publics et sociétés d'Etat, de l'entreprise privée, des associations de la société civile et des citoyens en matière de protection de l'environnement et de développement durable ; et,
- Etablir un régime de responsabilité environnementale et un système de contrôle environnemental.

■ **Dahir N°1-03-59 du 10 Rabii I 1424 (12 mai 2003), promulguant la Loi n°11-03 relative à la protection et à la mise en valeur de l'environnement**

La Loi n°11-03 définit les principes et les orientations d'une stratégie juridique environnementale pour le Maroc et a pour objectif de rendre plus cohérent, sur le plan juridique, l'ensemble des textes ayant une incidence sur l'environnement.

Les dispositions générales de cette loi visent la protection de l'environnement contre toute forme de nuisance à l'origine de sa dégradation incluant

- La protection du sol, du sous-sol et de ses richesses contre toute forme de dégradation ou de pollution,
- Le littoral, la protection des espaces et ressources marines, contre l'altération de la qualité des eaux et des ressources marines et l'atteinte à la santé de l'Homme

L'affectation et l'aménagement du sol à toutes fins susceptibles de porter atteinte à l'environnement sont soumis à une autorisation préalable suivant les cas et conformément aux conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires.

Elle fixe aussi les dispositions législatives et réglementaires d'exploitation d'une installation classée soumise à autorisation.

■ **Dahir n°1-03-60 du 12 mai 2003 portant promulgation de la Loi n°12-03 relative aux études d'impact sur l'environnement**

Cette loi établit la liste des projets assujettis à la procédure de réalisation et la consistance des études d'impact. La loi institue également la création d'un comité national des études d'impact environnemental présidé par le Ministre en charge de l'Environnement. Ce comité a pour rôle de décider, sur la base des résultats de l'étude d'impact, de l'acceptabilité environnementale qui conditionne la mise en œuvre des projets assujettis. Les décrets associés sont :

- Décret n° 2-04-563 du 5 Kaada 1429 (4 novembre 2008) relatif aux attributions et au fonctionnement du comité national et des comités régionaux des études d'impact sur l'environnement.
- Décret n° 2-04-564 du 5 Kaada 1429 (4 novembre 2008) fixant les modalités d'organisation et de déroulement de l'enquête publique relative aux projets soumis aux études d'impact sur l'environnement

■ **Loi organique n°111-14 relative aux régions, loi organique n°112-14 concernant les préfectures et les provinces et la loi organique 113-14 sur les communes**

Ces trois textes de loi traduisent une nouvelle architecture territoriale plaçant la région au centre de l'édifice institutionnel du pays. Les lois fixent par ailleurs :

- Les conditions d'exercice par les citoyennes et les citoyens et les associations du droit de pétition ;
- Le régime financier des collectivités territoriales et l'origine de leurs ressources financières ;
- Les conditions et les modalités de constitution des groupements de collectivités territoriales ainsi que les mécanismes destinés à assurer l'adaptation de l'organisation territoriale dans ce sens.

■ **Décret n°2-14-782 du 30 rejev 1436 (19 mai 2015) relatif à l'organisation et aux modalités de fonctionnement de la police de l'environnement**

Ce décret a pour objet de fixer les attributions de la police de l'eau notamment:

- Au contrôle, à l'inspection, à la recherche, à l'investigation, à la constatation des infractions et à la verbalisation prévue par les dispositions des lois associées (loi n°11-03, loi n°12-03, loi n°13-03 et loi n°28-00) ;
- La mise en application effective des principes de l'usager-payeur et du pollueur-payeur ;

Cette loi permet de renforcer le pouvoir des administrations concernées par l'application des dispositions de protection de l'environnement contenues dans toute autre législation particulière.

6.1.1.2 Lois et textes relatifs à l'eau

■ **Dahir n°1-16-113 du 6 kaada 1437 portant promulgation de la loi n°36-15 relative à l'eau**

Les objectifs de la réforme de la loi sur l'eau, à travers la loi 36-15, consistent en la promotion de la gouvernance dans le secteur de l'eau à travers la simplification des procédures et le renforcement du cadre juridique relatif à la valorisation de l'eau de pluie et des eaux usées, la mise en place d'un cadre juridique pour dessaler l'eau de mer, le renforcement du cadre institutionnel et des mécanismes de protection et de préservation des ressources en eau.

La loi n° 36-15 repose notamment sur des principes fondamentaux parmi lesquels, la domanialité publique de l'eau, le droit de tous citoyen et citoyenne à l'accès à l'eau et à un environnement sain, la gestion de l'eau selon les pratiques de bonne gouvernance qui inclut la concertation et la participation des différentes parties concernées. La gestion intégrée et décentralisée des ressources en eau en assurant la solidarité spatiale, la protection du milieu naturel et la promotion du développement durable et l'approche genre en matière de développement et de gestion des ressources en eau.

■ **Décret n°2-97-489 du 05 février 1998 relatif à la délimitation du domaine public hydraulique DPH, à la correction des cours d'eau et à l'extraction des matériaux**

Le domaine public hydraulique est constitué de toutes les eaux continentales, qu'elles soient superficielles, souterraines, douces, saumâtres, salées, minérales ou usées ainsi que des eaux de mer dessalées écoulées dans le domaine public hydraulique et des ouvrages hydrauliques et leurs annexes affectés à un usage public.

Ce décret définit les conditions de délimitation du DPH ainsi que le droit à l'usage de ce domaine.

■ **Décret n° 2-05-1326 relatif aux eaux à usage alimentaire**

Ce décret s'articule sur les normes de qualité de l'eau potable qui doivent être respectée pour assurer la distribution et le ravitaillement en eau potable dans des conditions qui ne nuisent pas à la santé publique.

La demande d'autorisation pour l'alimentation en eau potable est adressée à l'autorité gouvernementale chargée de la santé, accompagnée d'une étude justifiant l'absence d'autres alternatives, l'impossibilité de rendre l'eau objet de la demande potable dans des conditions économiques raisonnables, et démontrant l'absence de risques pour la santé.

■ **Décret n°2-04-553 du 13 hijja 1425, Janvier 2005 relatif aux déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects dans les eaux superficielles ou souterraines**

Il définit le déversement comme étant tout déversement, écoulement, rejet, dépôt direct ou indirect dans une eau superficielle ou une nappe souterraine susceptible d'en modifier les caractéristiques physiques, y compris thermiques et radioactives, chimiques, biologiques ou bactériologiques.

Les caractéristiques physiques, chimiques, biologiques et bactériologiques de tout déversement doivent être conformes aux valeurs limites de rejets, fixées par arrêtés conjoints des autorités gouvernementales chargées de l'intérieur, de l'eau, de l'environnement, de l'industrie et de toutes autres autorités gouvernementales concernées.

■ **Décret n° 2 - 05 - 1533 du 14 moharrem 1427 (13 février 2006) relatif à l'assainissement autonome.**

Ce décret a pour principal objectif, la fixation des dispositifs d'assainissement autonome ainsi que les prescriptions techniques et les modalités de réalisation, d'exploitation, d'entretien et de maintenance en bon état de fonctionnement desdits dispositif. Les dispositifs d'assainissement autonome sont de deux types :

- Les dispositifs assurant la collecte et l'épuration des eaux usées tel que la fosse septique ; et,
- Les dispositifs assurant à la fois la collecte, l'épuration et l'évacuation des eaux usées par utilisation des sols, tels que l'épandage souterrain dans le sol naturel, l'épandage dans un sol reconstitué ou la fosse chimique.

■ **Décret n° 2-97-787 du 6 chaoual 1418 (4 février 1998) relatif aux normes de qualité des eaux et à l'inventaire du degré de pollution des eaux.**

Les normes de qualité définissent :

- Les procédures et les modes opératoires d'essai, d'échantillonnage et d'analyse ;
- La grille de qualité des eaux définissant des classes de qualité permettant de normaliser et d'uniformiser l'appréciation de la qualité des eaux ; et,
- Les caractéristiques physico-chimiques, biologiques et bactériologiques notamment : (i) des eaux alimentaires destinées directement à la boisson ou à la préparation, au conditionnement ou à la conservation des denrées alimentaires destinées au public ; (ii) de l'eau destinée à la production de l'eau potable ; (iii) de l'eau destinée à l'irrigation (iv) de l'eau usée destinée à l'irrigation ; (v) des eaux piscicoles.

Les normes de qualité sont fixées par arrêtés conjoints des autorités gouvernementales chargées de l'équipement et de l'environnement après avis de l'autorité gouvernementale chargée de la santé publique et du ministre dont relève le secteur concerné par lesdites normes. Elles font l'objet de révisions tous les dix (10) ans ou chaque fois que le besoin s'en fait sentir.

■ **Arrêté N 3286.17 du 13 hijja 1438 (4 Septembre 2017) fixant les valeurs limites générales de rejet dans les eaux superficielles ou souterraines**

Cet arrêté fixe les valeurs limites générales de rejet relatif aux déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects dans les eaux superficielles ou souterraines entrant en vigueur le 1er janvier 2018.

Tableau 6.1: Valeurs Limites Générales de Rejet applicable aux déversements des eaux usées ne disposant pas des Valeurs Limites Spécifiques de rejet.

Paramètres	Valeurs limites
Température	30°C
PH	5.5- 9.5
MES mg/l	100
Azote Kjeldahl mgN/l	40
Phosphore total P mgP/l	15
DCO mgO ₂ /l	500
DBO ₅ mgO ₂ /l	100
Chlore actif Cl ₂ mg/l	0,2
Dioxyde de chlore ClO ₂ mg/l	0,05
Aluminium Al mg/l	10
Détergents mg/l (anioniques, cationiques et ioniques)	3
Conductivité en µS/cm	2700
Salmonelles / 5000 ml	absence
Vibrions cholériques / 5000 ml	absence
Cyanures libres (CN) mg/l	0,5
Sulfates (SO ₄ ²⁻)	600
Sulfures libres (S ₂) mg/l	1
Fluorures (F) mg/l	20
Indice de phénols mg/l	0,5
Hydrocarbures par Infra-rouge mg/l	15
Huiles et Graisses mg/l	30
Antimoine (Sb) mg/l	0,3
Argent (Ag) mg/l	0,1
Arsenic (As) mg/l	0,1
Baryum (Ba) mg/l	1
Cadmium (Cd) mg/l	0,25
Cobalt (Co) mg/l	0,5
Cuivre total (Cu) mg/l	2
Mercure total (Hg) mg/l	0,05
Plomb total (Pb) mg/l	1
Chrome total (Cr) mg/l	2
Chrome hexavalent (CrVI) mg/l	0,2
Étain total (Sn) mg/l	2,5
Manganèse (Mn) mg/l	2
Nickel total (Ni) mg/l	5

Paramètres	Valeurs limites
Sélénium (Se) mg/l	0,1
Zink total (Zn) mg/l	5
Fer (Fe) mg/l	5
AOX	5

- **Arrêté conjoint du ministre de l'Intérieur, du ministre de l'Energie, des mines, de l'eau et de l'environnement, du ministre de l'Industrie, du commerce et des nouvelles technologies et du ministre de l'Artisanat n° 2943-13 du 1er Hija 1434 (7 octobre 2013) fixant les rendements des dispositifs d'épuration des eaux usées**

Cet arrêté Définit les rendements épuratoires par catégorie des dispositifs de traitement, qui à défaut de valeurs mesurées seront utilisés pour le calcul de la redevance.

Les rendements sont calculés sur la matière oxydable (MO) d'après la formule: $MO = (DCO + 2 \cdot DBO_5) / 3$.

L'arrêté fixe pour les catégories de dispositifs d'épuration l'appréciation (Insuffisant/Moyen/Bon) en fonction du rendement calculé.

- **Décret n°2-97-875 du 4 février 1998 relatif à l'utilisation des eaux usées**

Ce décret définit les conditions d'utilisation des eaux usées. L'autorisation de l'utilisation des eaux usées est délivrée par l'agence du bassin hydraulique.

- **Arrêté conjoint du Ministre de l'Équipement et du Ministre chargé de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement, de l'Urbanisme et de l'Habitat n° 1276-01 du 17 octobre 2002 portant fixation des normes de qualité des eaux destinées à l'irrigation**

Cet arrêté définit notamment les normes de qualité fixées pour les eaux d'irrigation.

6.1.1.3 Lois et textes relatifs aux émissions atmosphériques

- **Loi N° 13-03 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique**

Cette loi a pour but de prévenir, réduire et limiter les émissions des polluants atmosphériques susceptibles de porter atteinte à la santé de l'homme en particulier et à l'environnement d'une manière générale. Elle définit les moyens de lutte contre la pollution de l'air, les procédures de sanctions en cas de dommages ou de pollution grave et les mesures d'incitation à l'investissement dans les projets de prévention de la pollution de l'air.

- **Décret n° 2-09-286 de 2009 fixant les normes de la qualité de l'air et les modalités de la surveillance**

Le décret a mis en place la définition des termes en relation avec la qualité de l'air seuil d'alerte, niveau de concentration, indice de qualité de l'air, station, réseau de surveillance, mesures d'urgence. Il fixe aussi les normes de qualité qui ne doivent pas être dépassées et lesquelles sont fixées par l'autorité gouvernementale chargée de l'environnement, en concertation avec les départements

ministériels et les établissements publics intéressés. Elles sont révisées selon les mêmes formes tous les dix (10) ans et chaque fois que les nécessités l'exigent.

Ce décret précise aussi les normes de qualité de l'air concernant les substances suivantes :

- Le dioxyde de soufre (SO₂) ;
- Le dioxyde d'azote (NO₂);
- Le monoxyde de carbone (CO) ;
- Les particules en suspension (MPS);
- Le plomb dans les poussières (Pb) ;
- Le cadmium dans les poussières (Cd) ;
- L'ozone (O₃) ; et,
- Le Benzène (C₆H₆).

Il précise aussi la méthode d'échantillonnage et d'analyse qui doit être conforme à la réglementation en vigueur

■ **Décret n° 2-09-631 du 23 rejeb 1431 (6 juillet 2010) fixant les valeurs limites de dégagement, d'émission ou de rejet de polluants dans l'air émanant de sources de pollution fixes et les modalités de leur contrôle**

Ce décret fixe les valeurs limite de polluants de certaines substances polluantes de l'air émanant de sources de pollution fixes et définit les modalités de leur contrôle.

Tableau 6.2 : Valeurs limites de dégagement, d'émission ou de rejet dans l'air de polluants de substances polluantes de l'air émanant de sources de pollution fixes

Polluants	Nature du seuil	Valeurs limites
Dioxyde de soufre (SO ₂) tg/m ³	Valeur limite pour la protection de la santé	125 centile 99,2 des moyennes journalières.
	Valeur limite pour la protection des écosystèmes	20 moyenne annuelle.
Dioxyde d'azote (NO ₂) gg/m ³	Valeurs limites pour la protection de la santé	200 centile 98 des moyennes horaires 50 moyenne annuelle
	Valeur limite pour la protection de la végétation	30 moyenne annuelle.
Monoxyde carbone (CO) mg/m ³	Valeur limite pour la protection de la santé	10 le maximum journalier de la moyenne glissante sur 8 h.
Matières en Suspension tg/m ³	Valeurs limites pour la protection de la santé	50 centile 90,4 des moyennes journalière ; MP 10.
Plomb (Pb) og/m ³	Valeur limite pour la protection de la santé	1 moyenne annuelle.
Cadmium (Cd) ng/m ³	Valeur limite pour la protection de la santé	5 moyenne annuelle.
Ozone (O ₃) pg/m ³	Valeur limites pour la protection de la santé	110 moyenne sur une plage de 8h
	Valeur limite pour la protection de la végétation	65 moyenne journalière ne devant pas être dépassée plus de 3 jours consécutifs)
Benzène (C ₆ H ₆) mg/m ³	Valeur limite pour la protection de la santé	10 moyenne annuelle

6.1.1.4 Lois et textes relatifs à la restauration des sols

■ **Dahir n° 1-69-170 du 10 jourada I 1389 (25 juillet 1969) sur la défense et la restauration des sols**

Le Dahir son Décret d'application n° 2-69-311 du 10 jourada I 1389 (25 juillet 1969) sur la défense et la restauration des sols, permettent, notamment par des moyens qui combinent la contrainte et l'intérêt des propriétaires fonciers, d'assurer le reboisement et l'affectation des sols à des pratiques culturelles spécifiques en vue de combattre l'érosion et d'assurer la protection d'ouvrages ou de biens déclarés d'intérêt national.

6.1.1.5 Lois et textes relatifs au littoral

■ **Loi 81-12 sur le littoral**

Cette loi met en place des règles et des exigences réglementaires à respecter pour contribuer à la protection du littoral et favorise :

- La mise en place d'une gestion intégrée et d'un développement équilibré du littoral ;
- La protection du littoral contre toutes formes de pollution et de dégradation quelle qu'en soit l'origine ;
- L'instauration d'un équilibre entre les impératifs du développement économique et les nécessités de protection du littoral pour préserver ses richesses pour les générations présentes et futures ;
- L'intégration de la dimension environnementale du littoral dans les politiques sectorielles notamment l'industrie, le tourisme, le développement des établissements humains et les travaux d'infrastructure ;
- L'association des collectivités locales, des associations de protection de l'environnement et du secteur privé à la prise de décision concernant le littoral ;
- La réhabilitation des zones et des sites littoraux détériorés et pollués ; et,
- Le libre accès au rivage de la mer.

6.1.1.6 Lois et textes relatifs à la gestion des déchets

■ **Loi n°23-12 modifiant et complétant la loi n°28-00 relative à la gestion des déchets et à leur élimination**

La modification apportée par la loi 23-12 concerne essentiellement son article 42 relatif à l'importation des déchets dangereux.

■ **Loi n° 28-00 relative à la gestion des déchets solides et à leur élimination et ses décrets d'application**

Les articles de la loi 28-00 du 7 décembre 2006 constituent les textes « charnière » concernant les Plans de gestion des déchets. La loi définit notamment l'objectif et les finalités des plans directeurs de gestion des déchets notamment national, régionaux, provinciaux et communaux. De nombreux textes publiés réglementent spécifiquement tri, le stockage, la collecte et le traitement des déchets.

6.1.1.7 Lois et textes relatifs à la biodiversité et aux aires protégées

■ Loi 29-05 relative à la protection de la faune et la flore sauvage

Cette loi a pour objet la protection et la conservation des espèces de flore et de faune sauvages, notamment par le contrôle du commerce des spécimens de ces espèces. Elle détermine en particulier:

- Les catégories dans lesquelles sont classées les espèces de flore et de faune sauvages menacées d'extinction ;
- Les conditions d'importation, de transit, d'exportation, de réexportation et d'introduction en provenance de la mer des spécimens de ces espèces ainsi que les documents devant les accompagner ;
- Les conditions d'élevage, de détention et de transport des spécimens des espèces de flore et de faune sauvages menacées d'extinction ;
- Les mesures applicables aux prélèvements de spécimens de ces espèces dans le milieu naturel et à leur multiplication ou leur reproduction ; et,
- Les conditions d'introduction ou de réintroduction de spécimens d'espèces de flore et de faune sauvages dans le milieu naturel.

■ Dahir 1-10-123 du 16 juillet 2010 portant promulgation de la loi n° 22-07 relative aux aires protégées

La loi 22-07 a pour objectif de préserver et sauvegarder une aire protégée dans le cadre de l'engagement de notre pays à mener une politique de développement durable, qui tend aussi bien à sauvegarder notre diversité biologique qu'à protéger les espèces en voie de disparition et qui trouve un appui grandissant auprès des organismes internationaux. Une aire protégée est classée par l'administration compétente, en fonction de ses caractéristiques, de sa vocation et de son envergure socio-économique, dans l'une des catégories suivantes :

- Parc national ;
- Parc naturel ;
- Réserve biologique ;
- Réserve naturelle ; et,
- Site naturel.

6.1.1.8 Lois et textes relatifs à l'urbanisme et accessibilité

■ Loi 12-90 relative à l'urbanisme et son décret d'application n° 2-92-832

La Loi 12-90 définit les principes et les orientations d'une stratégie juridique en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire pour le Maroc. Elle a pour objet également de définir les différents documents d'urbanisme, les règlements de construction ainsi que d'instituer des sanctions pénales

■ Loi n°66-12 relative au contrôle et à la répression des infractions en matière d'urbanisme et de construction (BO n° 6630 du 19/09/2016)

Cette loi tend à l'unification et la simplification des procédures de contrôle et de répression des infractions en matière d'urbanisme et de construction.

■ **Loi 25-90 relative aux lotissements, groupes d'habitations et morcellements, promulguée par le dahir n° 1-92-7 du 15 hija 1412 (17 juin 1992)**

Ce texte de loi est relatif aux projets d'aménagement et de lotissement à usage d'habitation, industriel, touristique, commercial ou artisanal, situés en toute partie du territoire couverte par un document d'urbanisme approuvé.

■ **Loi 10-03 relative aux accessibilités**

Le dahir n° 1-03-58 du 10 rabii I 1424 portant promulgation de la loi n° 10-03 relative aux accessibilités (B.O. du 19 juin 2003).

6.1.1.9 Lois et textes relatifs aux unités industrielles

■ **La loi sur les établissements classés insalubres, incommodes ou dangereux (fascicule N°4 de l'Annuaire Juridique des Travaux Publics, dahir du 25 août 1914)**

Texte de portée générale permettant de régir le stockage, la collecte, le traitement ou l'élimination des déchets ou des effluents liquides ou gazeux issus des installations industrielles ou artisanales. Les établissements sont divisés en trois classes suivant les opérations qui y sont effectuées, les inconvénients et les nuisances qu'ils causent de point de vue de la sécurité, de la salubrité et de la commodité publique.

Un projet de loi vise la simplification du classement en limitant les catégories d'établissements à deux classes :

- Classe 1 : Établissements soumis à autorisation du Ministère des Travaux publics ; et,
- Classe 2 : Établissements soumis à déclaration auprès de la commune de la localité d'implantation.

■ **Dahir du 22 juillet 1953 portant règlement sur l'emploi des appareils à vapeur à terre tel que complété par le dahir n°1-62-301 du 9 novembre 1962 et ses textes d'application**

Ce dahir définit en particulier les générateurs et les récipients de vapeur autres que ceux placés à bord des bateaux, les modalités de mise en service des générateurs et chaudières, les modalités de déroulement des épreuves auxquelles sont soumis ces appareils ainsi que les modalités de surveillance et procédures en cas d'accidents ainsi que les dispositions relatives aux infractions et contraventions encourues.

■ **Dahir du 12 janvier 1955 portant règlement sur les appareils à pression de gaz, complété par le dahir n°1-62-302 du 18 janvier 1963 et ses textes d'application**

Il définit les appareils à pression de gaz, leur classement, les modalités de déroulement de l'épreuve pour leur mise en service, les modalités de réparation, d'alimentation et de chargement, ainsi que les modalités de surveillance et procédures en cas d'accidents ainsi que les dispositions relatives aux infractions et contraventions encourues.

6.1.1.10 Lois et textes relatifs au transport

■ **Loi n° 16-99 sur les transports**

Cadre législatif englobant les différentes catégories de transport routier leur garantissant un développement harmonieux dans un cadre de complémentarité et de concurrence loyale et ce à travers l'introduction progressive de dispositions dans la législation régissant les transports routiers,

ayant pour but la mise à niveau de ce secteur en vue de son intégration dans un système global de transport avec toutes ses composantes.

■ **Loi n° 30-05 relative au transport par route de marchandises dangereuses**

La vise à organiser toutes les activités du transport des marchandises dangereuses en définissant les règles spécifiques applicables à cette activité, tels que les conditions de classification, d'emballage, de chargement, de déchargement et de remplissage de ces marchandises ainsi que leur expédition, notamment la signalisation, l'étiquetage, le placardage, le marquage et les documents devant accompagner les expéditions.

■ **Dahir du 30 décembre 1927 relatif au transport et à la manutention des hydrocarbures et combustibles liquides.**

Texte définissant et réglementant les hydrocarbures et combustibles liquides, leur mode de conditionnement, de transport, de stockage, les mesures de précaution, la manutention et les moyens de lutte contre l'incendie.

6.1.1.11 Lois et textes relatifs à l'énergie

■ **Loi n° 47-09 relative à l'efficacité énergétique**

La présente loi a pour objet d'augmenter l'efficacité énergétique dans l'utilisation des sources d'énergie, éviter le gaspillage, atténuer le fardeau du coût de l'énergie sur l'économie nationale et contribuer au développement durable. Sa mise en oeuvre repose principalement sur les principes de la performance énergétique, des exigences d'efficacité énergétique, des études d'impact énergétique, de l'audit énergétique obligatoire et du contrôle technique.

■ **Décret n°2-13-874 du 20 Hija 1435 (15 Octobre 2014) approuvant le règlement général de construction fixant les règles de performance énergétique des constructions et instituant le comité national de l'efficacité énergétique dans le bâtiment**

Le Règlement général de construction fixant les règles de performance énergétique des constructions a pour objet de fixer les caractéristiques thermiques que doivent respecter les bâtiments par zone climatique, afin d'atteindre les résultats suivants :

- Réduire les besoins en chauffage et en climatisation des bâtiments ;
- Améliorer le confort thermique au sein des bâtiments ;
- Participer à la baisse de la facture énergétique nationale ; et,
- Réduire les émissions de gaz à effet de serre.

■ **Loi n° 13-09 relative aux énergies renouvelables**

La présente loi a pour objet de développer et d'adapter le secteur des énergies renouvelables aux évolutions technologiques futures et à encourager les initiatives privées :

- Promotion de la production d'énergie à partir de sources renouvelables, de sa commercialisation et de son exportation par des entités publiques ou privées ;
- L'assujettissement des installations de production d'énergie à partir de sources renouvelables à un régime d'autorisation ou de déclaration ; et,

- Le droit, pour un exploitant, de produire de l'électricité à partir de sources d'énergies renouvelables pour le compte du consommateur ou d'un groupement de consommateurs raccordés au réseau électrique national de moyenne, haute et très haute tension, dans le cadre d'une convention par laquelle ceux-ci s'engagent à enlever et à consommer l'électricité ainsi produite exclusivement pour leur usage propre.

6.1.1.12 *Lois et textes relatifs aux conditions de travail et à la santé et sécurité*

■ **La Loi 65-99 relative au code de travail et ses décrets d'application**

Les dispositifs de la Loi 65-99, relative au code du travail, ont pour objectifs l'amélioration des conditions du travail et de son environnement et la garantie de la santé et de la sécurité sur les lieux du travail. Particulièrement les dispositifs du titre IV de l'hygiène et de la sécurité des salariés.

■ **Loi n°18-12 sur les accidents de travail**

Cette nouvelle loi a introduit des changements majeurs sur le processus d'indemnisation, dans le but de simplifier les procédures de déclaration des accidents du travail et d'accélérer l'indemnisation des victimes ou de leurs ayants droits.

■ **Loi 52-05 relative au code de la route telle que modifiée et complétée par la Loi 116-14**

Cette loi, qui s'inscrit dans le cadre du renforcement des procédures légales pour la lutte contre les accidents de la route, prévoit également la révision des amendes forfaitaires et transactionnelles, en introduisant le principe de réduction des amendes selon les délais de règlement.

■ **Loi 65-00 portant code de la couverture médicale de base**

Texte constituant le fondement de la protection sociale en matière de santé :

- Assurance maladie obligatoire de base (AMO) fondée sur les principes et les techniques de l'assurance sociale au profit des personnes exerçant une activité lucrative, des titulaires de pension, des anciens résistants et membres de l'armée de libération et des étudiants ;
- Régime d'assistance médicale (RAMED) fondée sur les principes de l'assistance sociale et de la solidarité nationale au profit de la population démunie.

6.1.1.13 *Autres dispositions réglementaires*

■ **Dahir de 1914 relatif au domaine public**

Texte définissant les biens faisant partie du domaine public au Maroc, de façon inaliénable et imprescriptible.

■ **La Loi 7-81 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et à l'occupation temporaire**

Elle définit les principes appliqués lors des indemnités qui compensent les impacts directs et indirects d'ordre économique.

■ **Règlement de construction parasismique RPS 2000 tel que modifié en 2011**

Il constitue ainsi le premier règlement parasismique à l'échelle nationale qui a permis la prise en compte du risque sismique dans la conception et le dimensionnement des bâtiments. Le RPS 2000 s'applique aux constructions nouvelles, aux bâtiments existants subissant des modifications importantes tels que le changement d'usage, la transformation ou la construction d'un ajout.

■ **Loi 19-05 modifiant et complétant la Loi 22-80 relative au patrimoine archéologique**

Ce texte développe la conduite à tenir en cas de découverte de patrimoine archéologique au cours de travaux quelconques.

■ **Loi 42-16 portant approbation de l'Accord de Paris sur les changements climatiques**

Le premier cadre global et universel en matière de coopération et de solidarité climatique et ce, en quatre points clé :

- Universalité ;
- Objectif à long terme ;
- Révision des engagements des Etats ;
- Financements :

■ **La loi n° 86-12 relative aux contrats de Partenariats Public-Privé**

Cette loi s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par le Ministère de l'Economie et des Finances (DEPP) afin de renforcer le recours au PPP pour diversifier ses sources de croissance, accélérer le rythme des investissements publics et renforcer la fourniture de services et d'infrastructures administratives, économiques et sociales de qualité, répondant au mieux aux attentes des citoyens dans un souci d'équilibre régional harmonieux.

■ **La loi 54-05 relative à la concession de services publics**

la loi 54-05 relative à la gestion déléguée des services publics, adoptée le 14 Février 2006, permet au Maroc de se doter d'un cadre juridique susceptible d'attirer les investisseurs intéressés par la gestion de services publics, qui serait déléguée par les collectivités locales, leurs groupements ou les établissements publics.

6.1.2 Normes nationales

Cette section énumère les principales normes de façon thématique.

6.1.2.1 Gestion des produits chimiques dangereux - contenu et le plan type des fiches de données de sécurité pour les produits chimiques

- **Norme NM 03.02.100-199**, établissant un mode de classification, d'emballage et d'étiquetage des substances dangereuses. L'objectif de cette norme est d'établir un système permettant d'identifier rapidement les produits, de noter les risques dus à ces produits et de recommander des mesures préventives.
- **Norme NM 03.02.101-1997** relative aux préparations chimiques dangereuses – classification, emballage et étiquetage.

- **Norme NM 03.02.102-1997** décrivant les méthodes de détermination du point éclair des préparations liquides inflammables.
- **Norme NM ISO 11014-1 -1997** définissant le contenu et le plan type de fiche de données de sécurité pour les produits chimiques.

6.1.2.2 Gestion des incendies

- **Norme NM 21.9.011-1997** : Protection contre l'incendie - Signaux de sécurité
- **Norme NM 21.9.012-1997** : Equipement de protection et de lutte contre l'incendie, Symboles graphiques pour les plans de protection contre l'incendie – Spécifications.
- **Norme NM 21.9.013-1997** : Robinets d'incendie armés - Règle d'installation.
- **Norme NM 21.9.014-1997** : Extincteurs mobiles - Règle d'installation
- **Norme NM 21.9.015-1997** : Extincteurs d'incendie - Extincteurs portatifs – Caractéristiques et essais.
- **Norme NM 21.9.025-1999** : Installations fixes de lutte contre l'incendie - Systèmes équipés de tuyaux - Robinets d'incendie armés équipés de tuyaux semi-rigides.
- **Norme NM 21.9.026-1999** : Installations fixes de lutte contre l'incendie - Systèmes équipés de tuyaux - Postes d'eau muraux équipés de tuyaux plats.
- **Norme NM 21.9.043-1999** : Extincteurs d'incendie - Extincteurs automatiques fixes individuels pour feux de classe B ; et,
- **Norme NM ISO 11602-1&2 -2006** : Protection contre l'incendie - Extincteurs portatifs et extincteurs sur roues. Choix et installation – Partie 1 et 2.

6.1.2.3 Qualité des eaux de baignade des eaux marines à proximité des zones de rejets

- **Norme NM 03.7.200**

6.1.3 Standards Internationaux applicables

6.1.3.1 Normes de performance de la SFI

Les Normes de Performances (NP) sont le pilier des standards de la SFI pour le processus d'évaluation sociale et environnementale. Ces normes ont été révisées et une nouvelle version est entrée en vigueur en janvier 2012.

Le Tableau 6.3 ci-dessous récapitule ces normes de performance.

Tableau 6.3 : Normes de performance de la SFI

N°	Titre	Synthèse des exigences
1	Évaluation et gestion des risques et des impacts sociaux et environnementaux	<p>Définit les dispositions pour parvenir à instituer une politique de gestion environnementale et sociale adaptée.</p> <p>Cette NP demande notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Qu'un processus d'analyse des risques et impacts proportionné au Projet soit mis en œuvre (Analyse des Dangers, Etude d'Impact) - Il est attendu que le processus d'évaluation des impacts soit réalisé dans le respect des lois, réglementations et autorisations nécessaires relatives aux questions environnementales et sociales dans le pays

N°	Titre	Synthèse des exigences
		<p>hôte concerné.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur la base des risques et impacts identifiés que des plans et procédures permettant de les atténuer devront être prévus. Pour maîtriser les risques (i) Pour l'environnement (ii) Sur le tissu socio-économique (iii) Et sur la santé et la sécurité des travailleurs et des communautés - Que soit mis en place des Systèmes de Gestion Environnementale et Sociale et Systèmes Santé Sécurité permettant de répondre aux risques et impacts identifiés. - Que les parties prenantes pertinentes soient impliquées dès la définition du projet (Plan d'Engagement des parties prenantes) et qu'un mécanisme de gestion des plaintes proportionné au projet et adapté au contexte local soit prévu. <p>Cette Norme de Performance renvoie ensuite aux Normes de Performances Suivantes de la SFI.</p>
2	Main d'œuvre et conditions de travail	<p>Cette NP définit les dispositions pour établir et appliquer de justes politiques de recrutement et de gestion du personnel.</p> <p>Les points d'intérêts de cette NP sont notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Politiques et procédures des ressources humaines - Conditions de travail et modalités d'emploi - Organisations des travailleurs - Non-discrimination et égalité des chances - Licenciement collectif - Mécanisme de règlement des griefs - Travail des enfants - Travail force - Hygiène et sécurité du travail - Travailleurs employés par des tierces parties - Chaîne d'approvisionnement
3	Utilisation rationnelle des ressources et prévention de la pollution	<p>Les points d'attention de cette norme de performance sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'Utilisation rationnelle des ressources et notamment la consommation d'énergie, d'eau, ainsi que d'autres ressources et intrants matériels en particulier sur les domaines considérés comme ses activités commerciales de base. - Limitation des Gaz à effet de serre - Maîtrise des Consommation d'eau - Gestion des Déchets - Gestion des matières dangereuses <p>Cette Norme renvoie également aux Directives Santé, Sécurité, Environnement de la SFI qui fournit des mesures de référence pour les projets industriels et les projets de Cimenterie notamment.</p>
4	Santé, sécurité et sûreté des communautés	<p>Définit les dispositions pour s'assurer que les impacts négatifs du Projet sur la communauté d'accueil sont dûment gérés et contrôlés</p> <p>Et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le projet devra réduire le potentiel d'exposition de la communauté aux matières et substances dangereuses - Contrôler les impacts sur les services des écosystèmes - Réduire l'Exposition des Communautés aux maladies <p>Se préparer et répondre aux situations d'urgence</p>
5	Acquisition des terres et	<p>Définit les dispositions pour la gestion de la propriété foncière et la réinstallation des communautés dans le cadre du développement de projets.</p>

N°	Titre	Synthèse des exigences
	réinstallation involontaire	<p>Cette norme requiert notamment que les déplacements physiques ou économiques fassent l'objet d'une compensation ou d'un remplacement à valeur au moins égale à la perte.</p> <p>Et que le projet puisse justifier que le niveau de vie des personnes affectées après compensation/déplacement/remplacement soit au minimum équivalent à avant le projet.</p> <p>Enfin il est à noter que ces dispositions ne sont pas applicables sur ce projet car la zone industrielle est déjà réalisée en 2008 par ALOmrane et le porteur du projet a signé une convention pour l'achat du terrain</p>
6	Conservation de la biodiversité et gestion durable des ressources naturelles vivantes	<p>Définit les dispositions permettant de s'assurer que les impacts du Projet sur la nature, les écosystèmes, les habitats et la biodiversité sont dûment gérés. La sensibilité de la Biodiversité doit être évaluée sur la base de la classification SFI:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Habitat Modifié - Habitat Naturel - Habitat Critique - Aires protégées par la loi et aires reconnues par la communauté internationale <p>Cette Norme de Performance requiert également la mise en œuvre de mesures vis-à-vis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des espèces exotiques invasives. <p>De la gestion durable des ressources naturelles vivantes</p>
7	Populations autochtones	<p>Définit les dispositions pour veiller à ce que les droits des minorités autochtones soient respectés et que les populations autochtones pourront tirer profit du Projet.</p> <p>Cette Norme n'est pas pertinente pour ce projet.</p>
8	Patrimoine culturel	<p>Définit les dispositions de gestion des impacts du projet sur le patrimoine tangible et intangible : cela inclut le patrimoine culturel et cultuel des communautés de la zone d'influence du projet.</p>

Donc les normes applicables aux présents projets sont :

- Norme de performance 1 : Évaluation et gestion des risques et des impacts environnementaux et sociaux ;
- Norme de performance 2 : Main-d'œuvre et conditions de travail ;
- Norme de performance 3 : Utilisation rationnelle des ressources et prévention de la pollution ;
- Norme de performance 4 : Santé, sécurité et sûreté des communautés ;
- Norme de performance 6 : Conservation de la biodiversité et gestion durable des ressources naturelles vivantes ;
- Norme de performance 8 : Patrimoine culturel.

6.1.3.2 Les Directives Environnementales, Sanitaires et Sécuritaires de la Banque Mondiale

Les Directives environnementales, sanitaires et sécuritaires sont des documents de références techniques qui présentent des exemples de bonnes pratiques internationales, de portée générale ou concernant une branche d'activité particulière.

- **Directives environnementales, sanitaires et sécuritaires générales (2007) :** Les Directives EHS générales sont à utiliser avec les Directives EHS pour les différentes branches d'activité qui présentent les questions d'ordre environnemental, sanitaire et sécuritaire propres au domaine considéré ;

6.1.3.3 Les Normes fondamentales du travail de l'OIT

L'OIT énonce les principes et droits fondamentaux au travail. Il y a huit conventions fondamentales:

1. Convention (n ° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 ;
2. Convention (n ° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 ;
3. Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 ;
4. Convention (n ° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957 ;
5. Convention (n ° 138) sur l'âge minimum, 1973 ;
6. Convention (n ° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 ;
7. Convention (n ° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 ; et,
8. Convention (n ° 111) sur la discrimination (emploi et profession), 1958.

À l'exception de la Convention (n ° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical de 1948, ces conventions ont toutes été ratifiées par le Maroc et traduites dans la législation nationale.

6.1.3.4 Directives du MCC

Le Projet se conformera :

- Au politique genre et aux directives opérationnelles de genre et d'inclusion sociale de MCC ;
- Au Plan d'Action Genre et Inclusion Sociale (PAGIS) de l'Agence MCA-Morocco ; et,
- Aux exigences de la politique contre la traite des personnes (TIP) de MCC.

6.1.4 Analyse du gap entre la réglementation nationale et les directives SFI applicables au projet

L'objectif de cette analyse est d'identifier les écarts constatés entre la législation nationale et l'applicabilité des normes et directives de la SFI par rapport aux thématiques environnementales et sociales, genre et inclusion sociale, traite des personnes et gestion de danger et de préciser par la suite des mesures de conciliation applicables au projet

Normes de performance IFC	Réglementation marocaine	Analyse des écarts par rapport au projet	Mesures pour combler les écarts
Norme de performance 1: Évaluation et gestion des risques et des impacts environnementaux et sociaux	<p>Les instruments nationaux d'évaluation environnementale sont la loi 49-17 portant sur les évaluations environnementales, récemment promulguée (Août 2020), qui abroge la loi n°12-03 sur les études d'impact, promulguée le 12 mai 2003. En attendant les décrets d'application de la 49-17, ceux de la loi 12-03 restent applicables. Tout projet susceptible d'avoir des répercussions sur l'environnement et assujéti à l'EIE est soumis à une décision d'acceptabilité environnementale. La loi définit la procédure de réalisation et consistance ainsi que les exigences en matière d'enquête publique et procédure d'approbation des études.</p> <p>La loi 49-17 qui a amendé la loi sur les EIE à la lumière de la charte de l'Environnement et de Développement Durable, établit la procédure d'évaluation environnementale et sociale pour les projets, à l'instar de ce qui se fait à l'international. Elle revoit et complète la liste des projets assujettis à une EIES et prend en considération les orientations de la constitution. Cette nouvelle loi a institué la notice environnementale pour les projets à faible impact.</p> <p>Pour se conformer aux dispositions de la constitution, le droit à l'information est légiféré par la loi 31-13, dont l'objectif principal est de donner l'information et l'accès aux documents ayant trait à l'environnement et les diffuser largement, et assurer l'implication du public dans le processus décisionnel en matière d'environnement. En l'absence de décrets d'application, ce droit reste limité à l'enquête publique dans le cadre de l'EIE et l'enquête commode incommode.</p> <p>Le décret d'application de la loi 12-03, n° 2-04-564 du 5 Kaada 1429 (4 novembre 2008) fixe les modalités d'organisation et de déroulement de l'enquête publique.</p>	<p>Le projet Ahl Loughlam est un projet de parc industriel autorisé depuis 2008, avant la mise en application de la loi 12-03. Aucune EIE n'a été réalisée selon la loi 12-03.</p> <p>La réglementation marocaine n'inclut pas de mécanisme spécifique pour informer les parties prenantes tout au long du développement du projet. L'enquête publique marocaine n'est pas suffisante pour se conformer à NP1.</p> <p>Le mécanisme des doléances n'est pas obligatoire.</p>	<p>Réalisation de l'EIES selon les standards de la SFI.</p> <p>la SDR a les compétences et l'expérience nécessaires pour gérer les risques environnementaux et sociaux</p> <p>Le PGES réalisé sur le projet spécifique présente toutes les mesures d'atténuation.</p> <p>Les parties prenantes (institutions et populations) ont été informées via: une réunion de consultation publique,</p> <p>une Plan d'Engagement des Parties Prenantes est mis en place intégrant un mécanisme des gestion des doléances est mis en place</p>
NP2: Main d'œuvre et conditions de travail	<p>Code du travail 65-99: Livre I - titre III: Dispositions générales Article 9 sur le respect des libertés et des droits de l'homme.</p>	<p>La législation marocaine est en conformité avec la NP2.</p>	<p>Il n'y a pas d'écart spécifique.</p> <p>Le PGES et le Plan Sécurité au travail comprennent les différentes mesures à mettre en œuvre en conformité avec la</p>

Normes de performance IFC	Réglementation marocaine	Analyse des écarts par rapport au projet	Mesures pour combler les écarts
	<p>Article 10: interdiction du travail forcé Livre I conventions relatives au travail Titre I: Contrat de travail Livre II: contrat de travail Article 13 à l'article 85. Définit les règles du contrat de travail; droits et devoirs entre employé et employeur Livre II: conditions de travail et rémunération de l'employeur: articles 135 à 263 Titre IV: Santé et sécurité des salariés: articles 281 à 344.</p> <p>La santé et sécurité au travail est instituée par plusieurs textes dont les objectifs rejoignent les obligations à l'international. Par rapport au travail des enfants, le Maroc dispose d'un arsenal juridique adéquat, qui fixe, entre autres, l'âge d'admission au travail à 15 ans révolus, et la liste les travaux interdits aux enfants entre 15 et 18 ans. L'emploi des enfants de moins de 15 ans est réprimé par une amende. Par ailleurs, le Maroc a ratifié les deux conventions fondamentales de l'OIT relatives au travail des enfants : la Convention no 138 sur l'âge minimum, adoptée en 1973, et la Convention no 182 sur les pires formes de travail des enfants, adoptée en 1999.</p>		NP2.
NP3: Utilisation rationnelle des ressources et prévention de la pollution	<p>la loi 12-03 sur les études d'impact sur l'EIE identifie des mesures d'atténuation pour évaluer, éviter, réduire et compenser les impacts pendant les phases de construction, d'exploitation et de démantèlement</p> <p>Loi-cadre 99-12 avec Charte nationale mondiale pour l'environnement et le développement durable (mars</p>	Il n'y a pas de réglementation spécifique sur le bruit.	<p>Application des normes de l'IFC pour le bruit.</p> <p>Établissement de toutes les mesures de prévention de la pollution dans l'EIE et le PGES.</p> <p>un chapitre spécifique est dédié à</p>

Normes de performance IFC	Réglementation marocaine	Analyse des écarts par rapport au projet	Mesures pour combler les écarts
	<p>2014): Les valeurs et principes de la Charte sont les suivants: développement durable; développement social; préservation et mise en valeur du patrimoine naturel et culturel; Éducation et formation; préservation et protection de l'environnement, adaptation et atténuation des effets du changement climatique, mise en commun des ressources; accès à l'information; participation du public; Recherche et développement; production et consommation responsables; précaution et prévention; la responsabilité.</p> <p>Ces principes et valeurs s'appliquent à tout acteur, projet ou programme.</p> <p>la loi 11-03 sur la protection de l'environnement, la loi 36-15 sur l'eau et ses textes d'application, la loi 13-03 sur l'air et ses décrets d'application, la loi sur la défense et la restauration du sol, la loi 28-00 sur la gestion des déchets solides et ses décrets d'application et la loi 47-09 sur l'efficacité énergétique et ses décrets d'application permettent d'identifier les mesures pour l'utilisation rationnelle des ressources et des mesures de prévention.</p>		l'utilisation et l'accès aux ressources.
NP4: Santé, sécurité et sûreté des communautés	<p>L'EIE selon la loi 12-03 couvre identifie des mesures d'atténuation pour évaluer, éviter, réduire et compenser les impacts pendant les phases de construction, d'exploitation et de démantèlement pour tous les éléments du milieu en particulier la communauté.</p> <p>les valeurs et les principes de la loi cadre 99-12 portant la Charte nationale pour l'environnement et le développement durable (mars 2014) couvrent les aspects</p>	le volet santé, sécurité et sureté des communautés est couvert par les différentes législations existantes.	les différentes mesures spécifiques sont incluses dans le PGES en conformité avec la NP4.

Normes de performance IFC	Réglementation marocaine	Analyse des écarts par rapport au projet	Mesures pour combler les écarts
	santé et sécurité des communautés. La loi 65-99 prend en compte les aspects santé et sécurité.		
NP5: Acquisition des terres et réinstallation involontaire	loi 7-81 sur le domaine éminent et l'occupation temporaire (6 mai 1982) La loi régit l'expropriation et l'utilisation temporaire des terres	le projet n'est pas concerné par la NP5	
NP6: Conservation de la biodiversité et gestion durable des ressources naturelles vivantes	Loi 29-05 sur la protection des espèces de la flore et de la faune sauvages et le contrôle des activités commerciales qui leur sont liées (1-11-84 Dahir du 21 juillet 2011) Dahir n ° 1 -10-123 du 3 chaabane 1431 portant promulgation de la loi n ° 22-07 relative aux zones protégées. (BO n ° 5866 du 19 août 2010). Les conventions internationales ratifiées par le Maroc	la protection de la biodiversité est couverte par la réglementation nationale et les engagements du Maroc.	les éléments concernant la biodiversité sont pris en compte dans l'EIES et le PFES en conformité avec la NP6.
NP7: Populations autochtones	La zone d'influence ne contient pas d'Autochtones.	le projet n'est pas concerné par la NP7	-
NP8: Patrimoine culturel	La loi 22-80 complétée par la loi 19-05 régit le patrimoine historique et culturel en cas de découverte. La loi 12-03 sur l'EIE inclut l'évaluation de l'impact sur le patrimoine culturel.	la réglementation marocaine couvre les exigences de la NP8	Le patrimoine culturel est évalué dans l'EIE ainsi que la définition des mesures d'atténuation en conformité avec la NP8.

6.1.5 Conventions internationales qui ont un lien avec la nature et la situation du Projet

Le Maroc a toujours affirmé sa volonté d'œuvrer activement en faveur d'une meilleure gestion de l'environnement au niveau international en signant et ratifiant les principaux protocoles et conventions internationaux :

Milieu	Conventions Internationales	Date d'adoption	Lieu d'adoption	Date ratification	Date d'entrée en vigueur
Déchets et produits chimiques dangereux	Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination.	22-mars-89	Bâle	28 déc 95	27-mars-96
	Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (POP).	22-mai-01	Stockholm	15-juin-04	13-sept.-04
	Convention de Minamata sur le mercure.	19-janv.	Genève	en cours	ND
Naturel et Biodiversité	Convention internationale sur la protection des végétaux.	6-déc.-51	Rome	25-oct.-72	25-oct.-72
	Convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles.	15-sept.-68	Algérie	17-sept.-77	14-déc.-77
	Convention sur la diversité biologique	22-mai-92	Nairobi	21-août-95	19-nov.-95
	Accord sur la conservation des oiseaux d'Eau Migrateur d'Afrique-Eurasie.	16-juin-95	Lahaye	ND	ND
Atmosphère	Convention sur la protection de la couche d'ozone.	22-mars-85	Vienne	28-déc.-95	27-mars-96
	Protocole relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone.	16-sept.-87	Montréal	28-déc.-95	27-mars-96
	Amendements au protocole de Montréal relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone.	29-juin-90	Londres	28-déc.-95	27-mars-96
	Convention-cadre des nations-unies sur les changements climatiques.	9-mai-92	Rio de Janeiro	28-déc.-95	27-mars-96
	Protocole de Kyoto à la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.	11-déc.-97	Kyoto	25-févr.-02	ND

6.2 Cadre Institutionnel

En matière de coordination des activités de gestion de l'environnement, le principal acteur à l'échelle nationale est représenté par le Secrétariat d'Etat auprès du Ministre de l'Energie, des Mines et du Développement Durable, en charge du Développement Durable.

De plus, certains ministères techniques disposent aujourd'hui de services ou de cellules spécialisés en matière d'environnement. Ces ministères sont les suivants :

- Ministère l'Énergie, des Mines et du Développement durable ;
- Ministère du Tourisme, du Transport aérien, de l'Artisanat et de l'Économie sociale ;
- Ministère de l'Aménagement du territoire, de l'urbanisme, de l'habitat et de la politique de la ville ;
- Ministère de l'Équipement, du Transport, de la Logistique et de l'Eau ;
- Ministère de l'Industrie, de l'investissement, du commerce et de l'économie numérique ;
- Ministère de l'Intérieur ;
- Ministère de l'Économie et des Finances ; et,
- Ministère de l'Emploi et de l'Insertion Professionnelle.
- Ministère de la Culture, de la Jeunesse et des Sports

6.3 Cadre politique

6.3.1 *Stratégies, plans et programmes nationaux de protection des ressources naturelles*

Il convient de rappeler de manière succincte les principales stratégies, plans et programmes mis en place par le gouvernement marocain, en matière de développement durable et de protection des ressources naturelles, devant être pris en compte par le projet afin de s'assurer que ce dernier partage les mêmes préoccupations et suit les mêmes orientations.

6.3.1.1 *Stratégies*

- Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD-2014) ;
- Stratégie Nationale de Protection de l'Environnement (SNPE) ;
- Stratégie de mise à niveau environnementale ;
- Stratégie Nationale de la Conservation et de l'utilisation Durable de la biodiversité ;
- Stratégie nationale de l'énergie – 2008 ;
- Stratégie nationale de gestion des déchets solides (SNGD) ;
- Stratégie nationale de la santé publique (2008-2012) ;
- Stratégie nationale en matière de prévention des risques naturels et technologiques avec mise en place d'un SIG opérationnel en la matière.

6.3.1.2 *Plans*

- Plan national de lutte contre le réchauffement climatique.
- Plan d'action pour la gestion des produits chimiques (2008) ;
- Plan d'Action National pour l'Environnement (PANE) – 2002 ;
- Plan national d'assainissement liquide et d'épuration des eaux usées (PNA) – 2006 ;
- Plan national de l'eau (PNE).

- Plan Industriel (accélération industrielle)

6.3.1.3 Programmes

- Programme national de la prévention de la pollution industrielle (PNPPI) ;
- Programme National de Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés (PNDM) – 2006.

6.3.2 Stratégies, plans et programmes régionaux : Casablanca-Settat

La région de Casablanca Settat dispose d'un ensemble des programmes et des plans de développements régionaux tels que :

- le Schéma régional d'aménagement du territoire SRAT,
- le Plan de Développement Régional PDR,
- Plan « MIYA'HI » a pour ambition de pérenniser les ressources en eau de la région.
- Plan « BAY'ATI » traite de la gestion des déchets et de la protection des ressources naturelles.
- Plan Directeur Régional de Gestion des Déchets Industriels, Médicaux et Pharmaceutiques non Dangereux et des Déchets Ultimes, Agricoles et Inertes pour la Région de Casablanca-Settat,
- Étude d'identification et de gestion des risques naturels au niveau de la Région de Casablanca-Settat

6.4 Politique HSE du Promoteur

Le développement durable fait partie des préoccupations du Conseil Régional de Casablanca-Settat. Les axes stratégiques de développement reposent sur les 3 leviers du développement durable : durabilité des ressources, durabilité économique et durabilité sociale.

Le CRCS est donc très sensibilisé à la prise en compte et la gestion des risques environnementaux et sociaux.

Le Conseil de la région CS dispose, à travers son organe d'exécution des projets l'AREP Casablanca Settat, d'un responsable Qualité, Sécurité et Environnement.

7. DESCRIPTION DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT NATUREL ET HUMAIN

7.1 Périmètre d'étude

La définition de l'aire d'étude a pour objectif de délimiter le territoire à l'intérieur duquel sera mis en place l'ensemble du projet objet de cette étude et qui est en l'occurrence le site du parc industriel Ahl Loughlam et qui comprendra l'ensemble des impacts.

Cette aire doit être suffisamment vaste pour analyser l'ensemble des impacts du projet sur l'environnement. Sa démarcation est intimement liée aux principaux éléments environnementaux cités ci-après : la ressource en eau, le sol, la qualité de l'air, et les aspects socio-économiques. Elle correspond à la coalescence des zones d'influence de ces principaux éléments considérés.

Le parc industriel « Ahl Loughlam », concerne l'aménagement d'une plateforme industrielle sur une superficie de 10ha 20a 24ca.

La délimitation est réalisée sur la base des principaux enjeux identifiés :

- Enjeux humains (la zone résidentielle de Salam 2, les unités industrielles : SEVAM et Univers Acier, les accès au site...).
- Enjeux biodiversité (enjeux négligeable vu la situation du projet au sein du périmètre urbain)
- Enjeux physique : absence des ressources en eau, aussi le site se trouve sur une petite colline avec 18 mètres de dénivelé entre le point haut (à 133 NGM) et le point bas, donc, il n'y a pas d'apport extérieur en eau pluviale ainsi que la situation du site de projet est hors des zones inondables. L'ensemble de l'aire d'étude se trouve en milieu urbain, les émissions atmosphériques et sonores sont issues du trafic automobile et des unités industrielles bordant le site au nord et à l'est. Le sous-sol est constitué de silto-grésos conglomératique et sans existence de nappe souterraine généralisée.

Cette délimitation intègre également les parcelles agricoles, le bassin d'infiltration, les activités des garages (mécanique auto et peinture des carrosseries).

Sur la base de ces éléments, deux zones d'études ont été définies (cf. Figure 7.1 et Figure 7.2) :

- Zone d'étude directe du projet englobera les éléments suivants :
 - Le parc industriel Ahl Loughlam
 - Les industrielles qui entourent le site de projet
 - L'emprise de la ligne électrique
 - Les terrains qui entourent la zone d'étude : terrain nu et terrain agricole
 - Les bâtiments des lotissements Salam 2, lycée Zaynab Nafzaoui, école Mohammed Zerkouni, et le bassin d'infiltration
 - Les voies de circulation pouvant être empruntées entre le parc industriel et la RN9 et RP3006.
- Zone d'étude indirecte correspond à l'arrondissement de Sidi Moumen et qui permet de prendre en considération le transport en commun utilisés par les employés (Tram et bus), les voies d'accès et de sortie pour l'approvisionnement et la livraison des produits...

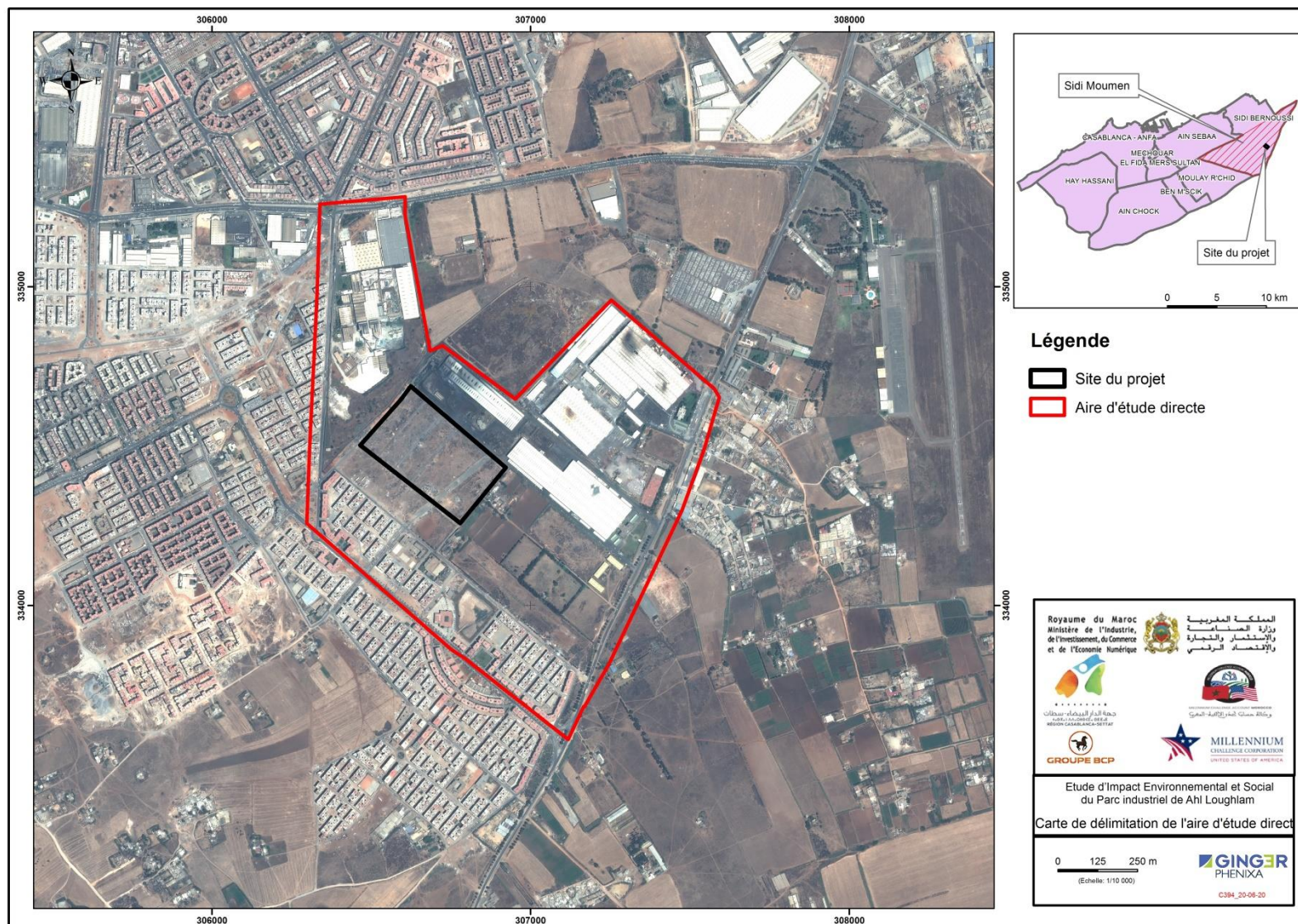


Figure 7.1 Carte de délimitation de l'aire d'étude directe (source Phenixa sur fond Google Maps, 2020)

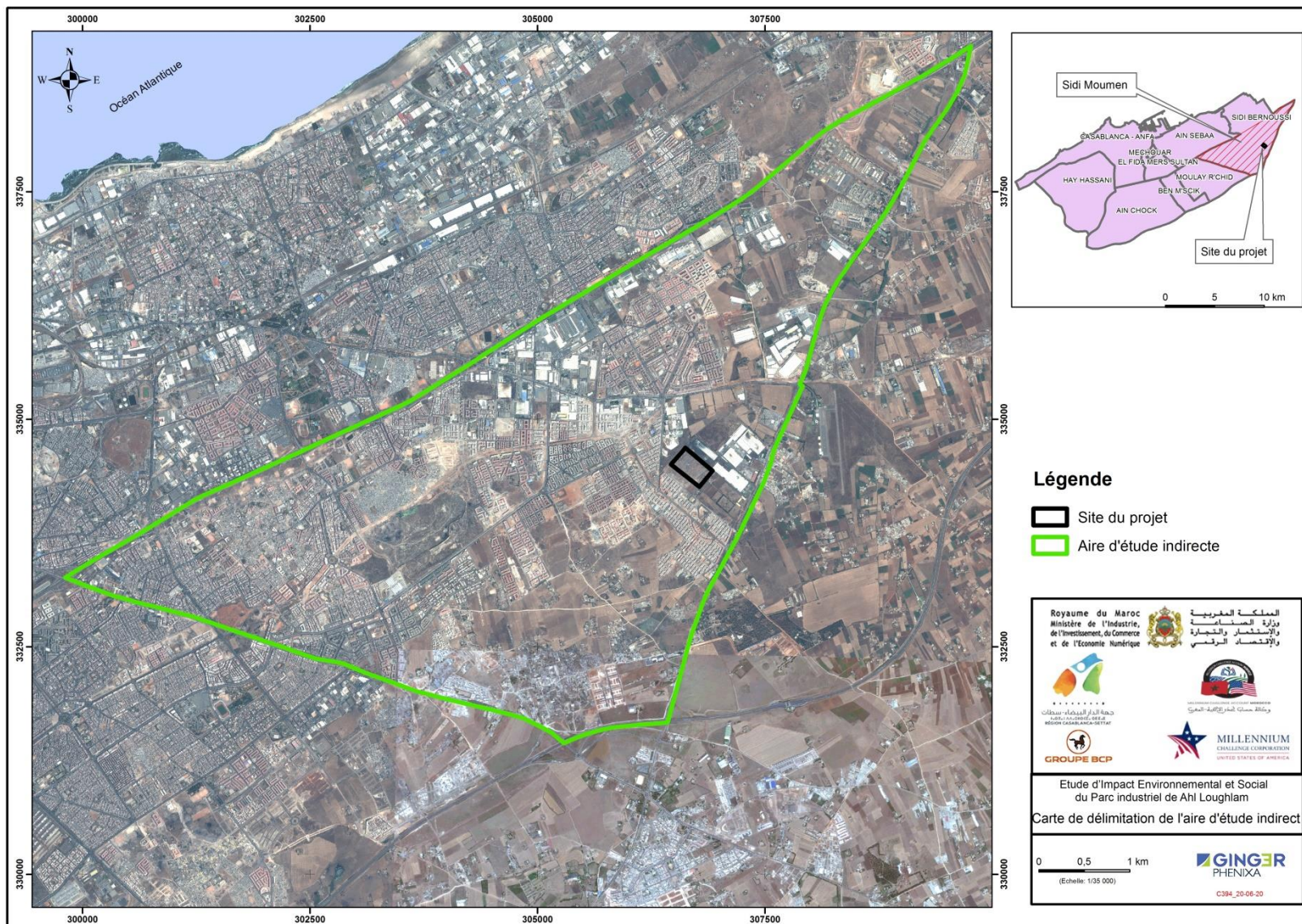


Figure 7.2 Carte de délimitation de l'aire d'étude indirecte (source Phenixa sur fond Google Maps, 2020)

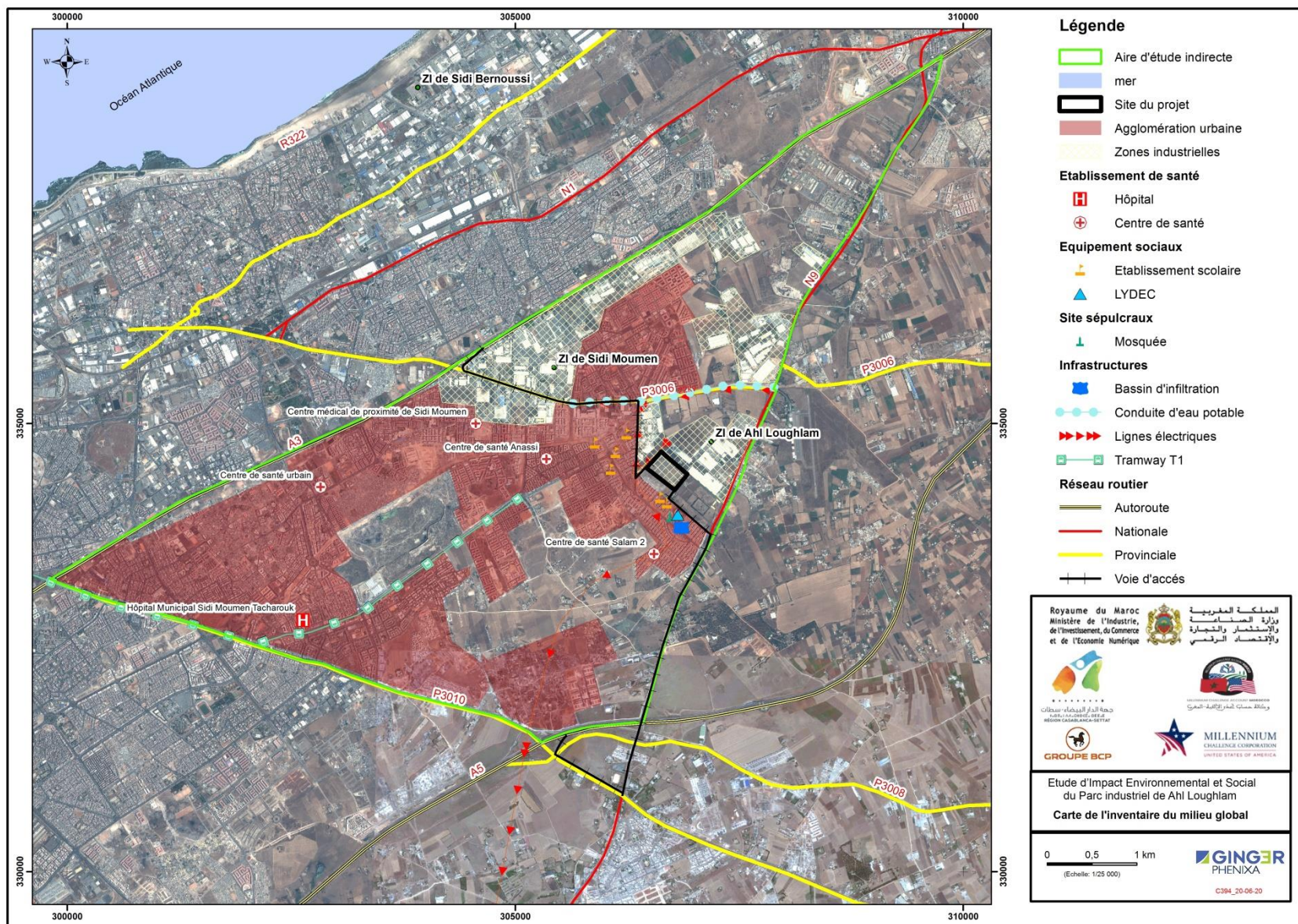


Figure 7.3 Carte d'inventaire du milieu global (source Phenixa sur fond Google Maps, 2020)

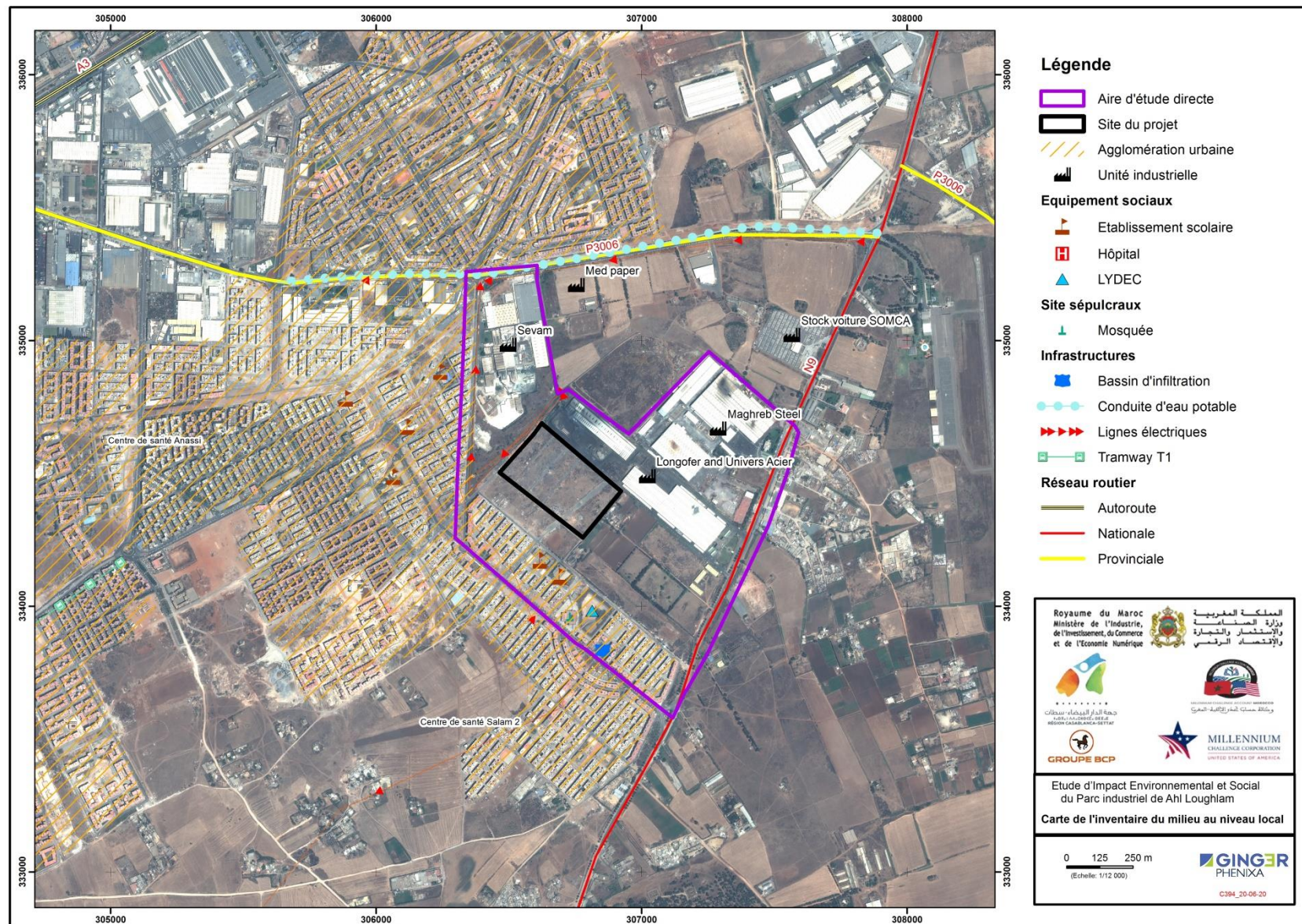


Figure 7.4 Carte d'inventaire du milieu local (source Phenixa sur fond Google Maps, 2020)

7.2 Environnement Physique

7.2.1 Climat

Le climat de la zone est de type semi-aride avec une influence océanique très ressentie et se traduit par une humidité de l'air souvent élevée. Par contre, l'influence du relief est négligeable du fait de la nature légèrement plate de la zone.

La pluviométrie demeure un paramètre important car ayant un grand impact sur le climat, son analyse dans le temps et dans l'espace est basée sur des mesures ponctuelles.

Le traitement des données en histogramme de pluies moyennes mensuelles (Cf. Figure 7.5) indique que :

- Les précipitations connaissent une grande variabilité selon les saisons au niveau de l'ensemble de la zone d'étude ;
- La période pluvieuse s'étend d'octobre à avril. Durant cette période, les précipitations connaissent une répartition irrégulière avec prédominance de mois décembre (80mm) ;
- À partir de juin, les pluies deviennent de plus en plus rares ;
- En juillet et août, les précipitations sont quasi inexistantes.

La température moyenne annuelle relevée à la station de Casablanca est de 19,5°C. Avec une moyenne des minima de 12,86°C et de 17,65°C pour les maxima. Elle révèle d'importantes variations saisonnières. La température moyenne mensuelle la plus élevée est celle du mois d'août et la plus basse est celle du mois de janvier.

Le graphe suivant présente la pluviométrie et la température moyenne au niveau de la ville de Casablanca.

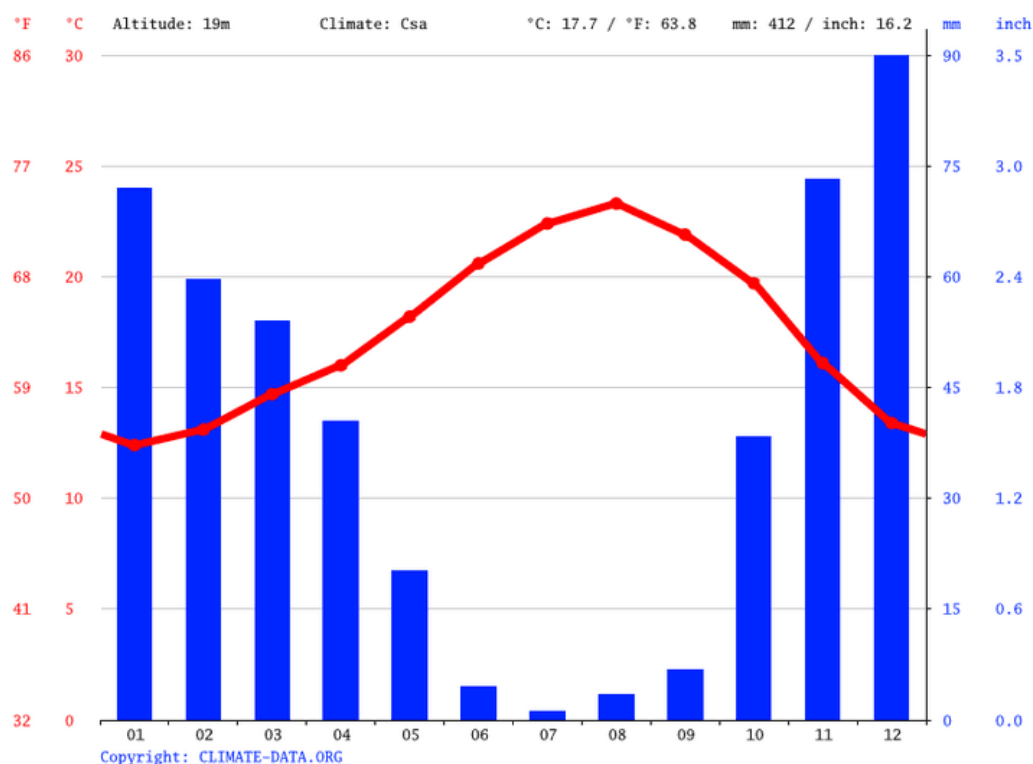


Figure 7.5 : Température et précipitation moyenne à Casablanca (Climate-data, 2020)

La Rose des Vents suivante montre combien d'heures par an le vent souffle dans la direction indiquée à Casablanca. En effet, les directions dominantes sont le Nord et Nord Nord Ouest.

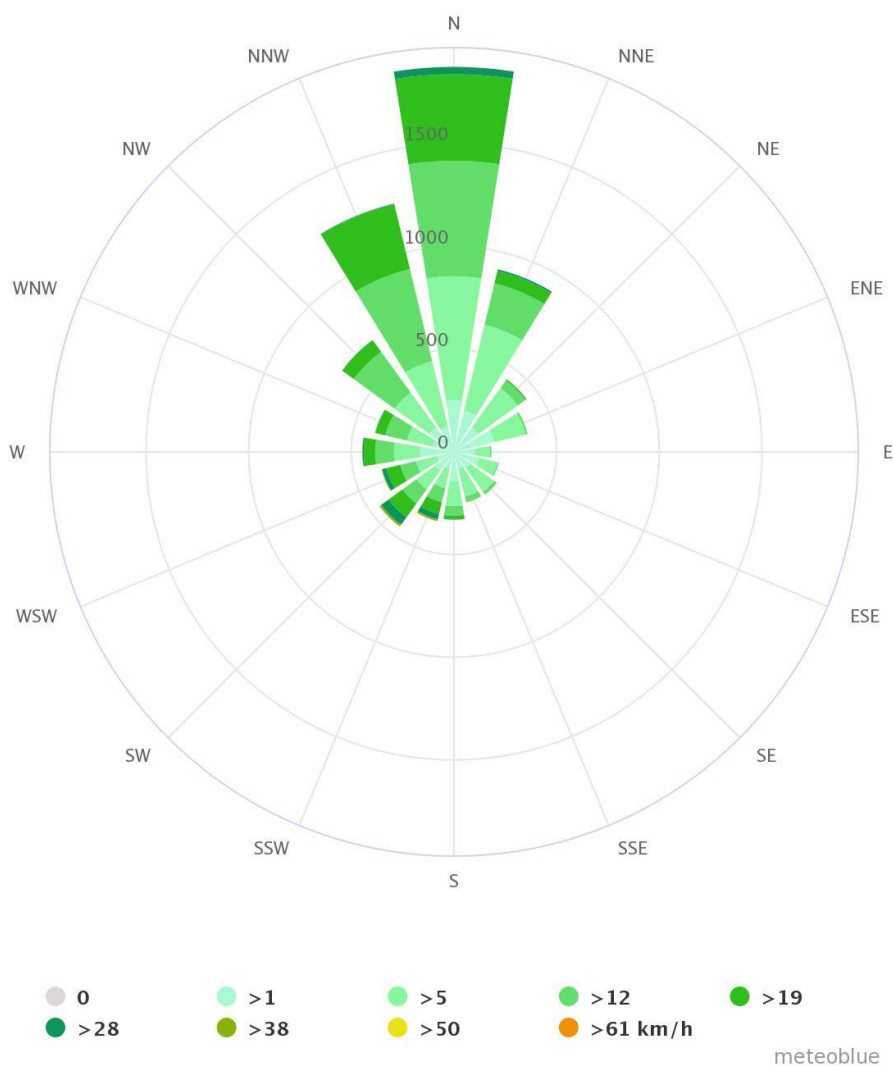


Figure 7.6 : Rose des vents à Casablanca (source : météo bleue, 2020)

7.2.2 Topographie

Le site est localisé en haut d'une colline avec deux versants : un vers le Nord-Ouest et un vers le Sud Est.

Le point le plus haut localisé à 133 m NGM (niveau général du Maroc), alors que le point le plus bas est de 115 mNGM (soit pente moyenne de 7%) du versant Sud-est et 125 mNGM (soit une pente moyenne de 5%) du versant Nord-Ouest.

La Figure 7.7 présente le plan topographique du site de projet.



Figure 7.7 : Topographie du site du projet du Parc industriel (Source : Cabinet topographe GeoLambert, Octobre 2019)

7.2.3 Qualité de l'air

L'ensemble de l'aire d'étude s'étend dans le milieu urbain. Plusieurs sources d'émission atmosphérique ont été révélées lors de la visite du site, ces sources sont liées principalement à l'activité industrielle existante.

D'une manière générale, les émissions atmosphériques sont réparties en trois grandes sources de pollution à savoir :

- Grandes sources ponctuelles :

Ce sont généralement de grands établissements industriels dont les émissions sont habituellement bien identifiées et quantifiées sur une base annuelle. L'unité existante limitrophe au nord du site du parc a deux cheminées de four qui ont des émissions atmosphériques et qui contribuent fortement à la dégradation de la qualité de l'air dans la zone d'étude.

- Grandes sources linéiques :

Ce sont généralement de grands axes routiers avec un trafic routier important (autoroutes par exemple). Le site n'est pas sous l'influence des émissions atmosphériques dues au trafic du fait de son éloignement suffisant de ces axes.

- Grandes sources surfaciques :

Ce sont des sources de rejet qui ne peuvent pas être individualisées comme par exemple des petites installations industrielles, des activités artisanales, des activités domestiques (cuisson), des activités de loisirs, le trafic routier local sur des routes d'importance moyenne à faible (réseau routier secondaire), des zones agricoles, des zones forestières, etc...

La zone industrielle existante à côté du site constitue la principale source potentielle d'émissions atmosphériques.

7.2.4 Ambiance sonore

Lors de la visite de l'aire d'étude, les sources de bruit sont liées essentiellement à l'activité industrielle au voisinage immédiat du site d'implantation du projet.

7.2.5 Vibrations

Les vibrations résultent de la propagation d'ondes dans le sol suite à des chocs provenant de diverses origines.

Lors de la visite du parc industriel, aucune source de vibration particulière n'a été identifiée.

7.2.6 Sols, géologie, géomorphologie

La lithostratigraphie de la ville de Casablanca peut être résumée comme suit :

- Primaire : épais de quelques milliers de mètres, il se limite aux étages du Cambrien et de l'Ordovicien. Le premier étage est composé de schistes bleu-verts, surmontés de bancs de quartzites, avec parfois intercalation d'une série psammitique. Le second étage comprend des schistes et des psammites. Les dépôts primaires ont été fortement plissés et sont découpés par de multiples failles.
- Crétacé : absent au niveau de la ville, il est représenté ailleurs par des marno-calcaires et marnes jaunes du Cénomani.
- Plio-Quaternaire : les formations déposées comprennent des conglomérats et des lumachelles recouverts de calcaires détritiques. Des niveaux continentaux de croûtes et de limons interdunaires terminent la série quaternaire. L'épaisseur de l'ensemble est variable et peut atteindre des dizaines de mètres.

7.2.7 Ressources en eaux

7.2.7.1 Hydrologie locale / régionale

Dans l'ensemble de la zone d'étude, on note l'absence d'un réseau hydrographique de surface, notamment depuis la réalisation des travaux d'urbanisme et d'assainissement de la ville de Casablanca.

Les eaux pluviales du parc industriel sont drainées vers un bassin de rétention et d'infiltration qui se trouve à environ 400 m au sud du site du projet.

Ce bassin mis en service en 2008, reçoit les eaux pluviales de tout le quartier Salam 2 d'Ahl Loughlam.

7.2.7.2 Eaux souterraines

Au niveau du site du projet il n'existe pas de nappe souterraine généralisée.

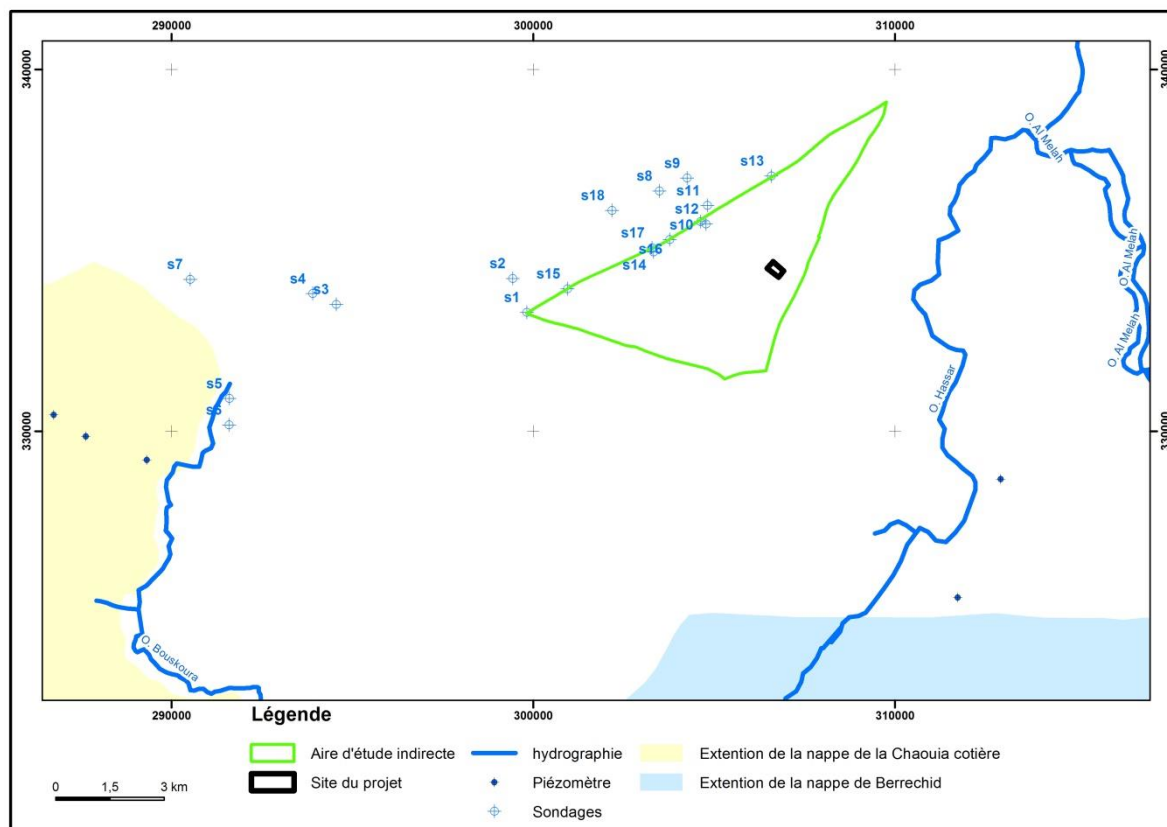


Figure 7.8 : Localisation en eau souterraine au niveau de la zone du projet (Source : ABHBC, Mars 2012)

7.2.8 Paysage

Le site du projet se situe à l'intérieur du périmètre urbain de la ville de Casablanca. Le site est un point haut qui permet de dégager une vision panoramique de la ville de Casablanca. Inséré dans le milieu urbain il est peu visible des zones périphériques.



Figure 7.9 : Vue sur Casablanca depuis le sud du site (Source Phenixa, Juin 2020)

7.3 Environnement biologique naturel

7.3.1 Biodiversité faunique et floristique

7.3.1.1 Faune

En vue de sa situation dans un milieu fortement modifié par les travaux d'aménagement, le site du projet ne présente aucun intérêt faunistique.

Au niveau de la zone d'étude direct, seule la faune domestique est identifiée au niveau de l'aire d'étude. Cette faune correspond aux quelques ovins et équins appartenant aux habitants du voisinage ainsi que les animaux rencontrés habituellement dans les villes (chats, chiens, pigeons, ...)

7.3.1.2 Inventaire de la flore

Le site du projet correspond à des lots de terrain défriché où se développent actuellement des espèces herbacées sauvages rencontrée habituellement dans les terrains non occupés dans le milieu urbain comme le Chardon-Marie (*Silybum marianum*). En plus de ces herbacées, trois arbres de palmier dit faux dattier (*Phoenix canariensis*) de moyenne et de petite taille sont identifiés au niveau du futur lot investisseurs, ces palmiers seront utilisés au niveau des espaces verts du projet. Sur le même lot un arbre de Mimosa (*Acacia horrida*) est identifié également.

L'aire d'étude directe abrite également une parcelle agricole en exploitation de l'autre côté de la route (15 m) située à la limite sud du site de projet. D'après les investigations du terrain, cette parcelle est principalement cultivée par des céréales.

L'aire d'étude abrite également quelques arbres d'alignement longeant les artères du quartier notamment le *Phoenix canariensis*, *Eucalyptus gomphocephala*, *Cupressus sempervirens* et de quelques espèces végétales entourant le bassin d'infiltration.



Figure 7.10 Arbres sur le site du projet (*Acacia horrida*) (source : Phenixa, Juin 2020)



Figure 7.11 Type de palmier présent sur le site et troupeaux d'Ovin (source : Phenixa, Juin 2020)



Figure 7.12 Exploitation agricole à proximité du site (source : Phenixa, Juin 2020)

7.3.1.3 Évaluation de la sensibilité des habitats

Le site du projet est situé au niveau d'une zone fortement anthropisée, les espèces faunistiques et floristiques rencontrées sont des espèces communes, et aucun habitat sensible n'a été identifié. En outre, le projet est situé loin des zones humides ou zones écologiques. Toutefois, on note la présence des animaux de la rue (chats, chiens, troupeaux du voisinage).

7.3.2 Zones protégées

La zone d'étude du projet de la zone industrielle d'Ahl Loughlam n'abrite aucune zone protégée. Aucun Sibe d'intérêt écologique ni zone humide RAMSAR ne sont répertoriés dans la zone d'étude.

7.3.3 Pressions anthropiques

La situation du site du projet au niveau d'une zone en développement justifie la forte modification des milieux entrepris par l'homme. En effet, le parc industriel d'Ahl Loughlam, a été créé par la société ALOmrane en 2008 sans mise en valeur jusqu'à ce jour. Aussi, le site du projet a fait l'objet des opérations de défrichement et de préparation afin de lancer les travaux d'aménagement (voiries, assainissement liquide, électricité,...).

7.4 Environnement humain

L'environnement humain porte sur une description globale de l'état initial du site susceptible d'être affecté par le projet,

7.4.1 Structure administrative

L'aire d'étude relève administrativement de la région de Casa-Settat, elle se situe au niveau de la préfecture de Casablanca, elle fait partie de la préfecture d'arrondissement de Sidi Bernoussi et de l'arrondissement de Sidi Moumen :

- La région de Casablanca-Settat s'étend sur une superficie de 19 448 km² et compte 6.862 millions d'habitants (RGPH 2014) soit une densité de 353 habitants au km² et une superficie de 2,7% du territoire national.
Située au centre ouest du Maroc, elle est limitée au Nord par la région de Rabat-Salé-Kénitra à l'ouest par l'Océan Atlantique, à l'est par la région Béni Mellal-Khénifra, et au sud-est par la région Marrakech-Safi. La région compte deux préfectures : Casablanca et Mohammedia et sept provinces : Settlat, Berrchid, Sidi Bennour, El jadida, Mediouna, nouaceur, et Benslimane.
- La préfecture de Casablanca couvre une superficie d'environ 216 Km² et compte 3 359 818 habitants, et située sur la côte Atlantique, et limitée au nord par la préfecture de Mohammedia à l'ouest par l'océan Atlantique, au sud par la province de Nouaceur, et à l'est par les provinces de Mediona.
- La Préfecture des arrondissements de Sidi Bernoussi couvre une superficie de 39 km² et compte 625 756 habitants (RGPH 2014),
- L'arrondissement Sidi Moumen couvre une superficie de 47 km² et compte 452 863 habitants (RGPH 2014),

7.4.2 Démographie

La population de la région de Casablanca-Settat est estimée à 6 861 739 habitants (RGPH 2014), et 1 559 404 ménages représentant ainsi 20,3% de la population du Maroc. Sur le plan préfectoral, la population est de 3 359 818 habitants Soit 49% du total de la population de la région Casablanca-Settat et 10% de la population nationale. L'arrondissement de Sidi Moumen compte 452 863 habitants, les femmes représentent 50.5% de la population de l'arrondissement soit 228 717 habitants.

Le nombre de ménage de la région de Casablanca-Settat est de l'ordre de 819 954 et l'arrondissement de Sidi Moumen comptait 103 310 ménages selon (RGPH 2014),

Le tableau ci-dessous présente les résultats du recensement général de l'habitat et de la population en 2014 (RGPH 2014) pour la région de Casablanca-Settat, la préfecture de Casablanca et l'arrondissement de Sidi Moumen.

Tableau 7.1 Résultats du RGPH de 2014 au niveau du territoire concerné par le projet

	Population	Ménage	Projection de la population en 2020
Casablanca-Settat	6 861 739	1 559 404	7 408 213
Préfecture de Casablanca	3 359 818	819 954	4 286 120
Préfecture d'arrondissement de sidi Bernoussi	625 756	144 598	623 999
Arrondissement de Sidi Moumen	452 863	103 310	-.

Le tableau ci-dessous présente quelques indicateurs de la situation démographique en 2014 (RGPH 2014) pour l'arrondissement de sidi Moumen.

Tableau 7.2 Tableau d'indicateur démographique (RGPH 2014)

Indicateur	Masculin	Féminin	Ensemble
Population municipale	224 146	228 717	452 863
Répartition selon les grands groupes d'âges			
Moins de 6 ans	13.0	12.1	12.6
De 6 à 14 ans	15.8	15.0	15.4
De 15 à 59 ans	64.0	66.2	65.1
60 ans et plus	7.2	6.7	6.9
Répartition selon le groupe d'âges quinquennal			
0-4 ans	11.0	10.2	10.6
5-9 ans	9.3	8.8	9.1
10-14 ans	8.5	8.1	8.3
15-19 ans	8.0	8.1	8.1
20-24 ans	8.2	9.0	8.6
25-29 ans	8.0	8.8	8.4
30-34 ans	8.2	8.8	8.5
35-39 ans	7.7	7.9	7.8
40-44 ans	7.2	7.5	7.3
45-49 ans	6.2	6.3	6.3
50-54 ans	5.8	5.7	5.7
55-59 ans	4.7	4.1	4.4
60-64 ans	3.5	2.7	3.1
65-69 ans	1.5	1.4	1.5
70-74 ans	1.0	1.1	1.1
75 ans et plus	1.1	1.5	1.3
État matrimonial			
Célibataire	55.8	48.3	52.0
Marié	43.3	43.4	43.4
Divorcé	0.5	2.5	1.5
Veuf	0.4	5.8	3.1

Source RGPH 2014

Le tableau des indicateurs de la démographie de l'arrondissement de Sidi Moumen montre en général, et selon les tranches d'âge que le pourcentage de la population féminine est égal au pourcentage de la population masculine de ce fait, la population féminine représente la moitié de la population totale avec 228 717 habitants soit 50.5%, le pourcentage de la population de 15-59 ans présente un taux de 65.1%, avec 66.2 % pour la population féminine.

7.4.3 Occupation du sol

Le site de projet se trouve sur un terrain nu dans la zone industrielle d'Ahl Loughlam. Le site est utilisé également comme zone de dépôt de déchets divers issus essentiellement des activités des garages situés à l'est et de parking pour les poids lourds.

La zone d'étude directe abrite des unités industrielles dont la spécialité varie entre ; l'exploitation des verreries (*SEVAM*), le domaine de l'acier (*Maghreb Steel*), la construction métallique (*Univers Acier*), toutes ces unités se trouvent au nord et à l'est du site du projet.

En termes d'infrastructure, à l'est du site se trouve la route nationale à 550m, au nord la route provinciale RP3006 à 580m ainsi que la conduite d'eau potable, l'autoroute A3 à 2km et la ligne électrique (MT) à la limite nord

À la limite du site, des habitations de type lotissement se concentrent dans un couloir au sud-ouest et au nord-ouest à 100m. Ajoutant à cela deux écoles qui se trouvent au sud et à l'ouest de site à moins de 160 m.

Au sud-Ouest du site, il existe un terrain nu puis le lotissement Salam II Ahl Loughlam. Selon le plan d'aménagement, ce terrain est destiné à une zone d'activités économiques à vocation industrielle, artisanale ou de bureau.

Au Sud-Est du projet, il existe un terrain agricole et des activités des garages pour mécanique auto et peinture des carrosseries.

Aucun cours d'eau ne traverse la zone du projet. En effet, le site se trouve sur une colline avec deux versants, un vers le Nord-Ouest et l'autre au Sud-est. Les eaux pluviales du site sont acheminées vers un bassin d'infiltration et de rétention à environ 400 m au sud du site du projet.



Figure 7.13 Vue générale sur l'îlot 1 (source : Phenixa, Juin 2020)



Figure 7.14 Vue générale sur le site (source : Phenixa, Juin 2020)



Figure 7.15 Dépôt de déchets sur site (source : Phenixa, Juin 2020)



Figure 7.16 Garages situés en limite Est du site (source : Phenixa, Juin 2020)



Figure 7.17 Vue vers la résidence Ahl Loughlam depuis la limite sud du site (source : Phenixa, Juin 2020)



Figure 7.18 Vue sur Univers acier situé en contrebas depuis le mur de clôture à la limite Nord du site (source : Phenixa, Juin 2020)



Figure 7.19 Vue sur le mur de clôture de Univers Acier à la limite Nord du site (source : Phenixa, Juin 2020)

7.4.4 Régime foncier

Le site de projet couvre une superficie de 10ha 20a24ca a, sous le titre foncier T.14644d, cette parcelle de terrain est réservée à une zone industrielle selon le PA. Le Conseil Régional de Casablanca-Settat (CRCS) a acté l'acquisition de ce foncier avec Al Omrane à travers une convention entérinée le 5 septembre 2019 par le Ministère de l'intérieur. Les titres seront transférés directement au nom de la Société de Développement Régional « Casablanca-Settat », une fois celle-ci établie.

7.4.5 Activité économique et emplois

Au niveau de la région de Casablanca-Settat, le premier pôle industriel et économique du Maroc, le secteur industriel occupe une place importante dans la locomotion de l'économie, dotée de nouveaux potentiels dans le secteur primaire grâce à Chaouia-Ouardigha, faisant d'elle la première région métropolitaine du pays. Toutes les industries y sont présentes avec une prédominance des secteurs du textile, de la mécanique, de l'électronique, de la chimie et de l'agro-industrie

Le taux net d'activité au niveau de la région de Casablanca-Settat est de 50,7% où la population masculine représente la plus grande part (76,3%).

■ Niveau régional

○ Le secteur industriel

Avec 3.113 unités, représentant 39% du nombre total des établissements industriels, la région de Casablanca-Settat contribue à hauteur de 53% des exportations industrielles, 47% de l'effectif total, 64% de la production industrielle et 48% des investissements. Ces grandeurs industrielles lui confèrent sans aucune contestation la première puissance industrielle marocaine.

Année 2011	Investissement 10 ³ Dh	Exportation 10 ³ Dh	production 10 ³ Dh	Chiffre d'affaires 10 ³ Dh	Effectifs employés permanents	Nombre d'établisse- ments
Casablanca-Settat	12 238 194	57 164 059	249 747 939	268 825 173	257 282	3 113
Casablanca	3 902 749	17 277 557	88 119 296	101 623 703	164 456	1 932
Médiouna	46 975	170 239	1 591 472	1 707 191	3 214	63
Mohammedia	1 629 563	7 062 517	70 504 273	74 353 976	15 892	257
Nouaceur	947 969	5 503 490	20 940 554	23 016 257	25 138	253
El Jadida	2 487 750	23 091 205	37 309 853	36 690 077	12 781	174
Benslimane	667 376	845036	3 659 300	3 672 792	5 969	88
Settat	2 555 812	3 214 015	27 623 191	27 761 177	29 832	346

Source : Monographie de la région Casablanca-Settat 2015

La production de cette région a été l'œuvre permanente de 257.282 personnes. Le secteur le plus utilisateur de la main d'œuvre est le secteur des industries agro-alimentaires qui emploie 41% de l'effectif global et 86% de l'effectif saisonnier

La région du Casablanca demeure la locomotive économique du pays, elle abrite plusieurs types d'industrie à savoir : textile, l'électronique, l'aéronautique, l'automobile, les énergies renouvelables, l'agro-industrie, la biotechnologie, les nouvelles technologies de l'information et de la communication.

La Province de Nouaceur, dispose de 4 pôles industriels situés au niveau de Nouaceur, Bouskoura Ouled Saleh, Au Nord de Bouskoura et sur l'axe El Jadida, en plus des deux zones industrielles de Dar Bouazza et Ouled Azzouz.

La Province de Mediouna dispose actuellement de deux zones industrielles. La première est réalisée par des promoteurs privés sur une superficie de 21 hectares. La seconde se trouve à Tit Mellil en partenariat entre la municipalité et les promoteurs privés sur une superficie de 46 hectares. Les deux zones disposent en totalité de 383 lots.

D'une manière plus générale, l'aire d'étude fait partie du corridor industriel ou le couloir logistique de Nouaceur-Mohammadia, ce corridor est composé de 190 ha à Tit Mellil, Sidi Hajjaj-Ouled Hadda 1000 ha, Médiouna 60 et Nouaceur 500 ha. Les principales zones industrielles³ identifiées au sein de ce corridor sont comme suit :

- ✓ Zone industrielle de Mediouna,
- ✓ Zone industrielle de Moulay Rachid,
- ✓ Zone industrielle de Sidi Moumen,
- ✓ Zone industrielle de Sidi Maârouf,

³Étude relative à la réalisation d'un diagnostic sur l'état des lieux de la pollution industrielle et l'élaboration d'un plan d'action relatif à la prévention et la lutte contre la pollution industrielle au niveau du Grand Casablanca (2011), Ministère Délégué chargé de l'Environnement.

- ✓ Zone industrielle de Dar Bouazza,
- ✓ Zone industrielle des Roches Noires,
- ✓ Zone industrielles de Sidi Bernoussi,
- ✓ Zone industrielles de Lissasfa,
- ✓ Zone industrielle de Nouaceur,
- ✓ Zone industrielle d'Ouled Azzouz,
- ✓ Zone industrielle de Bousekoura,
- ✓ Zone industrielle d'Ain Sbaâ,
- ✓ Zone industrielle technopole,
- ✓ Zone industrielle Ouled Hadda.

■ Niveau local

Le parc des zones industrielles de la préfecture de l'arrondissement de Sidi Bernoussi a été créé dans les années 1960, le parc d'activités se compose des zones industrielles (Ahl Loughlam, Sidi Bernoussi, Sidi Moumen, ...).

Installé sur une superficie de 1 000 ha, le parc compte plus de 600 unités industrielles, dont 10% des 500 plus importantes entreprises du Maroc.

Il génère plus de 60 000 emplois directs et près de 150 000 emplois indirects. Il offre des avantages aux investisseurs grâce à sa proximité des centres de décision et de gestion, et des centres nationaux de flux de marchandises.

Ces entreprises génèrent un chiffre d'affaires de plus de 67 milliards MAD par an, soit 8,21% du PIB du Maroc et 30% du PIB de la région du Grand Casablanca.

Le secteur industriel au niveau de l'arrondissement est diversifié, il s'agit de l'industrie métallurgique, agroalimentaire, le textile, le cuir, la chimie, la parachimie, bois, papier, carton, l'électricité et l'électronique.

Le tableau suivant montre le nombre d'établissement par secteur d'activité au niveau de l'arrondissement de Sidi Moumen

Secteur	Nombre d'établissements
Agroalimentaire,	5
Textile, et cuir	3
chimie, et parachimie	10
IMME	22
Bois, papier et carton	4
BTP	7
autre	16

Source : Stratégie de développement des zones d'activités économiques dans la région du grand Casablanca

La zone d'étude indirecte couvre deux zones industrielles : ZI de Sidi Moumen et ZI de Ahl Loughlam ;

- ✓ ZI de Sidi Moumen est située sur une superficie de 126 ha avec 47 unités fonctionnelles et elle offre 4 500 nombres d'emploi

- ✓ ZI d'Ahl Loughlam est située sur une superficie de 67 ha avec 11 unités fonctionnelles et elle offre 2 850 nombres d'emploi

La zone industrielle d'Ahl Loughlam se trouve au nord -est à 500 m du projet.

La figure suivante présente la localisation des zones industrielles au niveau de la préfecture des arrondissements de Sidi Bernoussi ;

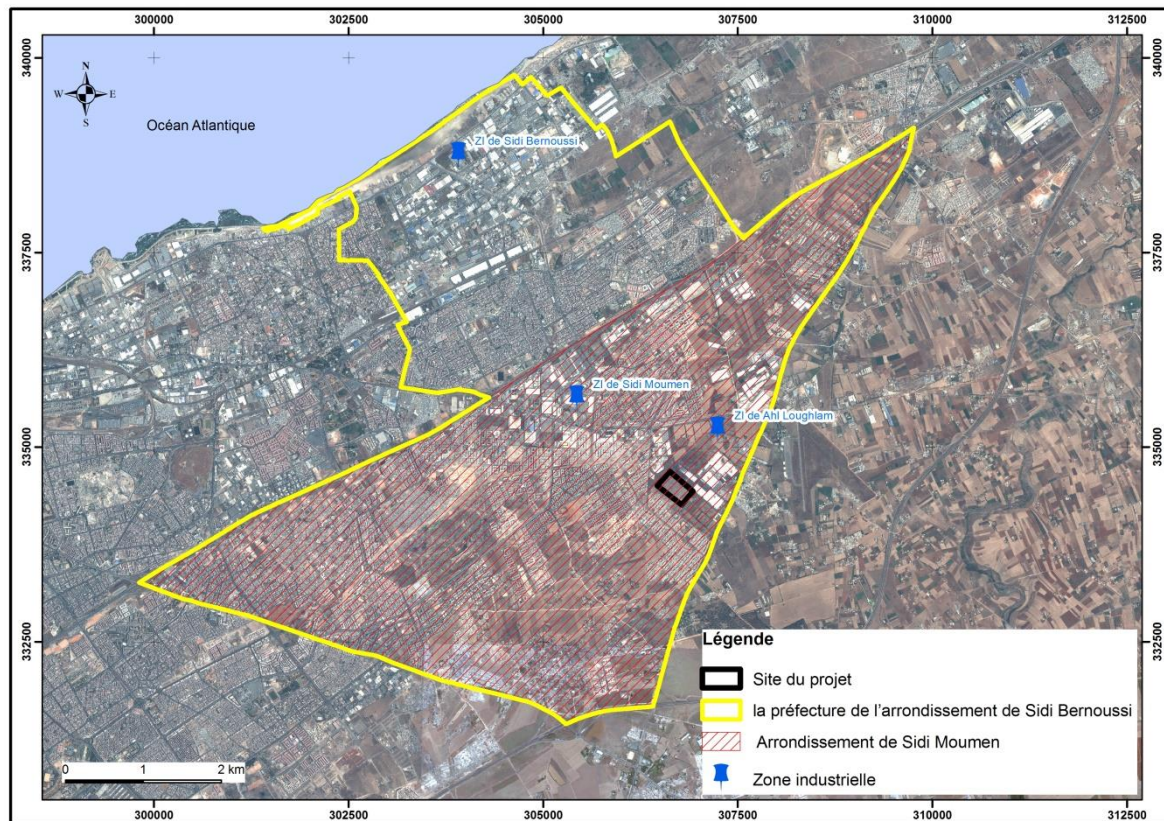


Figure 7.20: localisation des zones industrielles de la préfecture des arrondissements de Sidi Bernoussi

7.4.6 Infrastructures et services

7.4.6.1 Infrastructure portuaire⁴

Les côtes de la région de Casablanca Settat s'étendent sur 340 km et concentrent les 3 plus grands ports commerciaux du royaume après le port de Tanger Med. Ils assurent 70% de l'activité nationale d'import – export :

- Le port de Casablanca : est le premier port du Maroc pour le trafic domestique (31%) et le deuxième pour le trafic national (23%) avec une hausse de 9.7 % sur les 5 dernières années pour atteindre les 25.3 Mt en 2015.
- Le port de Jorf lasfar : se place en 3ième rang avec un trafic de 22.7 Mt en 2015 qui représente 20.6%. Il jouit de la présence de l'OCP sur ses quais qui réalise 50% du volume du trafic.
- Le port d'El Jadida qui est un port de pêche situé à 100 km au Sud-Ouest de Casablanca et à 170 km au Nord-Est de Safi.

⁴ Monographie de la région Casablanca-Settat 2015

- Le port de Mohammedia : vient au 4^{ème} rang avec 7.2% du trafic domestique enregistrant ainsi une baisse considérable causée par la régression de l'industrie pétrolière de la ville.

Le port de Casablanca se trouve à 11 km l'ouest du site d'implantation du projet.

7.4.6.2 Infrastructure aéroportuaire⁵

La région dispose de quatre aéroports : Mohammed V, Anfa, Tit Mellil et Benslimane. Sur ces 4 aéroports, celui de Casablanca Mohammed V est le premier aéroport international du Maroc. Il s'étend sur une superficie de 1.700 ha environ. Situé à 32 km du centre de Casablanca, cet aéroport est desservi par :

- Une autoroute à péage desservant le centre de Casablanca et le reste du pays ;
- Une navette ferroviaire reliant l'aéroport au centre de l'agglomération ;
- Des grands taxis ; À proximité de l'aéroport, une technopole d'une superficie de 206 ha (1^{ère} phase réalisée sur 150 ha) qui a permis d'accueillir plus de 6.000 emplois. Inauguré en 2013 et édifié sur plusieurs hectares, le nouvel aéroport de Benslimane, est destiné accueillir les vols cargo pour devenir le premier hub de fret aérien dans le royaume.

7.4.6.3 Le réseau autoroutier⁶

La région de Casablanca-Settat est considérée comme étant la région la mieux dotée en 17 infrastructure autoroutière avec ses trois principaux axes : Tanger-Casablanca, Casablanca-Marrakech et dernièrement Casablanca-Béni Mellal. La région est desservie par les autoroutes :

- L'autoroute A3 reliant Casablanca - Rabat fut la première autoroute lancée au Maroc avec la première tranche (33,5 km) Casablanca-Oued Cherrat ouverte dès 1978, et complétée jusqu'à Rabat en 1987 puis mise sous péage en 1991.
- L'autoroute A7 d'une longueur de 453 km et allant de Casablanca à Agadir en passant par le nord-ouest de Marrakech, a été achevée en 2010 (tronçon Marrakech-Agadir). Elle relie la plaine de la Chaouia aux villes de Casablanca, Mohammedia, Berrechid et Settât, qui concentrent une partie importante de l'activité industrielle et économique du Royaume. Elle a permis de soulager la route principale n°7 qui est la seule voie importante assurant auparavant la liaison.
- L'autoroute A5 « Casablanca - El Jadida » d'une autoroute longue de 81 km reliant Casablanca à El Jadida, se compose du périphérique de Casablanca qui contourne la métropole, et permet d'éviter les incessants embouteillages de la voie express urbaine qui la traverse.
- L'autoroute A8 reliant Berrechid à Bénimellal, le premier tronçon (95 km) de l'autoroute reliant Khouribga à Beni Mellal, a été ouverte à la circulation le 17 mai 2014, tandis que le deuxième tronçon (77 km) reliant Khouribga à Berrechid a été mis en circulation le 16 juillet 2015.
- D'une longueur de 143 km, l'autoroute El Jadida-Safi, prévue cette année, disposera de 6 échangeurs, deux aires de services et un parking sécurisé. Trois viaducs sont également planifiés ainsi que 115 ouvrages de rétablissement.

7.4.6.4 Le réseau routier⁷

Au niveau de l'arrondissement de Sidi Moumen, la zone d'étude est desservie par plusieurs accès ; l'autoroute A3 reliant Casablanca à Rabat, la route provinciale RP3006, la route provinciale RP3010 et la route nationale N9.

Le site est accessible à partir de la route nationale RN9 à 550m à l'est et la route provinciale RP3006 à 580m au nord.

⁵ Idem

⁶ Idem

⁷ Idem

7.4.6.5 Le réseau ferroviaire⁸

La région de Casablanca-Settat est desservie par une ligne ferrée d'importance nationale qui fait partie d'un faisceau desservant les grandes agglomérations de la côte Atlantique et les villes de l'intérieur et de l'oriental comme Fès, Taza, Oujda et Marrakech. Elle est traversée, d'une part, dans sa partie centrale par la ligne reliant Tanger à Marrakech et dans sa partie littorale par la ligne menant vers El Jadida d'autre part. Dans le centre de Casablanca, la ligne se dédouble par un embranchement en direction du port qui aboutit au terminus de la gare Casa Port.

La gare d'Ain Sebaa se trouve à l'ouest du site à 4 km .

7.4.6.6 Le réseau de tramway et bus

Ajoutée à cette infrastructure, une ligne de Tramway de 31 km a été inaugurée en décembre 2012 à Casablanca, desservant 48 stations. En 2013, le Tram transportait en moyenne 100 000 personnes par jour. Ce tramway vise à désengorger le centre-ville et combler une partie du déficit de transport public dans cette agglomération.

La station de terminus du T1 se trouve sur l'arrondissement de Sidi Moumen, cette station se trouve à 1.5 km à l'ouest du site d'implantation du parc industrielle.

La station de bus (T Anassi pour les bus n° 024, 033, 075 et 097) se trouve au nord-ouest à 500 m du site du projet.

L'infrastructure de transport est diversifiée au niveau de l'arrondissement de Sidi Moumen ; la zone d'étude est desservie par la route nationale N9 et la route provinciale RP3006, la ligne de tramway T1 et l'autoroute A3.

Le site est accessible à partir de la route nationale RN9 à 550m à l'est et la route provinciale RP3006 à 580m au nord.

7.4.6.7 Infrastructure d'eau potable et assainissement liquide

Le gestionnaire des réseaux d'eau potable et d'assainissement liquide est la Lydec.

La préfecture des arrondissements de Sidi Bernoussi est raccordée au réseau d'eau potable.

Les ménages de la préfecture des arrondissements de Sidi Bernoussi sont raccordés au réseau public d'assainissement,

7.4.6.8 Infrastructures d'assainissement solide

Déchets ménagers

Le service de la propreté des préfectures d'arrondissements est confié à la société « Averda » qui assure la collecte des déchets ménagers et des déchets verts ainsi que le nettoyage des voiries.

Les déchets de la préfecture d'arrondissement de Sidi Bernoussi sont ensuite acheminés vers la décharge contrôlée de Mediouna, cette dernière se trouve à 12 km au sud-ouest du site de projet. Elle reçoit environ 5 000 tonnes de déchets chaque jour.

Déchets industriels

La décharge de Médiouna reçoit également les déchets industriels banals. Des opérateurs formels et informels interviennent dans les filières de valorisation de déchets tels que les emballages, la ferraille, le verre etc.

⁸ Idem

Il n'y a pas de structure publique dédiée à la collecte, élimination et stockage des déchets dangereux. Certains de ces déchets sont incinérés dans les fours de cimenterie ou utilisés en combustibles alternatifs. Certaines unités font également du recyclage de batteries.

7.4.6.9 Infrastructure d'électricité

Au niveau de la préfecture de Casablanca, la distribution d'énergie électrique est assurée par la LYDEC et l'Office National d'Électricité (ONE).

Les ménages de la préfecture des arrondissements de Sidi Bernoussi sont raccordés au réseau d'électricité, le nombre d'abonnés atteint 145 024 en 2016.



Figure 7.21 Infrastructure d'électricité (source : Phenixa, Juin 2020)

7.4.7 Santé⁹

L'infrastructure sanitaire dans la préfecture de Casablanca est composée des établissements hospitaliers et autres pour les soins de bases. En termes d'infrastructures de santé publique, la préfecture dispose de 9 hôpitaux et 104 centres de santé.

La préfecture bénéficie également des services du Centre Hospitalier Universitaire Ibn Rochd (CHU).

De même, cette préfecture est caractérisée davantage par l'existence d'un effectif important et diversifié des polycliniques et des cliniques privées.

Les établissements hospitaliers publics de la préfecture, hormis le CHU Ibn Rochd, comptent 992 lits en 2017 ; soit 40,1% de la capacité litière de la région.

L'arrondissement de Sidi Moumen est doté d'un hôpital et 4 centres de santé. Le centre de santé le plus proche se trouve à 700 m au sud site, il s'agit du centre de santé de Salam2, comme indiqué sur la figure suivante.

⁹ Idem

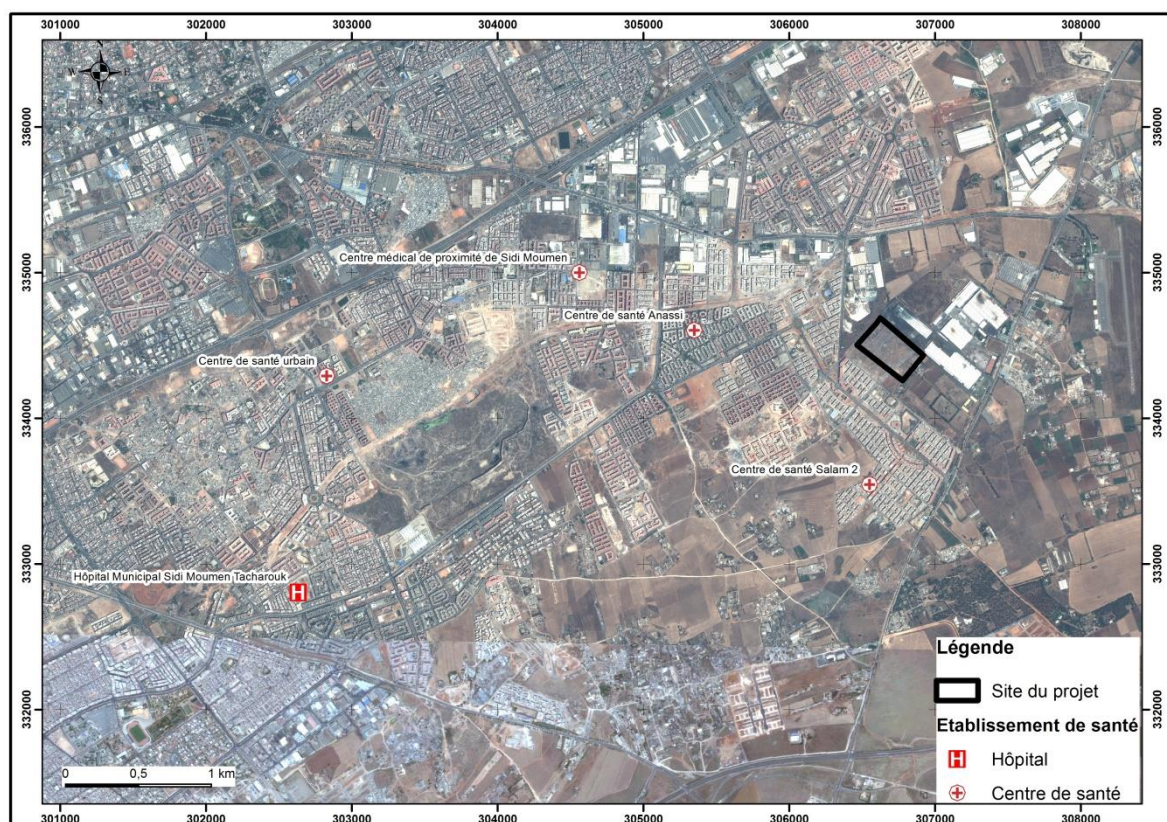


Figure 7.22: Situation des établissements de santé par rapport au site du projet

7.4.8 Éducation

- Éducation

Au niveau de la préfecture de Casablanca 98.2% des enfants âgés de 7 à 12 sont scolarisés RGPH 2014.

Au niveau de l'arrondissement de Sidi Moumen, le RGPH 2014, dévoile que 98.5% de la population âgée de 7 à 12 ans sont scolarisés, les filles présentent un taux de 98.6%,

Le taux d'analphabétisme est de 18.3% avec une proportion de 24.9% du sexe féminin.

La zone d'étude directe englobe deux établissements scolaires : il s'agit du lycée Zineb Nafsaoui et de l'école primaire de Mohamed Zarkouni, qui se trouvent à 150 m au sud du projet.

Tableau 7.3 Taux de scolarisation au niveau de la commune

	Indicateur	Masculin	Féminin	Ensemble
Sidi Moumen	Taux d'analphabétisme	11.4	24.9	18.3
	Population alphabétisée de 10 ans et plus selon les langues lues et écrites			
	Arabe seule	24.6	23.9	24.2
	Arabe et français seules	51.7	49.9	50.9
	Arabe, français et anglais	21.4	24.1	22.7
	Autres	2.3	2.0	2.2
	Taux de scolarisation des enfants âgés de 7 à 12 ans	98.4	98.6	98.5

Source RGPH 2014

- Formation professionnelle

Le système de la formation professionnelle dans la préfecture de Casablanca, est marqué par la diversité de la formation, et la multiplicité des partenaires et des organes de coordination.

En termes d'infrastructure, le secteur de la formation professionnelle, au niveau de la préfecture, disposait en 2016 de 74 établissements publics et 278 établissements privés, soit un total de 352 établissements.

Tableau 7.4 Établissements de formation professionnelle par secteur et préfecture d'arrondissements

Préfecture d'arrondissements	Secteur		
	Public	Privé	Total
Aïn Chock	7	16	23
Hay Hassani	7	20	27
Aïn Sebaa Hay Mohammadi	17	27	44
Al Fida Mers Sultan	7	26	33
Ben M'Sick	3	17	20
Casablanca Anfa	9	136	145
Moulay Rachid	11	13	24
Sidi Bernoussi	12	23	35
Unité Mobile	1	-	1
Total	74	278	352

Source Monographie de la préfecture de Casablanca 2018

Au niveau du secteur public, la filière de formation professionnelle des cuirs a accueilli un effectif d'environ 700 étudiants durant l'année 2019-2020.

7.4.9 Patrimoine culturel et archéologique

D'après les investigations du terrain et bibliographiques, le site n'abrite aucun patrimoine culturel et historique.

8. Évaluation des impacts environnementaux et sociaux

8.1 Approche méthodologique

8.1.1 Préambule

L'objectif de l'étude d'impact environnemental et social (EIES) est d'identifier et évaluer la sévérité des impacts potentiels sur les récepteurs et ressources identifiés ; élaborer et décrire les mesures d'atténuation qui seront prises pour prévenir ou minimiser tout effet négatif potentiel et optimiser les éventuels bénéfices ; et communiquer la sévérité des impacts résiduels qui subsisteront une fois les mesures d'atténuation appliquées.

La phase d'évaluation des impacts consiste en une analyse des sources potentielles d'impact associées au Projet, et de la sensibilité des milieux récepteurs naturels et humains. Elle repose sur les données issues :

- Des études de l'environnement et du contexte social à l'état initial (pour déterminer la sensibilité du milieu récepteur) ; et,
- Des interactions avec l'équipe du Projet, pour mettre au point la description du Projet, analyser la manière dont le Projet peut générer des sources d'impacts environnementaux et sociaux (E&S), et (le cas échéant) identifier les variantes envisageables au Projet.

Une fois les impacts analysés et les mesures d'atténuation identifiées, ils sont compilés dans un plan de gestion environnementale et sociale qui pourra être utilisé comme un cadre à la gestion des impacts E&S, tout au long du Projet.

8.1.2 Prédiction de l'intensité des impacts

Le terme 'intensité' couvre toutes les dimensions de l'impact prédit sur les milieux naturel et social, à savoir :

- la nature du changement (quelle ressource ou quel récepteur est affecté et de quelle manière) ;
- l'étendue spatiale de la zone affectée ou la part de la population ou communauté touchée ;
- son étendue temporelle (durée, fréquence, réversibilité) ; et
- le cas échéant, la probabilité d'occurrence d'un impact suite à un phénomène accidentel ou imprévu.

Le tableau ci-après présente les définitions associées à la caractérisation des impacts utilisée dans le cadre de cette étude.

Tableau 8.1 Terminologie des caractéristiques des impacts

Intensité des Impacts	
Type	Direct – résultant d'une interaction directe entre le Projet et une ressource/un récepteur.
	Indirect –résultant d'interactions directes entre le Projet et son environnement, du fait d'interactions survenant par la suite.
	Induit – impacts issus d'autres activités consécutives au Projet.
Etendue	Locale – impacts limités à la zone du Projet et ses environs.
	Régionale – impacts ressentis au-delà des zones locales, jusque dans la région étendue.
	Internationale – impacts ressentis à l'échelle internationale, affectant donc un autre pays.

Intensité des Impacts

Durée	<p>Temporaire– impacts de courte durée, de l'ordre de quelques heures à plusieurs semaines.</p> <p>A court terme – impacts prévus pour durer uniquement au cours des opérations de forage ou de construction (jusqu'à environ 2 ans).</p> <p>A moyen terme – impacts prévus pour durer entre deux ans et la fin du Projet (50 ans).</p> <p>A long terme – impacts prévus d'une durée supérieure à celle du Projet mais qui cesseront dans le temps.</p> <p>Permanent – impacts causant un changement permanent sur le récepteur ou la ressource affecté(e) et se prolongeant bien au-delà de la durée de vie du Projet.</p>
Fréquence	<p>Continue– impacts se produisant fréquemment ou de manière continue.</p> <p>Intermittente– impacts occasionnels ou apparaissant uniquement dans des circonstances spécifiques.</p>
Probabilité*	<p>Peu probable– évènement peu probable mais pouvant avoir lieu durant le Projet.</p> <p>Possible – évènement susceptible de se produire à un moment donné au cours du Projet.</p> <p>Probable– le phénomène se produira au cours du Projet (par exemple il est inévitable).</p>

* pour les phénomènes imprévus uniquement.

L'intensité évalue le changement prédit sur la ressource ou le récepteur. Une évaluation de l'intensité générale d'un impact prend donc en compte toutes les dimensions de l'impact pour déterminer si celui-ci est d'une intensité **négligeable, faible, moyenne ou forte**.

Compte tenu du large éventail d'impacts environnementaux et sociaux abordés dans l'EIES, les termes caractérisant l'intensité d'un impact devront être définis en fonction des différentes problématiques abordées.

8.1.3 Sensibilité/Vulnérabilité/Importance des ressources et récepteurs

La **sévérité** des impacts résultant d'un impact d'une **intensité** donnée, dépendra des caractéristiques des ressources et récepteurs en fonction de leur **sensibilité, vulnérabilité et importance**.

La **qualité** ou l'**importance** d'une ressource sera déterminée en tenant compte par exemple de sa désignation nationale ou internationale, son importance pour la communauté locale ou plus étendue, ses services écosystémiques et sa valeur économique. L'évaluation de la **sensibilité** des récepteurs humains, tiendra compte de leurs réactions probables au changement et leur capacité à s'adapter et à gérer les effets de l'impact.

La sensibilité, la vulnérabilité et l'importance des ressources et récepteurs sont évaluées sur la base des données relatives à l'environnement à l'état initial. Le cas échéant, des critères spécifiques d'évaluation de la sensibilité sont présentés dans les sections pertinentes de l'évaluation des impacts.

8.1.4 Évaluation de la sévérité des impacts

Toute activité humaine impose un certain changement sur les milieux naturel et social, du fait des interactions physiques avec les systèmes naturels ou avec d'autres activités humaines. Afin de fournir des informations aux décideurs et autres parties prenantes quant à l'importance des différents impacts du Projet, l'équipe en charge de l'EIES procède à une évaluation de la **sévérité** de chaque changement.

Il n'existe aucune définition réglementaire de la **sévérité** d'un impact. Ainsi, dans le cadre de l'EIES, l'évaluation de la sévérité des impacts s'appuie sur les jugements professionnels de l'équipe en charge de l'EIES à l'aide de critères objectifs quand ceux-ci sont disponibles, et normes légales, politiques gouvernementales nationales et régionales, bonnes pratiques sectorielles reconnues et opinions des parties prenantes concernées. Quand aucune norme spécifique n'est disponible ou que celles-ci n'apportent pas suffisamment d'informations pour déterminer la sévérité des impacts, l'évaluation prendra en compte l'intensité de l'impact ainsi que la qualité, l'importance ou la sensibilité de la ressource ou du récepteur affecté(e).

L'**intensité** de l'impact et la **qualité/l'importance/la sensibilité** du récepteur sont évaluées conjointement pour déterminer si un impact est sévère ou non et dans l'affirmative, son degré de **sévérité** (défini comme *Mineur, Modéré ou Majeur*). Les impacts jugés *Négligeables* incluent ceux qui sont légers ou transitoires, et ceux de l'ordre des changements environnementaux et sociaux naturels. Ce principe est illustré schématiquement ci-après.

Tableau 8.2 Matrice d'évaluation de la sévérité des impacts

		Sensibilité/Vulnérabilité/Importance de la ressource/du récepteur			
		Insignifiante	Faible	Moyenne	Forte
Intensité de l'impact	Négligeable	Insignifiante	Négligeable	Négligeable	Négligeable
	Faible	Insignifiante	Négligeable	Mineure	Modérée
	Moyenne	Insignifiante	Mineure	Modérée	Majeure
	Forte	Insignifiante	Modérée	Majeure	Majeure

- Sensibilité du récepteur
 - *Négligeable* - imperceptible ou très localisé
 - *Faible* – perceptible mais localisé
 - *Modérée* – changement permanent perceptible et relativement étendu ou changement récurrent très perceptible, réversible à moyen ou long terme
 - *Forte* - changement étendu évident et irréversible ou changement récurrent très perceptible, uniquement réversible à long terme

- Intensité d'impact (*degré de la perturbation subie par le récepteur*):
 - *Négligeable* – aucun changement perceptible
 - *Faible* – changement perceptible mais aucune modification de l'environnement ou des activités humaines
 - *Modéré* – modification perceptible mais l'environnement ou les activités humaines n'en pâtiront pas à long terme
 - *Forte* - l'environnement ou l'activité humaine est touchée à moyen ou long terme

Les critères spécifiques utilisés pour évaluer la sévérité de chaque type d'impact seront clairement définis dans le cadre de l'évaluation des impacts.

- Un impact est **négligeable** quand une ressource/un récepteur (y compris des personnes) n'est affecté(e) d'aucune manière par une activité particulière ou quand l'effet prévu est jugé 'imperceptible' ou impossible à distinguer du bruit de fond naturel.
- Un impact est **mineur** quand une ressource/un récepteur est affecté(e), mais que l'intensité de l'impact est suffisamment faible pour rester dans les limites des normes applicables (à savoir réglementations et directives applicables) ou en l'absence de normes applicables, quand la sensibilité/vulnérabilité/importance de la ressource/du récepteur est faible.
- Un impact est **modéré** quand son intensité reste dans les limites des normes en vigueur, mais se situe entre un seuil sous lequel l'impact est mineur et un niveau susceptible d'être à la limite d'une infraction légale. Pour les impacts modérés, il convient de réduire les impacts à un niveau aussi bas que raisonnablement possible (ALARP pour *as low as reasonably practicable* en anglais). Ceci ne signifie pas nécessairement que des impacts dits 'modérés' doivent être réduits en impacts mineurs, mais qu'ils soient gérés de manière efficace et effective.
- Un impact est **majeur** quand les limites acceptables ou normes admissibles sont susceptibles d'être dépassées ou des impacts de forte intensité peuvent affecter des ressources/récepteurs de qualité/importance/sensibilité importante. L'un des objectifs de l'EIES est d'arriver à une configuration où le Projet n'est associé à aucun impact résiduel majeur, ou à aucun impact qui subsisterait sur le long terme long terme ou sur une étendue importante. Toutefois, pour certains aspects, il peut exister des impacts résiduels majeurs, une fois toutes les possibilités d'atténuation épuisées (un niveau aussi bas que raisonnablement possible est alors appliqué). Il peut s'agir par exemple de l'impact visuel d'une installation. Les régulateurs et parties prenantes doivent alors pondérer ces facteurs négatifs par rapport aux aspects positifs comme l'emploi, dans le cadre du processus de décision du Projet.

Encadré 8-1: Classification de la sévérité des impacts

8.1.5 Mesures d'atténuation

L'évaluation des impacts a pour but de s'assurer que les décisions relatives au Projet prennent en compte ses impacts probables sur l'environnement et la société, mais également d'identifier les mesures susceptibles d'être prises pour garantir que les impacts soient aussi faibles que possible d'un point de vue technique et financier.

Pour les impacts initialement évalués au cours de l'EIES comme étant de sévérité *Majeure*, une modification de l'avant-projet est généralement nécessaire pour les éviter, les réduire ou les atténuer, et leur sévérité devra ensuite être de nouveau évaluée. Pour les impacts jugés de sévérité *Modérée*, en fonction des besoins, les mesures d'atténuation envisagées, celles retenues et le motif de leur sélection (ex : en termes de faisabilité technique et de bilan coûts/avantages) sont exposés. Les impacts jugés de sévérité *Mineure* sont habituellement maîtrisés par le biais de bonnes pratiques sectorielles, plans et procédures d'exploitation.

L'EIES a vocation à contribuer à la prise de décisions relatives aux projets en toute connaissance de leurs impacts probables sur l'environnement et la société. Comme expliqué ci-dessous, les impacts résiduels et leur sévérité, reportés dans le présent rapport, s'appuient sur la description du Projet, en tenant compte de toutes les mesures d'atténuation.

Encadré 8.1 Hiérarchie des mesures d'atténuation

Prévention à la source

Développer le projet de sorte que les caractéristiques à l'origine d'un impact sont éliminées au stade de l'avant-projet.

Réduction à la source

Modifier l'avant-projet ou les procédures d'exploitation pour réduire l'impact. Par exemple, les mesures utilisées pour traiter les effluents et déchets rentrent dans cette catégorie.

Réduction au niveau du récepteur

Si un impact ne peut être réduit sur-site, des mesures peuvent être appliquées hors-site (ex : installations de clôtures pour prévenir la divagation de la faune sur le site).

Réparation ou correction

Certains impacts induisent des dégradations inévitables sur une ressource (ex : disparition de terres agricoles et espaces forestiers lors de l'aménagement de voies d'accès, bases-vie de chantier ou aires de stockage). Les réparations impliquent principalement des mesures de type restauration et rétablissement.

Compensation en nature

Quand aucune autre mesure d'atténuation n'est possible ou n'est totalement efficace, une compensation des pertes peut s'avérer adaptée, dans une certaine mesure (ex : plantation pour remplacer la végétation endommagée, indemnisation financière pour les cultures endommagées ou mise à disposition d'installations communautaires pour compenser les espaces publics et de loisirs).

8.1.6 Sévérité des impacts résiduels

Le degré de sévérité attribué aux impacts résiduels indique le niveau d'importance qui doit être associé à chaque impact, dans le cadre du processus de décision du Projet.

Encadré 8.2 Poids des impacts résiduels dans le processus de décision

Les impacts résiduels de sévérité **Majeure**, qu'ils soient positifs ou négatifs, sont jugés comme ayant un poids substantiel, par rapport à d'autres coûts et avantages environnementaux, sociaux et économiques ; des conditions devront être imposées pour maîtriser et, le cas échéant, surveiller les impacts négatifs et fournir des bénéfices.

Les impacts résiduels de sévérité **Modérée** sont considérés comme ayant une importance réduite dans le processus de décision, mais demandant une attention particulière concernant l'atténuation et le suivi, afin de s'assurer que des mesures d'atténuation adaptées (d'un point de vue technique et financier) sont mises en œuvre et des bénéfices sont obtenus.

Les impacts résiduels de sévérité **Mineure** sont portés à l'attention des décideurs, mais identifiés comme ayant peu, voire aucun poids dans le processus de décision ; ils seront atténués à l'aide de bonnes pratiques, et un suivi pourra être requis pour confirmer que les impacts sont tels que prédits.

Les impacts résiduels de sévérité **Négligeable** n'ont aucun impact dans le processus de décision et ne demandent pas d'attention particulière concernant l'atténuation et le suivi.

8.2 Cadrage

La première étape du processus d'évaluation des impacts consiste en une identification préliminaire des impacts potentiels du Projet sur les récepteurs environnementaux et sociaux. Cet exercice s'appuie sur l'évaluation préliminaire des interactions entre les principales composantes et activités du Projet et l'aire d'influence du projet, présentées au Chapitre 3, Description du Projet.

L'utilisation d'une matrice permet d'évaluer l'interaction potentielle entre les différentes activités du Projet et les composantes environnementales et sociales. Le tableau ci-après présente la matrice d'interaction des impacts potentiels du Projet.

Tableau 8.3 Identification des impacts potentiels du Projet

	Qualité de l'air	Bruit	Ressources en eau	Érosion des sols	Biodiversité (faune et flore)	Paysage	Accès au foncier	Socio-économique	Santé et sécurité des travailleurs	Santé et sécurité communautaire	Patrimoine culturel	Déchets	Conditions de circulation
Phase de construction													
Mise en conformité du site	0	0	0	0	-	+	0	+	-	+	0	-	0
Terrassement	-	-	-	-	-	-	0	+	-	0	0	-	-
Construction des bâtiments	-	-	-	-	-	-	0	+	-	0	0	-	-

	Qualité de l'air	Bruit	Ressources en eau	Érosion des sols	Biodiversité (faune et flore)	Paysage	Accès au foncier	Socio-économique	Santé et sécurité des travailleurs	Santé et sécurité communautaire	Patrimoine culturel	Déchets	Conditions de circulation
Phase d'exploitation													
Bâtiment de service	0	0	0	0	0	+	0	+	0	+	0	-	0
Industrie	-	-	0	0	0	+	0	+	-	-	0	-	-
Unité logistique de récupération des produits d'emballage	0	0	0	0	0	0	0	+	-	+	0	+	0

- + : Impact positif
 - : Impact Négatif
 0 : pas d'impact

8.3 Évaluation des impacts environnementaux et sociaux du Projet lors de la phase de construction et la phase exploitation

8.3.1 Qualité de l'air et climat

8.3.1.1 Phase construction

■ Évaluation de l'impact

Pendant la construction, la qualité de l'air ambiant sur le site du projet peut potentiellement être affectée par la poussière accrue, en particulier pendant la phase de terrassement, et par les gaz d'échappement gazeux provenant des activités de construction, de l'équipement et des mouvements supplémentaires de véhicules à destination et à partir du site.

Les principales sources de poussière et émissions atmosphériques sur le site du projet pendant la construction proviendront de :

- L'excavation et le terrassement, ex : les mouvements de terre (sol), le nivellement (déblai et remblai), nettoyage et décapage des ilots réservés aux investisseurs ;
- Le décapage de la couche superficielle et le rehaussement pour remonter la plateforme ;
- Les mouvements de véhicules sur les surfaces non revêtues ;
- La poussière de matériaux poudreux stockés non couverts ;

- Les émissions (exemple : NO_x, SO_x et CO) et les particules provenant des véhicules, des générateurs diesel, équipements lourds et autres équipements mécaniques ;
- Les émissions diffuses de COV issus des produits comme les hydrocarbures, les peintures et les solvants qui seront utilisés en phase de construction.

La poussière résultant de la préparation du site :

La poussière résultant des activités de construction comprend typiquement des particules de grand diamètre, qui se déposent rapidement et à proximité de la source de production.

Des impacts peuvent également être dus aux envols lorsque les camions ne sont pas correctement couverts, ou lorsque les véhicules se déplacent sur des surfaces non goudronnées.

L'importance des impacts de poussières provenant des travaux de construction est en grande partie basée sur la direction du vent et la proximité des récepteurs sensibles. Les directions des vents dominants sur la zone du projet sont du Nord et de NNO ; Les récepteurs sensibles pour ces directions sont les employés des entreprises des travaux et les éléments de l'environnement ; telles que les parcelles agricoles et les garages automobile à l'ouest, le lycée et l'école existante ainsi que la résidence Ahl Loughlam au sud. À l'exception des garages automobiles, ces récepteurs sont tous à moins de 100 mètres des limites du site et pourront être impactés. Cependant les travaux de terrassement sont limités dans le temps et en volume, l'intensité de l'impact est Faible à Modérée.

Émissions gazeuses et particulaires des équipements et des véhicules :

Les véhicules et équipements provoqueront l'émission de gaz et de particules dans l'air en raison de la combustion de combustibles fossiles. De tels véhicules et équipements incluent, mais ne sont pas limités aux suivants : Excavateurs, Niveleuses, Camions, Générateurs diesel. Le nombre d'engins sera relativement limité compte tenu des travaux à exécuter et les habitats les proches sont à plus de 500 mètres, l'intensité de l'impact est faible.

Composé organique volatil (COV) :

Une petite quantité de carburants, peintures, solvants et autres substances volatiles est nécessaire pendant la phase de construction. Si elles ne sont pas correctement contenues, ces substances ont le potentiel d'entraîner la dispersion d'émissions volatiles dans l'atmosphère. Cependant, seules de petites quantités de ces substances seront nécessaires, et celles-ci seront stockées dans les aires de dépôt. De ce fait, les impacts potentiels sont limités à la zone immédiate et de faible intensité.

Le tableau suivant résume les niveaux d'impact prévus des différentes sources sur les récepteurs sensibles les plus proches.

Tableau 8.4 Qualité de l'air - Importance des Impacts en phase de construction

Impact et intensité		Récepteur	Sensibilité	Importance de l'impact
La poussière provenant des terrassements, du nettoyage, du décapage et des activités du site.	Faible à Moyenne	Qualité de l'air (gazeux et particulaire) ;	Faible	Négligeable à mineure
		Employés sur le site de construction ;	Forte	Modérée à Majeure
		Établissements scolaires, Garages automobiles, Résidence Ahl Loughlam.	Moyenne	Faible à Modérée
La poussière provenant des véhicules.	Faible	Qualité de l'air (gazeux et particulaire)	Faible	Négligeable
		Employés de la construction	Forte	Modérée

Impact et intensité		Récepteur	Sensibilité	Importance de l'impact
		Établissements scolaires, Garages automobiles, Résidence Ahl Loughlam.	Moyenne	Mineure
Émissions atmosphériques provenant des véhicules.	Faible	Qualité de l'air (gazeux et particulaire)	Faible	Négligeable
		Employés de la construction	Forte	Modérée
		Établissements scolaires, Garages automobiles, Résidence Ahl Loughlam.	Moyenne	Mineure
COV et autres composés volatiles dangereux.	Négligeable	Qualité de l'air (gazeux et particulaire)	Faible	Négligeable
	Faible	Employés de la construction	Forte	Modérée
	Négligeable	Établissements scolaires, Garages automobiles, Résidence Ahl Loughlam.	Moyenne	Négligeable

■ Atténuation

Tableau 8.5 Qualité de l'air – mesures d'atténuation en phase de construction

Impact / Source	Mesures d'atténuation	Responsabilité	Phase
La poussière provenant des terrassements, nettoyage et décapage et des activités du site.	Les stocks de matériel poussiéreux seront uniquement situés sur place et à distance des limites du site.	CRCS/entreprise	Travaux
	Lorsque du sable et d'autres matériaux poussiéreux seront transportés sur le site ou en dehors du site, les camions ne seront pas surchargés et seront couverts / bâchés correctement pour éviter toute perte en cours de route.	CRCS/entreprise	Travaux
	L'arrosage des zones de terrassements en cas de forte production de poussières est recommandé.	CRCS/entreprise	Travaux
	Aucune combustion de déchets ou d'autres matériaux ne sera autorisée sur le site pendant la phase de construction.	CRCS/entreprise	Travaux
	Évaluation visuelle quotidienne des niveaux de poussière et mesures de réduction des émissions, quand celles-ci sont identifiées comme étant excessives.	CRCS/entreprise	Travaux
	Le transport de charges non couvertes des matériaux et déchets pulvérulents est strictement interdit.	CRCS/entreprise	Travaux
Les émissions de gaz et de particules provenant des véhicules	Les limites de vitesse sur site / hors site contribueront à réduire les gaz d'échappement résultant des mouvements de circulation.	CRCS/entreprise	Travaux
	Gérer efficacement les livraisons de matériel / installation sur le site, afin de réduire le nombre de déplacements.	CRCS/entreprise	Travaux
	Minimiser les gaz d'échappement et les particules émises par les camions et les véhicules en veillant à l'utilisation de véhicules en bon état. Arrêt des moteurs des véhicules en stationnement. Le maître d'ouvrage peut demander au transporteur les documents relatifs à la visite technique des véhicules et camions.	CRCS/entreprise	Travaux
COV et autres émissions fugitives	Les substances dangereuses stockées et utilisées sur le site et susceptibles d'émettre des gaz (exemple : les composés organiques volatiles) seront situées dans des zones construites bien ventilées, sécurisées et à faible risque.	CRCS/entreprise	Travaux
Général	L'équipement de protection individuelle (Masque répondant aux normes marocaines et/ou internationales) sera fourni à tous les employés exposés aux risques liés à la qualité de l'air.	CRCS/entreprise	Travaux

■ Évaluation de l'impact résiduel

L'impact résiduel est négligeable après la mise en œuvre des mesures d'atténuation

8.3.1.2 Phase exploitation

■ Contexte

Les process de production de la chaussure, de la maroquinerie et de l'habillement ne sont pas émetteurs de polluants atmosphériques liés à la combustion d'hydrocarbures ou autres procédés de transformation chimique.

Les émissions atmosphériques potentielles sont liées à l'utilisation des colles (spécialement le néoprène composé de polychloroprène) pour le secteur de la chaussure et plus rarement l'utilisation de solvants contenus dans les teintures. Ce sont essentiellement les employés des postes de travail qui sont exposés à ces émissions atmosphériques.

La découpe du cuir engendre également la production de poussières. Selon la réglementation française (l'article R232-5-5 du code du travail français qui donne les valeurs suivantes (valeur moyenne d'exposition sur 8 h de travail par jour) 10 mg/m³ de poussières inhalables), Les poussières de cuir n'étant pas considérées comme des poussières à pollution spécifique.

Les autres émissions sont liées aux gaz d'échappement des véhicules de circulation et des groupes électrogènes mutualisés de secours utilisés juste en cas de coupure d'électricité.

■ Impact potentiel

Nous distinguons dans ce volet entre la qualité d'air à l'intérieur des unités de production, nommée dans ce qui suit « Qualité d'air intérieur » et la qualité d'air hors unité de production nommée « Qualité d'air extérieur ».

Qualité d'air intérieur

La colle au néoprène ou chloroprène polymérisé solvanté, est très utilisée dans les industries de transformation du cuir, et ce polychloroprène, avec d'autres composants dissous dans un mélange de solvants qui doivent s'évaporer pour permettre la prise de la colle (toluène, xylène, acétone, butanone, colophane...), génèrent des Composés Organiques Volatils (COV) provoquant des troubles neurologiques (mal de tête, vertiges, ...), des irritations pour les yeux et la peau et, aux fortes concentrations, des convulsions, des affections gastro-intestinales accompagnées de vomissements.

Cette dangerosité est accrue du fait de la grande volatilité des COV, c'est-à-dire que les vapeurs sont émises même à pression et température ordinaire de travail, et donc se répandent aisément sous forme gazeuse dans l'air ambiant des ateliers.

Un système d'extraction d'air et de renouvellement d'air au niveau des postes de travail va permettre de limiter l'exposition.

Les opérations de coupe en particulier génèrent une quantité importante de poussières de cuir très fines et ces poussières de cuir sont aussi nocives que celles du bois et provoquent à la longue des problèmes des sinus et des voies nasales, même s'ils sont rares et d'apparition tardive, ont été longtemps sous-estimés.

Qualité d'air extérieur

La qualité de l'air ambiant sur la zone industrielle peut être potentiellement affectée par la circulation des véhicules, cette dernière concerne tous les véhicules dédiés au transport du personnel ainsi que les véhicules assurant l'approvisionnement en matières premières et l'expédition des produits finis. Les émissions liées à la circulation contiendront les matières particulaires (PM10 et PM2,5), oxydes d'azote, dioxyde de soufre, monoxyde de carbone et BTEX. Le trafic de véhicules est estimé à 60 camions par semaine (soir en moyenne 10/jour). L'intensité de l'impact est faible.

Les polluants des émissions des groupes électrogènes mutualisés de secours seront similaires à celles de la circulation. Vu la qualité du réseau électrique de la région du projet, l'usage occasionnel des groupes électrogènes de secours sera très limité, l'intensité de l'impact est donc négligeable.

Tableau 8.6 Qualité de l'air - Importance des Impacts en phase d'exploitation

Impact et intensité		Récepteur	Sensibilité	Importance de l'impact
Exposition au néoprène (polychloroprène)	Forte	Employés des unités de production	Forte	Majeur
Exposition aux poussières issues de la coupe du cuir	Moyenne	Employés des unités de production	Moyenne	Modérée
Air extrait des ateliers de fabrication	Faible	Qualité air ambiant	Faible	Négligeable
Émissions atmosphériques provenant des véhicules de transports de marchandises et de personnel	Faible	Qualité de l'air (gazeux et particulaire)	Faible	Négligeable

■ Atténuation

Les mesures d'atténuation en phase d'exploitation sont liées au type d'activité implantée au niveau de chaque lot (chaussure, Maroquinerie ou Vêtement), par conséquent ces mesures seront prises en charge par les industriels et elles seront intégrées dans le cahier de charge du parc en respect de la réglementation en vigueur tel que le décret n° 2 09 286 du 20 hja 1430 sur la qualité de l'air. De plus chaque unité industrielle réalisera une EIE selon la réglementation en vigueur qui permettra de préciser les impacts potentiels de l'unité et les mesures d'atténuation à mettre en œuvre.

La ventilation générale et l'aspiration à la source des poussières et vapeurs

Il est indispensable de limiter dans les ateliers la quantité de poussières de cuir et de vapeurs de colles et/ou solvants, sans aucune recirculation de l'air pollué, c'est à dire avec évacuation hors du milieu de travail. Pour ce faire, un système de ventilation générale d'une part et locale d'autre part à l'aide de captation à la source des vapeurs doivent impérativement être mises en œuvre, ainsi qu'un procédé en système clos lorsque c'est techniquement possible.

Il convient d'assurer une concentration dans l'atmosphère de l'atelier la plus basse possible et pour éviter en tout cas l'exposition des travailleurs à une concentration supérieure à celle des limites de sécurité (valeurs limites et moyennes d'exposition VLE et VME).

La ventilation générale repose sur une extraction et soufflage de l'air avec un système de collecte par des ventilateurs, avant son rejet à l'atmosphère après filtration le cas échéant.

ns des filtres : l'air est transporté dans le local par un/des ventilateur(s) de soufflage et extrait du local par un/des ventilateur(s) d'évacuation. L'extraction de l'air se fait grâce à un système de collecte par ces ventilateurs, des gaines de diffusion, et un réseau de conduits qui captent et concentrent les poussières et vapeurs jusqu'aux filtres qui permettent de nettoyer l'air, puis de l'évacuer à l'extérieur.

La ventilation générale des ateliers doit être déterminée en fonction des aspirations locales pour ne pas perturber l'efficacité des captages à la source.

La ventilation locale repose sur des systèmes de captage des vapeurs et poussières au plus près de leur point d'émission, avant leur dispersion dans le local : hottes d'aspiration au-dessus des postes de collage, avec regroupement des postes exposés.

Enfin, les récipients de colle doivent disposer d'un couvercle bien refermé après usage, ainsi que les bidons et autres conteneurs de produits chimiques.

La suppression / substitution des produits les plus toxiques

Les Fiches de Données de Sécurité (FDS), obligatoires pour tout produit chimique dangereux, comportent les renseignements relatifs à la toxicité des produits.

La suppression ou la substitution des produits dangereux est la mesure de prévention prioritaire qui s'impose à l'employeur. L'utilisation de colle en phase aqueuse peut être une solution ainsi que celle des produits les moins volatils (pression vapeur plus faible), mais la recherche de substituts peut être difficile dans certains cas.

Tableau 8.7 Qualité de l'air – mesure d'atténuation en phase d'exploitation

Impact / Source	Mesures d'atténuation	Responsabilité	Phase
Vapeurs des colles et/ou solvants Poussières	Les industriels locataires des bâtiments industriels et investisseurs sur les parcelles des ilots 4 et 5 devront mettre en place des équipements en conformité avec les exigences réglementaires au Maroc et en ligne avec les directives générales EHS de la SFI. La qualité de l'air ambiant des unités industrielles devra être conforme aux exigences réglementaires. Des analyses de qualité de l'air ambiant au niveau des postes de travail sensibles afin d'identifier les niveaux d'exposition des employés devront être réalisées chaque année et les résultats seront transmis à la SDR. Le cas échéant, les industriels mettront en place une ventilation générale et locale avec un système de filtration avant rejets.	industriel	Exploitation
	Les unités industrielles du site devront élaborer un Plan de Santé Sécurité au Travail qui sera validé par la SDR. Ce plan SST comprendra a minima : - L'identification d'un responsable santé sécurité au sein de chaque unité industrielle - Analyse des risques liée aux activités des unités industrielles - Existence des Fiches de Données Sécurité des produits chimiques - Des sessions de formation sur les aspects santé sécurité - La disponibilité des EPI requis pour tous les employés et leur port pour tous les employés exposés	industriel	Exploitation
	La SDR en coordination avec la fédération du cuir pourra proposer des sessions de formation spécifique à la santé sécurité pour les entreprises	SDR	Exploitation
	La SDR en coordination avec la Fédération du cuir pourra proposer des sessions de sensibilisation à la mise en œuvre de technique de production plus respectueuses de la santé et de l'environnement (ex : utilisation de produits chimiques moins dangereux).	SDR	Exploitation
	Les limites de vitesse sur site contribueront à réduire les gaz d'échappement résultant des mouvements de circulation. La vitesse sur site est limitée à 40 km/h et mise en place de la signalisation adéquate.	SDR/Industriel	Exploitation
Les émissions de gaz et de particules provenant des véhicules	Planification des flux de transport et réservation des accès et places de stationnement)	SDR	Exploitation
	Dans la mesure du possible inciter les industriels à gérer efficacement les livraisons de matériel et expéditions de produits finis sur le site, afin de réduire le nombre de déplacements.	Industriel	Exploitation

Impact / Source	Mesures d'atténuation	Responsabilité	Phase
	Le parc véhicules des industriels devra être en bon état et devra respecter la réglementation en vigueur. Les industriels sensibiliseront leurs sous-traitants et leurs sociétés de transport à avoir des véhicules en bon état de fonctionnement et en conformité avec la réglementation en vigueur.	Industriel	Exploitation
	Prévoir un système de ventilation et filtration de l'air au niveau du bâtiment de service et à l'intérieur de la crèche afin d'améliorer la qualité de l'air intérieur.	SDR	Exploitation

■ Évaluation de l'impact résiduel

L'impact résiduel est faible après la mise en œuvre des mesures d'atténuation.

8.3.2 Bruit et vibrations

8.3.2.1 Phase construction

- Les activités de construction se traduisent normalement par des augmentations des niveaux de bruit et de vibrations d'un site temporairement et sur une courte durée.

■ Évaluation de l'impact

Bruit

Les activités de construction qui impliquent du bruit et des vibrations sont susceptibles de concerner les travaux de terrassement, nivellement, et l'usage des engins à moteur thermique et pneumatique.

Pendant la construction, il est prévu que les activités de travaux, comprennent ce qui suit :

- La préparation du site - ;
- Terrassement ;
- Réalisation des fondations ;
- Montage de la structure métallique ;
- Travaux de génie civil et lot secondaire.

Des mesures seront prises pour réduire les niveaux de bruit pendant le travail, car, sans atténuation, ceux-ci pourraient dépasser les normes en vigueur. Il est probable que certains niveaux de bruit soient supérieurs à 85 dB (A), et qu'une protection des oreilles soit nécessaire pour le personnel sur place. Ces zones comprennent les lieux de proximité immédiate avec les équipements pneumatiques. Avant les mesures d'atténuation l'impact sur le personnel peut être considéré comme majeur négatif. Les habitants de la résidence Ahl Loughlam pourront être impactés par les bruits des travaux de construction. L'impact reste cependant d'intensité modérée compte tenu de la taille du chantier et des sources potentielles de bruit (absence d'excavation au marteau piquer, aucun usage d'explosifs).

Vibration

Certains procédés de construction, en particulier ceux qui impliquent la préparation du site et les travaux de génie civil, par exemple les terrassements sont le potentiel de créer des vibrations à proximité des travaux. Des vibrations se produiront également irrégulièrement autour du site de construction en raison de la circulation des engins et machines de transport des matériaux et de l'équipement. Toutefois, il convient de noter que les vibrations se dissipent rapidement lorsqu'elles se propagent en raison des pertes d'énergie de rayonnement de 360 degrés par rapport à la source. Cependant compte tenu de la nature des terrains (silt-grésio conglomératique) les phénomènes de vibration seront très limités dans la durée et de faible intensité.

Au sein même du projet, seules les structures temporaires de petite taille, les bureaux et les lieux de stockage, sont susceptibles d'être sensibles aux vibrations des activités de construction.

Tableau 8.8 Bruit et vibration - Importance des Impacts en phase de construction

Impact/intensité		Récepteur	Sensibilité	Importance de l'impact
Bruit du chantier de construction	Faible à Moyenne	Ouvriers de la construction	Forte	Modérée
		Habitants de la résidence Ahl Loughlam	Moyenne	Mineure à Modérée

■ Atténuation

Tableau 8.9 Bruit et vibration – mesure d'atténuation en phase de construction

Impact/ Source	Mesures d'atténuation	Responsabilité	Phase
Bruit de la construction et vibrations	Réalisation des travaux entre 7h00 et 18h00 – limiter et contrôler le travail nocturne. Information du voisinage sur les horaires de chantier	CRCS/entreprise	Travaux
	Utilisation des EPI Oreillette anti bruit pour les utilisateurs des équipements de compression ou toute autre activité émettrice de nuisances sonores au-delà du seuil réglementaire.	CRCS/entreprise	Travaux
	Un équipement électrique sera préférable, si possible, aux solutions alternatives motorisées.	CRCS/entreprise	Travaux
	Les éléments d'installation du site fonctionnant par intermittence seront éteints pendant les périodes intermédiaires entre les utilisations	CRCS/entreprise	Travaux
	Lorsque le niveau de bruit dépasse 85dB (A) en moyenne pondérée sur 8 heures par jour sans protection auditive contre le bruit, des dispositifs doivent être prévus pour le personnel du site (EPI Oreillette anti bruit...).	CRCS/entreprise	Travaux
	Aucune oreille non protégée ne doit être exposée à un niveau de pression acoustique de crête (instantané) de plus de 140 dB (C)		
	Tous les véhicules seront entretenus de manière adéquate afin de minimiser les émissions sonores, Les moteurs ne doivent pas être en marche lorsque les véhicules sont en arrêt.	CRCS/entreprise	Travaux

■ Évaluation de l'impact résiduel

Suite à mise en place des mesures d'atténuation, les impacts résiduels sont faibles

8.3.2.2 Phase exploitation

■ Contexte

Les industries du cuir qui seront installées au niveau de la zone industrielle seront équipées d'un parc machine de dominance mécanique et hydraulique, ces types de machine, génèrent un niveau de bruit et vibration assez remarquable pouvant altérer l'environnement du travail.

Le trafic des véhicules du transport de marchandises et de personnel sera aussi une source d'émissions sonores en phase d'exploitation.

■ Impact potentiel

Niveau du bruit à l'intérieur des unités de production

Les sources de bruits dues au fonctionnement des machines sont nombreuses : en dehors des atteintes au système auditif, le bruit ambiant excessif peut entraîner une gêne ou un stress vecteur de troubles du psychisme qui nuisent non seulement à la santé du travailleur mais aussi à la sécurité de son travail par baisse de vigilance et de dextérité ou de concentration.

Dans l'écosystème cuir, la source principale de génération des bruits sont les machines de coupe. Le niveau de bruit à l'intérieur des unités de production est de l'ordre de 70 décibels.

Niveau du bruit à l'extérieur de la zone industrielle

Les bruits générés à ce niveau proviendront principalement de la circulation des véhicules.

Des bruits occasionnels sont générés lors de la manutention des approvisionnements en matière première et chargement des produits finis pour l'expédition ainsi que la marche occasionnelle des groupes électrogènes de secours.

La zone industrielle est située à proximité des usines de production qui sont déjà une source d'émission sonores. Ainsi le niveau de bruit produit par le projet ne peut en aucun cas aggraver ou amplifier le niveau sonore actuel.

Tableau 8.10 Bruit et vibration - Importance des Impacts en phase d'exploitation

Impact et intensité		Récepteur	Sensibilité	Importance de l'impact
Exposition aux bruits à l'intérieur de l'unité de travail	Moyenne	Employés des unités de production	Moyenne	Modérée
Bruit lié à la manutention de matière première et produits finis (chargement/déchargement)	Faible	Employés des unités de production/Unités à proximité	Moyenne	Mineure
Bruit lié à la circulation des véhicules	Faible	Employés, visiteurs et riverains	Moyenne	Mineure
Bruit lié aux groupes électrogènes de secours	Négligeable	Employés, visiteurs et riverains	Faible	Négligeable

■ Atténuation

Les mesures d'atténuation pour les impacts d'exposition aux bruits et des vibrations à l'intérieur des unités industrielles, relèvent de la responsabilité de l'unité industrielle elle-même. Elles dépendent de type de machine utilisée et sa disposition au sein du bâtiment. Les mesures d'atténuation seront intégrées dans le cahier. Les industriels réaliseront une EIE selon la réglementation en vigueur. Celle-ci précisera les impacts et les mesures d'atténuation à mettre en œuvre.

Tableau 8.11 Bruit et vibration – mesure d'atténuation en phase d'exploitation

Impact / Source	Mesures d'atténuation	Responsabilité	Phase										
L'exposition aux bruits à l'intérieur de l'unité de travail et bruit lié à la manutention de la matière première et des produits finis	<p>Les machines et équipements des industriels devront être en conformité avec la réglementation en vigueur et en ligne avec les directives EHS de la SFI en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none">- Choix des équipements à moindre niveau sonore (spécialement les machines de coupe). Toutes les spécifications de l'équipement, vont limiter le bruit au champ proche à 85 dB (A) à 1m- Quand les équipements et installations dépassent 85 dB (A) à 1m dans des conditions de fonctionnement normal, les techniques de suppression de bruit seront développées, elles peuvent comprendre : isolation du bruit, capots insonorisant, etc- Les zones de bruit élevé (> 85 dB (A)) seront identifiées et il sera obligatoire pour le personnel sur place de porter des protections auditives dans ces zones. Lorsque le niveau de bruit dépasse 85dB (A) en moyenne pondérée sur 8 heures par jour sans protection auditive contre le bruit, des dispositifs doivent être prévus pour le personnel du site.- Aucune oreille non protégée ne doit être exposée à un niveau de pression acoustique de crête (instantané) de plus de 140 dB (C)	Industriel	Exploitation										
	<p>Les niveaux de bruit applicable doivent rester conformes aux exigences des Lignes directrice sur le niveau de bruit (Directives environnementales, sanitaires et sécuritaires – directives EHS générales, 2007) aux limites de chaque unité industrielle :</p> <table><tr><th rowspan="2">Récepteur</th><th colspan="2">LAeq (dBA)¹⁰</th></tr><tr><th>De Jour 07h00-22h00</th><th>De nuit 22h00-07h00</th></tr><tr><td>Résidentiel, institutionnel, éducatif</td><td>55</td><td>45</td></tr><tr><td>Industriel, commercial</td><td>70</td><td>70</td></tr></table>	Récepteur	LAeq (dBA) ¹⁰		De Jour 07h00-22h00	De nuit 22h00-07h00	Résidentiel, institutionnel, éducatif	55	45	Industriel, commercial	70	70	Industriel
Récepteur	LAeq (dBA) ¹⁰												
	De Jour 07h00-22h00	De nuit 22h00-07h00											
Résidentiel, institutionnel, éducatif	55	45											
Industriel, commercial	70	70											

10 « Le Niveau Equivalent LAeq d'un bruit variable est égal au niveau d'un bruit constant qui aurait été produit avec la même énergie que le bruit perçu pendant la même période. il constitue l'énergie acoustique moyenne perçue pendant la durée d'observation » (norme nf s 31 110 « caractérisation et mesurage des bruits de l'environnement – grandeurs fondamentales et méthodes générales d'évaluation »)

Impact / Source	Mesures d'atténuation	Responsabilité	Phase
	Le cas échéant les industriels sont amenés à mettre en place des blocs anti-vibrations entre la machine et la surface d'appui.	Industriel	Exploitation
Bruit lié à la circulation des véhicules	La circulation des véhicules devra se faire à des vitesses réduites afin de limiter les émissions sonores. La signalisation routière devra être adaptée.	CRCS / Industriel	Exploitation
	La circulation nocturne dans le parc industriel sera limitée.	Industriel	Exploitation
Impact sur le voisinage	Les niveaux de bruit applicable doivent rester conformes aux exigences des Lignes directrice sur le niveau de bruit (Directives environnementales, sanitaires et sécuritaires – directives EHS générales, 2007) aux limites du Parc industriel (cf référence ci-dessus).		

■ Évaluation de l'impact résiduel

Les impacts résiduels suite à la mise en œuvre des mesures d'atténuation sont faibles.

8.3.3 *Paysage, Impact visuel*

■ Contexte

Un impact sur le paysage est ressenti lorsque le champ visuel en direction ou à partir d'un récepteur (par exemple, des zones résidentielles, un site naturel exceptionnel) est obstrué ou bloqué par une construction. Ces impacts peuvent inclure :

- L'intrusion anthropique dans le paysage de bâtiments ou de structures dans des lieux où aucune intrusion n'existait auparavant ; ou
- La modification du caractère du paysage d'une région qui pourrait être due à des constructions nouvelles / inappropriées ou à des changements dans l'utilisation des terres.

Le présent paragraphe se concentre sur les impacts potentiels sur les paysages et les impacts visuels potentiels, directs ou indirects, associés à la construction et à l'exploitation ultérieure de la zone industrielle d'Ahl Loughlam.

8.3.3.1 *Phase construction*

■ Impact potentiel

Pendant la construction de la future zone industrielle, plusieurs véhicules de construction se déplaceront depuis et vers le site, des bâtiments seront également mis en place temporairement, y compris les bureaux et les locaux pour stocker le matériel. En outre, la construction des bâtiments de 4 niveaux pourra nécessiter certains matériaux de construction et des équipements en hauteur (grues par exemple) qui seront situés temporairement sur le site au cours de la phase de construction.

La phase de construction du projet nécessitera des travaux de terrassement et d'aménagement représentant une source d'impact visuel importante liée à la propagation des poussières et le dépôt des remblais.

En vue de la topographie de la zone d'étude, le chantier de construction sera fortement visible depuis la route nationale 9 reliant le port de Mohammedia à Marrakech. En vue de sa situation en milieu urbain au niveau de quartier Hay Assalam, le chantier du projet sera directement visible par la population avoisinante.

Il n'y aura pas de travaux nocturnes sur place, mais il faudra probablement des projecteurs pour la sécurité du site.

■ Évaluation de l'impact

L'impact paysager induit par la modification de paysage initial suite aux travaux est très faible, étant donné que le projet est situé dans une zone urbaine anthropisée où les unités industrielles sont déjà installées. Le paysage est donc déjà bien modifié avant la mise en place du projet.

En effet, l'impact paysage le plus important est la pollution visuelle induite par le dégagement des poussières et l'obstruction du champ visuel de la population qui ont l'habitude de voir un espace dégagé avant la mise en place du chantier.

Tableau 8.12 Évaluation de la sévérité de l'impact sur le paysage -Phase travaux

Impact / intensité		Récepteur	Sensibilité	Importance de l'impact
Modification du caractère paysager de la zone	Faible	Paysage initial	Faible	Négligeable
Pollution visuel (poussières et obstruction du champ visuel, lumière la nuit)	Faible	Population locale / usagers de la RN9	Moyenne	Mineure

■ Atténuation

Les mesures d'atténuation proposées pour l'impact visuel et paysager en phase de travaux se présentent comme suit :

Tableau 8.13 : Mesures d'atténuation –Paysage- Phase travaux

Impact potentiel	Mesures d'atténuation	Responsabilité	Phase
Modification du caractère paysager et obstruction du champ visuel	<ul style="list-style-type: none"> Les matériaux stockés sont empilés et couverts si nécessaire ; Des palissades du chantier et des panneaux d'information sont installés pour offrir une vision avenante du chantier depuis l'extérieur. Veiller à la propreté et l'aspect général du site du chantier et ses alentours. 	Entreprise des travaux	Phase construction
Pollution visuel (poussières, travaux et, lumière)	<p>Limitier les effets de la pollution lumineuse envers les riverains, tous les éclairages devront être directionnels et non diffusants</p> <p>Pour les nuisances causées par les travaux de construction (poussières, remblais) toutes les mesures proposées pour le chapitre qualité de l'air sont applicables notamment pour poussières et la gestion des remblais/déblais</p>	Entreprise des travaux	Phase construction

■ Évaluation de l'impact résiduel

Suite à la mise en place des mesures d'atténuation les impacts résiduels sont faibles.

8.3.3.2 Phase exploitation

■ Impact potentiel

Le projet est situé au niveau d'une zone urbaine en cours de développement, on note la présence de terrains non encore exploités au niveau du périmètre direct et indirect du projet. En outre, selon le PA le projet est situé dans une zone à vocation industrielle. La zone industrielle Ahl Loughlam ne sera pas une grande source de perturbation un paysage déjà modifié, en outre, la mise en place d'une zone industrielle durable avec une architecture bien réfléchie aura un impact positif en valorisant le développement du tissu économique la région par l'existence d'un tel espace qui pourra être visible et mis à la connaissance du public et des investisseurs.

■ Évaluation de l'impact

L'impact paysager lié à la modification du caractère paysager de la zone en phase d'exploitation est très faible à négligeable vu que la zone d'implantation du projet est déjà anthropisée. En outre, le projet s'intègre parfaitement dans les perspectives de développement urbain prévu par les documents d'urbanisme.

En effet, les impacts paysagers sont difficilement quantifiables car une zone industrielle durable telle que la zone industrielle d'Ahl Loughlam pourra aussi bien être perçue négativement que positivement

en fonction des sensibilités des observateurs. Il est fort probable que pour beaucoup de citoyens de la région, la présence visuelle de la ZI d'Ahl Loughlam, dans une région en émergence industrielle, sera perçue comme un symbole de progrès et d'avancées écologiques et économiques.

Le projet prévoit la création d'un espace vert qui reste plus important que les espaces verts existants sur le site avant la mise en place du projet ce qui va donner un aspect verdoyant à la zone d'implantation du projet en participant ainsi au bien être de la population et des travailleurs dans la ZI.

Même en présence actuelle des infrastructures existantes (voirie, candélabres poste transformateurs), l'impact paysager le plus important est l'obstruction des champs visuels de la population qui ont l'habitude de voir un espace dégagé avant la mise en place du projet. Une intégration paysagère et architecturale adéquate pourra compenser fortement cet impact. X

Tableau 8.14 Évaluation de la sévérité de l'impact sur le paysage -Phase exploitation

Impact / intensité		Récepteur	Sensibilité	Importance de l'impact
Modification du caractère paysager	Faible	Paysage initial	Faible	Négligeable
Pollution lumineuse	Faible	Population locale / usagers de la RN9	Faible	Négligeable

■ Atténuation

Les mesures d'atténuation et de compensation proposées pour l'impact visuel et paysager en phase d'exploitation se présentent comme suit :

Tableau 8.15 Mesures d'atténuation – Paysage - Phase exploitation

Impact potentiel	Mesures d'atténuation	Responsabilité	Phase
Modification du caractère paysager de la zone	<ul style="list-style-type: none"> ■ Veiller à une intégration paysagère et architecturale en harmonie avec les activités et les objectifs du projet, et la vocation de la zone ■ Choisir des espèces végétales moins consommatrices d'eau et adaptées aux conditions climatiques de la zone d'implantation 	SDR	Conception
Pollution lumineuse	Limitier les effets de la pollution lumineuse envers les riverains, tous les éclairages devront être directionnel et non diffusants	SDR	Conception

■ Évaluation de l'impact résiduel

Suite à la mise en place des mesures d'atténuation les impacts résiduels sont négligeables et positifs.

8.3.4 Sols

8.3.4.1 Phase construction

■ Évaluation de l'impact

Sol :

La présence d'engins au niveau du chantier et dans ses environs immédiats peut entraîner un compactage important de ces sols.

Aussi, une pollution accidentelle de ces sols pendant les travaux peut survenir par un déversement de produits dangereux stockés, par une fuite de liquide hydraulique ou d'hydrocarbure sur des engins de chantier ou par des déversements causés par des accidents de circulation. L'usage d'autres produits tels que les peintures et les solvants sont aussi une source de pollution potentielle.

Les déchets générés par les ouvriers dans leur base de vie, par les rejets des emballages de différents types de matériaux ou d'équipements, par les chutes de matériaux (bois, fonds de bétonnière, ferraille etc..) sont aussi des sources potentielles de pollution des sols.

Vue la situation du projet dans un périmètre urbain, il n'est pas prévu d'installer une base de vie dans le chantier. Par contre des locaux chantiers seront mis en place pour le stockage temporaire de matériaux, à la mise en place d'un bureau de chantier, au remisage des engins en fin de journée, au stockage d'hydrocarbures et/ou de produits pour l'entretien et la maintenance des engins. Les matériaux stockés peuvent avoir un impact au niveau des sols par des déversements accidentels. Compte tenu de l'ampleur du chantier et du caractère intermittent de l'impact, l'intensité est faible.

Les travaux de nettoyage, décapage et terrassement peuvent entraîner un déblaiement de sols contaminés ou de déchets en particulier au niveau de l'îlot 5. Cette zone est encombrée actuellement par différents de types de déchets : déchets organiques, de différents déblais, ferrailles et déchets divers issus des activités des garages limitrophes. La quantité de ces déchets reste relativement faible par rapport à la taille et la surface du parc. La gestion de ces déblais avec déchets est abordée dans le chapitre dédié aux déchets (chapitre 8.3.7).

Mouvements de terres – déblais – remblais :

Vu la topographie du terrain, des travaux de déblai- remblai sont programmés pour remonter le niveau de la plateforme par rapport au terrain naturel (le niveau des chaussées des voiries). Les matériaux de remblai seront importants et pourront provenir de carrières autorisées avoisinantes.

Érosion des sols

La préparation du site pour la construction va nécessiter le décapage du sol. La couche de terre végétale devra être isolée et stockée le temps de réalisation des travaux. Ce stockage temporaire peut être soumis à l'érosion s'il n'est pas bien stocké, en cas de fortes pluies. Les quantités à stocker sont réduites, l'intensité de l'impact est faible.

Le sol mis à nu pendant les travaux avant la mise en exploitation pour les îlots 4 et 5 (correspondant aux îlots réalisés par les investisseurs) peut être soumis à l'érosion en cas de pluies importantes. En effet, le réseau des eaux pluviales peut être mis hors service pendant certaines périodes de la phase travaux pour éviter le colmatage, ce qui peut entraîner une érosion au niveau de ces îlots (qui se trouvent dans un point bas).

Compte tenu des superficies réduites l'intensité de l'impact est faible.

Tableau 8.16 Sol - Importance des Impacts en phase de construction

Impact et intensité		Récepteur	Sensibilité	Importance de l'impact
Mouvements de terre/Remblai	Moyenne	Sol	Moyenne	Modérée
Compactage des sols	Faible	Sol	Moyenne	Mineure

Impact et intensité		Récepteur	Sensibilité	Importance de l'impact
Érosion	Faible	Sol	Faible	Négligeable
Pollution des sols	Faible	Sol	Moyenne	Mineure

■ Atténuation

Tableau 8.17 Sol – mesure d'atténuation en phase de construction

Impact / Source	Mesure d'atténuation	Responsabilité	Phase
Mouvements de terre	<ul style="list-style-type: none"> • Dès le début des travaux, planifier, sélectionner et définir des zones de compensation, de décapage ; • Les entreprises veilleront en particulier à contenir les mouvements de terrain à l'intérieur du site du projet • Les matériaux extraits et non réutilisés seront évacués en tant que déchets vers un lieu autorisé ; • Réduire les déblais dans la mesure du possible (le volume des déblais/remblais devrait être équilibré dans la mesure du possible) ; • Les entreprises devront fournir la liste et la localisation des zones d'emprunts de matériaux. • Ces zones d'emprunt devront être autorisées selon la réglementation en vigueur 	CRCS/entreprise	Travaux
Érosion des sols	<ul style="list-style-type: none"> • Le site sera clôturé , et le circuit de circulation des engins du chantier défini, pour veiller à ce qu'aucune perturbation du sol ne se produise en dehors de la zone du site en particulier sur la zone non construite au sud du site. Les zones nécessitant une excavation / un remplissage doivent être clairement délimitées pour veiller à ce que le sol ne soit pas perturbé en dehors de cette zone ; • Récupération de la couche de sol de surface : Cela sera principalement utilisé pour couvrir les zones destinées aux espaces verts. • Les terres qui ont été enlevées et stockées pour une utilisation ultérieure doivent être traitées de manière à réduire l'érosion et le compactage ; • Les matériaux excavés seront conservés dans la réserve pour une période aussi courte que possible et, une fois qu'une zone aura été remblayée avec des matériaux du sol, elle sera compactée dans un court laps de temps. 	CRCS/entreprise	Travaux
Compactage des sols	<ul style="list-style-type: none"> • Avant le démarrage des travaux, il sera nécessaire de déterminer, une aire de stationnement des engins, et des véhicules et du rangement du matériel (un endroit spécifique de mise en place des engins et du matériel). • Éviter le déplacement des engins et du matériel dans les lieux non concernés par les travaux. • Veiller au respect de la capacité de la charge des engins et du matériel pour éviter la surcharge sur la voirie puis le tassement du sol. 	CRCS/entreprise	Travaux
Pollution des sols	<ul style="list-style-type: none"> • Assurer un bon entretien des véhicules ; • L'entretien des véhicules et leur approvisionnement en hydrocarbures doivent se faire dans une station de service • Gestion spécifique de chaque catégorie des produits en respectant les consignes de protection de l'environnement ; • Prévoir les kits d'absorption des matières déversées accidentellement; • Décaper la couche polluée pour une mise en décharge dans un lieu autorisé • Collecte des déchets au fur et à mesure de l'avancement du chantier. 	CRCS/entreprise	Travaux

■ Évaluation de l'impact résiduel

Suite à la mise en place des mesures d'atténuation, les impacts résiduels sont faibles

8.3.4.1 Phase exploitation

Les activités industrielles du Parc industriel Ahl Loughlam vont générer des déchets. Ces déchets peuvent constituer des sources de dégradation des sols et entraîner une contamination des sols et du sous-sol. Cependant les produits polluants issus de l'activité industrielle (essentiellement la colle) sont stockés à l'intérieur des bâtiments avec peu de risques de déversement (voir Tableau 4.6). L'intensité est donc négligeable. X

Des déversements accidentels ou fuite de réseaux peuvent également être source d'impact sur les sols. Le ruissellement des eaux pluviales sur unités industrielles et sur les zones imperméabilisées (voiries) en particulier constituent une source de pollution des sols (au niveau du déversement dans le bassin de rétention) par les hydrocarbures par infiltration. Le bassin de rétention est équipé d'un déshuileur qui retient ces pollutions potentielles.

Les zones de remblais sont importantes et peuvent subir des effondrements en cas de mauvaise conception ou de réalisation.

Tableau 8.18 : Sol - Importance des Impacts en phase d'exploitation

Impact et intensité		Récepteur	Sensibilité	Importance de l'impact
Pollution des sols	Négligeable	Sol	Faible	Négligeable
Mauvaise stabilité	Faible	Construction	Faible	Négligeable

■ Atténuation

Tableau 8.19 : Sol – Mesures d'atténuation en phase d'exploitation

Impact / Source	Mesure d'atténuation	Responsabilité	Phase
Sols	<ul style="list-style-type: none"> • Les produits polluants seront stockés à l'intérieur des bâtiments dans un local dédié et non à l'extérieur en respectant les conditions spécifiques de stockage à chaque produit. 	Gestionnaire/ industriel	Exploitation
Ruissellement des eaux pluviales et risque de colmatage du réseau	<ul style="list-style-type: none"> • Veiller à bien entretenir et nettoyer les zones d'écoulement des eaux pluviales afin qu'il n'y ait pas de déchets et de risques de colmatage des réseaux 	Gestionnaire/ industriel	Exploitation
	<ul style="list-style-type: none"> • Ne pas stocker de produits/déchets liquides à proximité des bouches d'évacuation des eaux pluviales 	industriel	Exploitation
	<ul style="list-style-type: none"> • Le projet prévoit la mise en place d'un dégrilleur en aval du réseau d'eaux pluviales avant le raccordement au réseau de la Lydec. Le bassin de rétention de la Lydec est déjà équipé d'un dégrilleur- déshuileur - déssableur 	Gestionnaire	Conception
Stabilité des terrains	<ul style="list-style-type: none"> • Assurer une bonne identification de la qualité des matériaux de remblai et des sols selon la réglementation existante 	Gestionnaire/ industriel	Conception
	<ul style="list-style-type: none"> • Dimensionner les murs de soutènement de manière à prendre compte les risques liés au terrain selon la réglementation et les bonnes pratiques 	Gestionnaire/ industriel	Conception

■ Évaluation de l'impact résiduel

Suite à la mise en place des mesures d'atténuation, les impacts résiduels sont faibles à négligeables.

8.3.5 *Qualité et disponibilité des eaux superficielles et souterraines*

■ Contexte

Le site de projet est localisé en un point haut avec deux versants : un vers le Nord-Ouest et un vers le Sud Est.

Le parc industriel se trouve dans une zone urbaine, aucun cours d'eau ne traverse la zone du projet.

Les eaux pluviales des voiries du parc industriel sont drainées vers un bassin de rétention et d'infiltration qui se trouve à environ 400 m au sud du site du projet. Le bassin de réception a été dimensionné en tenant compte de l'aménagement du parc industriel. Il est équipé d'un dégrilleur-déshuileur déssableur pour prétraitement des eaux pluviales. Une petite partie des eaux de ce bassin est infiltrée, le reste est évacué par un débit de fuite vers le réseau unitaire de la ville de Casablanca et par la suite la station de pré-traitement « Eauceane ».

Le réseau d'assainissement des eaux pluviales sera réhabilité et équipé d'un dégrilleur et d'une vanne murale. Cette vanne permet éviter le déversement des eaux pluviales dans le bassin en cas d'incendie.

Au niveau du site du projet il n'existe pas de nappe souterraine généralisée.

Le site est raccordé au réseau d'eau potable qui sera utilisée comme ressource pour la réalisation des travaux.

8.3.5.1 *Phase construction*

■ Évaluation de l'impact

Ressources en eaux superficielles :

Le parc industriel est déjà équipé par un réseau de drainage des eaux pluviales (voirie).

L'imperméabilisation des parcelles risque d'augmenter le débit des eaux pluviales au niveau du réseau d'eau usée et du risque de stagnation des eaux en cas de mauvais drainage et infiltration/évacuation des eaux ruisselées.

Le risque d'érosion du sol sera potentiellement plus élevé en raison de travaux de terrassement et de particules de sol ameublées sur le site du projet.

Les travaux de terrassement et de remblaiement risquent d'introduire une modification des ravinements naturels avec comme conséquences des modifications dans les ruissellements.

La phase chantier peut donc avoir des impacts directs vis-à-vis des eaux pluviales du fait :

- de la mise en suspension de particules fines qui peuvent participer à la dégradation de la qualité des milieux récepteurs et notamment du réseau de collecte des eaux pluviales compte tenu d'une sédimentation et d'un colmatage ;
- du relargage de polluants chimiques issus de produits stockés dans l'emprise des travaux, de fuites accidentelles ; des rejets directs des eaux de lavage des engins, des coulis de béton, etc.
- des hydrocarbures stockés pour l'alimentation des machines et des engins de chantier ;
- de produits divers tels que des huiles, des adjuvants, des peintures, etc.

Compte tenu de l'ampleur du chantier, l'intensité de l'impact est faible.

Ressources en eaux souterraines :

Absence d'impact sur les eaux souterraines.

Tableau 8.20 Ressources en eau - Importance des Impacts en phase de construction

Impact et intensité		Récepteur	Sensibilité	Importance de l'impact
Ruissellement des eaux pluviales et charges polluantes	Faible	Bassin de rétention	Moyenne	Mineure
Contamination des eaux pluviales par les zones de stockage des produits et déchets dangereux.	Faible	Bassin de rétention	Moyenne	Mineure
Inondation	Négligeable	Zone du projet	Insignifiante	Insignifiante

■ Atténuation

Tableau 8.21 Ressource en eau – mesure d'atténuation en phase de construction

Impact / Source	Mesure d'atténuation	Responsabilité	Phase
Drainage des eaux pluviales	Le système de drainage des eaux pluviales mis en place permet de minimiser et de contrôler le ruissellement et l'érosion de la surface.	CRCS/entreprise	Travaux
	Des mesures sont mises en place pour limiter le colmatage du réseau : <ul style="list-style-type: none"> • Stabilisation des sols rapidement : Les sols doivent être stabilisés là où les activités de construction ont cessé temporairement ou définitivement et des mesures de stabilisation doivent être mises en place après la cessation des activités de nivellement. La stabilisation peut se faire par compactage • Protection des entrées d'égout pluvial. Toutes les entrées qui pourraient recevoir des eaux pluviales du projet doivent être protégées jusqu'à la stabilisation finale du projet : fermeture des boîtes de branchements, éviter le passage des matériaux de construction et sédiments dans le réseau d'assainissement • Il est préférable de réaliser le dégrilleur en premier pour éviter le transfert des déchets vers le bassin d'infiltration 	CRCS/entreprise	Travaux
	Les zones de stockage des matières dangereuses seront couvertes pour éviter que les précipitations entrent dans ces zones et éviter les émissions d'eaux usées au sol ou dans le système de drainage des eaux pluviales. L'entretien des engins et véhicules sera entrepris hors site de projet dans des locaux appropriés.	CRCS/entreprise	Travaux
Inondation	Le site de projet est localisé en un point haut avec deux versants. Ce site se trouve dans une zone urbaine, aucun cours d'eau ne traverse la zone du projet. Les eaux pluviales du parc industriel sont drainées vers un bassin de rétention via un réseau d'eaux pluviales et un bassin de rétention et d'infiltration qui se trouve à environ 400 m au sud du site du projet qui a été dimensionné pour tenir compte des débits d'eaux pluviales issues du Parc industriel.	CRCS/entreprise	Travaux
Pollution des eaux	<ul style="list-style-type: none"> • Assurer un bon entretien des véhicules, et en dehors du site du projet; • Gestion spécifique de chaque catégorie des produits en respectant les consignes de protection de l'environnement ; • Collecte des déchets au fur et à mesure de l'avancement du chantier. 	CRCS/entreprise	Travaux

■ Évaluation de l'impact résiduel

Suite à la mise en place des mesures d'atténuation les impacts résiduels sont insignifiants.

8.3.5.2 Phase exploitation

■ Évaluation de l'impact

Ressources en eaux superficielles :

Le développement du projet ne modifiera pas la topographie du site, mais il contribuera à imperméabiliser une partie du site au niveau de l'emprise des bâtiments projetés (bâtiments prêts à emploi et bâtiments qui seront réalisés par les investisseurs). Cette imperméabilisation va engendrer des flux supplémentaires d'eaux pluviales. Cependant, le système d'assainissement existant (réseau d'assainissement des eaux usées et eaux pluviales) et bassin d'infiltration et de rétention) prend en considération l'imperméabilisation du site de projet. Donc l'imperméabilisation du site de projet n'aura pas des impacts négatifs sur le projet et les infrastructures existantes. Sachant que le réseau de la ville de Casablanca est de type unitaire.

Le réseau d'assainissement des eaux pluviales au niveau du parc industriel sera réhabilité et équipé d'un dégrilleur et une vanne murale. Cette vanne permettra de lutter contre la pollution des eaux à travers le bassin de réception en cas d'incendie.

Les eaux pluviales des voiries et des parkings risquent d'être chargées d'hydrocarbure. Le bassin de réception dispose des ouvrages de prétraitements adéquats : dégrilleur/dessabler/déshuileur.

Les travaux de réhabilitation concernent aussi le réseau d'assainissement des eaux usées. Cependant aucune industrie polluante n'est prévue sur le parc, La gestion de ces eaux usées est abordée dans le chapitre dédié aux eaux usées (chapitre 8.3.6). X

Lors de la phase d'exploitation, les zones de stockage des produits et déchets dangereux ou déversement accidentel à proximité d'une bouche d'évacuation des eaux pluviales peuvent présenter une source de contamination des eaux pluviales.

Ressources en eaux souterraines :

Absence d'impact sur les eaux souterraines.

Tableau 8.22 Ressources en eau - Importance des Impacts en phase d'exploitation

Impact et intensité		Récepteur	Sensibilité	Importance de l'impact
Augmentation du débit suite à l'imperméabilisation du parc	Négligeable	Bassin de rétention	Insignifiante	Insignifiante
Contamination des eaux pluviales par les hydrocarbures	Faible	Bassin de rétention	Moyenne	Mineure
Contamination des eaux pluviales par les zones de stockage des produits et déchets dangereux.	Faible	Bassin de rétention	Moyenne	Mineure
Contamination des eaux en cas d'incendie	Faible	Bassin de rétention	Moyenne	Mineure

■ Atténuation

Tableau 8.23 Ressources en eau – mesure d'atténuation en phase d'exploitation

Impact / Source	Mesure d'atténuation	Responsabilité	Phase
Raccordement des eaux pluviales sur le réseau des eaux usées.	Assurer le rejet des eaux pluviales dans le réseau eaux pluviales dédié. Signature et respect de la convention de rejet avec Lydec.	Industriel/exploitant de la ZI	Exploitation
Risque de colmatage du réseau.	Le système de drainage des eaux pluviales mis en place permet de minimiser et de contrôler le ruissellement des eaux pluviales. Mettre en place un dégrilleur en aval du rejet des eaux pluviales avant le raccordement au réseau de Lydec.	Industriel/Gestionnaire/Lydec	Exploitation/Conception
Augmentation du débit des eaux pluviales suite à l'imperméabilisation du parc	Maintien et entretien régulière du réseau d'assainissement, avec un nettoyage périodique du dégrilleur et de la vanne murale pour éviter le colmatage et le dysfonctionnement du système d'assainissement (réseau, dégrilleur et vanne)	Industriel/Gestionnaire/Lydec	Exploitation
Contamination des eaux pluviales par les hydrocarbures sur les voiries	Maintien et entretien régulière des équipements de prétraitement en amont du bassin d'infiltration : Dégrilleur / Déshuileur / Dessableur.	Lydec	Exploitation
Contamination des eaux pluviales par les zones de stockage des produits et déchets dangereux.	Ne pas stocker de produits/déchets liquides à proximité des bouches d'évacuation des eaux pluviales	Industriel/	Exploitation
Contamination des eaux en cas d'incendie	En cas d'incendie le gestionnaire du réseau d'assainissement doit intervenir pour fermer la vanne murale, cette fermeture permettra d'éviter l'évacuation des eaux incendies vers le bassin d'infiltration en les envoyant vers le réseau des eaux usées, ce qui est permis dans le cadre de la convention avec la Lydec.	Industriel/Gestionnaire/Lydec	Conception/Exploitation

■ Évaluation de l'impact résiduel

Suite à la mise en place des mesures d'atténuation les impacts résiduels sont insignifiants.

8.3.6 Gestion des eaux usées

8.3.6.1 Phase construction

■ Contexte

Le Parc de Ahl Loughlam est situé dans une zone viabilisée avec un réseau d'assainissement pseudo-séparatif existant. Ce réseau nécessite des travaux de réhabilitation pour être de nouveau fonctionnel. Le réseau est raccordé au réseau d'eaux usées de la Lydec.

Les eaux usées en phase de construction sont issues des activités suivantes :

- Les eaux usées issues du curage et du diagnostic du réseau.
- Les eaux sanitaires des employés sur site,
- Les eaux de lavage des engins

Depuis sa création aucun raccordement au réseau des eaux usées n'a été réalisé, les eaux usées du diagnostic du réseau se limite aux eaux utilisées par la société chargée du curage du réseau.

Le lavage et l'entretien des engins sera fait hors site de projet dans des locaux appropriés.

■ Évaluation de l'impact

Les eaux usées en phase travaux pourront impacter le milieu naturel en cas de rejets dans le milieu naturel. Elles pourront aussi être source d'odeurs. Les volumes d'eau sont réduits, l'intensité de l'impact est faible.

Tableau 8.24 Gestion des eaux usées – Importance des impacts en phase de construction

Impact et intensité		Récepteur	Sensibilité	Importance de l'impact
Rejets des eaux usées dans le milieu naturel	Faible	Milieu naturel	Moyenne	Mineure

■ Atténuation

Tableau 8.25 Gestion des eaux usées – Mesure d'atténuation en phase de construction

Impact / Source	Mesure d'atténuation	Responsabilité	Phase
rejets des eaux usées dans le milieu naturel	<ul style="list-style-type: none"> • Les eaux de curage des réseaux seront pompées et transportées vers la station de pré-traitement (à 6 km du site de projet) • Assurer le rejet des eaux usées dans le réseau d'assainissement dédié, et Assurer le raccordement des sanitaires des employés dans le réseau des eaux usées ou utiliser des toilettes vidangeablesX • Lavage et l'entretien des engins hors site dans des locaux appropriés 	CRCS/entreprise	Travaux

8.3.6.2 Phase exploitation

■ Contexte

En phase d'exploitation les eaux usées sont uniquement les eaux sanitaires et les eaux de nettoyage des unités industrielles et du bâtiment de service : crèche, bureaux du gestionnaire, formation et restaurant. Les process de fabrication des industriels du parc industriel ne consomment pas d'eau, il n'y aura donc aucun rejet d'eaux industrielles. De plus le cahier des charges de la zone industrielle spécifie que les locataires ne pourront rejeter que des eaux usées assimilées aux eaux résiduelles ménagères (Article 2 du cahier des charges : « sélection des locataires »).

Pour les eaux usées issues du restaurant, ils doivent respecter la convention de rejet de la Lydec. A ce stade d'étude, les détails des installations de traitement des eaux usées du restaurant ne sont pas. Selon les normes en vigueur, le gestionnaire du restaurant doit mettre en place un déshuileur.

■ Évaluation de l'impact

En phase exploitation les impacts potentiels des eaux usées sanitaires sur le milieu sont liés à des raccordements inadaptés ainsi qu'aux problèmes éventuels de maintenance du réseau. Ces problèmes restent mineurs et l'intensité de l'impact est faible.

En cas d'incendie, les eaux incendie polluées seront envoyées dans le réseau d'assainissement pluviales. Elles seront chargées d'éléments polluants : produits chimiques, éléments en suspension, etc...Le rejet direct de ces eaux incendies dans le milieu via le bassin de rétention sera une source de pollution importante. En cas d'incendie le gestionnaire du réseau d'assainissement doit intervenir pour fermer la vanne murale, cette fermeture permettra d'éviter l'évacuation des eaux incendies vers le bassin d'infiltration en les envoyant vers le réseau des eaux usées (en respectant la convention avec la Lydec). L'occurrence d'un incendie est faible mais compte tenu des risques de pollution, l'intensité de l'impact est modérée.

Tableau 8.26 Gestion des eaux usées – Mesure d'atténuation en phase d'exploitation

Impact / Source	Mesure d'atténuation	Responsabilité	Programme
Raccordement des eaux usées sur le réseau d'eaux pluviales	Assurer le rejet des eaux usées dans le réseau eaux usées dédié Signature et respect de la convention de rejet avec Lydec.	Industriel/exploitant de la ZI	Exploitation
Qualité des eaux usées	Selon la qualité de leurs rejets, les industriels devront mettre en place un pré-traitement afin d'être conforme aux exigences de qualité de rejet dans le réseau de la LYDEC. Selon la taille du restaurant et les normes en vigueur, le gestionnaire doit mettre en place un déshuileur.	Industriel/Gestionnaire/Lydec	Exploitation
Mauvais entretien du réseau qui peut engendrer des débordements	Assurer un bon entretien du réseau au sein des parcelles et dans le parc industriel	Industriel/Gestionnaire/Lydec	Exploitation
Rejets des eaux incendie dans le réseau d'eaux pluviales et puis dans le milieu naturel	Mettre en place une vanne sur le réseau eau pluviale à fermer en cas d'incendie. Le réseau d'eaux pluviales servira de réservoir des eaux polluées avant d'identifier leur destination en fonction de la qualité de ces eaux. Mise en place d'un dégrilleur pour retenir les matières solides potentielles Assurer une bonne maintenance de ce fonctionnement	SDR	Conception

8.3.7 Gestion des déchets solides et matières dangereuses

8.3.7.1 Phase construction

■ Évaluation de l'impact

Pendant la construction du parc industriel, les déchets seront générés pendant les travaux de :

- Remise en conformité du site pour la réhabilitation des infrastructures existantes
- Préparation du site
- Travaux de construction des bâtiments

Des déchets ménagers et assimilés seront produits par les employés sur site.

Les déchets doivent être correctement gérés pour limiter la contamination des sols, des eaux superficielles, réduire les nuisances olfactives et la perturbation du paysage. Ils doivent être éliminés dans des conditions respectueuses de l'environnement.

■ Déchets des travaux de réhabilitation

- Boues et déchets de curage des réseaux existants non encore fonctionnels, Boîtes branchement usagées (plastiques, câbles, etc...)
- Dépose des candélabres
- Bordures de trottoirs
- Asphalte

■ Déchets des travaux de préparation du site

- Déchets verts le cas échéant
- Déblais de décapage y compris les déchets existants

■ Déchets des travaux de construction

- Ferraille, emballages
- Cartons/papiers d'emballages
- Etc...

D'autres impacts environnementaux et sociaux qui pourraient découler des activités de construction sont associés à l'élimination des déchets dans les décharges non autorisées ou à une pression accrue sur les décharges autorisées locales qui entraînent une réduction de la capacité de traitement des déchets de la part des services municipaux.

Matières dangereuses :

Les matières dangereuses susceptibles d'être sur le site du projet pendant la phase de construction doivent être entreposées de manière à réduire les impacts.

Les impacts sont liés à une éventuelle mauvaise manipulation, aux fuites et déversements accidentels et potentiellement aux conditions de transport.

Tableau 8.27 Déchets solides - Importance des Impacts en phase de construction

Impact/intensité		Récepteur	Sensibilité	Importance de l'impact
Déchets non dangereux	Moyenne	Travailleurs et populations avoisinantes	Moyenne	Modérée
		Sol	Moyenne	Modérée
		Eaux superficielles / bassin d'infiltration	Faible	Mineure
Déchets dangereux	Moyenne	Sol	Moyenne	Modérée
		Eaux superficielles / bassin d'infiltration	Faible	Mineure
		Infrastructure de traitement de déchets, opérateurs agréés pour la collecte et l'élimination des DD	Moyenne	Modérée
Déchets verts	Faible	Travailleurs et populations avoisinantes	Négligeable	Négligeable
		Sol	Faible	Négligeable
Matières	Faible	Infrastructure de traitement de déchets	Forte	Modérée

Impact/intensité		Récepteur	Sensibilité	Importance de l'impact
dangereuses		(locale – déchets dangereux non acceptés), opérateurs agréés pour la collecte et l'élimination des DD		
		Eaux superficielles / bassin d'infiltration	Faible	Négligeable
		Travailleurs	Forte	Modérée

■ Mesures d'atténuation

Les mesures d'atténuation prévues se rapportent à la fois aux matières dangereuses et non dangereuses, ainsi qu'aux déchets dangereux et non dangereux. Tandis que certaines mesures d'atténuation sont spécifiques, de nombreuses mesures s'appliquent aux deux et par conséquent, cette section ne considère pas ces mesures séparément, sauf indication contraire.

Vu la superficie et la taille du site, les volumes des déchets reste réduits. Certains déchets peuvent être partiellement réutilisé comme le mouvement de terre pour les remblais-déblais et l'asphalte (fraisât) issue du rabotage de la chaussée en pourcentage dans la confection des enrobés. Les autres déchets BTP seront acheminés vers la décharge de Mediouna pour enfouissement par le concessionnaire AVERDA.

En phase de construction, le CRCS et ses entreprises sous-traitantes devront préparer les documents suivants :

- Un registre de gestion des déchets qui tiendra compte de la nature des déchets produits : déchets industriels banals et déchets dangereux
- Plan de préparation et réaction aux situations d'urgence.

Ces documents comporteront, au minimum, les mesures d'atténuation incluses dans le tableau ci-dessous.

■ Atténuation

Tableau 8.28 Déchet – mesure d'atténuation en phase de construction

Impact/Source	Mesure d'atténuation	Responsabilité	Phase
Volumes / Quantités de déchets solides	Mise en place d'un registre de gestion des déchets spécifique au site, y compris les déchets dangereux et non dangereux des informations sur les quantités, les types de solutions de gestion (selon la hiérarchie de gestion des déchets décrite dans la section de référence), les opérateurs, l'élimination/la destination finale, etc.)	CRCS/entreprise	Travaux
	Les déchets de maçonnerie pourront être réutilisés dans la construction le cas échéant	CRCS/entreprise	Travaux
	Le recyclage des déchets métalliques sera privilégié en fonction du volume de ces déchets et en fonction des filières potentielles de valorisation.	CRCS/entreprise	Travaux
	Dans la mesure du possible, les produits chimiques doivent être commandés dans des fûts réutilisables	CRCS/entreprise	Travaux
	Des contenants réutilisables seront utilisés, si possible, pour la collecte des déchets solides et liquides	CRCS/entreprise	Travaux
	Des responsables HQSE devront faire partie de l'équipe de la maîtrise d'ouvrage déléguée environnemental (qui sera assuré par le responsable QHSE de l'AREP).	CRCS/entreprise	Travaux
Nettoyage	Flux de déchets séparés pour faciliter le recyclage. Toutes les zones d'entreposage doivent être bien organisées et les déchets gérés de façon appropriée grâce à la séparation des déchets dangereux et non dangereux. Un registre des déchets sera conservé sur le site et contiendra, au minimum, des informations sur les quantités, les types de solutions de gestion (selon la hiérarchie de gestion des déchets décrite dans la section de référence), les opérateurs, l'élimination/la destination finale, etc.)	CRCS/entreprise	Travaux
	Installer des installations d'entreposage adéquates pour les déchets non dangereux dans les zones désignées pour éviter qu'ils ne soient dispersés dans tout le site	CRCS/entreprise	Travaux
Entreposage des déchets	Tous les déchets ménagers et assimilés seront entreposés dans un bac de collecte disposant d'un couvercle pour empêcher l'accès des oiseaux/vermines/parasites. Ces déchets seront collectés par le service de collecte d'Averda	CRCS/entreprise	Travaux
	Les déchets légers comme le papier, le carton, les matières plastiques pourront être entreposés dans un bac de collecte spécifique le cas échéant..	CRCS/entreprise	Travaux
	Différentes poubelles pour chaque catégorie distincte d'ordure (les déchets alimentaires ou ménagers), seront placées sur le site aux endroits où les ouvriers de la construction et le personnel consomment la nourriture. Des poubelles portatives distinctes seront également placées dans les zones où des travaux seront entrepris.	CRCS/entreprise	Travaux
	Aucun conteneur de déchets souterrain ne sera mis en place.	CRCS/entreprise	Travaux

Impact/Source	Mesure d'atténuation	Responsabilité	Phase
	Les conteneurs de déchets seront clairement identifiés avec des étiquettes appropriées décrivant avec précision leur contenu et les consignes de sécurité détaillées. Les étiquettes seront hydrofuges et solidement fixées. Dans la mesure du possible, les produits chimiques seront conservés dans leur contenant d'origine	CRCS/entreprise	Travaux
	Une formation régulière du personnel du site sur la gestion des déchets et les procédures de manipulation des produits chimiques correctes sera dispensée à intervalles réguliers.	CRCS/entreprise	Travaux
	L'incinération/la combustion des déchets n'est pas autorisée.	CRCS/entreprise	Travaux
Boues et déchets de curage des réseaux,	Les boues et déchets résultants des travaux de curage des réseaux d'assainissement seront mis dans des sacs biodégradables étanches et évacués vers la décharge autorisée la plus proche.	CRCS/entreprise	Travaux
Gestion des déchets de décapage et destruction des arbres existants	Stockage de la terre végétale pour une éventuelle réutilisation au niveau des espaces verts à créer	CRCS/entreprise	Travaux
	Le personnel en charge des travaux doit être sensibilisé afin de réduire les risques de destruction des arbres ou l'incinération des déchets de décapage.	CRCS/entreprise	Travaux
	Garder dans la mesure du possible les palmiers et les arbres existants. Dans le cas contraire envisager la transplantation ou la destruction avec valorisation du bois.	CRCS/entreprise	Travaux
Déchets réutilisables et recyclables	Les déchets d'asphalte résultants du rabotage (1 à 2 cm) de certains endroits de la voirie seront partiellement réutilisés sous des conditions techniques justifiées par des essais de laboratoire..	CRCS/entreprise	Travaux
Déchets dangereux et Matières dangereuses	Mise en œuvre des procédures des meilleurs pratiques et de la réglementation en ce qui concerne la manipulation adéquate, la mise en place de zones sécurisées d'entreposage temporaire, et l'élimination des déchets par des entreprises agréées.	CRCS/entreprise	Travaux
	Les déchets dangereux seront éliminés d'une manière respectueuse de l'environnement et par l'opérateur de déchets dangereux agréé.	CRCS/entreprise	Travaux
	Les matériaux seront séparés selon qu'ils soient combustibles ou non, et toutes les substances inflammables devront être tenus à l'écart de toute source d'inflammation.	CRCS/entreprise	Travaux
	Aucun conteneur de matières dangereuses souterrain ne sera mis en place. Les stockages de matières dangereuses seront situés dans une zone dédiée clôturée avec un système de drainage des eaux pluies séparé et couvert pour empêcher l'eau de pluie d'entrer dans la zone. Cette zone d'entreposage de matières dangereuses tiendra en compte les risques potentiels (par exemple, les accidents de la circulation/collisions, les chutes d'objets, le système de drainage, etc.).	CRCS/entreprise	Travaux
	En cas de stockage de matières dangereuses sur site, mise en place des bacs de rétention pour l'entreposage de matières dangereuses. Les zones de rétention auront la capacité de contenir 110 % du volume total des matières entreposées et seront protégées de la circulation des véhicules et des autres risques. Cette zone doit être placée à l'écart de toute source d'inflammation.	CRCS/entreprise	Travaux
	Les conteneurs de matières dangereuses seront clairement identifiés avec des étiquettes d'avertissement appropriées décrivant avec précision leur contenu, les spécifications techniques	CRCS/entreprise	Travaux

Impact/Source	Mesure d'atténuation	Responsabilité	Phase
	détaillées et les consignes de sécurité. Les étiquettes seront hydrofuges et solidement fixées. Dans la mesure du possible, les matières dangereuses seront conservées dans leur contenant d'origine.		
	Les matières dangereuses ne seront transportées vers le site ou hors de celui-ci que par un opérateur agréé. Ce fournisseur de services suivra les protocoles appropriés pour veiller à ce que toutes les matières dangereuses soient transportées et transférées conformément aux réglementations environnementales en vigueur. Un registre de toutes les matières dangereuses sera conservé sur place.	CRCS/entreprise	Travaux
	Seul le personnel qualifié est autorisé à manipuler les matières dangereuses.	CRCS/entreprise	Travaux
	Suppression / substitution des produits les plus toxiques en se basant sur les Fiches de Données de Sécurité (FDS) ;	CRCS/entreprise	Travaux
Installations de gestion des déchets	Seules les installations et les infrastructures de gestion de déchets agréées doivent être utilisées pour l'élimination des déchets dangereux et non dangereux, respectivement.	CRCS/entreprise	Travaux

■ Évaluation de l'impact résiduel

Les impacts résiduels concernant les déchets dangereux et non dangereux sont faibles après la mise en œuvre des mesures d'atténuation

8.3.7.2 Phase exploitation

■ Impact potentiel

Pour la phase d'exploitation du projet, comme évoqué précédemment, les déchets générés seront de différents types, et sont les suivants :

- Les déchets industriels banals : Cuir, papier, carton, emballages, poussière de coupe, etc...
- Les matières spéciales telles que les récipients de colle, outils et éléments souillés par la colle, produits de maintenance, et hydrocarbures,
- Les déchets ménagers issus des réfectoires et restaurants
- Les déchets verts issus de la maintenance des espaces verts.
- Les déchets médicaux issus des activités du centre de soin

Une mauvaise gestion de ces déchets pourra produire des impacts olfactifs et sanitaires sur les employés et les riverains. Elle pourra également impacter les employés en contact avec ces déchets et/ou ces matières dangereuses.

Un mauvais stockage des déchets ménagers peut causer la production du lixiviat.

■ Évaluation de l'impact

Les industries du cuir installées au niveau de la zone génèrent des déchets solides de différents types, leurs impacts est variable en fonction de la catégorie des déchets.

Déchets industriels banals

Les déchets industriels banals peuvent être valorisables, les déchets d'emballages seront récupérés par l'unité logistique de récupération des déchets d'emballage installée sur le site, lesdits déchets seront transférés vers des unités de recyclages spécialisés. L'impact lié à cette catégorie est donc moins nocif que les autres types des déchets produits. Les autres types de DIB relevant de cette catégorie devront être pris en charge par des sociétés spécialisées.

Les chutes de cuir, liées à la phase de découpe peuvent être triées au mieux. Les chutes suffisamment grandes peuvent être collectées et valorisées dans la fabrication des petites pièces (porte monnaies, portefeuille, élément de décoration,...) ce qui permettra de créer une source de revenu pour les bénéficiaires et une minimisation des émissions atmosphériques, liées à la valorisation énergétique de ces déchets au niveau des cimenteries

Déchets dangereux

Les déchets Industriels dangereux nécessitent des modalités particulières de collecte et de traitement car ils contiennent des éléments polluants pour l'eau, l'air ou les sols.

Leur traitement doit en outre répondre aux contraintes réglementaires propres à chaque filière, en termes de responsabilité, de traçabilité et de méthodologie

Déchets ménagers et assimilés

La gestion inadaptée des déchets ménagers et assimilés peut engendrer des nuisances olfactives suite à la dégradation anaérobie desdits déchets.

L'inhalation du sulfure d'hydrogène à de faible concentration est inoffensive pour la santé, malgré tout l'odeur reste très nauséabonde.

Les déchets ménagers et assimilés produits seront transférés par AVERDA à la décharge contrôlée de Casablanca.

Déchets verts

Vu la superficie des espaces verts de la zone et le type de végétation qu'il accueille, le volume des déchets verts produits suite à la maintenance de cette dernière est très réduit.

Les déchets verts produits seront transférés par AVERDA vers l'unité de compostage située à Casablanca.

Un stockage des produits chimiques rigoureux

Le stockage de nombreux produits chimiques présente des risques. La réduction de ces derniers passe par une réflexion sur la structure du local, sur les modalités de rangement et sur les incompatibilités entre les produits. Des procédures de stockage non adaptées peuvent entraîner une fragilisation des emballages à l'origine de fuites ou de ruptures accidentelles, de pollution, de réactions dangereuses ou d'accidents ou induire une modification ou une dégradation des produits qui le rendent plus dangereux car ils peuvent libérer des vapeurs inflammables ou nocives.

L'empilement doit être stable et sa hauteur ne doit pas affecter l'intégrité des emballages.

Le stockage des bidons et autres sacs ou récipients, doit se faire dans un local ventilé par un système de ventilation mécanique, à l'abri de la chaleur et de l'humidité, et tous les conteneurs de produits chimiques doivent toujours être bien refermés et doivent disposer de bacs de rétention de volume égal à 110% du volume de stockage et régulièrement vidés si nécessaire.

L'installation électrique du local de stockage doit être réalisée avec du matériel utilisable en atmosphère explosive.

Il faut stocker les plus faibles quantités de produits possibles car le risque d'incident ou d'accident croît avec la durée et le volume de stockage.

Tableau 8.29 Gestion des déchets - Importance des Impacts en phase d'exploitation

Impact et intensité		Récepteur	Sensibilité	Importance de l'impact
Nuisances issues des déchets spéciaux	Faible	Opérateurs zone de stockage des déchets spéciaux	Forte	Modérée
Déchet dangereux produit à cause de la mauvaise gestion du stock - déversement accidentel	Faible	Opérateurs zone de stockage des déchets spéciaux	Forte	Modérée
Nuisances olfactives issues des déchets ménagers	Moyenne	Zone de stockage des déchets ménagers/ zones avoisinantes à ces dernières	Moyenne	Modérée
		Employés sur site/ riverains	Moyenne	Modérée
Encombrement des déchets industriels banals	Faible	Zone de stockage interne des unités de production / l'unité logistique de récupération des déchets	Faible	Négligeable
Encombrement des déchets verts	Faible	Occupants de la zone	Faible	Négligeable

■ Atténuation

Tableau 8.30 Gestion des déchets solides – mesure d'atténuation en phase d'exploitation

Impact / Source	Mesures d'atténuation	Responsabilité	Phase
Collecte des déchets ménagers et assimilés	La SDR coordonnera avec la commune et les services de collecte des déchets pour l'organisation de la collecte des déchets ménagers et assimilés et intégrer la Parc industriel dans le circuit de collecte d'AVERDA. La destination finale de ces déchets est la décharge de Médiouna.	SDR	Exploitation
Production des déchets au sein des unités industrielles	Chaque unité industrielle devra élaborer un plan de gestion de tous ses déchets en conformité avec la réglementation et en ligne avec les directives EHS de la SFI en particulier les chapitres 1.5 et 1.6. Ce plan devra identifier le type de déchets, les volumes produits, les moyens et zones de stockage intermédiaire et les filières d'élimination. Il sera mis à jour annuellement tenant compte des évolutions potentielles de l'activité industrielle.	Industriel	Exploitation
	Chaque unité industrielle devra tenir un registre des déchets conservé sur le site et consultable et qui contiendra, au minimum, des informations sur les quantités, les types de solutions de gestion, les opérateurs, l'élimination/la destination finale, etc.	Industriel	Conception
	Le plan de gestion de déchets devra présenter les actions proposées pour réduire la quantité des déchets produits tel que par exemple : la commande de matériaux disposant d'emballages réutilisables et/ou se trouvant en vrac qui peut réduire les déchets générés ; dans la mesure du possible commander des produits chimiques dans des fûts réutilisables, etc...	Gestionnaire/Industriel	Exploitation
	Le plan de gestion des déchets devra s'assurer de la mise en œuvre des procédures des meilleures pratiques et de la réglementation en ce qui concerne la manipulation adéquate, la mise en place de zones sécurisées d'entreposage temporaire, et l'élimination des déchets par des entreprises agréées. Le plan de gestion des déchets devra s'assurer que toutes les zones d'entreposage soient bien organisées et les déchets gérés de façon appropriée grâce à la séparation des déchets dangereux et non dangereux. Les déchets dans chaque catégorie seront encore séparés par type (Cuir, textile, papier, plastique, métal) et en fonction du fait que le matériau soit recyclable ou non.	Industriel	Exploitation
	Le plan de gestion des déchets sera validé par la SDR	Industriel	Exploitation

Impact / Source	Mesures d'atténuation	Responsabilité	Phase
	La SDR établira un contrat d'exploitation avec une société de services pour l'exploitation de l'unité logistique de récupération des déchets d'emballage installée sur le site. Ce contrat intégrera les bonnes pratiques à mettre en place pour la gestion des déchets. Le prestataire de service devra établir un plan de gestion des déchets qui sera validé par la SDR.	Industriel	Exploitation
	Les unités industrielles seront incitées à réutiliser et/ou recycler les déchets industriels banals en fonction de la disponibilité des filières : - Valorisation des chutes suffisamment grandes qui peuvent être collectées et valorisées dans la fabrication des petites pièces - Valorisation calorifiques au niveau des cimentiers des différents déchets de cuir - Gestion des déchets d'emballage par l'unité logistique	Industriel	Exploitation
	L'incinération/la combustion des déchets sur site ne sera pas autorisée	Gestionnaire/Industriel	Exploitation
DASRI	Les déchets des activités à risque infectieux du centre de soin au sein du bâtiment de service seront collectés et éliminés en conformité avec la réglementation. La collecte et l'élimination de ces déchets sera déléguée à un prestataire agréé.	Gestionnaire	Exploitation
Déchets dangereux et Matières dangereuses	Chaque unité industrielle établira un plan de gestion des matières dangereuses en conformité avec la réglementation et en ligne avec les directives EHS de la SFI (Chapitre 1.5)	Industriel	Exploitation
	Le plan de gestion des matières dangereuses devra comprendre a minima : - les mesures prises pour le stockage des matières dangereuses, en particulier : o Mise en place de bacs de rétention pour l'entreposage de matières dangereuses. o Les zones de rétention auront la capacité de contenir 110 % du volume total des matières entreposées et seront protégées de la circulation des véhicules et des autres risques. Cette zone doit être placée à l'écart de toute source d'inflammation. o Les zones de stockages seront imperméabilisées à la base et devront être couvertes et équipée de kits d'intervention en cas de déversement.	Industriel	Exploitation

Impact / Source	Mesures d'atténuation	Responsabilité	Phase
	<ul style="list-style-type: none"> - Les matériaux seront séparés selon qu'ils soient combustibles ou non, et toutes les substances inflammables devront être tenus à l'écart de toute source d'inflammation. - Les conteneurs de matières dangereuses seront clairement identifiés avec des étiquettes d'avertissement appropriées décrivant avec précision leur contenu, les spécifications techniques détaillées et les consignes de sécurité. Les étiquettes seront hydrofuges et solidement fixées. Dans la mesure du possible, les matières dangereuses seront conservées dans leur contenant d'origine - Les matières dangereuses ne seront transportées vers le site, hors de celui-ci, que par un opérateur agréé approprié - Seul le personnel qualifié est autorisé à manipuler les matières dangereuses. - Prise en compte des risques des produits stockés dans la conception des zones de stockage des matières dangereuses - Disponibilité des Fiches de Données Sécurité pour chaque produit 		
	Le plan d'Action environnemental devra intégrer un plan d'intervention d'urgence en cas d'incident ou de déversement accidentel des matières dangereuses	Industriel	Exploitation

8.3.8 Impact sur la biodiversité

■ Contexte

La protection et la conservation de la biodiversité, le maintien des services écosystémiques, et la gestion durable des ressources naturelles vivantes sont un des éléments du développement durable.

Les impacts sur la biodiversité peuvent souvent nuire à la prestation des services écosystémiques, en affectant les êtres humains et la biodiversité.

Les investigations du terrain ont montré que le site est situé au niveau d'une zone fortement anthropisée où des activités de défrichage ont été déjà entrepris lors de la préparation des lots constituant la future zone industrielle d'Ahl Loughlam. Le site du projet n'abrite aucune espèce faunistique ou floristique d'une grande valeur patrimoniale.

8.3.8.1 Phase construction

■ Impact potentiel sur la faune et la flore

Le projet est situé dans une zone urbaine fortement modifiée par les activités humaines. L'environnement immédiat du projet est artificialisé et très pauvre en espèce. Toutefois, durant la phase des travaux, la préparation des différents lots de terrain pour la construction des bâtiments nécessite des travaux de décapage et quelques travaux de terrassement.

Lors des travaux de la préparation du sol, une attention particulière devra être accordée aux rares pieds d'arbres identifiés qui pourront être transplantés le cas échéant.

Quant à la faune, aucune espèce sensible n'a été identifiée. En outre, le projet est situé loin des zones humides ou zones écologiques. Toutefois, le passage des camions pourra entraîner la mort des animaux de la rue (chats, chiens, troupeaux du voisinage).

■ Évaluation de l'impact

Tableau 8.31 Évaluation de la sévérité de l'impact sur la biodiversité-Phase travaux

Impact / intensité		Récepteur	Sensibilité	Importance de l'impact
Destruction des arbres existants	Faible	Les arbres existants	Faible	Négligeable
Perturbation de la faune	Négligeable	La faune existante	Insignifiante	Négligeable

■ Atténuation

Les mesures d'atténuation pour la biodiversité de présentent comme suit :

Tableau 8.32 Mesures d'atténuation - Biodiversité- Phase travaux

Impact potentiel	Mesures d'atténuation	Responsabilité	Phase
Destructions des arbres et palmiers	Stockage de la terre végétale pour une éventuelle réutilisation au niveau des espaces verts à créer	Entreprise des travaux	Travaux
	Garder dans la mesure du possible des palmiers et les arbres existants Dans le cas contraire envisager la transplantation ou la destruction avec valorisation du bois.	CRCS	Conception
Perturbation de la faune	Limiter la vitesse des engins afin d'éviter les risques de mortalité des animaux (chats, moutons, ...)	Entreprise des travaux	Travaux
	Clôturer l'enceinte du chantier	Entreprise des travaux	Travaux

■ Évaluation de l'impact résiduel

Après application des mesures d'atténuation, l'impact résiduel est négligeable pour les impacts liés à la flore et à la faune.

8.3.8.2 Phase exploitation

■ Impact potentiel sur la faune et la flore

L'impact négatif sur la faune et la flore en phase d'exploitation est insignifiant. Par contre, l'impact est potentiellement positif car la mise en place du projet prévoit l'aménagement d'un espace vert et la plantation d'arbres le long des voiries.

■ Évaluation de l'impact

L'impact lié à la perturbation de la faune et la flore en phase d'exploitation par le projet est très négligeable voire insignifiant.

L'impact sur la biodiversité est plutôt positif, le type d'espace vert et le choix des espèces pourra embellir davantage le milieu environnant. Le recours vers des aménagements paysagers qui maximise les espaces verts comme les jardins verticaux, les jardinières suspendues, parking végétalisé ou d'autres astuces qui permettront de compenser le manque d'espace au sol.

Tableau 8.33 Évaluation de la sévérité de l'impact sur la biodiversité-Phase exploitation

Impact / intensité		Récepteur	Sensibilité	Importance de l'impact
Perturbation de la faune et la flore	Négligeable	Flore et faune	Négligeable	Insignifiante
Modification des milieux par mise en place des espaces verts	-	Milieu environnant	Impact positif	

■ Atténuation

Les mesures d'atténuation pour la biodiversité de présentent en phase d'exploitation comme suit :

Tableau 8.34 Mesures d'atténuation - Biodiversité- Phase travaux

Impact potentiel	Mesures d'atténuation	Responsabilité	Phase
Modification des milieux et perturbation de la faune et la flore	Mettre en place des espèces végétales adaptées au climat de la ville et moins consommatrice en eau.	SDR	Phase de conception
	Pour les espaces verts, les espèces invasives autres que les espèces endémiques ne seront pas autorisées	SDR	Phase de conception
	Mettre des clôtures autour de la zone industrielle afin d'éviter l'infiltration des animaux du voisinage.	SDR	Phase de conception
	Recours à un aménagement astucieux permettant de maximiser les espaces verts dans la future zone industrielle	SDR	Phase de conception
Herbicides et pesticides	Un programme intégré de lutte antiparasitaire sera mis en place évitant le recours aux pesticides et herbicides. Si le désherbage est nécessaire, il sera effectué manuellement et/ou mécaniquement. Seuls les pesticides à faible toxicité qui ne représentent pas une menace pour la santé humaine ou l'environnement, et qui n'affecteront pas les ennemis naturels des parasites. La gestion et l'élimination des pesticides seront conformes aux bonnes pratiques internationales du secteur, telles que le Code de conduite international pour la distribution et l'utilisation des pesticides de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Tous les produits chimiques, y compris les substances qui appauvrissent la couche d'ozone et les polluants organiques persistants, les pesticides classés dans la Classe Ia (extrêmement dangereux), Ib (très dangereux) ou II (moyennement dangereux) sont interdits.	SDR/ industriel	Exploitation

■ Évaluation de l'impact résiduel

Étant donné que l'impact négatif sur la biodiversité est très négligeable, l'impact résiduel est également insignifiant. L'impact durant cette phase est positif.

8.3.9 Usages fonciers

■ Contexte

Le projet s'étend sur une superficie de 10 ha 20a 24ca répartie en 5 lots situés au niveau de l'arrondissement de Sidi Moumen. L'assiette foncière n°1.4 644/D2 objet du projet a été acquise par le conseil régional de Casablanca-Settat auprès d'Al Omrane suite à une convention entérinée le 5 septembre 2019 par le Ministère de l'intérieur.

En termes d'usage des sols, la note de renseignement délivrée par l'Agence urbaine de Casablanca montre que le site actuel du projet est classé en Zone « I2s1 » soit une zone pouvant recevoir des activités industrielle, artisanales, tertiaires ou commerciale selon la réglementation urbanistique.

L'impact sur les usages foncier est évalué et traité dès la phase de conception du projet. Les travaux devront être entamés sur un foncier assaini dont l'usage est en harmonie avec les objectifs de développement urbain de la zone.

■ Impact potentiel

Il n'y a donc pas d'impact sur le foncier ni en phase de construction ni en phase d'exploitation.

8.3.10 Activités économiques et l'emploi

■ Contexte

Le développement de ce type de projet a des effets importants sur les conditions socio-économiques des populations par notamment de la création d'emploi et de différents services.

8.3.10.1 Phase construction

■ Impact potentiel

Le principal impact économique positif au cours de la construction du projet est la création de l'emploi. Le projet est situé au niveau d'une zone de logement économique qui constitue un bassin d'emploi très important. En effet, le projet permettra de créer de l'emploi (40 à 250 emplois selon la période) pour la population locale homme ou femme durant ces différentes phases de développement en respectant les conditions de travail et de l'inclusion sociale. Les retombées économiques du projet sur l'emploi et l'activité économique en générale se présentent comme suit :

- Le développement d'activités économiques et la création d'emploi directs de chantier ;
- Le développement des activités et la création d'emplois indirects de chantier pour les fournitures et les activités amont ;
- Le développement des activités de restauration à proximité des chantiers ;
- Le transfert de compétences et de technologies en assurant des formations aux profits des travailleurs sur le site.

Les différents impacts positifs identifiés du projet pourront dépasser le niveau local et se manifester à l'échelle de toute la ville de Casablanca.

L'arrivée de personnes étrangères sur le site peut engendrer des incompréhensions culturelles qui peuvent nuire à la communauté.

La présence d'une main d'œuvre importante et la proximité de la population constituent un facteur de risques de développement de maladies contagieuses (Type COVID 19) avec des impacts sur la santé des communautés.

Évaluation de l'impact

Tableau 8.35 Évaluation de la sévérité de l'impact sur l'activité économique et l'emploi-Phase travaux

Impact / intensité		Récepteur	Sensibilité	Importance de l'impact
Création d'emploi local	Forte –Positif	Population locale / jeunes de la région	Moyenne	Majeure – Positif
Diffusion de Compétences et formation des travailleurs	Forte –Positif	Économie locale et régionale	Faible	Modéré – Positif
Dynamique de l'économie locale : développement des activités autour du chantier	Moyenne – Positif	Économie locale et régionale	Faible	Mineur – Positif
Dynamique régionale ; entreprises de construction et d'approvisionnement des matériaux	Moyenne – Positif	Économie locale et régionale	Faible	Mineur – Positif
Diversité culturelle	Négligeable	Population locale – main d'œuvre étrangère	Faible	Négligeable
Le non-respect des conditions du travail et l'inclusion sociale	Moyenne	Travailleurs sur site	Moyenne	Modéré

■ Atténuation

Les mesures d'atténuation proposées pour l'activité économique et l'emploi en phase de travaux se présentent comme suit :

Tableau 8.36 : Mesures d'atténuation – Activités économiques et emploi - Phase travaux

Impact potentiel	Mesures d'atténuation	Responsabilité	Phase
Création d'emploi local	Favoriser dans la mesure de possible l'embauche de travailleurs locaux sous condition qu'ils soient candidats et qu'ils puissent répondre aux exigences requises. L'emploi des femmes et des groupes vulnérables sera spécifiquement ciblé quand c'est possible	Conseil régionale de Casablanca-Settat / entreprise des travaux	Phase de recrutement/travaux
	L'entreprise veillera au respect des conditions de travail des employés et de recrutement qui doivent être alignées sur le code de travail et les normes de la SFI .	Conseil régionale de Casablanca-Settat / entreprise des travaux	Phase de recrutement / travaux
Le non-respect des conditions du travail et l'inclusion sociale	Les entreprises des travaux et les sous-traitants sont soumis aux obligations prévues par les lois et règlements en vigueur régissant notamment : le recrutement et le paiement des ouvriers ; les droits sociaux, l'hygiène, la sécurité des ouvriers et la couverture des accidents de travail ; la couverture médicale de son personnel »	Conseil régionale de Casablanca-Settat / entreprise des travaux	Phase de recrutement / travaux
Conditions de travail / qualité de vie des ouvriers	Veiller à la mise en œuvre des équipements sanitaires et de restauration adaptés (voir les mesures proposées au niveau du paragraphe 8.3.12)	Conseil régionale de Casablanca-Settat / entreprise des travaux	Phase travaux
Dissémination des compétences.	Les employés recevront une formation en santé sécurité et en hygiène-santé du travail pour améliorer le développement des compétences.	Conseil régionale de Casablanca-Settat / entreprise des travaux	Phase travaux
Diversité culturelle	En cas de présence de personnel étranger, l'entreprise informera la main d'œuvre étrangère sur le contexte culturel.	Entreprise des travaux	Phase des travaux
Sécurité des travailleurs	Élaborer et mettre en œuvre une politique de sécurité et un code de conduite pour le personnel de sécurité Appliquer les normes de sécurité en vigueur en matière de de recrutement (fiches anthropométriques, etc.)	Entreprise des travaux/ sous-traitants	Phase des travaux

Impact potentiel	Mesures d'atténuation	Responsabilité	Phase
	Le fournisseur de sécurité et son personnel respecteront le code de conduite international en matière de droits de l'homme. Seuls les membres du personnel de sécurité et les entreprises sans infractions aux droits de l'homme seront employés	Entreprise des travaux/ sous-traitants	Phase des travaux

■ Évaluation de l'impact résiduel

L'impact négatif sur l'emploi est lié généralement au non-respect des conditions du travail et l'inclusion sociale. Étant donné que cet impact est modéré, l'impact résiduel après l'application de la mesure est faible.

8.3.10.2 Phase exploitation

■ Impact potentiel

La mise en place de la zone industrielle d'Ahl Loughlam abritera plusieurs entreprises opérant dans le domaine du cuir. Ces entreprises contribueront à la création d'un emploi durable au profit des femmes et des jeunes de la région.

En plus, le secteur du cuir emploie directement à travers ses différentes filières 20 530 employés. Ce chiffre rapporté au nombre d'unités recensées nous donne une moyenne d'à peu près 60 employés par unité. Le sous-secteur Chaussures occupe la place la plus importante avec un ratio de plus de 75 employés par entreprise.

Le projet de la mise en place du Parc Ahl Loughlam permettra la création d'environ 5400 emplois pendant la phase d'exploitation.

Outre que la création de l'emploi, l'industrie marocaine du cuir est une composante importante du secteur des biens de consommation au Maroc, elle joue un rôle assez important dans l'économie nationale par sa participation dans la création des emplois et l'amélioration de la balance commerciale. La filière Cuir est considérée de ce fait, dans le cadre du Programme Emergence, comme l'un des sept métiers mondiaux du Maroc. L'industrie du cuir au Maroc possède une longue tradition de savoir-faire artisanal qui fait sa renommée internationale. Ce secteur a généré, en 2012, une valeur ajoutée d'environ 1,1 Milliards de DHS, soit 4,6 % du PIB industriel. Les investissements réalisés dans le secteur se sont situés à 159 Millions de DHS en 2012, soit 0,6 % des investissements industriels de transformation. Par ailleurs, les exportations réalisées par le secteur du cuir ont atteint en 2013 la valeur de 3,9 Milliards de DHS. Ces exportations représentent 3,5 % des exportations industrielles et 2,8 % de l'ensemble des exportations du Maroc.

Le projet participera également au renforcement et au développement de la chaîne de valeur depuis l'élevage jusqu'à la transformation et la fabrication, à l'échelle locale, régionale voire même nationale.

Le projet prévoit dans la mesure de possible la mise en place d'un centre de santé, d'une pharmacie, d'un restaurant, d'un kiosque de restauration, d'une agence bancaire, d'une agence d'intérim et d'une crèche. Il est envisagé d'ouvrir ces services aux populations riveraines.

Le projet participera alors à la création d'emploi direct et indirect au cours sa phase d'exploitation. Les retombées indirectes résident dans la dynamisation de l'économie locale par la création des activités économiques autour du projet comme les activités de restaurations ou des épiceries. En outre, l'exploitation de la zone industrielle d'Ahl Loughlam nécessite des prestations comme le gardiennage/sécurité, entretien des espaces verts, nettoyage etc. Ces prestations seront demandées auprès des sociétés locales ce qui participera pleinement dans leur développement économique.

■ Évaluation de l'impact

Tableau 8.37 : Évaluation de la sévérité de l'impact sur l'activité économique et l'emploi- Phase exploitation

Impact / intensité		Récepteur	Sensibilité	Importance de l'impact
Création d'emploi local	Forte –Positif	Population locale / jeunes de la région	Moyenne	Majeure – Positif
Diffusion de Compétences et formation des travailleurs	Forte –Positif	économie locale et régionale	Faible	Modéré – Positif
Dynamique de l'économie locale : logement et achat des biens	Moyenne – Positif	économie locale et régionale	Faible	Mineur – Positif
Dynamique régionale ; chaîne de valeur	Moyenne – Positif	économie locale et régionale	Faible	Mineur – Positif
Conflit des travailleurs	Faible	Population locale – employés étrangers	Moyenne	Mineure
Le non-respect des conditions du travail et l'inclusion sociale	Moyenne	Les employés des entreprises	Moyenne	Modéré

■ Atténuation

Les mesures d'atténuation proposées pour l'activité économique et l'emploi en phase de travaux se présentent comme suit :

Tableau 8.38 : Mesures d'atténuation – Activités économiques et emploi – phase d'exploitation

Impact potentiel	Mesures d'atténuation	Responsabilité	Phase
Création d'emploi local	Mise en place d'une agence d'intérim au niveau du bâtiment de services afin d'aider les entreprises à pourvoir à leurs demandes et offrir des opportunités aux demandeurs.	Conseil régionale de Casablanca-Settat / FEDIC/ entreprises locataires	Phase de recrutement/trav aux
	Améliorer les conditions de travail des femmes au sein des unités industrielles par la mise en place de services de garde d'enfant (crèche) au sein du bâtiment d'activités.	Conseil régionale de Casablanca-Settat / FEDIC/ entreprises locataires	Phase de recrutement / Phase exploitation
Le non-respect des conditions du travail et l'inclusion sociale	Les aménagements de la zone industrielle devront tenir compte des besoins des personnes à mobilité réduite et en situation de handicap.	Conseil régionale de Casablanca-Settat / FEDIC/ entreprises locataires	Phase de recrutement / Phase exploitation
	Les unités industrielles devront être aménagées en tenant compte des besoins des personnes à mobilité réduite et en situation de handicap.	SDR	Phase exploitation
	Les unités industrielles ne devront pas recourir au travail des enfants	SDR	Phase exploitation
Dissémination des compétences.	La SDR pourra organiser au profit des entreprises du parc industriel des formations en santé sécurité et hygiène-santé du travail pour améliorer le développement des compétences.	SDR	Phase exploitation
Diversité culturelle	La SDR pourra proposer pour les employés étrangers des unités industrielles des sessions de sensibilisation au contexte culturel.	SDR	Phase exploitation
Sécurité des travailleurs	Le fournisseur de sécurité et son personnel respecteront le code de conduite international en matière de droits de l'homme. Seuls les membres du personnel de sécurité et les entreprises sans infractions aux droits de l'homme seront employés.	Conseil régional de Casablanca-Settat/ FEDIC/ sous-traitants	Phase exploitation
	Veiller à ce que le personnel de sécurité soit formé sur les bonnes pratiques du métier de gardiennage et surveillance et le secret professionnel.	Conseil régional de Casablanca-Settat/ FEDIC/ sous-traitants	Phase exploitation

■ Évaluation de l'impact résiduel

L'impact négatif sur l'emploi est lié généralement au non-respect des conditions du travail et l'inclusion sociale. Étant donné que l'impact négatif sur l'emploi est modéré, l'impact résiduel négatif après l'application des mesures est faible et l'impact positif est fort.

8.3.11 Utilisation et l'accès aux ressources

L'accès aux ressources naturelles a pour objectif d'évaluer la pression qu'exercera le projet sur les différentes ressources en particulier. Pour le projet du parc industriel Ahl Loughlam, il s'agit essentiellement des matériaux utilisés pour la construction et des matières utilisées par les industriels ainsi que les ressources en eaux et les ressources énergétiques.

8.3.11.1 Phase construction

■ Contexte

En phase de construction, les besoins en eau sont de 50m³/jour et pourront être fournis par le réseau eau potable de la Lydec. La ressource est disponible et son utilisation n'affectera pas les autres usages.

De même l'alimentation électrique à partir du réseau Lydec n'affectera pas les autres usages. L'ampleur du chantier ne va pas engendrer une très forte consommation d'hydrocarbures.

Les matériaux sont essentiellement de la charpente métallique et de la toiture métallique produite localement. Le béton et les matériaux de remblai sont également produits localement.

L'estimation globale du volume du déblai/remblai s'élève à environ 40 000 m³ du déblai et 90 000 m³ de remblai sur la durée du chantier.

■ Évaluation de l'impact

Compte tenu de l'ampleur du chantier, l'intensité de l'impact est faible pour l'eau, l'énergie et les matériaux.

Tableau 8.39 : Évaluation de la sévérité de l'impact sur l'utilisation et l'accès aux ressources - Phase travaux

Impact / intensité		Récepteur	Sensibilité	Importance de l'impact
Consommation en eau	Faible	Ressource en eau	Faible	Négligeable
Consommation électrique	Faible	Ressources énergétiques	Faible	Négligeable
Consommation en hydrocarbures	Faible	Ressources énergétiques	Faible	Négligeable
Consommation de matériaux	Faible	Matériaux	Faible	Négligeable

■ Atténuation

Tableau 8.40 : Utilisation et accès aux ressources – Mesures d'atténuation en phase de travaux

Impact	Atténuation	Responsabilité	Phase
Consommation eau, énergie	Sensibiliser les employés sur chantier à la consommation en eau et en énergie (fermer les robinets, éteindre les lumières/climatisation des installations bureaux, etc...)	CRCS/entreprise de travaux	Travaux
	Encourager l'utilisation de panneaux photovoltaïques sur les installations de chantier	Entreprise de travaux	Travaux
	Contrôler les fuites d'eau des approvisionnements sur	Entreprise de	Travaux

Impact	Atténuation	Responsabilité	Phase
	chantier	travaux	
	Arrêter les moteurs des engins en cas de non utilisation pendant 15 minutes	Entreprise de travaux	Travaux
Matériaux	Prévoir des matériaux « respectueux » de l'environnement pour la construction	CRCS	Conception
	Les matériaux d'emprunt devront venir d'installations autorisées	Entreprise de travaux	Travaux

8.3.11.2 Phase exploitation

■ Contexte

En phase exploitation, le projet d'Ahl Loughlam va consommer des ressources en eaux, énergétiques et des matériaux.

■ Évaluation de l'impact

La consommation en eau de 33 750 m³ sera fournie par Lydec et n'affectera pas les autres usages de l'eau. En effet cette consommation ne représente qu'une très faible partie de la consommation en eau totale de la ville de Casablanca.

Les unités industrielles mobiliseront de l'énergie électrique qui n'affectera pas les autres usages de la ville. Toutefois des mesures d'efficacité énergétique seront mises en place pour réduire les consommations : mise en place de LED, respect de la réglementation thermique du bâtiment pour le bâtiment de services.

Pour les unités industrielles pour limiter l'impact sur les ressources en cuir, des actions de recyclage pourront être encouragées.

Tableau 8.41 : Évaluation de la sévérité de l'impact sur l'utilisation et l'accès aux ressources - Phase exploitation

Impact et intensité		Récepteur	Sensibilité	Importance de l'impact
Augmentation de la pression sur la ressource en eau	Négligeable	Ressources en eaux en général	Forte	Négligeable
Augmentation de la consommation énergétique	Faible	Ressources énergétiques	Forte	Modérée

■ Atténuation

Tableau 8.42 : Utilisation et accès aux ressources – Mesures d'atténuation en phase d'exploitation

Impact	Atténuation	Responsabilité	Phase
Consommation eau, énergie	Mettre en place des équipements économes en eau (robinets pousseurs, double-chasse) dans les bâtiments industriels et dans le bâtiment de service	Gestionnaire/ industriel	Conception
	Encourager les industriels à réduire les consommations en énergie. La SDR pourra encourager l'organisation de sessions de formation en efficacité énergétique.	Gestionnaire/ industriel	Exploitation
	Concevoir les bâtiments pour réduire les consommations énergétiques Étudier la possibilité de mise en place de	Gestionnaire/ industriel	Conception

Impact	Atténuation	Responsabilité	Phase
	panneaux photovoltaïques pour le bâtiment de services et pour les bâtiments industriels.		
	Mettre en place des LED	Gestionnaire/industriel	Travaux
	Étudier la possibilité de mise en place de lampadaires solaires pour l'éclairage de la zone industrielle	Gestionnaire/industriel	Conception

8.3.12 Infrastructures et Services

■ Contexte

Le terrain est accessible à partir de plusieurs accès :

- À partir de la route nationale N°9 située à 800m au sud du site de projet, via l'avenue principale à double voie (d'environ 20m de largeur) ou/et via une petite ruelle étroite d'environ 10 m de largeur de chaussée.
- À partir de la route provinciale RP 3006 située à 950 m au Nord du site de projet en empruntant une avenue « connue par l'avenue SEVAM » dont la largeur est d'environ 15m.
- À partir de l'autoroute A3 via l'échangeur de Sidi Bernoussi situé à environ 3km du site de projet en empruntant le boulevard Ahl Loughlam et la RP3006.
- À partir de l'autoroute A1 via l'échangeur de Tit Mellil situé à environ 5km du site de projet en empruntant la RN9.

8.3.12.1 Phase construction

■ Évaluation de l'impact

La construction du projet va engendrer un trafic de véhicules légers et poids lourds notamment au niveau de la route d'accès au site. Cependant aucun équipement ne nécessite de transport exceptionnel.

La sollicitation des voies routières sera importante et du trafic et des risques de dégradation existent.

Tableau 8.43 Trafic et transport - Importance des Impacts en phase de construction

Impact/Intensité		Récepteur	Sensibilité	Importance de l'impact
Accroissement du Trafic Sur Les Différentes Voies	Moyenne	RN9	Moyenne	Modérée
		RP3006	Moyenne	Modérée
		A3	Faible	Mineure
		A1	Faible	Mineure

■ Atténuation

Tableau 8.44 Infrastructures et services – mesure d'atténuation en phase d'exploitation

Impact/ Source	Mesures d'atténuation	Responsabilité	Phase
Augmentation de la charge de circulation sur les avenues et rue urbaines et les routes : RP3006, RN9, A3 et A1	Déterminer les voies d'accès désignées pour la livraison de l'équipement, la capacité routière, les points d'entrée / sortie du site, etc	CRCS/entreprise	Travaux
	Assurer une bonne maintenance des véhicules	CRCS/entreprise	Travaux
	Identifier les zones sensibles aux problèmes de sécurité routière et mettre en œuvre les mesures de sécurité routière nécessaires.	CRCS/entreprise	Travaux
	En cas de besoin renforcement de l'accessibilité routière au parc industriel (éventuel élargissement ou établissement de sens de circulation unique pour les accès à la zone industrielle)	CRCS/entreprise	Travaux
	Sensibilisation des chauffeurs aux risques routiers et à la conduite en milieu urbain	CRCS/entreprise	Travaux
Mouvement des véhicules sur le site	La route d'accès sera clairement signalée	CRCS/entreprise	Travaux

■ Évaluation de l'impact résiduel

L'impact résiduel est faible après la mise en œuvre des mesures d'atténuation.

8.3.12.2 Phase exploitation

■ Contexte

Les impacts du transport liés à la qualité de l'air sont traités dans le chapitre dédié. Sont traités ici les impacts du transport liés à l'augmentation de trafic et les usages des voiries existantes ou à venir.

■ Évaluation de l'impact

Trafic

Sollicitation importante des infrastructures et des réseaux existants. Ce qui va influencer et augmenter le flux de véhicules pouvant occasionner des difficultés et des délais importants dans les déplacements des résidents du quartier Salam 2 et des utilisateurs de la RP 3006 et RN9.

Risque d'accident

La population du quartier Salam 2 pourra être impactée par l'augmentation du trafic routier, de ce fait le risque d'accident est éventuel au niveau de ce tronçon. Sachant qu'au niveau de la petite ruelle (à environ 150m du site de projet), il existe deux établissements scolaires (école + lycée).

Aussi une crèche se situe au sein du bâtiment du service, ce bâtiment sera clôturé avec un portillon pour contrôler l'accès au bâtiment (voir Figure 3.5). X

Tableau 8.45 Trafic et transport - Importance des Impacts en phase d'exploitation

Impact/Intensité		Récepteur	Sensibilité	Importance de l'impact
Accroissement du Trafic sur Les différentes Voies	Moyenne	Quartier Salam 2	Moyenne	Modérée
		RN9	Moyenne	Modérée
		RP3006	Moyenne	Modérée
		A3	Faible	Mineure
		A1	Faible	Mineure

■ Atténuation

Tableau 8.46 Infrastructures et services – mesure d'atténuation en phase d'exploitation

Impact / Source	Mesure d'atténuation	Responsabilité	Phase
Accroissement du trafic sur les différentes routes existantes	Mettre des panneaux de signalisation des accès au Parc. Limitation de la vitesse au sein du parc industriel	CRCS/entreprise	Conception/exploitation
	Procéder à l'entretien des voies de circulation sur une base régulière.	CRCS/entreprise	Conception/exploitation
	Sensibilisation des chauffeurs aux risques routiers et à la conduite en milieu urbain et à proximité des établissements scolaires (crèche, école, lycée...etc).	CRCS/entreprise	Conception/exploitation
Trafic au sein du parc	Anticipation des différents déplacements afin de bien dimensionner les voiries de manière à ce que la circulation reste fluide.X	CRCS/entreprise	Conception
	L'intégration de zones de parking voiture, camion et navette dans le plan d'aménagement de la ZI Mise en place des mesures de protection des piétons au niveau du futur bâtiment de service.	CRCS/entreprise	Conception

■ Évaluation de l'impact résiduel

L'impact résiduel est faible après la mise en œuvre des mesures d'atténuation.

8.3.13 Santé et sécurité

■ Contexte

La main-d'œuvre constitue un précieux atout pour toute entreprise, et une saine gestion des relations avec les travailleurs représente un facteur essentiel de durabilité pour l'entreprise. En outre, la communauté locale pourra subir des effets néfastes lors des différentes étapes de développement du projet.

Ce paragraphe présente les impacts sur la santé et la sécurité des travailleurs et de la communauté locale que ce soit en phase travaux ou en phase d'exploitation.

8.3.13.1 Phase construction

■ Impact potentiel

■ Santé sécurité des travailleurs et condition du travail

Pendant la phase des travaux, les travailleurs sont exposés à plusieurs risques de santé et de sécurité :

- **Risques liés aux vibrations et bruits** : les activités de terrassement sont à l'origine d'émission de poussières qui pourrait occasionner des gênes au niveau des voies respiratoires. Le bruit peut être responsable de divers troubles de santé qui sont plus ou moins graves en fonction de l'intensité et de la fréquence du bruit.
- **Risques d'accidents** : Pendant le chantier, le personnel est aussi exposé à des différents risques d'accidents de travail, liés aux travaux de génie civil comme les risques de chute de matériaux, chute des travailleurs ou effondrement des ouvrages. Cet impact concerne principalement le bâtiment de service.
- **Risque d'électrocution et d'incendies** : Le personnel peut aussi être exposé au risque d'électrocution, aux risques mécaniques et physiques, liés à la manutention.
- **Risques toxiques** : les travailleurs peuvent être exposés aux produits chimiques et biologiques ou radioactifs par plusieurs voies d'accès :
 - inhalation par voie respiratoire jusqu'aux alvéoles pulmonaires,
 - contact cutané et pénétration plus ou moins profonde à travers l'épiderme et le derme,
 - ingestion par voie orale et déglutition.

D'autres risques d'hygiène sont liés aux règles élémentaires de propreté corporelle et vestimentaire des travailleurs. Un chantier pourvu de plan d'hygiène et de santé constituera un foyer de propagation des agents pathogène et favorisera plus les maladies professionnelles.

En plus, en vue de la situation sanitaire actuelle au Maroc et à l'échelle mondiale, la propagation de COVID 19 est également probable lors de la phase des travaux du projet.

■ Santé, sécurité et sûreté de la communauté avoisinante

Les impacts sur la santé et la sécurité de la population notamment les riverains et les usagers de la route desservant le projet, se présentent comme suit :

- **Des nuisances respiratoire et sonores** : En phase chantier, l'approvisionnement en matériels ainsi que les travaux de terrassement et de préparation du chantier conduiront non seulement à l'intensification du trafic des camions et le dégagement des poussières mais aussi de la propagation du bruit. Ceci constitue une gêne sonore, olfactive et respiratoire pour la population avoisinant le chantier.
- **Impact sur la circulation** : L'installation du chantier provoquera des gênes de circulation. La perturbation de la circulation se répercute négativement sur le déplacement de la population. En

outre, le déplacement des camions sur la route nationale N9 et puis sur les rues et les avenues d'accès au site de projet, peut laisser des traces de grés ou de sable sur la route ce qui peut perturber aussi l'infrastructure du transport.

- **Risques d'accidents** : Ces risques sont liés à l'activité du chantier comme la circulation des engins par exemple.

- **Violence et harcèlement sexuel** : Les afflux de la main d'œuvre, surtout si les employés ne sont pas des quartiers environnant la zone du projet, peut conduire à des comportements contraires aux traditions de la zone d'intervention, dont les abus tels que les VSBG (des Violences Sexuelles et Basées sur le Genre) sur les femmes, jeunes filles (les étudiantes des lycées à proximité du projet), ou jeunes garçons vulnérables. X

- **Risque de propagation de COVID 19** : En plus, en vue de la situation sanitaire en cours au moment de la rédaction de ce rapport (septembre 2020) au Maroc et à l'échelle mondiale, la propagation de COVID 19 au sein de la communauté avoisinante est également probable lors de la phase des travaux du projet. le PSST inclus le plan Covid19.

■ Évaluation de l'impact

Tableau 8.47: Évaluation de la sévérité de l'impact sur la santé et sécurité- Phase travaux

Impact / intensité		Récepteur	Sensibilité	Importance de l'impact
Exposition aux risques : accidents, incendies, toxiques et chimiques, bruit et vibration.	Moyenne	Travailleurs dans le chantier	Moyenne	Modéré
Propagation des maladies (VIH, MST, COVID19)	Faible	Travailleurs dans le chantier/ Communauté avoisinante	Forte	Modérée
Manque d'hygiène				
Nuisances respiratoire et sonores, augmentation du trafic et circulation, risques d'accidents	Faible	Les riverains les usagers de la route	Moyenne	Mineur
Violence et harcèlement sexuel	Moyenne	Femmes et personnes vulnérable du voisinage Étudiantes	Forte	Majeur

■ Atténuation

Tableau 8.48: Mesures d'atténuation – Santé sécurité – phase travaux

Impact potentiel	Mesures d'atténuation	Responsabilité	Phase
Risques de santé sécurité des travailleurs.	<ul style="list-style-type: none"> ■ L'entreprise établira un Plan Santé Sécurité au Travail qui sera validé par l'AREP. Ce PSST comprendra a minima les mesures suivantes (voir PSST issu de l'EIES). ■ La fourniture et le contrôle du port d'équipements de protection individuelle, tels que les casques, les chaussures de sécurité, les gants de protection, les harnais de sécurité, etc.. ■ La vérification de la formation initiale, de la formation continue et des habilitations des travailleurs qui doivent correspondre aux besoins du chantier. 	CRCS / entreprise des travaux	Phase des travaux

Impact potentiel	Mesures d'atténuation	Responsabilité	Phase
	<ul style="list-style-type: none"> ■ Des précautions appropriées, telles que l'installation de barrières ou la mise en place de guetteurs, devraient être prises pour protéger les travailleurs contre les chutes de matériaux, d'outils ou de matériel au cours des opérations de levage ■ Les ouvertures présentant un risque de chute devraient être fermées ou entourées de protections efficaces et signalées de manière appropriée. ■ Des garde-corps et des plinthes conformes à la législation nationale devraient être installés pour prévenir la chute des travailleurs se trouvant à une certaine hauteur. 		
Condition du travail	<ul style="list-style-type: none"> ■ Veiller à un traitement équitable, non-discrimination, égalité des chances pour toutes les personnes en particulier les femmes et les personnes vulnérables. ; ■ Conformité aux lois nationales sur l'emploi et le travail notamment en matière de l'élaboration des contrats de travail ; ■ Protection des travailleurs, en particulier ceux qui appartiennent à des catégories vulnérables ; ■ Promouvoir la sécurité et la santé ; ■ Ne pas avoir recours au travail forcé ou au travail des enfants 	CRCS / entreprise des travaux	Phase des travaux
Nuisances sonores engendrées par les activités du chantier (terrassement, trafic, ...)	<ul style="list-style-type: none"> ■ Lorsque le niveau de bruit dépasse 85dB (A) en moyenne pondérée sur 8 heures par jour sans protection auditive contre le bruit, des dispositifs doivent être prévus pour le personnel du site. ■ Aucune oreille non protégée ne doit être exposée à un niveau de pression acoustique de crête (instantané) de plus de 140 dB (C) 	CRCS / entreprise des travaux	Phase des travaux
Propagation des maladies et manque d'hygiène	<ul style="list-style-type: none"> ■ La prévention des maladies fera partie des programmes de formation et des mesures d'hygiène personnelle appropriée en particulier pour les maladies contagieuses ; ■ Toutes les mesures sanitaires devront être mises en œuvre selon les conditions sanitaires locales, régionales ou nationales au moment des travaux ; ■ lors des travaux d'été à l'extérieur il est indispensable de développer des pratiques d'hydratation régulière ■ les vestiaires et les sanitaires doivent faciliter les pratiques d'hygiène corporelle, être d'un entretien facile, être aménagés de façon à isoler explicitement des zones spécifiques et être adaptés au nombre de salariés. ■ Mettre en place sur le chantier des panneaux et des affiches de sensibilisation d'hygiène. ■ Se conformer au Plan COVID si la situation sanitaire actuelle persiste. 	CRCS / entreprise des travaux	Phase des travaux

Impact potentiel	Mesures d'atténuation	Responsabilité	Phase
Nuisances respiratoire et sonores, augmentation du trafic et circulation, risques d'accidents	<ul style="list-style-type: none"> ■ Voir les mesures proposées pour le bruit et les nuisances respiratoires en phase des travaux au niveau des chapitres 8.3.1 et 8.3.2 ■ Obligation de la clôture de l'enceinte du chantier, avec la présence d'un gardiennage permanent. ■ Les personnes étrangères aux travaux ne devraient être admises à pénétrer sur le chantier que si elles sont accompagnées ou en ont reçu l'autorisation d'une personne compétente et sont munies d'un équipement de protection approprié. 	CRCS / entreprise des travaux	Phase des travaux
Violence et harcèlement sexuel	Sensibilité des travailleurs sur le contexte culturel de la région ainsi que la manière avec laquelle ils doivent interagir avec les communautés locales et les autres travailleurs dans la zone.	CRCS / entreprise des travaux	Avant le commencement des travaux
Santé sécurité des riverains	Mise en place d'un registre des doléances pour la population avoisinante. .	CRCS / entreprise des travaux	Phase travaux

■ Évaluation de l'impact résiduel

Après la mise en place efficace des mesures d'atténuation, les impacts résiduels sur la santé, sécurité des travailleurs sont faibles à modérés.

8.3.13.2 Phase exploitation

■ Impact potentiel

■ Santé sécurité des travailleurs et condition du travail

Les causes d'accidents avec ces machines sont nombreuses : blessures des mains par piqure, coupure, abrasion cutanée ou écrasement, projections de corps étrangers dans les yeux...

Ces métiers exigent d'effectuer, particulièrement au piquage et au martelage :

- Des gestes fins et répétitifs et un travail à cadence rapide,
- Des mouvements prolongés d'extension du poignet ou de préhension de la main avec vibrations dues au choc de l'outil percutant ou à l'utilisation du talon de la main en percussion directe,
- Des contraintes posturales dues au travail assis avec position penchée du tronc et position rigide du cou et des épaules.
- De troubles musculo-squelettiques, dont les plus fréquents sont le syndrome du canal carpien (compression du nerf médian du poignet responsable de fourmillements) et des cervicalgies et dorsalgies.
- Les risques chimiques des métiers de la transformation du cuir

Les risques chimiques des colles

La colle au néoprène ou chloroprène polymérisé solvanté, est très utilisée dans les industries de transformation du cuir. Ce polychloroprène, mélangé avec d'autres composants dissous et des solvants, s'évapore pour permettre la prise de la colle (toluène, xylène, acétone, butanone,

colophane...). L'évaporation génère des Composés Organiques Volatils (COV) provoquant des troubles neurologiques (céphalées, vertiges, agitation ou somnolence, ...), des irritations pour les yeux et la peau et, aux fortes concentrations, des convulsions, des affections gastro-intestinales accompagnées de vomissements.

Cette dangerosité est accrue du fait de la grande volatilité des COV, c'est-à-dire que les vapeurs sont émises même à pression et température ordinaire de travail, et donc se répandent aisément sous forme gazeuse dans l'air ambiant des ateliers.

Des symptômes d'asthme à la colophane peuvent survenir suite à une sensibilisation respiratoire.

Les risques liés aux poussières de cuir

Les opérations de polissage et le ponçage en particulier génèrent une quantité importante de poussières de cuir très fines et ces poussières de cuir sont aussi nocives que celles du bois et provoquent à la longue les mêmes types de cancer des sinus et des voies nasales (adénocarcinome de l'ethmoïde), qui, même s'ils sont rares et d'apparition tardive, ont été longtemps sous-estimés.

Les risques d'incendie et d'explosion

Beaucoup de composés utilisés dans les ateliers de transformation du cuir sont inflammables, forment à certaines concentrations dans l'air un mélange explosible et ainsi présentent un risque important d'incendie et d'explosion lorsqu'ils sont exposés à la chaleur, aux étincelles, aux flammes, notamment à cause de l'accumulation au ras du sol de vapeurs inflammables plus lourdes que l'air.

Autres risques

D'autres risques ne sont pas spécifiques aux métiers des ateliers de transformation du cuir, mais communs à toute activité industrielle : chutes de plain-pied sur sol glissant, inégal ou encombré, électrisation/électrocution par utilisation d'outillage défectueux ...

Les sources de bruits dues au fonctionnement des machines sont nombreuses : en dehors des atteintes au système auditif (déficit auditif, acouphènes...), le bruit ambiant excessif peut entraîner une gêne ou un stress vecteur de troubles du psychisme qui nuisent non seulement à la santé du travailleur mais aussi à la sécurité de son travail par baisse de vigilance et de dextérité ou de concentration.

■ Santé, sécurité et sûreté de la communauté avoisinante

En phase d'exploitation, la mise en place des unités industrielles durables suppose que les émissions olfactives ou sonores importantes sont très limitées voire inexistantes.

Les nuisances sonores et olfactives issues de la ZI Ahl Loughlam ne seront pas ressenties notamment par la population avoisinante.

■ Évaluation de l'impact

Les impacts liés à l'exposition des travailleurs aux risques industriels au niveau de la ZI Ahl Loughlam est généralement entre modéré à majeur. Pour l'exposition au bruit, l'activité de cuir est non bruyante, les niveaux maximaux relevés ne dépassent pas 70 dB, ceci est conforme avec la réglementation en vigueur.

Les conditions de travail et le non-respect du code du travail marocain aura des impacts modérés sur les travailleurs qui peuvent perdre leurs sources de revenu ou qui peuvent être victimes de gestes de discrimination.

L'impact sur la santé et la sécurité de la population avoisinante est très réduit, en plus, la proximité immédiate du projet est très bruyante suite aux activités industrielles avoisinantes.

Tableau 8.49 : Évaluation de la sévérité de l'impact sur la santé et sécurité- Phase exploitation

Impact / intensité		Récepteur	Sensibilité	Importance de l'impact
Exposition aux risques professionnels et industriels/ maladies professionnelles	Forte	Travailleurs	Forte	Majeur
Manque d'hygiène	Moyenne	Travailleurs	Moyenne	Modéré
Conditions de travail / discrimination et travail des enfants	Moyenne	Travailleurs	Moyenne	Modéré
Santé sécurité des riverains	Faible	Population avoisinante	Faible	Négligeable

■ Atténuation

Les mesures d'atténuation pour les impacts de santé sécurité au sein des unités industrielles, relèvent de la responsabilité des industriels. Le gestionnaire doit prendre en considération ces recommandations et ces mesures d'atténuation lors d'établissement du cahier de charge et en respectant la réglementation Marocaine.

La prévention la plus efficace est la prévention primaire avec la mise en place de technologies qui permettent des actions sur les produits (suppression ou emploi de produits de substitution de moindre impact potentiel sur l'homme) et/ou des actions sur les procédés (emploi de matériels ou de machines supprimant ou limitant au maximum les impacts, par de très faibles rejets atmosphériques, par de bas niveaux sonores...).

Les moyens de prévention à mettre en œuvre pour pallier les risques professionnels dans les industries du cuir résident dans la prévention collective (ventilation efficace de l'atelier et aspiration à la source des poussières et vapeurs, stockage des produits chimiques et installation électrique et de protection incendie conformes aux normes, respect des règles générales d'hygiène...). Ces mesures de prévention diminuent fortement les expositions et la fréquence ces accidents. En plus, la prévention individuelle (équipements de protection) diminue nettement la gravité, enfin dans l'information et la formation à la sécurité des travailleurs.

Par ailleurs, une surveillance médicale est obligatoire pour les salariés exposés aux risques chimiques des industries du cuir.

Les activités sur le site ne présentent pas un risque industriel majeur, cependant le gestionnaire sera tenu d'élaborer son propre plan d'urgence de la ZI tenant compte de la présence d'une crèche au sein du bâtiment de services et d'une école à environ 150 mètres du sud du site.

Les industriels du site devront obtenir toutes autorisations auprès de la protection civile avant le démarrage de leur unité. Ces unités industrielles vont réaliser leurs propres plans d'évacuation d'urgence.

La réalisation des plans d'évacuation d'urgence est fortement recommandée au niveau des accords qui seront signés entre le gestionnaire et les futurs industriels,

Tableau 8.50 : Mesures d'atténuation – Santé sécurité – phase exploitation

Impact potentiel	Mesures d'atténuation	Responsabilité	Phase
Risques industriels	Les entreprises du site devront obtenir toutes autorisations auprès de la protection civile avant le démarrage de leur unité.	Industriel	Exploitation

Impact potentiel	Mesures d'atténuation	Responsabilité	Phase
	Réalisation des plans d'évacuation d'urgence.	Industriel/SDR	Exploitation
	La SDR pourra proposer des formations relatives aux études de danger et aux plans d'intervention d'urgence en cas d'incident ou de déversement accidentel.	SDR	Exploitation
Sécurité des employés et des entreprises	<p>Le parc industriel sera clôturé et les accès limités au personnel des entreprises, à leurs fournisseurs ou transporteurs et à leur visiteur.</p> <p>Le parc sera doté d'un système de vidéosurveillance et de gardiennage. Seules les personnes autorisées auront accès au parc industriel.</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Le bâtiment d'activités sera accessible au public dans sa façade sud. Le passage du public vers le parc industriel sera contrôlé par la mise en place d'un poste de gardiennage. <p>Pour la sécurité au niveau de toute la ZI y compris le bâtiment de services avec crèche, un plan d'évacuation sera préparé en relation avec le poste de sécurité de la ZI s'il existe et la Protection Civile et des exercices d'évacuation devront être organisés.</p>	SDR	Exploitation
Risques de santé sécurité des travailleurs.	<ul style="list-style-type: none"> ■ Chaque unité industrielle devra élaborer un Plan de Santé Sécurité au Travail qui sera validé par la SDR et qui comprendra a minima les exigences suivantes : ■ L'identification d'un responsable santé sécurité au sein de chaque unité industrielle ■ Analyse des risques liée aux activités des unités industrielles ■ Existence des Fiches de Données Sécurité des produits chimiques ■ Des sessions de formation sur les aspects santé sécurité ■ La disponibilité des EPI requis pour tous les employés et leur port pour tous les employés exposés ; ■ Un matériel et des consignes spécifiques de sécurité du personnel d'exploitation sont prévus en cas d'accident d'origine électrique ou d'incendie ■ Application des normes de sécurités des travailleurs selon la réglementation en vigueur ; ■ Formation des travailleurs, par un organisme agréé, sur les dangers des produits utilisés et sur les moyens de se protéger, ■ Affichage des numéros de téléphone de secours dans des endroits facilement visibles ; ■ Mettre des panneaux de signalisation de danger et de prévention de danger (interdiction de fumé, 	industriel	Phase d'exploitation

Impact potentiel	Mesures d'atténuation	Responsabilité	Phase
	<p>danger électrique, ...)</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Respecter les recommandations de l'OIT. 		
Risque santé et sécurité des enfants au niveau de la crèche	<ul style="list-style-type: none"> ■ Recouvrir tous les espaces extérieurs d'un revêtement (goudron, sols en résine adaptée pour les aires de jeu en extérieur) afin de réduire l'exposition au sol et gaz du sol potentiellement contaminés ■ Favoriser la mise en place de la crèche en RDC en séparant l'entrée des enfants de l'entrée des travailleurs ou les visiteurs du bâtiment des services ; ■ Les parties des locaux potentiellement glissantes (lavabos, WC) doivent aménagées en revêtements de sols antidérapants (carrelage anti-dérapant). ■ Les locaux doivent être bien éclairés et ne comporte pas d'espace de circulation encombré, notamment les entrées, issues de secours qui doivent être libres de tout obstacle, il convient de privilégier les surfaces libres dans l'agencement du mobilier. ■ respecter des précautions générales d'hygiène pour les enfants et pour les travailleurs (lavage des mains pour la préparation des collations et des biberons, après les changes et les soins, le nettoyage et la désinfection des surfaces et jouets souillés, le transport du linge et des matériels dans un emballage fermé étanche, la gestion des déchets souillés); ■ les différentes activités (soins, alimentation, jeux, repos) doivent être séparées par des cloisons. ■ Prévenir le risque de chute des jouets par exemple en évitant les rangements suspendus en hauteur. ■ Assurer une formation relative aux métiers de la petite enfance au personnel de la crèche ainsi qu'une formation à l'application des précautions standard d'hygiène ainsi qu'aux premiers secours 	SDR/CDC	Phase d'exploitation
Condition du travail	<ul style="list-style-type: none"> ■ Les industriels devront : ■ Se conformer aux lois nationales sur l'emploi et le travail notamment en matière de l'élaboration des contrats de travail ; ■ Protéger les travailleurs, en particulier ceux qui appartiennent à des catégories vulnérables ; ■ Promouvoir la sécurité et la santé ; ■ Ne pas avoir recours au travail forcé ou au travail des enfants Veiller à un traitement équitable, non-discrimination, égalité des chances ; l'agence d'interim peut jouer un rôle essentiel dans ce sens. 	industriel	Phase d'exploitation
	<ul style="list-style-type: none"> ■ Mise en place de réserves d'espaces au sein du parc pour l'installation de kiosques pouvant offrir divers services aux employés de la zone (snacks, boissons, cigarettes, etc...) 		

Impact potentiel	Mesures d'atténuation	Responsabilité	Phase
	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'un espace vert de 400m² avec mobilier urbain pour offrir des espaces de détente pendant les pauses. Mise en place de bancs répartis dans la zone pour la détente des employés pendant les pauses. Mise à disposition mobilier urbain pour la collecte des déchets à proximité des bancs identifier des points d'arrêt « navette de transport » afin d'anticiper la mise en œuvre d'un service de transport collectif au sein de la zone. 		
Hygiène et santé des travailleurs	<ul style="list-style-type: none"> Les unités industrielles mettront en place des sanitaires en nombre suffisants S'assurer des W.C aérés et séparés de l'entrée principale en identifiant clairement des toilettes pour femmes Mise en place de panneaux de sensibilisation en matière d'hygiène 	industriel	Phase d'exploitation
Santé sécurité des riverains	Mise en place d'un registre des doléances pour la population avoisinante. .	SDR/ industriel	Phase d'exploitation

■ Évaluation de l'impact résiduel

Après la mise en place efficace des mesures d'atténuation, les impacts résiduels sur la santé, sécurité des travailleurs et la population locale sont faibles à modérés.

8.3.14 Infrastructures sociales (santé, éducation, loisirs, ...)

8.3.14.1 Phase construction

■ Contexte

Durant la phase des travaux, et la préparation du site, diverses activités auront lieu sur le site, accompagnées des activités de transport et de circulation plus importantes, d'où une augmentation des concentrations de poussière et des gaz d'échappement dans l'air, des vibrations en plus de l'augmentation du niveau sonore.

■ Impact potentiel

Les infrastructures d'éducation seront impactées par les niveaux sonores, les vibrations et les poussières. En effet, les mouvements des engins sont susceptibles de provoquer des vibrations pouvant affecter ces infrastructures Aussi les nuisances sonores et la dégradation de la qualité de l'air risque d'impacter négativement la population avoisinante.

Il est à souligner que les impacts négatifs sur la population peuvent se produire pendant la phase de construction, pour la santé des communautés et la sécurité liées à la circulation, au bruit et à la qualité de l'air. Ces impacts sont présentés dans des chapitres précédents.

Aucun centre de loisir ni établissement de santé n'ont été identifié au voisinage du site.

■ Évaluation de l'impact

Tableau 8.51 : infrastructure- Importance des impacts en phase de construction

Impact/intensité		Récepteur	Sensibilité	Importance de l'impact
Niveau sonore et vibration	Moyenne	Infrastructure d'éducation	Forte	Modérée

■ Atténuation

Tableau 8.52 : Infrastructures- Mesure d'atténuation en phase de construction

Impact/ Source	Mesures d'atténuation	Responsabilité	Phase
Bruit de la construction et vibrations	Prendre des dispositions organisationnelles pour limiter les nuisances acoustiques, comme par exemple : Planifier les tâches bruyantes afin d'éviter leur simultanéité et leur durée.	Entreprise de travaux et sous-traitants	Travaux
	Afficher une information pour les personnes extérieures, en cas de travail bruyant exceptionnel le samedi et dimanche.	Entreprise de travaux et sous-traitants	Travaux
	Éviter de mettre en place les installations de chantier en face des établissements scolaires et interdire la circulation des engins à proximité de ces établissements (qui se trouvent à environ 150 m du site de projet).	Entreprise de travaux et sous-traitants	Travaux
	Éteindre les moteurs des véhicules personnels et de livraison en stationnement.	Entreprise de travaux et sous-traitants	Travaux
	Mise en place d'un registre des doléances pour la population avoisinante	CRCS	Travaux

■ Évaluation de l'impact résiduel

A la suite de la mise en place des mesures d'atténuation, les impacts résiduels sont faibles.

8.3.14.2 *Phase exploitation*

■ Contexte

Durant la phase d'exploitation, les diverses activités sur site sont liées à la production depuis la matière brute jusqu'à la production du produit fini, ces opérations nécessitent du personnel avec un certain niveau de compétence et de savoir-faire pour manutention des machines et les diverses opérations etc.

■ Impact potentiel

Les infrastructures d'éducation sont impactées positivement par l'installation de ce type de secteur d'activité dans un quartier en pleine croissance démographique, ce qui permettra la création de plusieurs offres d'emploi en relation avec le secteur d'activité,

Aucun centre de loisir ni centre de santé n'ont été identifiés au voisinage du site.

Aucun impact négatif n'est identifié.

8.3.15 Patrimoine culturel et archéologique

8.3.15.1 Phase construction

■ Contexte

Il n'existe pas de particularité archéologique ou historique sur le site propre de la zone d'implantation des ouvrages. Sachant que le site de projet a déjà été aménagé en 2008 et n'a pas mis à jour des vestiges archéologiques.

■ Évaluation de l'impact

Pour les raisons exposées dans l'inventaire de l'état initial, il est peu probable que les impacts potentiels de la valeur culturelle ou archéologique surviendront au cours de la phase de construction du projet

Si lors des travaux de terrassement pendant la phase de construction on découvre des sources non identifiées du patrimoine archéologique ou culturel, les travaux seront arrêtés et le ministère de tutelle sera informé. Cela aura un impact très négatif avant la mise en œuvre des mesures d'atténuation.

Tableau 8.53 Patrimoine culturel et archéologique - Importance des Impacts en phase de construction

Impact et intensité		Récepteur	Sensibilité	Importance de l'impact
Destruction des vestiges archéologiques inconnus sur place	Forte	Sites archéologiques potentiellement non identifiés	Faible	Modérée

■ Atténuation

La découverte de vestiges fera l'objet d'une signalisation aux autorités compétentes avec la mise en place de la procédure adaptée : arrêt de chantier sur la zone identifiée et dans un périmètre de protection, investigations mises en œuvre par le ministère de la culture.

Des programmes de formation et de sensibilisation seront fournis afin que le personnel et les ouvriers de la construction connaissent les procédures relatives au mandat de surveillance archéologique si des objets ou des découvertes anthropiques étaient exhumés. Dans le cas improbable où un objet est trouvé / découvert, les travaux de construction seront immédiatement arrêtés et le ministre de la Culture, sera contacté par le gestionnaire des travaux du site par l'intermédiaire de l'« *Institut National des Sciences de l'Archéologie et du Patrimoine (INSAP)* ». L'INSAP prendra en charge toutes les recherches archéologiques.

■ Évaluation de l'impact résiduel

Étant donné qu'il n'y a pas de preuve qu'un site de valeur historique ou archéologique existe dans la région, l'éventualité de découvrir des ressources archéologiques est considérée comme très faible. De même, la mise en œuvre des procédures d'atténuation ci-dessus permettra de réduire à un niveau acceptable tout impact pouvant survenir. L'impact résiduel est faible.

8.3.15.2 Phase exploitation

Il n'y aura pas d'impacts significatifs sur le patrimoine historique et culturel en phase d'exploitation, il n'y a donc pas de mesures identifiées.

8.4 Évaluation des impacts environnementaux et sociaux du Projet lors de phase de démantèlement

■ Impact

Le projet à une durée de vie estimée à 50 ans.

Si le démantèlement devait avoir lieu, le coût du démantèlement pourrait être en partie couvert par la vente des matériaux recyclables. Durant cette phase, le démantèlement concernera :

- Démontage des équipements électriques et des équipements mécaniques
- Destruction des locaux techniques
- Enlèvement des clôtures
- Destruction des fondations et des pieux battus
- La neutralisation du réseau local, démantèlement des lignes de connexion et de raccordement
- Remise en état du site pour permettre à la végétation de prendre place.

Une fois que tous les éléments du projet seront démantelés et récupérés, ils pourront faire l'objet de recyclage. Le tableau ci-après présente les principaux éléments à recycler dans le projet.

Tableau 8.54 Recyclage des matériaux issus de démantèlement du projet

	Nature	Provenance	Traitement / recyclage
Filière métaux	Acier galvanisé Aluminium, cuivre et autre métaux	Structures, vis, pieux battus	Récupérateurs de ferraille
Filière plastique	Plastique	Les matières plastiques sont essentiellement utilisées pour l'isolement et la protection mécanique des câbles électriques	Sociétés spécialisées dans le recyclage des câbles
Équipement électriques industriels	Substances potentiellement dangereux (Gaz, huile...)	Cellules, transformateurs, onduleurs	Traitement dans des filières spécialisées

Durant la phase de démantèlement, les impacts sont notamment liés aux transports des différents équipements démantelés du site du projet vers la destination finale pour une éventuelle réutilisation/recyclage. Cette opération sera assurée par une société spécialisée en démantèlement.

Les impacts en phases de démantèlement sont ponctuels, l'intensité de l'impact est faible et positif.

■ Atténuation

Afin de garantir que les opérations de démantèlement des équipements du site soient menées selon les règles de l'art, un plan de gestion environnemental sera mis en place par la société responsable de cette opération. Ce plan détaillera les aspects environnementaux à prendre en compte durant les différentes étapes de démantèlement et le devenir des équipements démantelés.

8.5 Impacts cumulatifs

Le projet de parc industriel s'insère dans une zone urbaine où se côtoient des activités industrielles et une zone résidentielle.

Il n'y a pas de projets identifiés actuellement en cours de développement au niveau de la zone d'étude.

Les activités industrielles situées au nord et à l'ouest du site, ne présentent pas de liaison routière directe avec la zone du projet. Ces sites industriels sont en contrebas du parc Ahl Loughlam avec un dénivelé d'environ 18 mètres. Le trafic engendré par le parc Ahl Loughlam va s'ajouter au trafic actuellement existant pour la desserte des activités de garages et la résidence Ahl Loughlam.

En phase de construction, les émissions sonores liées au chantier s'ajouteront à celles déjà existantes des unités industrielles avoisinantes.

Cependant l'intensité de cet impact est faible.

Aucune mesure d'atténuation n'est à mettre en œuvre.

8.6 Conclusion

Le projet du parc industriel Ahl Loughlam ne présente pas d'enjeux environnementaux et sociaux majeurs. Les impacts environnementaux et sociaux identifiés lors des phases de travaux et d'exploitation pourront être atténués par la mise en œuvre identifiée et les impacts résiduels sont faibles ou insignifiants.

De par sa conception et ses objectifs d'exploitation, le parc industriel constituera une référence pour les parcs industriels durables au Maroc.

La mise en œuvre de ce parc offrira des opportunités de développement économique et social pour la commune, la région et au niveau national.

9. Evaluation des risques à la sécurité industrielle et la sécurité des tiers

L'évaluation des risques permet de planifier des actions de prévention dans la mise en œuvre du projet, en tenant compte des priorités. Etant donnée la nature du Projet, les risques semblent en première approche limités. Toutefois une analyse a été réalisée pour les différentes phases du Projet vis-à-vis :

- Des risques naturels ;
- Des risques professionnels ; et,
- Des risques industriels.

La méthodologie mise en œuvre a consisté principalement à :

- L'identification des dangers et situations dangereuses liées au Projet ;
- L'estimation pour chaque situation dangereuse retenue de la gravité des dommages potentiels et de la fréquence d'exposition ; et,
- Hiérarchisation des risques pour déterminer les priorités d'un plan d'action.

Cette évaluation des risques est réalisée pour servir de base à la préparation d'un plan de gestion des situations d'urgence. Ce plan de gestion des situations d'urgence sera développé par l'entreprise chargée de la construction du Projet.

9.1 Risques naturels et technologiques

Un risque naturel est la menace qu'un phénomène naturel ou aléa naturel, ait des effets dommageables, imprévus ou mal prévenus, sur les personnes mais aussi les aménagements et les ouvrages avec des effets plus ou moins graves, voire catastrophiques, selon la vulnérabilité des biens affectés. Les risques naturels sont des risques environnementaux.

Les aléas naturels peuvent être notamment les inondations, les séismes, les éruptions volcaniques, les mouvements de terrain, les avalanches, les feux de forêt, les tempêtes et la foudre ou les animaux.

Le site du projet d'Ahl Loughlam est situé en zone urbaine, loin des réseaux hydrographiques de surface, le risque l'inondation est estimé donc négligeable.

Le risque le plus important est l'incendie. Ce risque est très fréquent dans les zones industrielles suite à la présence des produits inflammables. Une fois ces produits sont exposés à une source de feu, ils peuvent provoquer un incendie qui peut être très grave.

Tableau 9.1 Évaluation des risques naturels

Risque Naturel	Niveau de Risque	Évaluation
Crues / Inondations	Faible	Le site n'est pas localisé dans ou à proximité du lit d'un cours d'eau. L'étude hydrologique réalisée pour définir les futurs réseaux de drainage n'a pas relevé de risque particulier. Le risque d'inondation n'est donc pas retenu
Séisme	Faible	D'après le site Thinkhazard, le risque sismique est modéré au niveau de la zone d'implantation du projet, d'après les informations de modélisation qui actuellement disponibles. Cela signifie qu'il existe une probabilité de 10% qu'un séisme susceptible de causer des dommages survienne au cours des 50 prochaines années. En outre, selon RPS 2000, le site du projet est situé dans la zone 2, de sismicité intermédiaire. Le coefficient d'accélération correspondant est de 0.08.

Risque Naturel	Niveau de Risque	Évaluation
Incendie	Faible	En absence de zone arborée ou de forêts urbaines dans la zone d'insertion du projet ce risque apparaît peu probable dans le cas du présent projet.
Foudre	Modéré	<p>Ce phénomène météorologique peut prendre différentes formes mais la variété la plus destructrice et la plus meurtrière est l'éclair qui se produisent principalement dans les espaces ouverts et plus encore au niveau des installations électriques.</p> <p>La foudre entre le sol et le sol peut affecter les biens ou les personnes directement ou indirectement (via la chutes d'arbres, de clôture/ poteau ou autre). De plus, le courant peut aussi être transporté via le sol, les lignes électriques ou les tuyauteries jusqu'à une personne. Selon la Direction générale de la météorologie au Maroc, la zone d'étude n'est pas mentionnée comme une zone spécifiquement à risque vis-à-vis de la foudre.</p>
Reptiles et Insectes	Modéré	Le projet est situé dans une zone urbaine déjà anthropisée ou la présence des reptiles dangereux est moins probable, ce risque est donc estimé comme faible.

9.2 Risques professionnels

L'évaluation des risques professionnels a pour objectif l'amélioration de la sécurité et des conditions de travail et sert à planifier des actions de prévention. Les risques professionnels sont notamment des risques pouvant aboutir à :

- Une maladie professionnelle : maladie ou infection liée à une exposition plus ou moins prolongée à un risque et qui peut entraîner des lésions, voire le décès du travailleur ; et,
- Un accident de travail : événement fortuit aboutissant à lésions corporelles ou psychique voire au décès d'un travailleur.

L'approche d'analyse des risques s'articule de la façon suivante :

- Inventaire des unités de travail (postes, métiers ou lieu de travail) ;
- Identification du poste ou personnel concerné ;
- Identification des risques par unité de travail : inventaire des propriétés intrinsèques aux équipements, substances, méthodes de travail, etc. qui pourraient causer un dommage à la santé des salariés ;
- Classer les risques : noter les risques selon leur niveau de gravité et de fréquence afin de les hiérarchiser et de prioriser les actions de prévention ;

L'identification des risques repose principalement sur le retour d'expérience (accidents et maladies professionnelles survenus au sein du secteur d'activités concerné).

Les différentes activités du Projet en phase de construction et d'exploitation ainsi que les risques auxquels le personnel peut être exposé sont identifiées dans les tableaux ci-dessous. Il s'agit d'une identification préliminaire qui devrait être affinée et complétée en amont du démarrage des activités.

Par ailleurs, il s'agit d'une démarche itérative destinée à être reconduite et mise à jour, en particulier lors de la phase d'exploitation.

Les mesures de réduction sont présentées en détail au niveau du paragraphe 8.3.13 et dans le PSST.

9.2.1 En phase travaux (construction et démantèlement potentiel)

Pendant la phase des travaux, les travailleurs sont exposés à plusieurs risques professionnels selon l'activité réalisée, le poste occupé et la durée d'exposition. Les risques professionnels qui peuvent avoir lieu lors de la phase de construction de la zone industrielle d'Ahl Loughlam se présentent comme suit :

- **Risques liés aux activités de construction (terrassement, déchargement, ...)** : cette activité pourra provoquer des maladies respiratoires liées à l'émission de poussières et des substances chimiques (toux, asthme, bronchite, œdème, fibrose, silicose, asbestose, cancers du poumon et des voies respiratoires...). Le bruit peut être responsable de divers troubles de santé qui sont plus ou moins graves en fonction de l'intensité et de la fréquence d'exposition au bruit. Outre ces risques, les travailleurs au niveau de ce poste sont exposés à des risques dits mécaniques comme les heurts par les parties mobiles en mouvement des machines, écrasement par des chutes d'objets ou des véhicules, coupures et perforations par les outils de travail, projections de particules solides (copeaux de métal, de bois, de roche) ou de matière incandescente, contraintes posturales et visuelles et gestes répétitifs ...
- **Risques d'accidents** : Pendant le chantier, le personnel est aussi exposé à différents risques d'accidents de travail, liés aux travaux de génie civil comme les risques de chute de matériaux, chute des travailleurs ou effondrement des ouvrages. Il est à noter que le risque de chute des travailleurs ou d'effondrement des ouvrages est sera plus important lors de la construction du bâtiment de service (R+4) suite à la mise en place des dispositions de travail en hauteur. Toutefois, les différents risques d'accidents présentés précédemment devront être pris en considération tout au long de la phase de construction du projet.
- **Risque d'électrocution et d'incendies** : Le personnel peut aussi être exposé au risque d'électrocution, , liés à la manutention.
- **Risques chimiques** : les travailleurs peuvent être exposés aux produits chimiques et biologiques par plusieurs voies d'accès :
 - inhalation par voie respiratoire jusqu'aux alvéoles pulmonaires,
 - contact cutané et pénétration plus ou moins profonde à travers l'épiderme et le derme,
 - ingestion par voie orale et déglutition.
- **Risques psychologiques** : agression physique ou verbale sur le lieu de travail par les riverains ou des passagers du quartier, harcèlement moral ou sexuel par un supérieur hiérarchique, stress managérial, charges mentales excessives.

Le tableau ci-après résume les principales activités et les risques professionnels associés en phase des travaux.

Tableau 9.2: Activités du Projet et des risques professionnels potentiels associés en phase de construction

Activités	Poste ou Personnel exposé	Risques professionnels
Travaux de terrassement (manuel ou mécanique)	Personnel effectuant le travail, conducteur d'engin ou personnel présent sur site	<ul style="list-style-type: none"> ■ Risques liés à l'utilisation d'engins de terrassement ; ■ Risques liés à l'utilisation d'outils manuels ; ■ Risques liés à la manutention manuelle ; ■ Risques liés aux gestes répétitifs ; ■ Risques liés aux chutes de plain-pied ; ■ Risques liés au bruit ; et, ■ Risques liés au travail par fortes chaleurs.
Acheminement du matériel sur le site par camions et grues	Conducteurs ou personnel présent sur site	<ul style="list-style-type: none"> ■ Risque routier ; ■ Risques liés à l'utilisation d'engins de manutention ; ■ Risques liés aux chutes d'objet ; et, ■ Risques liés au travail par fortes chaleurs.
Déchargement de matériels	Personnel effectuant le travail	<ul style="list-style-type: none"> ■ Risques liés à l'utilisation de machines ; ■ Risques liés à la manutention mécanique ; ■ Risques liés à la manutention manuelle et aux gestes répétitifs ; ■ Risques liés aux chutes d'objet ; et, ■ Risques liés au travail par fortes chaleurs.
Travaux de soudure	Personnel effectuant le travail	<ul style="list-style-type: none"> ■ Risques liés aux gestes répétitifs ; et, ■ Brulures.
Installation des équipements (mécanique ou manuelle)	Personnel effectuant le travail ou conducteur d'engin	<ul style="list-style-type: none"> ■ Risques liés à l'utilisation de machines ; ■ Risques liés à la manutention mécanique ; ■ Risques liés à la manutention manuelle et aux gestes répétitifs ; ■ Risques liés aux chutes : de hauteur, de plain-pied ; ■ Risques liés au bruit ; et, ■ Risque électrique. ■ Risques liés au travail par fortes chaleurs

9.2.2 Pendant les opérations

En phase d'exploitation, les risques professionnels sont généralement liés aux accidents avec les machines : blessures des mains par piqûre, coupure, abrasion cutanée ou écrasement, projections de corps étrangers dans les yeux...

Ces métiers exigent d'effectuer, particulièrement au piquage et au martelage :

- Des gestes fins et répétitifs et un travail à cadence rapide,
- Des mouvements prolongés d'extension du poignet ou de préhension de la main avec vibrations dues au choc de l'outil percutant ou à l'utilisation du talon de la main en percussion directe,
- Des contraintes posturales dues au travail assis avec position penchée du tronc et position rigide du cou et des épaules. Ces positions provoquent fréquemment des troubles musculo-squelettiques, dont les plus fréquents sont le syndrome du canal carpien (compression du nerf médian du poignet responsable de fourmillements) et des cervicalgies et dorsalgies.
- Les risques chimiques des métiers de la transformation du cuir

Le tableau ci-après résume les principales activités et les risques professionnels associés en phase d'exploitation.

Tableau 9.3 : Activités du Projet et des risques professionnels potentiels associés en phase d'opération

Activités	Poste ou Personnel exposé	Risques professionnels
Fonctionnement des usines et production du produit fini (chaussures, ...)	Personnel travaillant dans les unités de production	<ul style="list-style-type: none"> ■ Risques liés aux chutes de plain-pied ; ■ Risques liés à la chauffe des équipements ; ■ Risques liés au travail sur écran ; et, ■ Risque électrique. ■ Risques chimiques des métiers de la transformation du cuir ■ Risques liés au piquetage et au martelage (troubles musculo-squelettiques, des cervicalgies et dorsalgies, ...)
Maintenance des installations	Personnel effectuant la maintenance des installations	<ul style="list-style-type: none"> ■ Risques liés au travail par fortes chaleurs ; ■ Risques liés au bruit ; ■ Risque électrique ; et, ■ Risques liés aux chutes : de hauteur, de plain-pied.
Surveillance des installations	Personnel effectuant la maintenance des installations	<ul style="list-style-type: none"> ■ Risques liés au travail par fortes chaleurs ; ■ Risques liés au bruit ; ■ Risque électrique ; et, ■ Risques liés aux chutes : de hauteur, de plain-pied.
Travail administratif	Personnel administratif	<ul style="list-style-type: none"> ■ Risques liés aux chutes de plain-pied ; ■ Risques liés au travail sur écran.
Autres activités connexes (nettoyage, livraisons, entretien etc.)	Personnel sous-traitant	<ul style="list-style-type: none"> ■ Risques liés aux chutes de plain-pied ; ■ Risques liés à la manutention mécanique ; et, ■ Risques liés à la manutention manuelle et aux gestes répétitifs.

9.3 Risques industriels

L'identification des risques repose principalement sur le retour d'expérience (accidents et maladies professionnelles survenus au sein du secteur d'activités concerné) et les données d'accidentologie disponibles pour des projets similaires, notamment sur la base de données nationales ou internationales.

Les différents risques technologiques liés au Projet sont identifiés dans les tableaux ci-dessous. Il s'agit d'une identification préliminaire qui devra être affinée et complétée en amont du démarrage des activités.

La présence de stockage de produits inflammables (colle néoprène) dans les unités industrielles de la chaussure génère des risques modérés. Une étude de danger pourra être réalisée par chaque unité industrielle qui présentera ce type de risques. Une analyse macro des sources potentielles de risques et du niveau de risque associé pour le Projet est présentée ci-dessous.

Tableau 9.4 : Analyse macro des sources potentielles de risques industriels

Risque	Sources Potentielle	Niveau de Risque
Incendie	<p>Pendant les travaux et les opérations : Travaux par point chaud ;</p> <p>Le risque d'incendie est un phénomène très fréquent dans les zones industrielles.</p> <p>Ce phénomène se déclenche suite à la présence simultanée sur le lieu de travail, les trois éléments :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ un combustible, c'est-à-dire une matière capable de se consumer (matériau de construction, bois, essence...), ■ un comburant qui, en se combinant avec le combustible, permet la combustion (oxygène, air...), ■ une source d'inflammation qui va déclencher la réaction de combustion (électricité, flamme nue, cigarette...). <p>L'incendie peut provoquer des atteintes aux personnes, aux biens et à l'environnement.</p>	Faible
Explosion	<ul style="list-style-type: none"> ■ En phase travaux explosion liée à une surchauffe ou un point chaud à proximité des cuves de carburant ; ■ En opération : Explosion des transformateurs liés à la surchauffe et aux huiles présentes dans les équipements ; ■ En opération : explosion des produits inflammables utilisés dans les opérations de la transformation du cuir. 	Négligeable
Déversement accidentel de produits nocifs ;	<ul style="list-style-type: none"> ■ En phase travaux : usage de carburant et d'huiles, béton, autres produits chimiques. ■ En opération : carburant des véhicules, produits d'entretien. 	Modéré
Accidents d'origine extérieure au site (malveillance, etc.).	<ul style="list-style-type: none"> ■ Extérieur. 	Faible

Autres risques qui sont identifiés spécifiquement pour le secteur du cuir d'une manière générale sont présentés comme suit :

■ **Les risques chimiques des colles :**

La colle au néoprène ou chloroprène polymérisé solvanté, est très utilisée dans les industries de transformation du cuir. Ce polychloroprène, mélangé avec d'autres composants dissous et des solvants, s'évapore pour permettre la prise de la colle (toluène, xylène, acétone, butanone, colophane...). L'évaporation génère des Composés Organiques Volatils (COV) provoquant des troubles neurologiques (céphalées, vertiges, agitation ou somnolence, ...), des irritations pour les yeux et la peau et, aux fortes concentrations, des convulsions, des affections gastro-intestinales accompagnées de vomissements.

Cette dangerosité est accrue du fait de la grande volatilité des COV, c'est-à-dire que les vapeurs sont émises même à pression et température ordinaire de travail, et donc se répandent aisément sous forme gazeuse dans l'air ambiant des ateliers.

Des symptômes d'asthme à la colophane peuvent survenir suite à une sensibilisation respiratoire.

■ **Les risques liés aux poussières de cuir**

Les opérations de polissage et le ponçage en particulier, génèrent une quantité importante de poussières de cuir très fines. Ces poussières de cuir sont aussi nocives que celles du bois et provoquent à la longue les mêmes types de cancer des sinus et des voies nasales (adénocarcinome de l'ethmoïde), qui, même s'ils sont rares et d'apparition tardive, ont été longtemps sous-estimés.

■ Les risques d'incendie et d'explosion

Beaucoup de composés utilisés dans les ateliers de transformation du cuir sont inflammables. Ces composés forment à certaines concentrations dans l'air un mélange explosible et ainsi présentent un risque important d'incendie et d'explosion lorsqu'ils sont exposés à la chaleur, aux étincelles ou aux flammes, notamment à cause de l'accumulation au ras du sol de vapeurs inflammables plus lourdes que l'air.

■ Autres risques

D'autres risques ne sont pas spécifiques aux métiers des ateliers de transformation du cuir, mais communs à toute activité industrielle : chutes de plain-pied sur sol glissant, inégal ou encombré, électrisation/électrocution par utilisation d'outillage défectueux ...

Les sources de bruits dues au fonctionnement des machines sont nombreuses : en dehors des atteintes au système auditif (déficit auditif, acouphènes...), le bruit ambiant excessif peut entraîner une gêne ou un stress vecteur de troubles du psychisme qui nuisent non seulement à la santé du travailleur mais aussi à la sécurité de son travail par baisse de vigilance et de dextérité ou de concentration.

Il est recommandé de réaliser une étude de danger spécifique au projet de la zone d'industrielle d'Ahl Loughlam. Cette étude de dangers permettra également d'évaluer, parmi tous les dangers identifiés sur le site, ceux qui sont significatifs, c'est-à-dire ceux qui ont une probabilité d'occurrence importante et/ou ceux qui peuvent donner lieu à des accidents graves, pour l'homme, l'environnement et les installations.

Les industries locataires établiront également une EIES (s'ils sont assujettis selon la réglementation marocaine), Ces unités industrielles vont réaliser leurs propres plans d'évacuation d'urgence.

La réalisation des plans d'évacuation d'urgence est fortement recommandée au niveau des accords qui seront signés entre le gestionnaire et les futurs industriels,

La SDR (qui sera le gestionnaire) vérifiera également que les activités des industries souhaitant s'installer dans le parc d'Ahl Loughlam soient conformes avec le Manuel de procédures du FONZID. En outre, un plan d'évacuation d'urgence sera établie en concertation avec les services de la protection civil pour dimensionner les dispositifs de prévention, de protection et d'intervention à mettre en place (accès, plan de répartition bouches d'incendie, organisation de secours, etc.) pour l'ensemble de la ZI d'Ahl Loughlam.

Aussi, la SDR sera tenu d'élaborer son propre plan d'urgence de la ZI tenant compte de la présence d'une crèche au sein du bâtiment de services et d'une école à environ 150 mètres du sud du site.

L'analyse des risques consistera à l'identification, puis à l'évaluation des principaux risques potentiels d'accident majeur pouvant survenir au sein du projet. L'identification se fera de façon méthodique et systématique en analysant les dangers et les risques propres aux produits manipulés, aux installations projetées et au procédé retenu, et à l'environnement en tant que « cible » potentielle ou en tant qu'agresseur éventuel. Elle s'appuiera aussi sur des informations d'accidentologie provenant de plusieurs sources officielles. Ensuite, des mesures de prévention/protection visant à réduire le risque seront proposées, afin de pouvoir être incorporées dans le design final du projet d'Ahl Loughlam.

10. PLAN D'ENGAGEMENT DES PARTIES PRENANTES (PEPP)

Compte tenu des faibles impacts négatifs sociaux attendus du projet de la zone industrielle d'Ahl Loughlam (absence de problématiques foncières, faibles impacts sur les milieux naturels pouvant affecter l'usage de l'environnement par les populations locales, etc.), et compte tenu de la vocation du Fonzi d'appuyer des projets à impact social positif, l'EIES s'est appuyée sur un processus de concertation concise avec les parties prenantes.

Le présent document présente le Plan d'Engagement des Parties Prenantes (PEPP), il fait partie intégrante de l'étude d'impact environnementale et sociale menée dans le cadre du projet de la zone d'industrielles d'Ahl Loughlam.

10.1 Approche proposée pour l'engagement des parties prenantes

L'objectif du Plan d'Engagement des Parties Prenantes est d'établir une série d'actions et d'activités qui seront entreprises par le Conseil Régional de Casablanca –Settat et/ou la Société de Développement Régional (« SDR ») afin d'assurer un dialogue pertinent et permanent avec les différentes parties prenantes concernées par le projet. Ceci est notamment garanti par l'engagement des parties prenantes d'une manière proactive, en identifiant en amont les enjeux potentiellement problématiques, ce qui permettra d'améliorer la gestion et la portée des activités à réaliser par le Conseil Régional de Casablanca -Settat et/ou la SDR tout en légitimant les décisions prises.

Le plan d'engagement des parties prenantes, identifie les différentes parties et leur niveau d'interaction avec le projet. Il précise le type d'information et le processus de communication entre le Conseil Régional de Casablanca –Settat, la SDR et les parties prenantes tout au long du projet à savoir la phase de pré-construction, construction et exploitation.

- L'approche adoptée dans le cadre du projet d'Ahl Loughlam se présente comme suit :
 - Un dialogue initial succinct (entretiens informels avec les représentants des autorités locales et les représentants de la population locale) visant à informer les parties prenantes du projet et recueillir leurs éventuels commentaires et préoccupations, afin de pouvoir en tenir compte dans la réalisation de l'EIES ; et
 - Une réunion d'informations et de sensibilisation permettant de présenter le projet et les objectifs de la réunion de la consultation publique prévue dans le cadre du projet ;
 - L'usage des différents supports d'information afin de présenter le projet et ses objectifs.
 - Une session d'audience publique à la fin du processus d'EIES, permettant d'informer les parties prenantes des résultats de l'étude, des principaux engagements E&S du projet, et du calendrier de réalisation.

Il est entendu que les actions de consultation des parties prenantes et de diffusion entreprises dans le cadre de l'EIES sont documentées dans le rapport de la consultation publique.

A noter que, compte tenu du contexte sanitaire mondial prévalant depuis mars 2020, les actions de consultation des parties prenantes sont planifiées et adaptées pour permettre d'éviter la propagation de coronavirus, en accord avec les directives des autorités nationales et locales, les conseils des spécialistes médicaux, et les consignes de MCC, MCA, des porteurs de projet et des bureaux d'études en charge des EIES.

En effet, les différentes réunions d'information réalisées aux profits des parties prenantes du projet sont programmées d'une manière virtuelle en utilisant une plateforme de vidéoconférence.

10.2 Exigences nationales et standards internationaux pour l'engagement des parties prenantes

10.2.1 Exigence nationale en matière de consultation des parties concernées

La loi 12-03 promulguée par le Dahir n° 01-03-60 du 10 rabii I 1424 (du 12 mai 2003) précise au niveau de l'article 9 que chaque projet soumis à l'étude d'impact sur l'environnement donne lieu obligatoirement à une enquête publique. Cette enquête permettra à la population concernée par le projet de prendre connaissance des impacts éventuels du projet sur l'environnement et de recueillir leurs observations. Elle stipule également que les conditions de déroulements de cette enquête sont fixées par voie réglementaire.

En effet, la consultation et l'information du public sont établies par le décret d'application de la loi 12-03 sur les EIEs, n° 2-04-564 du 5 Kaada 1429 (du 4 novembre 2008) fixant les modalités d'organisation et de déroulement de l'enquête publique relative aux projets soumis aux études d'impact sur l'environnement.

Les principales dispositions de ce décret sont :

- La demande d'ouverture d'une enquête publique est déposée par le pétitionnaire, accompagnée d'un dossier comprenant les documents suivants en langues arabe et française :
 - Une fiche d'information mettant en évidence les principales caractéristiques techniques du projet soumis à l'enquête publique,
 - Un résumé non technique du projet clair et compréhensible pour le public contenant des informations et des principales données contenues dans l'étude d'impact sur l'environnement concernée par l'enquête publique, notamment celles relatives aux impacts positifs et/ou négatifs du projet sur l'environnement ainsi que les mesures envisagées pour éviter, réduire ou compenser les conséquences dommageables du projet sur l'environnement;
 - Un plan de situation désignant les limites de la zone d'impact prévisible du projet.
- L'enquête publique est ouverte par un arrêté gubernatorial du gouverneur de la province concernée dans un délai n'excédant pas dix (10) jours suivant la date de la demande.
- La conduite de l'enquête publique est confiée à un comité présidé par l'autorité administrative locale du lieu où le projet sera réalisé et se compose :
 - du (des) président(s) de la municipalité ou des municipalités concernées ou son représentant,
 - du représentant de l'autorité gouvernementale chargée de l'environnement (MEME),
 - du représentant des autorités gouvernementales responsables du secteur concerné par le projet au niveau national ou régional, selon le cas,
 - de toute personne invitée par le président pour aider la commission dans ses travaux, y compris un expert, si jugé nécessaire, pour certains aspects.
- L'ordre d'ouverture d'une enquête publique doit spécifier :
 - la nature du projet, sa cohérence et son emplacement,
 - la population touchée par l'enquête publique dans les limites de la zone d'impact du projet soumis à l'EIE,
 - les dates d'ouverture et de clôture de l'enquête publique,
 - le lieu, ou les lieux de consultation du dossier d'enquête visé à l'article 2 du présent décret ainsi que du ou des registre(s) destiné(s) à recueillir les observations et propositions du public ;
 - les noms et qualités du président et des membres de la commission visée à l'article 4 ci-dessus, chargée de la conduite de l'enquête publique.

- L'ordre avec la demande d'ouverture de l'enquête publique est porté à la connaissance du public au moins quinze jours avant la date d'ouverture, par la publication dans au moins deux quotidiens, dont l'un doit être en arabe, autorisés à recevoir des annonces légales, et affiché dans les locaux des communes concernées. Cet affichage est maintenu pendant toute la durée de l'enquête publique. En outre, la commission peut recourir à tout autre moyen de communication approprié, y compris de moyens audiovisuels, pour faire en sorte que les informations nécessaires sur l'enquête publique atteignent la population.
- Pendant la durée de l'enquête, le président de la commission doit prendre toutes les mesures nécessaires pour permettre à la population concernée d'accéder au fichier de consultation, en le mettant au moins à la disposition des sièges des communes concernées.
- Le président rend également public un registre afin de consigner les observations et les suggestions sur le projet.
- La durée de l'enquête publique est de vingt (20) jours. A l'expiration de ce délai, la commission doit formuler le rapport d'enquête publique sur la base des observations consignées dans le registre et résumant les observations et les propositions faites par la population concernée par le projet.
- Le rapport d'enquête publique et le registre seront transmis par le président au président du Comité National de l'EIE (CNEIE), ou au Président du Comité régional de la zone impactée dans les huit (8) jours suivant la date de clôture de l'enquête publique.

En résumé, la loi marocaine exige une enquête publique de 20 jours, pendant laquelle la population, informée au préalable par la direction régionale par le biais de la publication de presse, est invitée à consulter la documentation du projet social et environnemental (y compris un résumé non technique) et à fournir leurs observations dans un registre, qui sera ensuite pris en compte dans le rapport final de la commission. Il faut noter que la réglementation n'exige pas spécifiquement des réunions publiques, sans être également proscrites. Dans la pratique, la plupart des projets importants ne fournissent pas seulement la documentation du projet au public, mais organisent également des réunions d'information et des consultations dans le cadre d'enquêtes publiques.

Le présent projet ne sera pas soumis à l'enquête publique, toutefois, une enquête publique sera réalisée pour les entreprises locataires qui devront réaliser les EIES selon la réglementation en vigueur si elles sont assujetties.

10.2.2 Standards internationaux

Les Normes de Performance (NP) de la Société Financière Internationale (SFI) et les directives environnementales, sanitaires et sécuritaires du groupe Banque Mondiale servent de référence pour le processus de conformité environnementale et sociale du Projet. La NP de référence spécifique est la NP1 : Évaluation et gestion des risques et des impacts environnementaux et sociaux.

La NP1 exige une approche systématique de l'engagement des parties prenantes, qui prend en compte leurs points de vue, leurs intérêts et leurs préoccupations, en particulier ceux dans la zone d'influence. Une telle approche est conçue pour aider à établir et maintenir une relation constructive avec les parties prenantes du projet. NP1 exige également le développement d'un Mécanisme de gestion des Doléances pour le Projet (voir Section 10.5), qui doit être divulgué aux communautés affectées et aux travailleurs du projet afin de garantir une bonne compréhension du processus.

La SFI a publié des directives portant sur le dialogue avec les parties prenantes (Dialogue avec les parties prenantes : Le manuel des bonnes pratiques pour les entreprises réalisant des affaires sur les marchés en développement, 2007) constituant un guide de référence pour le développement et la mise en application de ce PEPP.

Ces directives mettent l'accent sur la participation des communautés affectées dans le processus d'évaluation afin d'assurer une consultation préalable, libre et informée des parties prenantes, pour permettre la prise en compte des résultats de cette consultation dans le plan de gestion

environnementale et sociale du Projet. Le tableau ci-après présente l'approche générale des NP de la SFI en termes d'engagement avec les Parties Prenantes.

Tableau 10.1 : Approche générale des NP de la SFI en termes d'engagement avec les Parties Prenantes

Analyse et identification	<ul style="list-style-type: none"> Toutes les parties prenantes doivent être identifiées et analysées selon les impacts du Projet et leurs intérêts particuliers. Les groupes vulnérables ou désavantagés doivent être identifiés. Cette identification et analyse des retombées des impacts, doit servir de base à l'élaboration d'une stratégie d'engagement avec les parties prenantes.
Divulgaration	<ul style="list-style-type: none"> Divulgaration et dissémination de l'information sur les problématiques environnementales et sociales dans un langage et format appropriés et en mesure avec les risques et impacts du projet ; La divulgation de l'information devra avoir lieu lors des différentes étapes du Projet, lors de la publication de l'EIES, avant et durant les travaux, en cas de changement du Projet ou d'autres événements susceptibles d'avoir un impact sur les communautés locales ou autre PP.
Consultation	<ul style="list-style-type: none"> Consultations des parties prenantes sur les sujets problématiques et sur les impacts ayant un lien avec leurs intérêts, prise en compte des opinions et apport d'une réponse aux questions et craintes. Adaptation des consultations selon les besoins, les intérêts et les capacités des parties prenantes, y compris des groupes vulnérables afin d'assurer l'accessibilité de l'information.
Gestion des doléances	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'un mécanisme de gestion des doléances, transparent, gratuit et facilement accessible afin d'enregistrer, analyser et répondre aux doléances des communautés et des travailleurs.
Gestion du Projet	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'un Plan de Gestion Environnemental et Social. Développement et mise à jour continue d'un PEPP avec les informations sur les PP, les consultations passées et futures, la stratégie d'engagement du Projet, le plan de communication et de consultation et les moyens mis en œuvre pour assurer un dialogue transparent et accessible à tous.

Source : *Dialogue avec les Parties Prenantes, SFI 2007*

10.2.3 Politique d'engagement des parties prenantes des promoteurs

Le Conseil Régional de Casablanca Settat ainsi que la SDR s'engagent à mettre en œuvre et maintenir des normes et standards élevés en matière d'engagement des parties prenantes et à communiquer auprès de ses sous-traitants sur son plan d'engagement des parties prenantes (voir accord de subvention).

10.3 Identification et caractérisation des parties prenantes

Un engagement efficace des parties prenantes repose sur l'identification préalable des parties prenantes et une bonne compréhension de leurs attentes vis-à-vis du Projet, ainsi que de leur influence sur ce dernier. Cette information est alors utilisée pour adapter l'engagement avec les différents groupes de parties prenantes.

La Section 10.3.1 donne une mise en contexte locale de la zone d'influence, pour identifier les parties prenantes associées et la Section 10.3.2 identifie les différents groupes de parties prenantes et qualifie les parties prenantes (PP) en fonction de leurs attentes et préoccupations vis-à-vis du Projet. La Section 10.3.3 établit une cartographie des parties prenantes en fonction de leurs sensibilités et influences afin de guider la stratégie d'engagement du Projet.

10.3.1 Contexte local

10.3.1.1 Création du parc industriel Ahl Loughlam

La stratégie de développement établi par le Conseil Régional de Casablanca Settat, repose sur 5 axes stratégiques couvrant l'ensemble des problématiques de développement de la région et plaçant le citoyen au cœur des préoccupations :

- Générations futures
- Milieu rural intégré
- Attractivité sociale, culturelle et qualité de vie
- **Entreprise innovation et emploi**
- Mobilité régionale

La création de parcs industriels compétitifs, en complément de l'existant constitue le premier objectif de l'axe 4 « Entreprise, innovation et emploi ». L'objectif est de créer des parcs industriels intégrés et durables suivant les standards de rang mondial. C'est dans cet axe que le projet de la zone industrielle d'Ahlou Loughlam est inscrit.

Afin de le projet du parc industriel d'Ahl Loughlam puisse avoir le jour, plusieurs conventions ont été élaborées :

- Une convention de création du projet, entre le Conseil Régional, Wilaya, Holding Al Omrane « Aménageur initial » a été voté en mars 2019 et signée en avril 2019 puis validée par le Ministère de l'Intérieur en septembre 2019.
- Une convention d'opérationnalisation du projet, entre l'AREP «Maitre d'ouvrage délégué », la Fédération Marocaine des industries de cuir (FEDIC) et la Préfecture des arrondissements de Sidi Bernoussi a été signée en Mars 2019.
- La Région de Casablanca Settat et Chaabi Capital Investissement du groupe de la banque populaire sont en cours de création d'une Société de Développement Régional « Casablanca Settat Développement » qui sera le gestionnaire du projet.
- En 2019, la RCS en partenariat avec CCI a soumis une demande de financement pour la réalisation du parc d'Ahl Loughlam dans le cadre de l'Appel à Projet du Fonds des Zones Industrielles Durables FONZID lancé conjointement par le Millennium Challenge Corporation (MCC) et le Ministère de l'Industrie, de l'Investissement, du Commerce et de l'Economie Verte et Numérique. Dans ce cadre un accord de subvention entre le Millenium Challenge Account (MCA) Morocco et le Conseil Régional Casablanca – Settat a été signé en date du 15 mai 2020 visant le financement partiel du projet de développement du parc industriel Ahl Loughlam.

10.3.1.2 Description du projet

Le projet du parc industriel d'Ahl Loughlam est situé au niveau de l'Arrondissement de Sidi Moumen et s'étend sur d'une superficie de 10 ha 20a 24ca. Il est composé de 93 lots de terrain d'une superficie de 500 à 1000 m². Ces lots seront mis en location sous forme de lots de terrains nus ou comprendront des bâtiments industriels en location.

Ce parc industriel sera dédié aux industries du cuir non polluantes (Écosystème Chaussures, Vêtements de cuir et Maroquinerie). Il permettra de créer environ 5 400 emplois.

Le projet prévoit aussi la construction d'un bâtiment de services d'une superficie de près de 3.000 m² comprenant un restaurant, une crèche, des show-rooms, une salle de formation, les bureaux de la Société de Développement Régional (SDR), un centre de soins, une agence bancaire et une agence d'interim et la mise en place d'une unité logistique de récupération des produits d'emballage sur une surface dédiée de 365 m².

En termes de sécurité, le parc sera clôturé et sécurisé, et comprendra un réseau électrique et télécoms de qualité, un éclairage performant, un gardiennage et un contrôle d'accès.

Les travaux d'aménagement (voirie, réseaux électrique, eau potable et assainissement et éclairage public) ont été réalisés par Al Omrane propriétaire du terrain et réceptionnés en 2008. Depuis cette date, aucune unité industrielle ne s'est installée et le terrain est resté nu.

10.3.2 Identification de parties prenantes

L'efficacité de l'engagement avec les parties prenantes dépend de l'identification complète et systématique des parties prenantes et de leurs attentes, objectifs et priorités vis-à-vis du Projet et de leur influence sur ce dernier. Il est également approprié de comprendre comment chaque PP pourrait être affectée, ou percevoir d'être affectée, par le Projet afin d'adapter l'information fournie aux PP et de comprendre leurs opinions et attentes vis-à-vis du Projet.

Dans le cas du présent projet, les parties prenantes clés identifiées conformément aux exigences de la SFI sont regroupées en deux grands groupes :

- Les parties prenantes clés affectées par le projet, c'est-à-dire les personnes ou les institutions qui peuvent être touchées par un ou plusieurs des impacts négatifs potentiels du projet, et les impacts positifs
- Les parties prenantes basées sur l'intérêt qui incluent potentiellement les organismes publics concernés par les procédures fixées par le projet, les bénéficiaires du projet, les organisations non gouvernementales nationales et internationales et une partie de la société civile intéressée.
- Les parties prenantes impliquées dans la réalisation du projet (bénéficiaire et ses partenaires, et le personnel du projet)

En effet, les parties prenantes directement affectées ont été identifiées en se basant sur les missions de terrain réalisées pour établir de l'état initial de l'EIE ainsi que les différents documents relatifs au projet fournis par le CRCS. D'une manière plus pratique, ces PP sont présentées comme suit :

- **La communauté locale** : ce sont les habitants du quartier Salam 2 qui en raison de leur proximité au projet ou aux infrastructures du projet peuvent être impactés soit positivement ou négativement par le projet. Ce groupe inclut également les usagers des terrains ou groupes vulnérables. Cette communauté est directement affectée par le projet durant toutes les phases de mise en œuvre.
- **Les groupes vulnérables** : Les personnes ou groupes vulnérables sont les personnes ou les groupes moins résilients que les autres aux risques et aux impacts négatifs d'un projet, du fait le plus souvent de discriminations ou d'inégalités socioéconomiques, culturelles, et/ou de genre subies auparavant. Ce sont aussi les parties susceptibles d'être affectées de manière différenciée par le projet (les personnes ou les groupes) eu égard à leur situation particulière, pouvant les défavoriser ou les rendre vulnérables. Ils présentent probabilité élevée d'être incapables d'anticiper les risques et impacts négatifs que génère pour eux un projet, d'y faire face et de les maîtriser. Les individus et groupes vulnérables peuvent inclure les femmes, les enfants, les personnes âgées, les pauvres ou les minorités ethniques, religieuses, culturelles ou

linguistiques. De manière générale, les critères de vulnérabilité peuvent comprendre, sans que la liste indicative ci-dessous soit limitative :

- Le genre (les femmes étant généralement plus susceptibles d'être vulnérables, particulièrement quand elles sont isolées ou chefs de ménage, ou d'être traitées inéquitablement dans le cadre d'une succession) ;
- L'âge, s'agissant notamment des jeunes en situation précaire, et vieillards, en particulier s'ils sont isolés, et des enfants chefs de ménage (situation a priori rare dans le contexte marocain mais pas à exclure systématiquement) ;
- Le handicap physique ou mental ;
- La maladie, s'agissant particulièrement des personnes atteintes de maladies graves ou incurables telles que tuberculose, cancers, VIH/SIDA, etc...
- La pauvreté, s'agissant par exemple de ménages sans ressources régulières, ou dont les revenus sont situés au niveau ou en dessous du seuil de pauvreté, et sans actifs leur appartenant en propre ;
- L'isolement familial et social, s'agissant par exemple des veuves et orphelins ne disposant pas de réseau familial de solidarité.

Au sien de la population affectée par le projet, les autorités locales doivent identifier les personnes vulnérables et vérifier par la suite si effectivement les personnes identifiées répondent aux critères de vulnérabilité cité ci-dessus (présence ou absence de réseaux de solidarité familiale ou communautaire, niveau de pauvreté, vérification de la réalité des handicaps ou maladies, etc...).

- **Les entreprises locataires** : correspondent aux entreprises opérant dans le domaine du cuir et souhaitant s'installer au niveau du parc industriel d'Ahl Loughlam.

Les parties prenantes basées sur l'intérêt sont représentées comme suit :

- **Les institutions gouvernementales** : correspondent aux différentes institutions consultées dans le cadre du projet.
- **Les organisations de la société civile** : correspondent aux différents ONG locaux qui font partie intégrante du dialogue qui aura lieu avec les parties prenantes directement affectées par le projet.
- **le porteur du projet**
- **le personnel du projet**

Les parties prenantes sont groupées sur la base de leurs intérêts communs et de leurs caractéristiques. A cet égard un certain nombre de 'Groupe de Parties Prenantes' a été identifié afin d'aider à structurer les activités d'engagement avec les parties prenantes. Ces groupes sont décrits dans le tableau ci-après **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** et accompagnés d'un résumé de leurs intérêts vis-à-vis du Projet.

Le processus d'engagement avec les PP participe à l'identification de PP supplémentaires au fur et à mesure de l'évolution du Projet. La liste détaillée ci-dessous des parties prenantes identifiées et rencontrées à ce jour est complétée au fur et à mesure de l'évolution du Projet et des consultations tenues.

Tableau 10.2: Groupes de parties prenantes

Groupes de parties prenantes	Relation avec le Projet	Parties prenantes identifiées
Parties prenantes clés affectées par le projet	Impacts environnementaux et sociaux (emploi, bruit, poussières, ...) en phase de construction, phase d'exploitation et démantèlement	Riverains / industrie existante/
	Bénéficiaires	Les entreprises locataires (FEDIC)
	Groupes vulnérables	Femmes chefs de foyers, Personnes âgées, Personnes handicapées physiques et mentales, ...
Parties prenantes intéressées par le projet	Mise en place des programmes de développement régional qui pourront entre en interaction avec le projet Adoption du projet / convention avec MCA pour le développement de la ZI d'Ahl Loughlam	Conseil régional de Casablanca-Settat / AREP
	Participer dans les actions de communication, d'information et de sensibilisation établies dans le cadre du projet au profit de la population locale. Monter les doléances formulées par les riverains au porteur du projet	Les autorités locales
	Impliquer les entreprises des métiers du cuir (chaussures et maroquinerie) dans la future ZI	FEDIC/CMTC
	Assurer l'entretien de la ZI, favoriser l'implication des structures implantées dans la zone, mettre en place des services d'accompagnement aux entreprises et leurs employés selon le besoin ou encore mettre en place et maintenir les services à destination des employés et veiller au respect des contrats de location signés avec les différents locataires.	SDR Casablanca-Settat
	Financement du projet	Banque populaire / Chaabi capital investissement
	mise en œuvre du Compact II au Maroc/ financement du projet / supervision et approbation des études.	MCA/MCC

Groupes de parties prenantes	Relation avec le Projet	Parties prenantes identifiées
	Financement du projet / Accompagner les entreprises du secteur du cuir souhaitant lancer un projet d'investissement au niveau de cette zone/ promotion de la ZI à l'échelle nationale	Ministère de L'Industrie, de L'Investissement, du Commerce et de l'Economie Numérique
	Etude architecturale / suivi les études / coordination/suivi des travaux et réceptions	BET chargé de la maîtrise d'œuvre
	Réalisation de l'EIE/ respect des exigences de la SFI	BET chargé de l'EIES
	Raccordement du projet aux réseaux (eaux et assainissement) et gestion des déchets solides	Concessionnaires des services (Lydec, ONEE, Averda)
	Délivre l'acceptabilité environnementale pour les entreprises désirant s'installer dans la ZI et dont l'activité nécessite une EIE et les autres autorisations.	CRI
	Assurer des formations aux jeunes dans le domaine de l'industrie	OFPPT
	Collaborer avec le MO pour faciliter la procédure de l'emploi qualifié.	ANAPEC / inspection régionale de travail
	Facilitation de la prise en charge des cas d'urgence médicale qui pourraient survenir au cours de la phase des travaux ou en phase d'exploitation	Ministère de la santé
	Font partie de la commission régionale/ obtention de l'acceptabilité environnementale pour les entreprises qui seront installées dans la ZI	Autres départements ministériels
	Participer dans les actions de sensibilisations établies dans le cadre du projet Représenter les futurs salariés opérants dans la ZI et défendre leurs intérêts	Syndicats
	Collaborer avec le MO et participer aux actions de sensibilisation/ d'information établie au profit de la	ONGs

Groupes de parties prenantes	Relation avec le Projet	Parties prenantes identifiées
	population locale	
	Validation des plans de sécurité incendie. Secours de la population en cas d'accidents, incendies, pollutions, ...	Protection civile

10.3.3 Cartographie des parties prenantes

Suite à l'identification et à la qualification des parties prenantes, ces dernières peuvent être cartographiées selon les types d'enjeu, la sensibilité, influences et logiques relationnelles.

Le Projet mettra en place une stratégie d'engagement adaptée aux différentes parties prenantes et aux résultats de la cartographie, notamment en :

- Intégrant autant que possible les attentes et préoccupations des parties prenantes dans la conception du Projet ou de ses mesures d'atténuations, ceci d'autant plus que les enjeux sont importants ;
- Engageant un dialogue sur les thématiques priorisées selon l'importance des enjeux et ce notamment avec les parties prenantes dont les logiques relationnelles sont une veille critique à neutre (p.ex. communautés locales) ;
- Maintenant un dialogue équilibré avec les parties prenantes neutres et positives ;
- Adaptant la stratégie d'engagement selon que les parties prenantes ont une échelle d'influence locale, nationale ou internationale, notamment :
 - Les consultations avec les parties prenantes locales et les personnes vulnérables doivent être adaptées afin de garantir leur participation libre et éclairée (e.g. rencontres sur place, groupes de discussion, illustrations et utilisation d'un interprète.) ; et,
 - Les consultations avec les parties prenantes nationales et internationales peuvent être plus formelles et se baser sur les moyens de communication modernes (e.g. publication en ligne de l'EIES, invitation par email à commenter sur l'EIES, lettre d'information, communiqué de presse, etc.).

Tableau 10.3: Niveau d'intérêt et capacité d'influence des parties prenantes clés

Partie Prenante	Relation	Intérêts	Niveau d'Intérêt/Sensibilité	Capacité d'Influence
<i>PP ou Groupe</i>	<i>Positive</i> <i>Négative</i> <i>Inconnue</i>	<i>Divers (D),</i> <i>Politique (P),</i> <i>Environnemental et Social (E&S),</i> <i>Economiques (\$),</i> <i>Réglementaires et organisationnel (R&O)</i> <i>Travail (T)</i>	<i>0</i> <i>+ (limité)</i> <i>++ (moyen)</i> <i>+++ (élevé)</i>	<i>0</i> <i>+</i> <i>++</i> <i>+++</i>
Population locale (Y compris groupes vulnérables)	Positif	Environnemental et social (E&S), Economique Travail	+++	+++
Entreprises locataires (FEDIC)	Positifs	Environnemental et Social (E&S), Economiques (\$) Travail (T)	+++	+++
Conseil Régional de Casablanca Settat	Positifs	Divers (D), Politique (P), Environnemental et Social (E&S),	+++	+++

Partie Prenante	Relation	Intérêts	Niveau d'Intérêt/Sensibilité	Capacité d'Influence
Collectivité territoriale (Wilaya, préfectures des arrondissements de Sidi Bernoussi, arrondissement Sidi Moumen, ...)	Positif	Divers (D), Environnemental et Social (E&S), Réglementaires (R)	++	+++
Autorités locales	Positif	Réglementaires et organisationnel (R&O) Environnemental et Social (E&S),	++	+++
Banque populaire / Chaabi capital investissement (bailleurs de fonds)	Positif	Economiques (\$)	+++	+++
MCA/MCC (bailleurs de fonds)	Positif	Environnemental et social (E&S), Economique (\$)	+++	+++
Ministère de L'Industrie, de Commerce et de l'Economie Verte et Numérique	Positif	Environnemental et social (E&S), Economique (\$) Divers (D), Politique (P),	+++	+++
BET (EIES et technique)	Positif	Environnemental et social (E&S), Economique (\$) Travail (T)	++	++
Départements ministériels (DRE, ministère de la santé, ...)	Positif	Réglementaires et organisationnel (R&O) Environnemental et Social (E&S), Divers (D),	++	++
CRI	Positif	Divers (D), Economique (\$)	++	++
OFPPT /ANAPEC	Positif	Divers (D), Economique (\$) Travail (T)	++	++
Concessionnaire des services	Positif	Divers (D), Economique (\$) Environnemental et Social (E&S), Travail (T)	++	+
ONG local (Association de dialogue et réconciliation et association dans le domaine de l'environnement)	Positif	Environnemental et Social (E&S), Divers (D),	++	++
Protection civile	Positif	Environnemental et	+	++

Partie Prenante	Relation	Intérêts	Niveau d'Intérêt/Sensibilité	Capacité d'Influence
		Social (E&S), Divers (D), Réglementaires et organisationnel (R&O)		
Syndicats	Inconnu	Divers (D),	+	++

L'analyse des parties prenantes repose sur la "matrice intérêt-pouvoir". C'est une méthode efficace pour garantir le succès d'un projet. Elle prend en compte l'intérêt et le pouvoir de toute personne liée au projet pour déterminer les stratégies à mettre en place pour répondre à leurs attentes.

La figure ci-après, présente les différentes parties prenantes du projet groupées selon leur pouvoir et intérêt

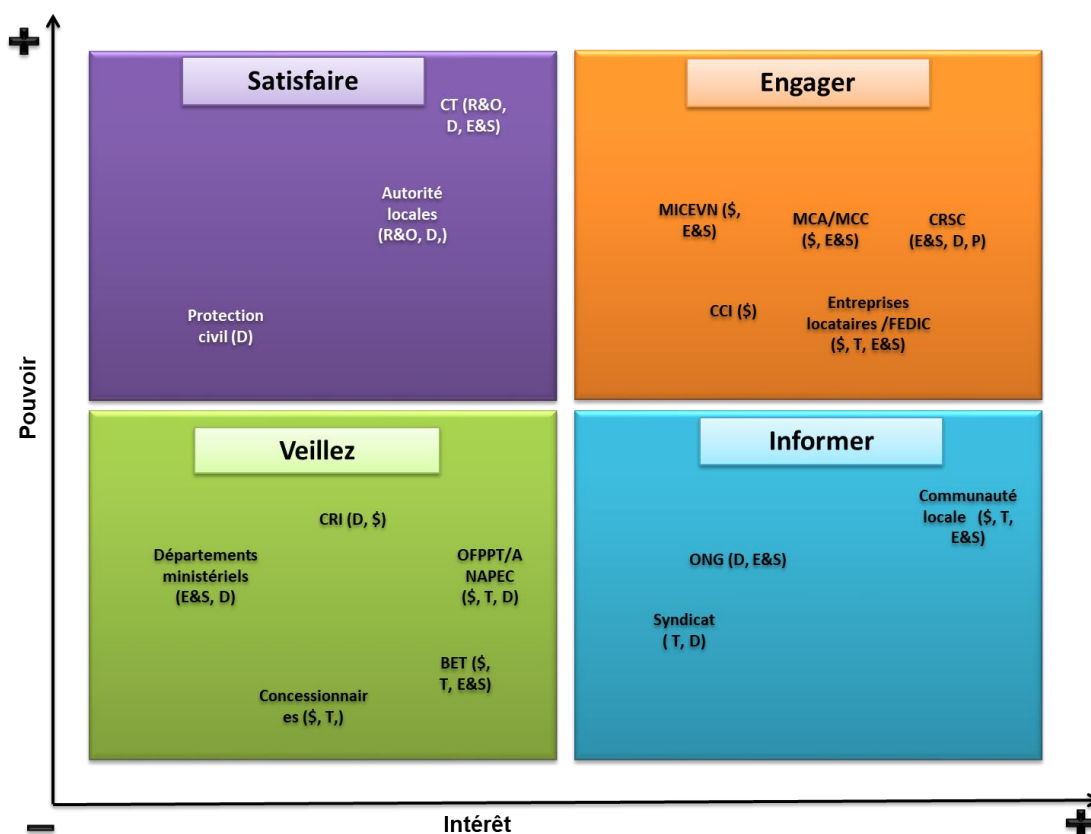


Figure 10.1 : Cartographie conceptuelle des parties prenantes du Projet

L'analyse de la matrice permet d'identifier quatre grandes catégories de parties prenantes qui sont impliqués dans le projet, à savoir :

- Pouvoir élevé et intérêt élevé** : cette catégorie englobe les parties prenantes qui sont naturellement impliquées dans le projet, sans leur implication efficace le projet ne pourra pas aboutir d'une manière saine. **La collaboration avec ces parties prenantes dès la conception du projet.** Il s'agit principalement de:

- MCA/MCC
 - MICEVN
 - CRCS
 - CCI
 - Les entreprises locataires (FEDIC)
- b) **Pouvoir faible et intérêt élevé**: Ces individus accordent une grande importance à la réussite du projet vu les impacts positifs desquels ils vont bénéficier en phase d'exploitation et souhaitent par conséquent être tenus informés de son avancement. En même temps, ce sont les parties qui peuvent être impactées négativement par le projet en phase de construction. Tout déficit de participation de ces parties prenantes se répercutera sur la performance sociale du projet en limitant le niveau d'atteinte de ses objectifs sociaux. **Ces parties prenantes doivent être consultées en permanence et sur tous les aspects du projet qui les concernent, comme les services offerts par le projet en phase d'exploitation.** Ce groupe de partie prenante rassemble les individus suivants :
- La population locale
 - Les ONGs
 - Les syndicats/
- c) **Pouvoir élevé et Intérêt faible** : Ces individus n'ont pas d'intérêt particulier pour le projet, mais leur fort niveau de pouvoir peut les amener à intervenir et s'opposer à celui-ci. **Identifier et satisfaire leurs besoins spécifiques est une manière de développer leurs niveaux d'intérêt tout en évitant les conflits futurs.** Ce groupe englobe généralement les représentants de la population et des différents ministères intervenant dans le processus d'obtention de l'acceptabilité environnementale ou dans le financement des programmes de gestion des impacts environnementaux et sociaux du projet :
- Collectivité territoriales
 - Autorités locales
 - CRI
 - Protection civile.
- d) **Pouvoir faible et intérêt faible** : Ce dernier groupe comprend les individus liés de loin au projet, ils ne sont pas forcément impliqués dès les premières étapes de conception du projet. Leurs intérêts au projet sont plus ou moins faibles et n'ont pas spécialement d'influence sur l'atteinte des objectifs escomptés d'un projet de zone industrielle. La stratégie à mettre en place consiste alors à surveiller ces parties prenantes et rester à leur écoute au cas où leurs niveaux de pouvoir et/ou d'intérêt augmenteraient. Dans le cas du présent projet, ce groupe de parties prenantes englobe tous les autres départements ministériels et les concessionnaires des services (LYDEC, AVERDA, ...) ainsi que les BET technique et chargé de l'EIES.

10.4 Activités d'engagement des parties prenantes

10.4.1 Introduction

Cette section présente les principales activités d'Engagement des Parties Prenantes du Projet réalisées dans le cadre de l'EIES.

10.4.2 Consultations menées

Les trois réunions présentées ci-dessous ont été menées virtuellement, en utilisant la plateforme « ZOOM » en raison de la situation sanitaire Covid19.

10.4.2.1 Réunion d'information et de sensibilisation

■ **Objectifs :**

Cette réunion avait pour but de sensibiliser et informer les parties prenantes clés des objectifs de la consultation publique qui sera réalisée en juillet 2020 à l'issue de l'EIES, la présentation du projet et de la consultation publique qui a été prévue le 14 juillet 2020 en termes : d'objectif, enjeux, déroulement et planification.

Les différents présents ont été invités par envoi du mail expliquant l'objectif de la réunion et le contexte du projet. Le lien de la plateforme utilisée pour la Vidéoconférence a été également envoyé au niveau du même mail.

■ **Déroulement**

Une présentation Power point a servi de support pour informer et sensibiliser les parties prenantes sur le contexte général du projet ainsi que le cadre référentiel de l'EIES et la consultation publique. La présentation a été scindée en trois grandes parties :

1. Exposé du cadre général du projet

Cette partie a été présentée par le représentant de l'AREP et concerne les points suivants :

- Cadre général, contexte du projet et planning de réalisation : Le cadre général du projet ;
- Le contexte du projet au sein du programme régional de développement.
- Les différentes conventions établies dans le cadre du projet ;
- Le planning de réalisation.

2. Consistance et composantes du projet

Les représentants de BEG Ingénierie ont présenté la Consistance Technique de projet ;

3. Référentiel de l'EIES et ces objectifs

Cette partie a été présentée par le bureau d'étude Phénixa chargé de la réalisation de l'EIES et concerne les points suivants :

- Le cadre référentiel de l'Étude d'impact environnemental et social (les normes de la SFI)
- Les étapes de la réalisation de l'EIES ;
- L'objectif et contenu du PGES ;
- Le rôle de MCA dans le suivi des aspects environnementaux et sociaux dans le cadre du projet ;
- Les objectifs de la consultation publique ;
- Le référentiel de la consultation publique (exigences MCC/MCA) ;
- Déroulement et contenu de la consultation publique,

- Les résultats escomptés de la consultation publique ;
- Le programme prévisionnel de la réunion de la consultation publique



Figure 10.2: Page de garde de la présentation d'information du 22/06/2020

10.4.2.2 Réunion de simulation de la consultation publique

Une réunion de simulation de la consultation publique a été programmée le 01/07/2020. Cette réunion avait pour objectif de réaliser une simulation de la CP en invitant une partie des parties prenantes et les partenaires du CRCS afin s'assurer du bon fonctionnement des outils informatiques utilisés et initier les participants aux contraintes de communication qui pourront avoir lieu suite à l'usage d'une plateforme de communication à distance (Webinaire) contrairement aux réunions en présentiel où la communication est plus fluide.

Durant cette réunion, les participants ont représenté l'ensemble des acteurs (institutionnels, ONG et populations) concernés directement ou/et indirectement par le projet. Selon l'analyse de la liste des participants, la représentativité calculée est donnée ci-après :

- 8,3 % des participants représentent les associations locales (ONG);
- 66,6% des participants représentent les autres intervenants locaux (responsables du projet (CRCS, CCI, MCA et bureau d'études).
- Les femmes étaient présentes à la réunion à hauteur de 45.8%

Le compte rendu détaillé de cette réunion est annexé au présent document.

10.4.2.3 Réunion de consultation publique

Conformément aux exigences de la SFI, une réunion de consultation avec les partenaires du projet et la population affectée par le projet a été menée conformément à ce PEPP. Cette réunion a fait l'objet d'un rapport annexé au présent document.

Une réunion de consultation publique a été programmée le **14/07/2020**. Elle avait pour objectif de recueillir le point de vue des parties prenantes sur les différents enjeux environnementaux et sociaux que relève le projet du parc industriel Ahl Loughlam. Cette consultation est effectuée pour le compte du CRCS et son partenaire CCI afin d'intégrer toutes les parties prenantes dans le projet et recueillir leurs différentes remarques et propositions pour en tenir compte dans les études d'impact environnemental et social.

Lieux :

Pour des raisons de mesures sanitaires relatives à la pandémie de Covid 19, la réunion de la consultation publique a été menée virtuellement, en utilisant la plateforme « ZOOM ».

Le mode d'invitation utilisé

La divulgation de l'information sur le projet a été réalisée en adoptant les moyens suivants :

- Les invitations ont été envoyées par courrier officiel et par mail aux certaines différentes parties prenantes (institutions).
- Des affiches A3 contenant l'objet de la réunion de la consultation publique, la date et le lien de connexion. L'affichage a été réalisé au niveau de l'arrondissement Sidi Moumen, le siège du CRCS et à proximité du projet afin qu'il soit visible par la population locale ;
- Des banderoles ont été affichées au niveau du site du CRCS et le site du Fonzid ainsi que la page Linkdedin du CRCS et du MCA.

Support d'information

Les consultations publiques vont être menées en arabe dialecte en séance plénières en utilisant des supports compréhensibles. Une présentation PPT en arabe a servi de support pour l'exposé des enjeux environnementaux et sociaux du projet à chaque réunion.



Figure 10.3: page de garde de la présentation de la consultation publique du 14/07/2020

Le détail de déroulement de la consultation publique et présenté au niveau du rapport de consultation publique annexé au présent document.

Tableau 10.4: Consultations réalisées dans le cadre du développement de l'EIES

Étape de l'EIES	Type de consultation	Partie(s) Prenante(s) rencontrée(s)	Lieu et date	Objet de la réunion
EIES	Réunion d'information et de sensibilisation	<ul style="list-style-type: none"> Les équipes du Conseil Régional Casablanca-Settat et de ANAPEC MICEVN Les partenaires du CRCS : CCI, FEDIC. CRI Concessionnaires : LYDEC MCA/MCC Les BET (Technique + chargé de l'EIES) 	Plateforme ZOOM Le 22/06 /2020.	<ul style="list-style-type: none"> ■ Présenter le contexte du projet ■ Le référentiel pour la réalisation de l'EIES ■ Les composantes du projet ■ Recueillir les avis et suggestion des participants
EIES	Réunion de simulation de la CP	<ul style="list-style-type: none"> Les équipes du Conseil Régional Casablanca-Settat et de ANAPEC MICEVN Les partenaires du CRCS : CCI, FEDIC. CRI Concessionnaires : LYDEC MCA/MCC Les BET (Technique + chargé de l'EIES ONGs (Association de dialogue et réconciliation et association dans le domaine de l'environnement) Représentant de la préfecture des arrondissements de Sidi Bernoussi 	Plateforme ZOOM Le 01/07/2020	<ul style="list-style-type: none"> ■ Présenter le contexte du projet ■ Le référentiel pour la réalisation de l'EIES ■ Les composantes du projet ■ Les premiers résultats de l'EIES ■ Tester la plateforme utilisée et le mode de déroulement. ■ Recueillir les avis et suggestion des participants
EIES	Réunion de consultation publique	<ul style="list-style-type: none"> Les équipes du Conseil Régional Casablanca-Settat et de Chaabi 	Plateforme ZOOM Le 14/07/2020	<ul style="list-style-type: none"> ■ Présenter le contexte du projet ■ Le référentiel pour la réalisation de l'EIES

Étape de l'EIES	Type de consultation	Partie(s) Prenante(s) rencontrée(s)	Lieu et date	Objet de la réunion
		<p>Capital Investissement (porteurs du projet)</p> <ul style="list-style-type: none"> • La Fédération des Industriels de cuir FEDIC (bénéficiaires directs du projet) • Le Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Économie Verte et Numérique, • Les départements techniques et administratifs préfectoraux et communaux ; • Les Autorités locales – Ministère de l'intérieur • L'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail OFPPT et Agence Nationale de Promotion de l'Emploi et des Compétences ANAPEC • Les ONG (Association de dialogue et réconciliation et association dans le domaine de l'environnement) et la Population • Les autres départements ministériels concernés • Les BET PHENIXA/BEG • MCA/MCC et les représentants du FONZID 		<ul style="list-style-type: none"> ■ Les composantes du projet ■ Les résultats de l'EIES ■ L'objectif et contenu du PGES ■ Mécanisme de gestion des doléances Recueillir les avis et suggestion des participants

10.4.3 Résumé des observations, enjeux et préoccupations des parties prenantes

Lors des différentes réunions qui ont été menées dans le cadre du projet, les préoccupations de différentes parties prenantes concernent principalement les sujets suivants :

- L'emploi
- Les retombées économiques sur la zone d'implantation du projet ;
- La santé et sécurité des travailleurs (incendie)
- Les nuisances probables suite aux émissions atmosphériques et rejets liquides ;
- Les services fournis par le projet.

Les principaux enjeux discutés avec les Parties Prenantes lors des consultations de la phase de l'état initial sont présentés dans le tableau suivant.

Tableau 10.5: Principaux enjeux discutés avec les Parties Prenantes lors des consultations pour l'état initial

Partie Prenantes		Principaux enjeux discutés lors des consultations												
		Emploi / retombées économiques	Infrastructures / accès à l'énergie	Mobilité et transport	Santé / Sécurité	Gestion des conflits	Foncier	Nuisances et émissions	Droits de l'Homme et éducation	Genre / groupes vulnérables	Patrimoine culturel	Pollution	Env. Physique	Env. Biologique
1	ANAPEC	x												
2	Direction régionale de l'environnement							x				x		
3	Agence urbaine de Casablanca						x							
4	Protection civile			x	X									
5	Population locale	x						x				x	x	
6	ONGs	x						x						
7	FEDIC	x			X			x				x		

Le résumé des observations, enjeux et préoccupations des parties prenantes est présenté dans le tableau ci-après.

Tableau 10.6: Principaux résultats issus des consultations des parties prenantes

Parties Prenantes	Préoccupations / Attentes	Suggestions / Doléances exprimées
Population locale et ONGs	Les impacts négatifs qui pourront avoir lieu suite à la mise en place du projet	Identification et prise en compte de ces impacts dans l'EIES et proposition des mesures d'atténuation adéquates
	L'emploi de la population locale du quartier Ahl Loughlam	Privilégier l'emploi de la population locale
ANAPEC	Les profils prévus pour l'emploi au niveau de la ZI Ahl Loughlam	S'approcher de l'ANAPEC afin de discuter les modalités de l'emploi ainsi que les profils visés.
	Les retombées économiques indirectes du projet sur la zone	Aucune suggestion n'a été proposée
BET intéressé par le projet	Besoin de formation et de qualification dans le secteur du cuir	Se rapprocher de l'OFPPPT afin de préparer les modules de formations en matière du cuir.
Direction régionale de l'Environnement	Les impacts en phase d'exploitation du projet	Réalisation des EIES pour chaque unité souhaitant s'installer dans la ZI Ahl Loughlam, si assujettie, et conformément à la réglementation en vigueur

10.4.4 Réponses du Projet

L'objectif des consultations réalisées à ce jour dans le cadre de l'EIES était de collecter les informations sur les parties prenantes ainsi que leurs commentaires et préoccupations vis-à-vis du Projet. Ces consultations ont permis de répondre aux questions des parties prenantes sur la nature du Projet ainsi que sur les détails de sa conception. Les informations collectées et les préoccupations des parties prenantes ont également été intégrées au rapport d'EIES.

Dans le cadre de la réalisation du Projet, il sera de la responsabilité du CRCS ainsi que de la SDR de continuer le dialogue avec les parties prenantes en organisant des actions d'information régulières, notamment pour communiquer sur les activités de préparation et le planning prévisionnel des activités de construction.

10.4.5 Phase de construction et d'exploitation

Le Projet poursuivra le dialogue avec les parties prenantes pendant toute la durée de vie du Projet, lors des différentes phases de conception, de construction et d'exploitation.

Ce PEPP sera actualisé au fur et à mesure de l'avancement du Projet dans ces phases ultérieures, et ce de manière efficace et culturellement appropriée afin de maintenir un dialogue ouvert avec les personnes affectées et les populations riveraines. L'objectif sera de s'assurer d'avoir identifié et inclus toutes les parties prenantes, d'être dans la continuité du processus de prise en compte des préoccupations et des doléances, et de leur traitement. Le plan d'engagement sera diffusé de telle sorte que les parties prenantes sachent comment dialoguer et participer au Projet. Cette diffusion pourra passer par l'organisation de séances d'information dédiées sur le processus d'engagement, les activités prévisionnelles et les canaux de communication privilégiés. Ces séances d'information pourront se tenir auprès des représentants des différents groupes de parties prenantes avant le démarrage des travaux.

Les promoteurs pourront organiser des activités de participation des parties prenantes présentées dans le tableau ci-après. A ce stade, le plan de participation est présenté de manière conceptuelle et sera précisé en fonction de l'avancement du Projet. Les activités de consultation sont présentées par phase du Projet. Le calendrier proposé est donné à titre indicatif et sera adapté en fonction de l'évolution du Projet.

Tableau 10.7: Activités d'engagement des parties prenantes en phases de construction et d'exploitation

Phase du Projet	Activités spécifiques à mener	Calendrier
Avant le démarrage des travaux	Mise en place d'affiches informant sur la date de démarrage et la durée, etc. cet affichage servira d'informer les industriels et autres partenaires	Avant le démarrage des travaux
Construction du Projet	Consultations en prévision des recrutements des jeunes de la localité pour la construction. (Par les entreprises de construction)	dés adjudication des AO de travaux Après notification de l'ordre de service
	information des communautés riveraines de la zone du projet pour leur fournir les informations pertinentes relative à la construction.	Chaque étape du projet.
	Consultation régulière des réclamations et suggestions des communautés riveraines afin de les traiter et répondre à chaque remarque.	Chaque mois à partir du début de la phase de construction
	Consultation ponctuelle des communautés riveraines en cas d'activité exceptionnelle susceptible de les affecter particulièrement.	Deux semaines avant toute activité exceptionnelle
Exploitation du Projet	Consultation régulière des communautés riveraines sur les impacts liés au Projet.	Réunion semestrielle à partir de la mise en exploitation du parc

10.4.6 Conclusion sur l'avancement de l'engagement des parties prenantes

Les consultations réalisées dans le cadre de l'EIES ont permis d'engager le dialogue avec les différentes parties prenantes, d'informer les parties prenantes sur le Projet et d'identifier les PAP et de caractériser leurs attentes et préoccupations ainsi que leurs conditions socio-économiques avant-Projet.

Le PEPP propose dans la section suivante la formalisation d'un système de gestion des doléances en accord avec les prescriptions des standards internationaux.

10.5 Mécanisme de gestion des doléances

10.5.1 Introduction

Une doléance est définie comme une plainte ou une préoccupation soulevée par une personne, un employé ou une organisation qui estime avoir été lésée par le Projet durant une phase de son développement. Les doléances peuvent avoir la forme de plaintes spécifiques pour d'éventuels préjudices (réels ou perçus), des préoccupations générales au sujet des activités du projet, ou ses relations avec les parties prenantes.

Les standards de performance de la SFI exigent que les mécanismes de gestion des doléances constituent un moyen structuré de réception et de résolution des revendications. Les doléances devraient être traitées promptement selon un processus compréhensible et transparent qui est approprié sur le plan culturel et aisément acceptable pour tous les segments des communautés affectées, gratuitement et sans représailles. Le mécanisme devrait être approprié à l'ampleur des impacts et des risques présentés par un projet et avantager la société et les parties concernées. Le mécanisme ne doit pas entraver les recours judiciaires ou administratifs.

10.5.2 Principes d'élaboration du mécanisme de gestion des doléances

Le mécanisme de gestion des doléances est basé sur les principes suivants.

- **Transparence et impartialité :** Le processus de résolution des doléances est transparent, en harmonie avec la culture locale et disponible dans la langue appropriée. Le mécanisme est conçu en collaboration et en partenariat avec les communautés. Elle assure explicitement les usagers potentiels que le mécanisme n'entravera pas leur accès à d'autres recours judiciaires ou administratifs.
- **Accessibilité et culturellement approprié :** Toutes les parties prenantes, y compris les membres de la communauté locale, et les éventuelles personnes vulnérables, ont accès au mécanisme. Ce mécanisme est adapté pour le rendre compatible avec la culture locale (langage, accès des femmes) et accessible aux parties prenantes vulnérables.
- **Communication régulière et ouverte :**
 - registres écrits : Toutes les doléances sont consignées sur un registre de suivi ;
 - dialogue et visites du site : Toutes les doléances donnent lieu à des discussions avec le plaignant et, si nécessaire, à une visite du site afin d'avoir une idée exacte de la nature de la préoccupation. La visite a pour objectif de vérifier la validité et la gravité de la doléance ; et,
 - résolution opportune : Le Projet vise à résoudre toutes les doléances dans un délai défini. , ce délai est en fonction de la nature de la doléance, cependant il y a des doléances auxquelles il faut donner une réponse voire les régler sans délai.

Lors de la consultation publique qui a été réalisée le 14/07/2020, le mécanisme de gestion des doléances a été présenté au différentes parties prenantes du projet. En effet, les doléances pourront être inscrites au niveau d'un registre mis à disposition de la population et toutes les parties prenantes. Ce registre est déposé au niveau de l'arrondissement de Sidi Moumen. Une adresse mail a été également mise à disposition des parties prenantes pour envoyer leurs doléances et suggestions.

10.5.3 Rôles et responsabilités

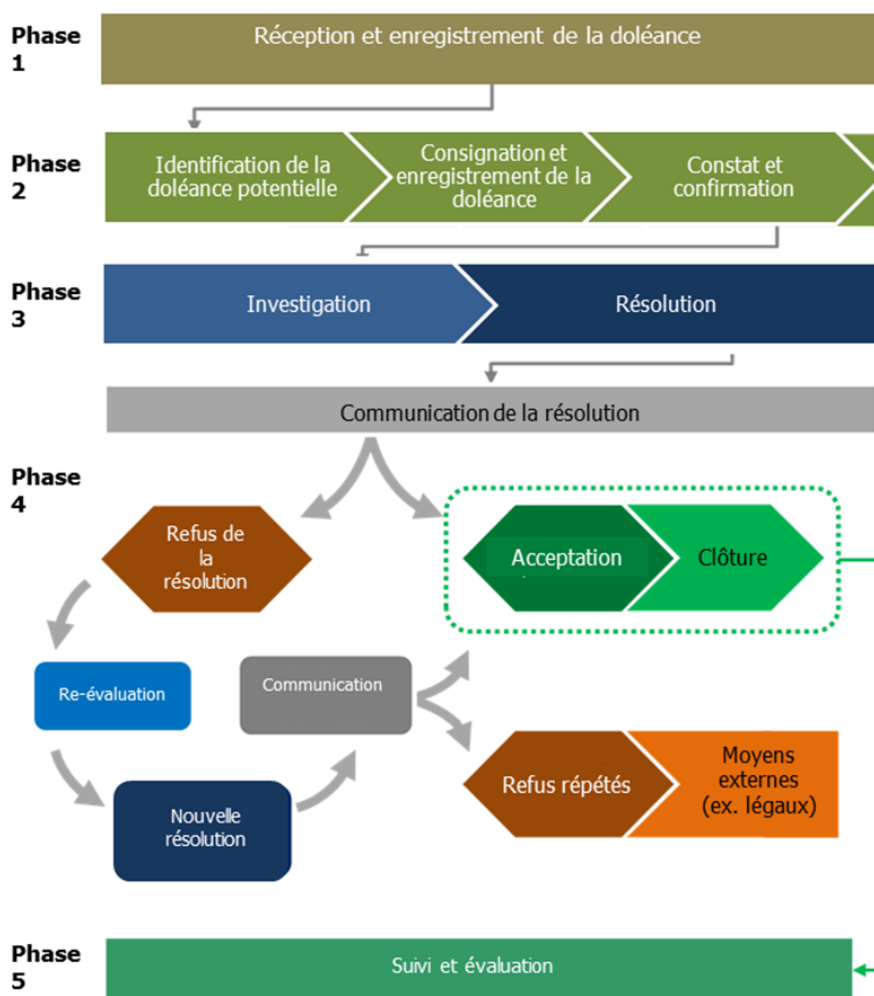
Un responsable de la gestion des doléances sera identifié par les promoteurs en phase de construction et d'exploitation du projet. Ce responsable, dont les promoteurs devront communiquer les coordonnées aux parties prenantes, sera appuyé par une équipe disposant des moyens humains et matériels nécessaires au fonctionnement du mécanisme de gestion des doléances.

10.5.4 Déroulement du mécanisme

Le processus de mécanisme de gestion des doléances, illustré en Figure 5.1 se déroule en cinq phases :

1. Réception et enregistrement de la doléance ;
2. Constat et consignation ;
3. Investigation et résolution ;
4. Réponse;
5. Suivi et évaluation.

Figure 1010.4 : Processus du mécanisme de gestion des doléances



10.5.4.2 Réception et enregistrement de la doléance

Les doléances peuvent être déposées de diverses manières, par courrier ou par internet (info.region@casasettat.ma) ou directement au niveau du registre déposé au siège de la commune de Sidi Moumen. L'ensemble du personnel du Projet est informé qu'il doit transmettre toutes les soumissions qui pourraient être considérées comme des doléances à l'équipe projet dès que possible après leur réception.

Une fois la doléance est reçue, le gestionnaire du parc industrielle Ahl Loughlam procède au classement de cette réclamation ou doléance en 3 niveaux distincts selon sa nature:

- **Doléance niveau 1 :** Pouvant être traitée directement par l'équipe projet;
- **Doléance niveau 2 :** Nécessitant une action, un déplacement sur le site ou une concertation avec les autorités locales et puis une réponse dans les délais convenus.
- **Doléance niveau 3 :** Situation de « l'alerte » nécessitant une action ou une réponse immédiate.

Les détails concernant la personne déposant la doléance seront notés et transmis à l'équipe projet pour traitement et suivi. Les autorités locales et régionales seront également informées qu'il leur faut transmettre les doléances qu'elles recevraient aux promoteurs, pour assurer de gestion et le traitement des doléances.

Le service des réclamations désigné au niveau de la commune consignera chaque revendication sur un formulaire de doléance standard (Un exemple de formulaire d'enregistrement d'une plainte ou doléance est fourni en Annexe 4). Il veillera à ce que l'adresse, la date de consignation, le nom du plaignant et le nom de la personne qui a reçu la doléance soient notés.

10.5.4.3 *Constat et consignation*

Une fois la doléance consignée, une copie du formulaire de doléance signé par le plaignant et le chef de services réclamations au niveau de la commune sera remise au plaignant. Cette copie sert de constat confirmant que la doléance a été reçue.

10.5.4.4 *Inspection du site, investigation et résolution*

Si la doléance est relative au site ou un emplacement donné, une inspection du site sera organisée. L'objectif de l'inspection du site est de vérifier la validité et la gravité de la doléance. L'inspection sera effectuée dans un délai défini à compter de la réception de la doléance.

Le service des réclamations travaillera avec d'autres membres responsables de l'équipe du Projet afin d'examiner le problème et d'identifier les mesures permettant de résoudre de manière appropriée la doléance. La résolution d'une doléance peut nécessiter la recherche d'informations complémentaires afin d'éclaircir la situation et/ou améliorer la communication entre la partie prenante et le promoteur, ou encore de mettre en œuvre des mesures d'atténuation ou de réparation du préjudice causé par des indemnités financières ou en nature, mais aussi afin d'introduire des mesures d'atténuation destinées à empêcher la réapparition du problème. Les autorités locales ou représentants des communautés pourront être impliqués en tant que tierce partie ou personne relai pour faciliter la résolution de la plainte.

10.5.4.5 *Réponse*

Une réponse formelle détaillant la façon dont la doléance a été résolue sera donnée à chaque plaignant dans un délai défini. Si la résolution est retardée, le plaignant sera informé régulièrement de l'avancement du traitement de sa doléance.

Si la résolution est acceptée par le plaignant alors la résolution pourra être mise en œuvre et doléance considérée comme clôturée. Dans le cas contraire, le Promoteur devra évaluer à nouveau la doléance et proposer une nouvelle résolution sur base de discussion avec le plaignant. En cas de refus répétés de la part du plaignant, le recours à des mécanismes légaux externes de résolution pourront être utilisés par celui-ci. Il convient de noter que le plaignant reste libre tout au long du processus du mécanisme de gestion des doléances de recourir aux moyens légaux externes.

10.5.4.6 *Suivi et évaluation*

Les doléances en cours et clôturées feront l'objet d'un suivi et d'une évaluation de la part de l'équipe projet. Les localisations et les fréquences des plaintes par type de doléance seront notamment suivies ainsi que les taux de résolution. Ceci montrera les activités ou composantes du Projet qui font l'objet de doléances répétées et l'efficacité avec laquelle le Projet parvient à les résoudre. Le suivi et l'évaluation des doléances a notamment pour objectif de prévenir des problèmes potentiels à venir et de faire connaître au Projet et à son personnel de direction les actions d'amélioration à mettre en œuvre.

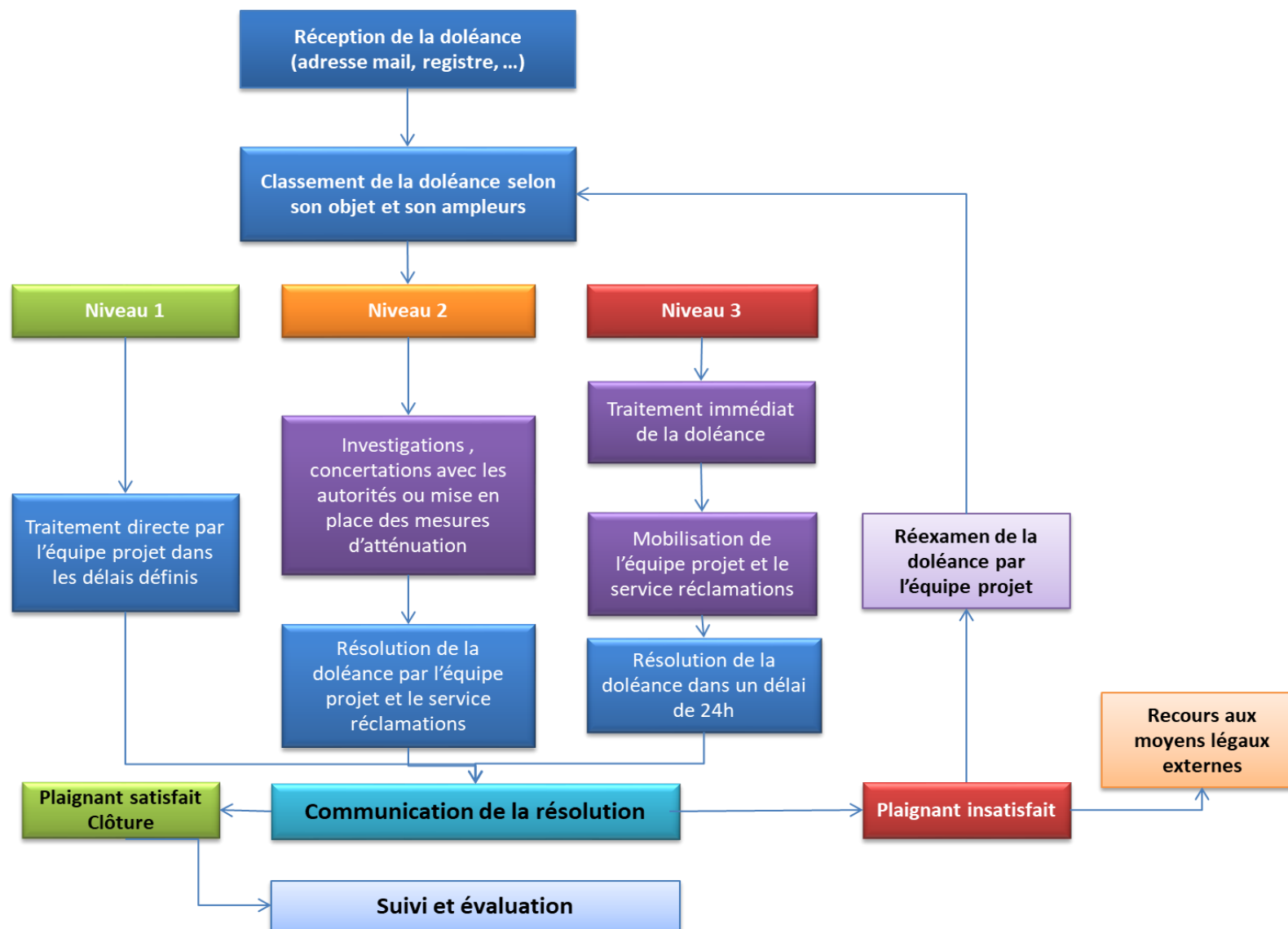


Figure 10.5: Procédure de traitement des doléances selon leurs natures

10.6 Suivi et reporting des activités d'engagement des parties prenantes

10.6.1 Suivi des activités d'engagement des parties prenantes

Il est important d'assurer un suivi de la participation des parties prenantes afin de s'assurer que les activités de consultation et de divulgation sont efficaces, et notamment que les principales parties prenantes, telles que les communautés locales, ont été véritablement consultées pendant tout le processus.

Le suivi sera intégré au suivi environnemental et social du Projet et inclura :

- Un reporting régulier sur les activités de consultation formelles et informelles menées auprès des communautés et des autorités gouvernementales ;
- Un reporting régulier sur les doléances reçues et leur résolution ; et,
- Un audit interne périodique de la mise en œuvre du Plan de Participation des Parties Prenantes.
- Le reporting sur la mise en œuvre du PEPP inclura notamment :
 - Les documents diffusés : leurs types, fréquence, et lieu ;
 - Le lieu et la date des événements de participation formelle et le niveau de participation notamment les groupes spécifiques de parties prenantes ;
 - Le nombre et les types de parties prenantes contactées par courrier, par internet et par d'autres moyens de communication ;
 - Les observations reçues par les autorités gouvernementales, et d'autres parties et transmises au Projet ;
 - Le nombre d'observations par sujet et type de partie concernée, et les informations détaillées fournies en retour ; et,
 - Le nombre et les types de doléances ainsi que la nature et la date de leur résolution.

10.6.2 Compte-rendu annuel

Un rapport de participation des parties prenantes sera publié tous les ans, incluant un récapitulatif des questions soulevées par les parties prenantes, le nombre et les sujets de doléance, un récapitulatif des principales mesures prises pour traiter les préoccupations, l'analyse des tendances en termes d'indicateurs clés de performance.

11. Bibliographie

- Agence urbain de Casablanca, 2015, plan d'aménagement de l'arrondissement de Sidi Moumen.
- BEG Ingénierie, Juin 2020.Projet d'aménagement du parc industriel Ahl LOUGHLAM Casablanca, Plan de masse.
- BEG Ingénierie, Juin 2020.Projet d'aménagement du parc industriel Ahl LOUGHLAM Casablanca, Compte rendu de la réunion Banque populaire rem N°1.
- BEG Ingénierie, Juin 2020.Projet d'aménagement du parc industriel Ahl LOUGHLAM Casablanca, Compte rendu de la réunion Lydec N°1.
- BEG Ingénierie, Juin 2020.Projet d'aménagement du parc industriel Ahl LOUGHLAM Casablanca, Compte rendu de la réunion Orange N°1.
- BEG Ingénierie, Juin 2020.Projet d'aménagement du parc industriel Ahl LOUGHLAM Casablanca, Compte rendu de la réunion Protection civil N°1.
- BEG Ingénierie, Mai 2020.Projet d'aménagement du parc industriel Ahl LOUGHLAM Casablanca, Compte rendu de la visite de lieu.
- BEG Ingénierie, Septembre 2019.Projet d'aménagement du parc industriel Ahl LOUGHLAM Casablanca, Étude de faisabilité.
- BEG Ingénierie, Septembre 2019.Projet d'aménagement du parc industriel Ahl LOUGHLAM Casablanca, Plan de bâtiment de service.
- Centre de commerce international, secteur de cuir EDIC Maroc, feuille de route.
- Centre marocaine des techniques de cuir, Liste des machines de fabrication chaussure et sac.
- Centre marocaine des techniques de cuir, Liste des principales matières utilisées pour la fabrication des chaussures et des sacs et estimation du poids des principales parties et composants
- Conseil régional de Casablanca Settata, mars 2017, programme de développement régional.
- Electro Tadar, 2008, Plans de récolement du de la BASSE TENSION
- Geo Lambert, octobre 2019, Plan côté de la parcelle T14644/D.
- GERAB, 2010, Plans de récolement du réseau d'eau potable.
- Haut - commissariat au Plan, Direction régionale de Casablanca –Settat, Monographie de la préfecture de Casablanca- décembre 2018
- MCA, Accord de subvention à montant fixe, pour la création du parc industriel d'Ahl Loughlam, dans l'arrondissement de Sidi Moumen, à la ville de Casablanca.
- Ministère de l'Intérieur, Direction Générale des Collectivités Locales, Monographie de la préfecture de Casablanca 2018
- Ministère de l'Intérieur, Direction Générale des Collectivités Locales, Monographie de la région Casablanca -Settat-2015
- Préfecture des arrondissements de Sidi Bernoussi et Sidi Moumen , 2008, PV de la réception provisoire de la deuxième tranche de l'opération Salam 2 Ahl Loughlam.
- Stratégie de développement des zones d'activités économiques dans la région du grand Casablanca
- Viabitech , 2007, plan de récolement du réseau d'assainissement .

12. ANNEXES

Annexe 1 : Compte rendu de la réunion d'information du 22 /06/2020

Annexe 2 : Compte rendu de la réunion de simulation de la CP du 01 /07/2020

Annexe 3 : Rapport de la consultation publique du 14/07/2020

Annexe 4 : Exemple de fiche de doléance (en arabe / français)

Annexe 5 : Présentation Power Point de la Consultation Publique

Annexe 1 : Compte rendu de la réunion d'information du 22 /06/2020

ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL DE LA ZONE INDUSTRIELLE D' AHL LOUGHLAM

COMPTE RENDU DE REUNION

Date	12/06/2020	Lieu	Zoom
Objet	Réunion préparatoire à la consultation publique, Sensibilisation et information des parties prenantes		
Étaient présents	Nom	Organisme et qualité	
	Sakina SAYOURI	Expert environnement, MCA/Fonzid	
	Mounir AIT MANSOUR	Coordinateur du projet, conseil régional Casa-Settat	
	Majda EI KEROUITI	Chef département qualité, sécurité et environnement, conseil régional Casa-Settat	
	Adil CHARAF	Chef division eau et environnement, conseil régional Casa-Settat	
	Adil RZAL	Directeur d'Upline group, CCI	
	Khaled LATIFI	Directeur financier d'Upline group, CCI	
	Malik NAJAR	Directeur de projet, BEG Ingénierie	
	Salma IRAQI	Architecte, responsable du projet, BEG Ingénierie	
	Meryem BENAZZOZ	Stagiaire, MCA	
	Maria CHEKLI	Représentant de Ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Économie Verte et Numérique	
	Zaid AHAMAM	Directeur Régional ANAPEC	
	Mehdi AIT BERRI	Chef de la Division d'Aide aux Investisseurs, CRI	
	EL Abdellaoui	Direction Régional travail et insertion	
	Mohammed Saad AZZAOU	Directeur Maitrise d'ouvrage, Lydec	
	Khalid ELHASSANI	Direction Régional OFFPPT	
	Christine LEGER	Gérante Phénixa	
	Mohammed FEZZEZ	Expert environnement, Phénixa	
	Hajar ALAOUI SOSSI	Ingénieur environnement, chef de pôle Environnement, Phénixa	
	Youssef BABAKHAYE	Ingénieur hydraulicien-chef de projet, Phénixa	

1. Objectifs de la réunion :

La réunion avait pour but de sensibiliser et informer les parties prenantes clés des objectifs de la consultation publique qui sera réalisée en juillet 2020 à l'issue de l'EIES.

2. Points abordés :

Présentation du projet et des objectifs de la consultation publique

Une présentation Power point a servi de support pour informer et sensibiliser les parties prenantes sur le contexte général du projet ainsi que le cadre référentiel de l'EIES et la consultation publique. La présentation a été scindée en trois grandes parties :

- Le représentant de l'AREP a présenté :
 - Le cadre générale du projet ;
 - Le contexte du projet au sein du programme régional de développement.
 - Les différentes conventions établies dans le cadre du projet ;

- Le planning de réalisation.
- Les représentants de BEG Ingénierie ont présenté la consistance technique de projet ;
- La représentante du BET Phénixa a présenté :
 - Le cadre référentiel de l'Étude environnement et social (loi 12-03 et SFI)
 - Les étapes de la réalisation de l'EIES ;
 - L'objectif et contenu du PGES ;
 - Le rôle de MCA dans le suivi des aspects environnementaux et sociaux dans le cadre du projet ;
 - Les objectifs de la consultation publique ;
 - Le référentiel de la consultation publique (exigences MCC/MCA) ;
 - Déroulement et contenu de la consultation publique,
 - Les résultats escomptés de la consultation publique ;
 - Le programme prévisionnel de la réunion de la consultation publique.

Interventions et question :

1^{ère} intervention : le représentant de la CRI

Après avoir remercié les organisateurs de la réunion et la qualité de la présentation, le représentant de la CRI a posé une question sur le montant d'investissement du projet.

Question1 : le montant d'investissement du projet ?

Réponse 1 : Le Montant d'investissement global prévu dans le projet est d'environ 400 MDH dont 180 MDH représentent la consistance à la charge des contributeurs financiers dans le projet, auquel il faut ajouter environ 150 MDH d'investissement par les industriels qui seront installés sur le Parc en équipements hors construction. (Selon les informations communiquées par la FEDIC) et 70 MDH dans la construction.

Les études concernent l'ensemble des composantes du projet et le suivi de MCC dans le cadre du FONZID sera assuré pour toutes les composantes du projet

2^{ème} intervention : le représentant de l'ANAPEC

Après avoir félicité toute l'équipe de la qualité de la présentation et remercier les responsables du projet pour l'organisation de réunion et l'approche participative adoptée par ce dernier.

Le représentant de l'ANAPEC a posé une question et a fait deux propositions :

Proposition 1 : le directeur régional de l'ANAPEC a exprimé l'engagement de l'ANAPEC pour accompagner le projet de point de vue recrutement et formation de la main d'œuvre direct et indirect.

En effet, pour répondre aux besoins en main d'œuvre qualifiée des futures entreprises, L'ANAPEC est prête à réaliser des **formations à la carte**.

La formation à la carte est formation de courte durée (3 à 6 mois) qui permet de répondre exactement aux besoins exprimés par les entreprises, les formateurs peuvent être des responsables des entreprises pour faciliter l'intégration de la nouvelle main d'œuvre.

Question 2 : comment va être géré le besoin en main d'œuvre indirect du projet (restaurant, gardiennage, crèche etc.?)

Réponse 2 : La gestion de la main d'œuvre direct et indirect sera faite par le gestionnaire du projet : FEDIC et les entreprises.

Proposition 2 : le besoin en emploi doit être exprimé aussi en ratio : nombre d'emplois /superficie, Nombre d'emploi/montant investissement. L'ANAPEC est prête à collaborer pour assurer les profils demandés et assurer même des formations au besoin.

Planification de la CP :

À la fin de la réunion, le représentant du BET Phénixa a rappelé les étapes à venir de la CP ;

- **Invitation des parties prenantes** sera envoyée dans la semaine du 6 Juillet.
- **Consultation Publique CP** : sera réalisé en Visioconférence dans la semaine du 13 Juillet.
- **Publication** sera faite dans les différentes médias ; Web, journaux...etc.

Annexe 2 : Compte rendu de la réunion de simulation de la CP du 01 /07/2020

ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL DE LA ZONE INDUSTRIELLE D' AHL LOUGHLAM

COMPTE RENDU DE REUNION

Date	01/07/2020	Lieu	Zoom
Objet	Réunion de suivi de l'avancement de l'étude l'EIES de la zone industrielle d'Ahl Loughlam		
Étaient présents	Nom	Organisme et qualité	
	Mohammed FEZZEZ	Expert sociologue, Phénixa : Modérateur de CP.	
	M.Kial	DG des Services de la région Casa-Settat	
	Sakina SAYOURI	Expert environnement, MCA/Fonzid	
	Meriam AL QADIRI	Management environnemental et social, MCA	
	A.ELBALI	Expert environnement, MCA/Fonzid	
	Mounir AIT MANSOUR	Coordinateur du projet, conseil régional Casa-Settat	
	Majda EI KEROUITI	Chef département qualité, sécurité et environnement, conseil régional Casa-Settat	
	Adil RZAL	Directeur d'Upline group, CCI	
	Khaled LATIFI	Directeur financier d'Upline group CCI	
	Adil CHARAF	Chef division eau et environnement, conseil régional Casa-Settat	
	Zouheir LAKHDISSI	Représentant du conseil régional Casa-Settat	
	Karim Ezzaki	Représentant de la FEDIC	
	Hicham AZMI	Fédération Marocaine des industries du Cuir FEDIC	
	Maria CHEKLI	Représentant de Ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Économie Verte et Numérique	
	Hicham BOUZAR	Représentant du conseil régional Casa-Settat	
	Alejandra EGUILUZ	Expert en charge des aspects GIS	
	Meryem BENAZZOUZ	Stagiaire, MCA	
	Khadija RAFIQ	Représentant d'une association dans le domaine l'environnement	
	Mohammed ELKOURTI	Association Dialogue et réconciliation (حوار و مصالحة)	
	Malik NAJAR	Directeur de projet, BEG Ingénierie	
	Salma IRAQI	Architecte, responsable du projet, BEG Ingénierie	
	Christine LEGER	Gérante Phénixa	
	Hajar ALAOUI SOUSSI	Ingénieur environnement, chef de pôle Environnement, Phénixa	
	Youssef BABAKHAYE	Ingénieur hydraulicien-chef de projet, Phénixa	

1. Objectifs de la réunion :

La réunion avait pour objectif de faire un atelier de simulation sur le déroulement de la Consultation Publique CP prévu le 14 juillet 2020.

2. Date et lieu :

Mercredi 1 juillet 2020 en Visioconférence Webinaire Zoom.

3. Supports :

Une présentation PPT en arabe servant de support pour l'exposé du contexte du projet et les enjeux environnementaux et sociaux du projet.

4. Langue :

Arabe dialectal a été choisi comme moyen de communication.

5. Mode d'invitation :

Des invitations ont été envoyées par mail aux participants précisant la date et l'heure ainsi que l'objet de la réunion.

6. Déroulement de la réunion

Mr Kial : Directeur général des services :

Mr Kial a ouvert la séance en remerciant les participants pour leur présence. Monsieur le DG des services a insisté sur l'importance du projet pour la région et pour le secteur industriel de cuir. C'est un projet stratégique qui s'inscrit dans le cadre de développement de la région Casablanca Settat.

Le projet se situe dans l'arrondissement de Sidi Moumen, ce qui offre des bonnes opportunités pour le développement de la zone et pour la création d'emploi.

Le projet est en partenariat avec la FEDIC ce qui permet de répondre à une problématique particulière concernant l'industrie de cuir.

Le projet sera mise en œuvre par l'AREP en attente de la création du SDR.

Le projet est réalisé avec plusieurs partenaires (FEDIC, CCI, préfecture Sidi Bernoussi, Wilaya, CRI MCA/MCC) ce qui contribue à la réussite du projet.

Monsieur le DG des services a souhaité la bienvenue pour toute l'assistance et que la CP attend ces objectifs escomptés.

Mr Fezzaz Mohammed : Modérateur

Mr Fezzaz s'est présenté en tant que modérateur de la séance. Il a également rappelé l'objet de la présente réunion et de la CP prévu le 14/07/2014.

Après avoir dévoilé les organismes présents dans cette réunion (CRCS, CCI, FEDIC, autorités, MCA/MCC, Fonzid, BET Phenixa et BET BEG Ingénierie, les associations et la population), le modérateur a passé la parole à Monsieur Adil Rzal directeur d'Upline group, CC.

Mr Adil Rzal : directeur d'Upline group, CCI :

Étant un partenaire au projet, le CCI donne une grande importance au projet. Effet, le CCI développera des partenariats avec les différents conseils régionaux : le partenariat avec CRCS (type public-privé) est la première et le projet du parc industriel Ahl Loughlam est considéré comme projet pilote.

Le présent projet a un double objectif pour la CCI : investissement financier (projet locatif) et socio-économique (emploi et écosystème industrie de cuir).

Les projets de CCI doivent être des investissements responsables en appliquant des chartes, Cahier de charge...etc, c'est pour cela que l'EIES est très important.

Mr Karim Ezzaki de la FEDIC :

Le Parc Ahl Loughlam est le premier parc dédié au secteur de cuir au Maroc. La FEDIC encouragera les industriels à respecter les normes environnementales et sociales. Pour cela , la FEDIC va être très exigeants par rapport aux propositions issus de l'EIES.

Madame Khadja Rafiq : Association dans le domaine l'environnement

Mme Rafiq exprimé sa joie pour la création de ce projet à l'arrondissement de Sidi Moumen, Mme Rafiq souhaite que le projet n'a pas d'impact négatif de point de vue environnemental. Aussi, elle souhaite que la priorité d'emploi soit aux jeunes de la région.

Mr Mohammed Kourti : Association Dialogue et réconciliation (حوار و مصالحة) :

Mr Kourti a exprimé son contentement pour la création de ce parc industriel qui va permettre la création d'emploi pour la population d'Ahl Loughlam SALAM1 et SALAM2 et aussi la création d'autres infrastructures.

Aussi Mr Kourti a remercié le porteur du projet, les partenaires et les autorités locales.

Madame Meryeme ELQadiri et Madame Sakina Sayouri : MCA

L'intervention de Mme ElQadiri porte sur l'aspect organisationnel de la CP pour répondre aux normes SFI:

- Introduction et mot d'ouverture doit être fait par le Modérateur.
- L'ouverture et les différentes interventions doivent être en arabe et ne doit pas dépasser 2min/personne.
- Modérateur doit présenter d'abord : objectif de la CP le Contexte du projet.
- le BET présente les résultats de l'EIES.
- Après on passe directement aux questions réponses

Madame A.Elbali : MCA/Fonzid

Mme Elbali félicite tous les organisateurs de cette réunion, elle a exprimé l'importance des interventions qui traitent l'aspect organisationnel de la réunion (déjà cité auparavant par les représentants de la MCA). Elle ajoute d'autres éléments:

- La CP doit respecter le processus et les normes SFI et les normes du bailleur de fond MCC.
- Donner plus d'espace aux PEP pour s'exprimer librement et poser des questions.
- Les mots d'ouvertures doivent être restreintes et limités dans le temps.
- Il ne faut pas oublier d'ajouter le MCA/MCC comme partenaire du projet dans le mot introductif de la CP.

Mr Fezzaz Mohammed : Modérateur

Mr Fezzaz a fait un récapitulatif de l'objectif de la CP qui se déroule en deux étapes : la présentation du projet et le débat (question /réponses) deux tous les PEP, société civil et population.

Puis le modérateur a passé la parole à Mme Hajar alaoui Sossi pour présenter les résultats de l'étude EIES.

Madame Hajar Alaoui SOSSI : Phenixa

Madame Alaoui Sossi, représentante de PHENIXA a fait un exposé détaillé dont les principaux axes ont porté sur :

- Un aperçu sur le contexte général du projet
- Présentation de la CP : objectifs, référentiel, Méthodologie déroulement ...etc
- Résultats de l'EIES : Méthodologie, périmètre d'étude, État initial, Impacts, Mesures d'atténuation et mécanismes de doléances.

Mr Fezzaz Mohammed : Modérateur

Mr Fezzaz a fait une récapitulatif de la présentation (contexte du projet, les résultats de l'EIES et mécanismes des doléances).

Mr Fezzaz a demandé aux présents de respecter le temps et les règles d'organisation de la CP, puis donner la parole aux intervenants, ces interventions seront organisées par 5:

Interventions et questions/réponses :

1^{ère} intervention : le représentant de la FEDIC

Après avoir remercié les organisateurs de la réunion et la qualité de la présentation, le représentant de la FEDIC propose de poser les questions lors de le CP du 14 juillet.

2^{ème} intervention : la représentante de l'association

Pour Mme Rafiq la PPT est claire, le souci pour elle est le risque de pollution issue de la réalisation du projet et l'emploi des jeunes de la zone du projet.

Réponse 2 :

Le représentant de BET a répondu à la question liée aux impacts : le projet passe par deux phases : la construction où nous avons des impacts de faible intensité et qui vont être supprimé ou réduit par des mesures d'atténuation et la phase d'exploitation où les impacts sont quasi insignifiants vu l'activité non polluante qui caractérise l'industrie implantée dans le Parc.

Pour l'emploi, la priorité sera dédiée aux jeunes de la zone d'étude.

3^{ème} intervention : le représentant de l'association dialogue et réconciliation :

Après avoir remercié les organisateurs de la réunion et la qualité de la présentation. L'intervenant a exprimé son souhait que la CP soit en arabe dialecte et pose deux questions :

Le besoin en main d'œuvre qualifiée ?

Est ce qu'il est prévu une formation dédié à l'industrie de cuir ?

Réponse 3 :

Le représentant de la FEDIC a intervenu pour répondre aux deux questions. Dans le cadre d'intégration du projet dans son environnement, il est prévu de crée un centre de formation sur le site dont la priorité d'accès sera pour les jeunes de la zone.

4^{ème} intervention : le représentant de la FEDIC

Le représentant de la FEDIC a insisté que parmi les objectifs du projet, c'est d'avoir un indice de carbone réduit ce qui oblige les industriels à passer aux énergies solaires.

Les machines utilisées produisent moins de bruits.

La construction des bâtiments sera faite d'une manière progressive toute en respectant les principes de l'environnement.

Parmi les objectifs du projet, la construction d'un parc industriel en se basant sur les principes environnementaux et l'économie verte

5^{ème} intervention : la représentante de l'AREP

Le représentant de l'AREP a intervenue pour éclaircir certains points :

- L'objectif du projet est de crée une zone intégrée et une zone verte.
- Le bâtiment des services sera ouvert pour la population locale : crèche, centre de formation FEDIC, agence de communication, guichet unique...etc.
- La durée de construction du projet est limitée et ne doit pas dépasser la date de mise en service du projet prévue 02/2022.

6^{ème} intervention : le représentant de la FEDIC

Après avoir remercié les organisateurs de la réunion et les différents partenaires, le Modérateur et le BET pour la qualité de la présentation. Le représentant de la FEDIC a insisté sur l'importance du projet sur le secteur de l'industrie de cuir au Maroc.

La formation de la main d'œuvre sera faite via l'OFPPT au niveau d'un centre situé sur le site du projet et d'autres centres seront implantés pas loin de la zone.

L'objectif du projet est de crée une zone verte qui respect l'environnement (produits verts et propres).

Mr Fezzaz Mohammed : Modérateur

Mr Fezzaz a remercié les présents et a annoncé la clôture de la réunion de simulation du CP.

7. Synthèse :

Au vu du déroulement de la réunion, il y a lieu de retenir de manière synthétique ce qui suit :

- Les participants ont représenté l'ensemble des acteurs (institutionnels, ONG et populations) concernés directement ou/et indirectement par le projet. Selon l'analyse de la liste des participants, la représentativité calculée est donnée ci-après :
 - **8,3 %** des participants représentent les associations locales (ONG);
 - **66,6%** des participants représentent les autres intervenants locaux (responsables du projet (CRCS, MCA et bureau d'études).
 - **45.8% des femmes étaient présentes dans la réunion**
- La réunion s'est déroulée dans une très bonne ambiance avec un esprit de bonne communication et bonnes concertations entre l'ensemble des participants ;
- Chacun des participants avait toutes les possibilités d'intervenir et d'exprimer ses remarques, ses questionnements et ses recommandations ;
- Selon les réactions des participants, l'exposé était clair et précis. Il a permis à l'assistance de partager les résultats de l'étude d'impact environnemental et social de la création du Parc Industriel Ahl LOUGHLAM.
- La consultation a permis de lever les ambiguïtés qui faussaient les attentes de la population en matière d'emploi en phase de construction et en phase d'exploitation et la formation et la qualification de la main d'œuvre prévu dans le cadre du projet
- Les participants (population directement ou indirectement concernée, élus et ONG) ont bien compris l'importance stratégique du projet pour le développement du secteur d'industrie de cuir au Maroc. Ils ont également compris qu'il n'y avait pas d'effet négatif sur l'environnement ou sur la santé et la sécurité des habitants.
- Les principales thématiques et sujets objets des interventions ont concerné :
 - L'emploi et la formation des jeunes ;
 - Les impacts environnementaux surtout en phase travaux
- Des réponses détaillées, claires, précises et argumentées ont été apportées aux participants. Ces derniers ont été satisfaits des réponses.
- De point de vue organisationnel des leçons ont été tirés de cette réunion, ces aspects seront discutés par les différentes partenaires pour une meilleure organisation de la CP du 14/07/2020.
- Le présent rapport a été rédigé par le bureau d'études Phénixa.
 - Youssef BABAKHAYE Ingénieur-chef de Projet
 - Hajar ALAOUI SOUSSI Ingénieur en environnement
 - Fezzaz Mohamed expert sociologue – Modérateur
 - Christine Leger Expert Environnement Gérant Phenixa

Annexe 3 : Rapport de la consultation publique du 14/07/2020



MILLENNIUM
CHALLENGE CORPORATION
UNITED STATES OF AMERICA



المملكة المغربية
Royaume du Maroc



Royaume du Maroc
Ministère de l'Industrie, du Commerce,
de l'Économie Verte et Numérique



المملكة المغربية
وزارة الصناعة والتجارة
والاقتصاد الأخضر والرقمي

PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE LA REGION DE CASABLANCA SETTAT

CREATION DU PARC INDUSTRIEL AHL LOUGHLAM

ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL DU PARC INDUSTRIEL D'AHL LOUGHLAM

Rapport de la Consultation Publique



Détails document	
titre	Étude d'Impact Environnemental et Social du Parc industriel Ahl Loughlam
Sous-titre	Rapport de la consultation publique
N° Projet	C394-CP_02
Date	14 July 2020
Version	2.0
Auteur	YB
Client	Conseil Régional Casablanca Settati

Historique document

Version	Révision	Auteur	Vérifié par	Phenixa		Commentaire
				Name	Date	
1.0	00	YB	CL	CL	14.07.2020	
2.0	00	YB	CL	CL	27.07.2020	

TABLE DES MATIÈRES

1	CONTEXTE DE LA CONSULTATION PUBLIQUE	4
2	CADRE DE RÉFÉRENCE DE LA CONSULTATION PUBLIQUE	4
3	OBJECTIFS DE LA CONSULTATION PUBLIQUE	5
4	DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION PUBLIQUE	5
4.1	Date et lieu.....	5
4.2	Parties prenantes.....	5
4.3	Modes d'invitation et d'information.....	5
4.4	Déroulement de la réunion.....	6
4.4.1	<i>Inscription</i>	6
4.4.2	<i>Supports</i> :	6
4.4.3	<i>Langue</i> :	6
4.4.4	<i>Déroulé</i>	6
5	DÉBAT ET ÉCHANGES (QUESTIONS /RÉPONSES/ DISCUSSION)	9
5.1	Mode d'échanges	9
5.2	Questions / réponses	10
6	SYNTHÈSE ET CLÔTURE DE LA CONSULTATION.....	15
7	CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	15
ANNEXES		17
	Annexe 1 : Modèle d'invitation	18
	Annexe 2 : Liste des destinataires des invitations envoyés par la CRCS.....	19
	Annexe 3 : Publication de l'annonce dans les sites internet	21
	Annexe 4 : Affichage des invitations	24
	Annexe 5 : Photos du déroulement de la CP	26

Acronymes and Abréviations

ANAPEC	Agence Nationale de Promotion de l'Emploi et des Compétences
EIES	Étude d'impact environnemental et social
EPI	Équipements de Protection Individuels
FEDIC	Fédération Marocaine des industries du cuir
FONZID	Fond des zones industrielles durables
MCA-Morocco	Agence Millennium Challenge Account-Morocco
MCC	Millennium Challenge Corporation
PAE	Plan d' Action Environmental
OFPPT	Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail
PEPP	Plan d'engagement des parties prenantes
PGES	Plan de Gestion Environnementale et Sociale
PSSE	Programme de Suivi et de Surveillance Environnemental et Social
PSST	Plan de Santé et Sécurité travail
SDR	Société de développement régional
SGES	Système de Gestion Environnemental et Social

1 CONTEXTE DE LA CONSULTATION PUBLIQUE

La consultation a été réalisée pour le projet de parc Industriel intégré Ahl Loughlam dédié aux industriels des écosystèmes Chaussures, Maroquinerie et Vêtements de cuir.

Ce projet est développé par le Conseil Régional de Casablanca Settat (CRCS) associé avec Chaabi Capital Investissement (CCI) du groupe de la Banque Populaire et en partenariat avec la Fédération des Industries du Cuir (FEDIC).

En Mai 2020, un accord de subvention à montant fixe pour la création du Parc Industriel Ahl Loughlam a été signé entre l'Agence Millennium Challenge Account-Morocco (MCA) et le Conseil Régional de Casablanca-Settat dans le cadre de l'Appel à Projet du Fonds des Zones Industrielles Durables FONZID lancé conjointement par le Millennium Challenge Corporation (MCC) et le Ministère de l'Industrie, de l'Investissement, du Commerce et de l'Économie Verte et Numérique.

Ce financement s'inscrit dans le cadre du deuxième programme de coopération (Compact II) que le gouvernement du Royaume du Maroc (GdM) a conclu, le 30 novembre 2015 avec le gouvernement des États-Unis d'Amérique, représenté par Millennium Challenge Corporation (MCC), dans l'objectif de rehausser la qualité du capital humain et d'améliorer la productivité du foncier.

L'Agence Millennium Challenge Account-Morocco (MCA-Morocco) est un établissement public doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Créée en septembre 2016, MCA Morocco est chargée de la mise en oeuvre du Compact. MCA-Morocco est administrée par un Conseil d'Orientation Stratégique, présidé par le Chef du gouvernement et sera dissoute cent vingt (120) jours après la date d'échéance du Compact II.

Le projet consiste en la mise en valeur du parc qui sera destiné à accueillir des activités non polluantes dans le domaine du cuir.

Le projet, d'une superficie de terrain de 10 ha 20a 24ca est situé à Sidi Moumen à Casablanca. Il est composé de 93 lots de terrain d'une superficie de 500 à 1000 m². 50 lots comprendront des bâtiments industriels en location, 41 lots sous forme de lots de terrains nus, 2 lots sont dédiés à la construction d'un bâtiment de services et un lot est dédié pour une unité logistique de récupération de produits d'emballage.

Le bâtiment de services comprendra : un restaurant, une crèche, des show-rooms, une salle de formation, les bureaux de la société gestionnaire (SDR), un centre de soins, une agence bancaire et une agence d'intérim.

Le parc sera clôturé et sécurisé, et comprendra un réseau électrique et télécoms de qualité, un éclairage performant, un gardiennage et un contrôle d'accès.

Selon les exigences de MCC/MCA et en conformité avec les normes de la SFI, une étude d'impact environnemental et social a été réalisée et confiée au bureau d'études Phénixa. Selon ces exigences les résultats de l'EIES doivent être présentés lors d'une réunion de consultation publique. Ce document correspond au rapport de la Consultation Publique CP.

2 CADRE DE RÉFÉRENCE DE LA CONSULTATION PUBLIQUE

Cette consultation publique a été réalisée en conformité avec :

- Les exigences environnementales et sociales de la Société Financière Internationale (Normes de Performance)¹ en particulier la norme de performance 1 : Évaluation et gestion des risques et effets environnementaux et sociaux dont un des objectifs est de « Veiller à ce que les communautés affectées soient engagées de manière appropriée dans la résolution des questions susceptibles de les affecter »

¹ https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/Topics_Ext_Content/IFC_External_Corporate_Site/Sustainability-At-IFC/Policies-Standards/

- Les exigences de MCC/MCA.

3 OBJECTIFS DE LA CONSULTATION PUBLIQUE

La réunion de consultation publique avait pour objectifs :

- informer les parties prenantes sur le projet : ses composantes et ses phases (conception, construction et exploitation) ;
- Présenter les résultats de l'EIES et en particulier les différents enjeux environnementaux et sociaux et les mesures d'atténuation, de compensation ou d'amplification proposées,
- Recueillir les observations, propositions et recommandations pour les aspects environnementaux et sociaux du projet
- Répondre aux différentes interrogations des parties prenantes
- Présenter le mécanisme de gestion des doléances mis en place tout au long du projet.

4 DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION PUBLIQUE

4.1 Date et lieu

La consultation publique s'est tenue le Mardi 14 juillet 2019 à 10 h00 en Visioconférence Webinaire Zoom pour des raisons de mesures sanitaires relatives à la pandémie de Covid 19.

4.2 Parties prenantes

Un travail préalable d'identification des parties prenantes avait été réalisé. Ainsi les parties prenantes sont réparties selon les groupes suivants :

- Les équipes du Conseil Régional Casablanca-Settat et de Chaabi Capital Investissement (porteurs du projet)
- La Fédération des Industriels de cuir FEDIC (bénéficiaires directs du projet)
- Le Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Économie Verte et Numérique,
- Les départements techniques et administratifs préfectoraux et communaux ;
- Les Autorités locales – Ministère de l'intérieur
- L'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail OFPPT et Agence Nationale de Promotion de l'Emploi et des Compétences ANAPEC
- Les ONG et la Population
- Les autres départements ministériels concernés
- Les BET PHENIXA/BEG
- MCA/MCC et les représentants du FONZID

4.3 Modes d'invitation et d'information

Plusieurs canaux de communication ont été utilisés pour inviter et informer les parties prenantes à prendre part à la consultation publique en précisant l'objet, la date et l'heure de ladite consultation :

- Des invitations officielles transmises par le CRCS et MCA aux départements techniques préfectorales et aux organismes non gouvernementaux (voir Annexe 1 et Annexe 2) ;

- Publication sur le site internet de la Région : [http : //casablanca settat.ma](http://casablanca settat.ma), Facebook et le LinkedIn.
- Publication sur le site internet du Fonziid. : <http://www.fonzid.ma/>
- Affichage des invitations au niveau du siège de la région Casablanca Settat, siège de l'AREP Casablanca Settat, siège de l'arrondissement de Sidi Moumen, et site du projet.

Les détails sont présentés en Annexe 3 et Annexe 4.

4.4 Déroulement de la réunion

4.4.1 Inscription

Les participants ont pu accéder à la réunion soit directement via le lien affiché au niveau du site de la CRCS et le site de la MCA, soit après avoir reçu le lien par mail après enregistrement, ou bien les deux en même temps.

52 participants se sont inscrits et 72 personnes ont participé à la réunion (y compris les équipes du porteur de projet, du MCA/MCC et du bureau d'études Phénixa).

Le CRCS a mis à disposition des différents participants le numéro téléphonique du responsable informatique au sein de la CRCS pour toute assistance technique.

4.4.2 Supports :

Une présentation PPT en arabe servant de support pour l'exposé du contexte du projet et les enjeux environnementaux et sociaux du projet (impacts et mesures) a été partagée sur les écrans, séance tenante de la consultation publique

4.4.3 Langue :

Les présentations et les différentes interventions ont été faites en arabe dialectal accessibles à tous. Des interventions en français ont pu être traduites en arabe pour une compréhension par tous.

4.4.4 Déroulé

La réunion s'est déroulée en cinq étapes :

Étape 1 : Accueil des participants et Ouverture de la consultation publique ;

Étape 2 : présentation du contexte du projet et de la CP

Étape 3 : présentation des résultats de l'étude EIES

Étape 4 : Débat et échanges sur les résultats de l'EIES et sur le projet (Questions - Réponses, discussions)

Étape 5 : Synthèse et clôture de la consultation.

La CP a été enregistré et diffusée directement sur les pages officielles Facebook et LinkedIn de la région Casablanca Settat.

■ Étape 1 : Accueil des participants et ouverture de la consultation publique

Au début de la séance, le modérateur (du bureau d'études Phénixa) a ouvert la séance en remerciant les participants pour leur présence et en leur souhaitant la bienvenue. Il a précisé que cette réunion était une consultation publique dans le cadre de l'EIES réalisée selon les normes SFI, pour le projet de

développement du Parc industriel Ahl Loughlam porté par le Conseil Régional Casablanca Settat (CRCS) et ses partenaires à qui il a donné la parole pour le mot d'ouverture.

Directeur général des services CRCS :

Monsieur le directeur a souhaité la bienvenue aux différents présents en les remerciant de leur participation à la consultation publique.

il a rappelé l'importance du projet pour la CRCS. Ce projet s'inscrit dans le cadre du Programme de Développement Régional, adopté par le Conseil Régional de Casablanca-Settat lors de sa session de Mars 2017. Ce programme se base sur une vision globale qui prévoit dans son axe « Entreprise, Innovation, Emploi » la création de parcs d'activités à offre intégrée et aux meilleurs standards internationaux, sur les secteurs à forte valeur ajoutée, en vue de renforcer la compétitivité des entreprises de la Région, créer de l'emploi et améliorer l'attractivité du territoire de la Région.

Le projet de création du parc Ahl Loughlam, n'est pas le seul, d'autres projets de développement économiques sont en cours de réalisation tel que la création d'une agropole régionale pour le développement de la filière agro-industrielle (AGROHUB) à Settat.

Le projet a un double objectif : la création des zones économiques et le développement social par la création d'emploi dans une zone à grande densité de population.

Le déploiement de ce projet s'inscrit dans une démarche participative de l'ensemble des intervenants et parties prenantes : Holding Al Omrane, la Wilaya de Casablanca Settat, la préfecture d'arrondissement de Sidi Bernoussi, FEDIC...etc,

Le directeur général des services CRCS a remercié tous les partenaires du projet : Millennium Challenge Corporation (MCC) et le Ministère de l'Industrie, de l'Investissement, du Commerce et de l'Économie Numérique (MIICEN)...etc

Directrice du FONZID/MCA-Morocco :

Madame la directrice a remercié tous les participants et elle a présenté le cadre de la création de ce projet.

Le projet s'inscrit dans le cadre du deuxième programme de coopération (Compact II) avec le gouvernement des États-Unis d'Amérique, représenté par Millennium Challenge Corporation (MCC). Le budget alloué par MCC au Compact II, entré en vigueur le 30 juin 2017.

L'Agence Millennium Challenge Account-Morocco (MCA-Morocco) est un établissement public doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Créée en septembre 2016, MCA Morocco est chargée de la mise en œuvre du Compact. MCA-Morocco est administrée par un Conseil d'Orientation Stratégique, présidé par le Chef du gouvernement.

Le Compact II, s'articule autour de deux projets, à savoir « Éducation et formation pour l'employabilité » et « Productivité du foncier ». Cela pour répondre à deux priorités : création d'emploi et soutien de la production industrielle.

La productivité du foncier concerne deux axes : foncier agricole et le foncier industriel. Une nouvelle approche a été mise en place pour le foncier industriel, cette approche se focalise sur le degré de répondre au besoin du marché, encouragement des partenariats privée-public et durabilité environnementale et sociale. C'est dans ce cadre que un fond dédié au subventionnement de projets de développement et de réhabilitation de zones industrielles au Maroc nommé « FONZID » (Fonds des zones industrielles durables) a été créé.

Le FONZID est un moyen financier pour l'application efficace des nouvelles approches pour le développement des zones industrielles par le financement des projets. Ces projets doivent répondre à un ensemble des exigences environnementales et sociales strictes. Le choix des projets se fait suivant des

règles transparentes basées sur la compétitivité des dossiers des soumissionnaires demandeurs de la subvention.

Le FONZID a pour objectif d'encourager les initiatives privées ou publiques basées sur la bonne gouvernance et durabilité des zones industrielles. Il vise à augmenter l'offre des terrains industriels nationales équipées suivant un cahier de charge spécifique qui répond au besoin des entreprises en termes d'investissement industriel, situation, qualité des infrastructures, les services d'accompagnement, les prix compétitifs...etc. Ce fond va permettre aussi d'augmenter les investissements privés et création d'emploi.

Parmi les projets qui ont bénéficié du financement FONZID, il y a le projet de création du Parc Industriel de Ahl Loughlam.

Madame la directrice a remercié tous les intervenants du projet surtout l'équipe de travail de la CRCS et a souhaité que cette CP puisse permettre de répondre aux différentes questions, recommandations et observations des différents participants.

Directeur d'Upline group, CCI :

Chaâbi Capital Investissement CCI fait partie du Groupe Banque Populaire (GBP) spécialisé dans la participation au capital des grandes et moyennes sociétés et dans les projets d'infrastructures.

CCI est un partenaire qui va participer avec la CRCS à la création du Société de Développement Régionale (SDR) qui se chargera de l'exploitation du parc industriel d'Ahl Loughlam.

Le directeur d'Upline a précisé que le GBP et plus particulièrement la CCI donne une grande importance à ce projet.

Il a ajouté que le respect des normes de performances environnementales et sociales est une priorité pour le GBP.

Le GBP se trouve au niveau de tout le territoire national et ses clients sont aussi ses actionnaires.

Pour le financement de ce projet, la CCI participe au financement du capital de la SDR.

Le GBP a signé un accord avec la Fédération des Industriels de Cuir (FEDIC), pour soutenir les investisseurs qui seront implantés au niveau du parc Ahl Loughlam, ce qui permet la création des offres d'emploi dans le secteur de cuir.

Le directeur d'Upline a souhaité la bienvenue à tous les participants.

■ Étape 2 : Présentation du contexte du projet et de la CP

Le modérateur a ensuite fait une synthèse des différentes interventions du porteur du projet et ses partenaires ainsi que leur stratégie basée sur l'approche participative.

Le modérateur a présenté le contexte et les étapes de réalisations de la CP :

- Contexte du projet
- Cadre référentiel
- Objectifs de la CP
- Étapes de déroulement de la CP
- Méthodologie de déroulement de la CP
- Présentation des résultats de l'EIES
- Débat, interventions, Questions/réponses
- Synthèse et mot de clôture du porteur du projet

Le modérateur a ensuite rappelé la méthodologie adoptée pour cette rencontre, à savoir, donner dans un premier temps une information claire et complète sur le projet et sur l'étude d'impact environnemental et social; ensuite donner la parole à l'auditoire et apporter des réponses aux interrogations et commentaires.

Le modérateur a également rappelé les règles à observer par l'ensemble des participants pour un débat franc et serein dans la courtoisie et le respect mutuel. Il a expliqué le mode de prise de parole en utilisant l'option : « lever la main » de Zoom. Il a précisé qu'une liste des interventions sera dressée et par la suite l'équipe constitué du porteur de projet, ses partenaires et les bureaux d'études BEG et Phenixa se chargeront de répondre aux différentes questions.

La représentante du BET Phenixa a ensuite été invitée à prendre la parole pour présenter les résultats de l'EIES, et les enjeux environnementaux et sociaux, les impacts et les mesures d'atténuation.

■ Étape 3 : Présentation des résultats de l'étude EIES

La représentante de Phenixa a fait un exposé détaillé en langue arabe qui a porté sur :

- Méthodologie de réalisation de l'étude EIES.
- Un aperçu sur le contexte général du projet
- Les composantes du projet
- Une description générale de l'état initial du site concernant les milieux physique, naturel et humain ;
- Planning de réalisation du projet
- Une présentation des impacts potentiels du projet ainsi que les mesures d'atténuation
- Le bilan environnemental.
- Présentation du PGES
- Une présentation du mécanisme de gestion des plaintes et des doléances.

5 DÉBAT ET ÉCHANGES (QUESTIONS /RÉPONSES/ DISCUSSION)

Au terme de l'exposé, Le modérateur a rappelé que :

- Le porteur du projet et ses partenaires donne une grande importance aux aspects environnementaux et sociaux.
- Les impacts positifs du projet sont nombreux et très importants.
- Les risques d'impact négatif pendant les différentes phases sont identifiées et des mesures d'atténuation sont prévues. Pour garantir la mise en place de ces mesures, il est prévu de mettre en place un mécanisme de suivi, contrôle et gestion des doléances.
- Le cahier de charge de MCC/MCA exige aux bénéficiaires de la subvention FONZID la mise en place d'un PGES, qui est un résultat de l'EIES, et qui décrit en détail les impacts du projet et les mesures d'atténuation à mettre en œuvre au cours des différentes phases du projet.

5.1 Mode d'échanges

Le Modérateur a ensuite invité toute personne quel que soit son statut, à exprimer librement son opinion ou formuler ses remarques et suggestions ; pour intervenir les participants peuvent :

- Utiliser l'option « Lever la Main » pour intervenir en directe par prise de parole sur Zoom,
- Écrire un message dans la boîte de conversation du Zoom
- Laisser un commentaire sur la page officielle Facebook de la région Casablanca Settat.

Les représentants des différentes institutions en charge du projet étant là pour y répondre.

5.2 Questions / réponses

Au total 11 participants sont intervenus. Les détails des interventions et des réponses qui leur ont été données sont citées ci-après :

■ 1^{ère} intervention : La représentante de la Direction Régionale de l'Environnement

Après avoir remercié le bureau d'étude de la qualité de la présentation, elle a posé trois questions :

- **Question 1.1** : les impacts négatifs du projet et les mesures d'atténuation pendant la phase d'exploitation, n'ont pas été détaillés dans la présentation en particulier les éléments liés à l'utilisation des ressources en eau, pollution de l'eau et le traitement des rejets liquides, la gestion des déchets solides, les rejets atmosphériques...etc.
- **Question 1.2** : quels sont les impacts et mesures pendant la phase de démantèlement ?
- **Question 1.3** : Le mécanisme de doléances ne fait pas partie des éléments de suivi et qui doit plus concerner la qualité de l'eau, l'air ou le sol

Réponse 1.1 :

L'étude EIES a été réalisée suivant les normes de performances SFI, qui traitent les aspects environnementaux et sociaux de tous les éléments du milieu (physique, naturel, humain) d'une manière très détaillée.

Les impacts négatifs du projet pendant la phase d'exploitation sont faibles à négligeables, c'est pourquoi ils ne sont pas détaillés dans la présentation, par contre au niveau du rapport ces impacts sont détaillés avec les mesures d'atténuation spécifique à chaque impact.

Les industries qui vont être implantées dans le parc Ahl Loughlam sont des industries non polluantes. Ces industries n'exigent pas des quantités importantes en eau dans leur process de fabrication, les eaux sont utilisées pour les besoins domestiques des employés ainsi les rejets des eaux usées sont uniquement des eaux usées domestiques. Les machines utilisées dans le parc sont des machines électriques.

Il a aussi été précisé que toutes les unités industrielles qui vont s'installer dans le parc vont devoir réaliser une étude d'impact environnementale selon la réglementation en vigueur, si assujetties

Réponse 1.2 :

Les impacts et les mesures pendant la phase de démantèlement sont détaillés dans le rapport, sachant que la durée de vie de projet dépasse 50 ans.

Réponse 1.3 :

Le système de suivi des doléances pendant toutes les phases du projet fait partie des exigences des normes de performances environnementales et sociales de la SFI. Le suivi de la qualité des éléments du milieu, tels l'eau, le sol et l'air, est institué au niveau du PGES.

■ 2^{ème} intervention : Président de la Fédération Marocaine des industries du Cuir FEDIC

Le président de la FEDIC a remercié le CRCS, ses partenaires CCI et MCA/MCC et le ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Économie Verte et Numérique pour projet

Le président de la FEDIC a insisté sur trois points :

- **Point 2.1** : La FEDIC est un partenaire principal du projet, il souhaitait intervenir dans le mot d'ouverture comme ce qui a été fait lors de la réunion de simulation du 01/07/2020.
- **Point 2.2** : Le projet est très important pour l'économie nationale, pour le secteur de cuir et l'arrondissement de Sidi Moumen. En effet ce projet va permettre le développement

économique et social par la création de 5400 emplois au niveau de l'arrondissement de Sidi Moumen, classé parmi les plus grands arrondissements du Maroc de point de vue population.

- **Point 2.3 :** Le projet ne va pas avoir des impacts négatifs sur l'environnement, puisque les activités de tannerie (qui est la seule industrie polluante du secteur de cuir) ne sont pas prévues dans le projet d'Ahl Loughlam.

■ 3^{ème} intervention : Représentant de la population locale (Intervention par commentaire sur le compte Facebook de la région)

- **Question 3.1 :** Nous faisons partie de la population avoisinante du site du projet, nous espérons que le projet n'aura pas des impacts négatifs sur l'environnement.

Réponse 3.1 :

L'objectif de la réalisation de l'EIES est l'identification des impacts (pendant la phase de construction et phase d'exploitation) et la proposition de mesures d'atténuation correspondantes.

Comme déjà évoqué auparavant, les impacts négatifs pendant la phase d'exploitation sont négligeables.

Pendant la phase de construction, les impacts sont temporaires et faibles. Ces impacts sont liés principalement aux activités de constructions ordinaires (poussière, bruit...etc.).

Des mesures d'atténuation sont proposées pour tous les impacts de la phase travaux, ces mesures seront intégrées dans le cahier de charge des entreprises travaux.

Comme présenté dans l'exposé, le bilan environnemental du projet est très positif : création d'emploi, le développement économique et social de la zone pendant la phase d'exploitation. De plus la population avoisinante pourra accéder au bâtiment de service et ses équipements : crèche, restaurant, exposition des produits de cuir,...etc.

Aussi, il a été rappelé que le projet d'Ahl Loughlam a pour but la création d'une zone industrielle durable pour les industries de cuir non polluantes.

■ 4^{ème} intervention : représentant du BET Business Unit et centre de qualification pour le développement durable, recherches et conseils Berrechid

Après avoir remercié les organisateurs pour cette initiative et il a aussi remercié aussi le bureau d'étude de la qualité de la présentation qui était claire et répondant à tous les normes nationales et internationales. Il a posé deux questions :

- **Question 4.1 :** sur le volet social, l'évaluation présentée s'est basée plus sur les aspects qualitatifs, est-ce que les aspects quantitatifs ont été pris en considération au niveau de l'étude ?
- **Question 4.2 :** Le projet prévoit la création d'un nombre important d'emploi, destiné principalement à la population locale, est-ce que le projet prévoit la formation et la qualification dans le secteur de cuir au niveau de la zone d'étude ?

Réponse 4.1 :

L'analyse de l'état initial a été basée sur les statistiques des différents organismes et les investigations du terrain au niveau de la zone d'étude : zone résidentielle, zone industrielle...etc. Ces éléments sont détaillés quantitativement et qualitativement au niveau du rapport.

Aussi l'objectif de la consultation publique est de connaître les avis de la population et leurs recommandations, et de répondre aux différentes questions. Les résultats de cette consultation seront intégrés au niveau du rapport de l'EIES.

Le BET a rappelé que l'étude EIES a été réalisée selon les normes de performances de SFI et qui sont :

- Norme de performance 1 : Évaluation et gestion des risques et des impacts environnementaux et sociaux
- Norme de performance 2 : Main-d'œuvre et conditions de travail
- Norme de performance 3 : Utilisation rationnelle des ressources et prévention de la pollution
- Norme de performance 4 : Santé, sécurité et sûreté des communautés
- Norme de performance 5 : Acquisition de terres et réinstallation involontaire
- Norme de performance 6 : Conservation de la biodiversité et gestion durable des ressources naturelles vivantes
- Norme de performance 7 : Peuples autochtones
- Norme de performance 8 : Patrimoine culturel

Réponse 4.2 :

Voir intervention 5, axe 5.3 ci-dessous.

■ 5^{ième} intervention : représentant de la Fédération Marocaine des industries du Cuir FEDIC.

L'intervention du représentant de la FEDIC s'est focalisée autour de trois axes principaux :

- **Axe 5.1** : du point de vue organisationnel, le déroulement de la consultation publique discuté lors de la réunion de simulation a prévu l'intervention de la FEDIC dans le mot d'ouverture. Cela aurait permis de présenter le contexte du projet et enrichir le débat.
- **Axe 5.2** : Remerciement du bureau d'études Phenixa qui a réalisé l'étude EIES, pour la qualité du travail réalisé et sa collaboration. Cette étude a permis de mettre en valeur l'importance du projet de points de vue environnemental et social.

En effet, la FEDIC a travaillé en collaboration avec Phenixa pendant la période de confinement par des réunions (présentiel et visio-conférence) et par téléphone, pour pouvoir étudier tous les aspects techniques liés aux industries de cuir.

- **Axe 5.3 & réponse 4.2** : rappel du contexte général du projet, le cadre général du projet est l'application de la convention pour le développement de l'industrie de cuir signée en Février 2016 entre la FEDIC et le Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Économie Verte et Numérique et le Ministère des Finances.

Pour réussir ce projet, plusieurs réunions et études ont été réalisées entre les différents partenaires du projet.

Pour répondre à la question liée à l'emploi et formation (question 4.1), tous les aspects formation et emploi ont été bien étudiés au niveau de ce projet. Aujourd'hui plus que 60 industriels sont prêts à investir dans ce parc. L'aspect ressources humaines est un facteur important pour le développement industriel.

La FEDIC a signé en janvier 2017 une convention avec l'OFPPT pour la création d'un centre de formation au niveau du parc. Ce centre permettra la formation sur place pour répondre aux besoins des investisseurs et en même temps la formation des jeunes pour pouvoir accéder au marché de l'emploi.

Le représentant de la FEDIC a remercié tous les partenaires du projet : Conseil Régional Casablanca-Settat, Chaabi Capital Investissement, Wilaya de Casablanca Settat, préfecture de Sidi Bernoussi et les investisseurs de la FEDIC.

■ 6^{ième} intervention : Directeur Régional ANAPEC.

Après avoir félicité le porteur du projet, ses partenaires et les bénéficiaires pour ce projet. Le directeur régional de l'ANAPEC a abordé l'aspect de la qualification des jeunes pour l'emploi au niveau du parc Ahl Loughlam.

Le directeur régional a exprimé la disponibilité et l'engagement de l'ANAPEC pour accompagner le projet de point de vue recrutement et formation des jeunes employés, et aussi la formation continue de la main d'œuvre directe et indirecte.

En effet, l'ANAPEC pourra apporter à travers le programme « TA'HIL » et en partenariat avec la FEDIC et ses partenaires la main d'œuvre qualifiée selon les besoins spécifiques de chaque unité industrielle (une formation à la carte avec une courte durée (3 à 6 mois)).

■ 7^{ème} intervention : Président de la commission des zones industrielles au sein de la FEDIC

Le président de la commission du ZI au sein de la FEDIC a commencé par remercier tous les partenaires du projet et les conférenciers présents. Il a rappelé que la FEDIC est un partenaire du projet et qu'il est prêt à répondre aux différentes questions.

La FEDIC représente les industriels qui s'installeront dans le Parc de Ahl Loughlam. De ce fait, il rassure tous les partenaires et riverains du site de l'engagement de tous les industriels pour le respect des normes environnementales selon les lois nationales et internationales, et cela pour avoir un cadre environnemental sain.

Aussi les industriels prévus au niveau du parc sont des entreprises formelles et structurées qui respectent aussi les lois et les normes sociales.

Le représentant de la FEDIC a rappelé que l'industrie de cuir prévue dans le parc est non polluante (la tannerie ne sera pas installée dans le parc), non consommatrice d'eau et les déchets solides seront valorisés.

Le projet Ahl Loughlam sera une locomotive pour les autres secteurs industriels et d'autres Zones Industrielles au Maroc.

■ 8^{ème} intervention : Chef de division urbanisme au sein de l'Arrondissement de Sidi Moumen.

Le chef de la division d'urbanisme est ravi que l'arrondissement de Sidi Moumen reçoive ce genre de projet, qui va permettre un développement économique et social important.

Il valorise les efforts établis par le porteur du projet et ses partenaires. Aussi, il est heureux de l'application de la bonne gouvernance des lois organiques.

Le représentant de l'arrondissement de sidi Moumen a félicité le bureau d'études Phenixa pour la qualité de l'étude EIES.

■ 9^{ème} intervention : Capitaine de la Protection Civile PC de Sidi Bernoussi (Intervention par message écrit).

Le Capitaine de la protection civil a remercié le bureau d'études pour la qualité de la présentation des résultats de l'étude EIES. Il a posé deux questions :

- **Question 9.1 :** quel est le nombre des poteaux d'incendie prévu au niveau du site projet ?
- **Question 9.2 :** est-ce que le projet prévoit l'élargissement des voies d'accès et de circulation au niveau de site de projet pour faciliter l'accès des véhicules de la protection civile ?

Réponse 9.1 :

Le porteur de projet et le bureau technique ont réalisé des réunions avec les responsables de la protection civile au démarrage des études techniques. L'objectif de ces réunions est la prise en compte des exigences de la protection civile au niveau de la conception du projet.

L'étude a ainsi pris en considération les exigences de la protection civile en nombre des poteaux d'incendies et le rayon de couverture de 150 m par poteau. Cela sera pris en considération dans les travaux de mise en conformité du réseau d'eau potable existant.

Réponse 9.2 :

Pour le rayon de braquage, comme présenté au niveau du plan de masse de l'exposé du bureau d'études, certaines voies existantes seront réhabilitées et améliorées pour avoir des accès largement suffisants pour le passage des véhicules de la protection civile en cas d'incendie.

■ 10^{ième} intervention : représentant du BET AKNAS PERTUS Conseillers

Le représentant du BET Aknas Pertus Conseillers a félicité le CRCS pour cette action qui rentre dans la stratégie de la région de Casablanca –Settat. Il a posé trois questions :

- **Question 10.1 :** que prévoit le projet en termes de traitement des huiles usagées et des déchets solides pendant la phase d'exploitation ?
- **Question 10.2 :** est-ce que le projet prend en considération la qualité de construction des bâtiments industriels?
- **Question 10.3 :** pour le montage du cahier de charge de chaque unité industrielle, dans quelle mesure les entrepreneurs suivront et respecteront ce cahier de charge ? Est ce qu'il aura un suivi sur place?

Réponse 10.1 :

La société de développement régional de Casablanca Settat (SDR) se chargera de l'exploitation du parc en partenariat avec la FEDIC (éclairage, transport, déchets...etc). L'organisation et l'élimination des déchets solides avec le respect des lois et des normes en vigueur feront partie de ses obligations.

Pour les huiles usagées et les déchets dangereux, la SDR en partenariat avec la FEDIC déléguera à une société spécialisée la gestion (récupération et traitement) des huiles usagées et déchets dangereux.

Aussi une unité de récupération des produits d'emballage sera installée dans le site de projet.

Réponse 10.2 :

Le projet prévoit la réalisation des constructions de très bonne qualité de point de vue architecturale et de point de vue matériaux utilisés. En effet, chaque bâtiment réalisé sera caractérisé par une très jolie façade extérieure en harmonie avec tous les autres bâtiments, les rues et les espaces verts.

Les matériaux de construction seront non polluants, de très bonne qualité, garantissant un développement durable, avec une durée de vie importante et nécessitant peu de travaux d'entretien.

Réponse 10.3 :

Le parc Ahl Loughlam sera une zone industrielle contrôlée et clôturée avec un contrôle d'accès. Il est prévu que le parc abrite le siège de la société de développement régional de Casablanca Settat (SDR). Cette société qui se chargera de l'exploitation et le suivi du parc en partenariat avec la FEDIC pendant la phase d'exploitation. Les industriels seront amenés à respecter le Cahier de charge établi par le porteur du projet et aussi les mesures d'atténuation résultantes des études d'impact d'environnement réalisée par chaque unité industrielle.

■ 11^{ième} intervention : représentant de l'Agence Urbaine. Intervention par option de conversation du Zoom

Le représentant de l'Agence urbaine a demandé au porteur du projet de communiquer à l'agence urbaine un dossier technique du projet y compris le plan de la zone du projet avec les coordonnées Lambert, la surface globale du projet avec le titre foncier et le plan de la voirie et des infrastructures.

Pour l'étude EIE, il a posé deux questions :

- **Question 11.1 :** L'étude n'a pas pris en considération les impacts du projet pendant la phase d'exploitation.

- **Question 11.1 :** Comment vont être traitées les eaux usées des unités industrielles pendant la phase d'exploitation ?

Réponse 11.1 :

Comme indiqué auparavant (voir réponse 1.1), les impacts négatifs du projet pendant la phase d'exploitation sont faibles à négligeables, c'est pourquoi ils ne sont pas détaillés dans la présentation, par contre au niveau du rapport, ces impacts sont détaillés avec les mesures d'atténuation adéquates.

Les industries qui vont s'implanter dans le parc Ahl Loughlam sont prévues être non polluantes. Aussi, toutes les unités industrielles qui vont être installées dans le parc vont devoir réaliser une étude d'impact environnementale spécifique à l'unité selon la réglementation en vigueur, si assujetties.

Réponse 11.2 :

Comme indiqué auparavant (voir réponse 1.1), les industries prévues au niveau du parc sont des industries non polluantes, qui n'utilisent pas l'eau dans leurs process de fabrication, les eaux usées rejetées sont uniquement issues des sanitaires et ne nécessitent pas de traitement avant le rejet dans le réseau de la Lydec.

Le site est équipé d'un réseau d'assainissement de la ville, ce réseau est doté d'un système de dépollution (Station de traitement Eaucean située à Sidi Bernoussi).

6 SYNTHÈSE ET CLÔTURE DE LA CONSULTATION.

Le modérateur a fait une synthèse des principales étapes de la CP, puis il a donné la parole au porteur du projet et à la représentante de MCA/Fonzid pour le mot de clôture la CP.

Directeur général des services CRCS :

Monsieur le directeur a remercié tous participants à la CP, il a exprimé sa satisfaction des résultats de la consultation publique et des différentes interventions enrichissantes des participants ainsi que de l'approche participative adoptée par ce projet depuis son commencement.

Monsieur le directeur a rappelé l'importance de ce type de projet de création des zones économique pour la CRCS, l'importation des enjeux environnementaux et sociaux dans la politique adoptée par la région ainsi que l'importance de l'intégration du projet dans son environnement.

Monsieur le directeur a remercié MCA/MCC pour l'accord du financement du projet de parc industriel Ahl Loughlam.

Directrice du FONZID/MCA-Morocco :

Madame la directrice a remercié le porteur du projet, les partenaires et les différents participants à cette Consultation Publique.

La directrice du Fonzid a souhaité le respect du planning dans le développement du projet.

7 CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Au vu du déroulement de la réunion, il y a lieu de retenir de manière synthétique ce qui suit :

- Les participants ont représenté l'ensemble des acteurs (institutionnels, ONG et populations) concernés directement ou/et indirectement par le projet. Selon l'analyse de la liste des participants, la représentativité calculée est donnée ci-après :

- **58 %** des participants représentent la société civile, la population locale et les associations locales (ONG);
 - **17%** des participants représentent les institutions locales et préfectorales et régionales;
 - **25%** des participants représentent les autres intervenants locaux (porteur du projet, les partenaires et le bureau d'études).
 - **40% des participants à la réunion étaient des femmes.**
- La réunion s'est déroulée dans une très bonne ambiance avec un esprit de bonne communication et de bonne concertation entre l'ensemble des participants ;
 - Chacun des participants avait toutes les possibilités d'intervenir et d'exprimer ses remarques, ses questionnements et ses recommandations ;
 - Selon les réactions des participants, l'exposé était clair et précis. Il a permis à l'assistance de partager les résultats de l'étude d'impact environnemental et social du projet de parc industriel d'Ahl Loughlam.
 - La consultation a permis d'informer et d'apporter des éclaircissements à la population en matière d'emploi et formation.
 - Les participants (population directement ou indirectement concernée, élus et ONG) ont bien compris l'importance stratégique du projet pour le secteur de cuir et pour la zone du projet. Ils ont également compris que les impacts négatifs en phase de travaux et en phase d'exploitation sont négligeables et que des mesures d'atténuation seront mises en place.
 - La population locale a eu l'occasion de connaître les infrastructures sociales qui seront installées sur le site de projet (Crèche, Restaurant, formation, commerceetc) qui seront accessibles à la population.
 - la population locale et les différents participants ont eu aussi connaissance du mécanisme de doléance mise en place.
 - Des réponses détaillées, claires, précises et argumentées ont été apportées aux participants.
 - Les statistiques des participants selon leur appartenance est donnée par le tableau ci-dessous :

	Homme	Femme	Total	Percentage
Société civile, population et Organisations Non Gouvernementales	25	17	42	58%
Institutions locales et préfectorales et régionales	7	5	12	17%
Participants représentant les autres intervenants locaux (porteur du projet, les partenaires et le bureau d'études).	11	7	18	25%
Total	43	29	72	
Percentage	60%	40%	100%	

ANNEXES

Annexe 1 : Modèle d'invitation

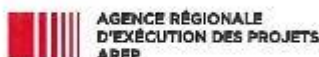
Annexe 2 : Liste des destinataires des invitations envoyées par le CRCS

Annexe 3 : Publication de l'annonce dans les sites internet

Annexe 4 : Affichage des invitations

Annexe 5 : Photos du déroulement de la CP

Annexe 1 : Modèle d'invitation



AGENCE RÉGIONALE
D'EXÉCUTION DES PROJETS
AREP



Casablanca, le 30 juin 2020

N.REF : 63/20/DG/AREPCS

Direction Régionale Travail et Insertion

Objet : Invitation à la réunion de consultation publique du Projet « Parc Industriel Ahl Loughlam » qui aura lieu le 14 Juillet 2020 à 9h30

Monsieur le Directeur Régional,

Le Conseil Régional de Casablanca-Settat et Chaabi Capital Investissement – Groupe Banque Populaire en partenariat avec la FEDIC développe le Parc Industriel Ahl Loughlam, situé dans la Commune Sidi Moumen, Préfecture Sidi Bernoussi.

La création de ce parc industriel dédié aux activités non polluantes du secteur du cuir s'inscrit dans le cadre des actions retenues dans le Programme de Développement Régional adopté en mars 2017. Ce projet a été retenu par le Fonds des Zones Industrielles Durables (FONZID) suite à un appel à concurrence lancé conjointement par le Millennium Challenge Corporation (MCC) et le Ministère de l'Industrie, de l'Investissement, du Commerce et de l'Economie Verte et Numérique et dont un accord de subvention a été signé en Mai 2020.

En adéquation avec les engagements, liés au Développement Durable, pris par la Région Casablanca-Settat tel que tracé dans son PDR, la charte d'investissement responsable du Groupe Banque Populaire et les exigences du MCC, une étude d'impact environnemental et social (EIES) est en cours de réalisation par le bureau Phenixa.

Dans le cadre du processus de la réalisation de cette EIES, nous vous invitons à participer à une réunion de consultation publique le **14 Juillet 2020 à 9h30** qui permettra de vous présenter l'état d'avancement du projet et de recueillir vos avis et observations pour les intégrer dans l'EIES.

Pour des raisons de mesures sanitaires, cette réunion se tiendra virtuellement sur la plateforme ZOOM. Aussi pour participer à cette réunion, nous vous demandons de bien vouloir vous inscrire à partir du site web de la Région Casablanca-Settat : <http://casablancasettat.ma>. Un lien de connexion vous sera transmis par mail une fois inscrit.

Comptant vivement sur votre participation et contribution à cette réunion publique, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur Régional, l'expression de nos salutations les plus distinguées.



Le Directeur par Interim
de l'Agence Régionale d'Exécution des Projets
Signé : Ahmed EL KIAL

25, bd MASSIRA, Etage 5, Maârif - Casablanca
Tél : +212 5 22 98 64 83/88
Fax : +212 5 22 98 42 78
Email : info.arep@casasettat.ma

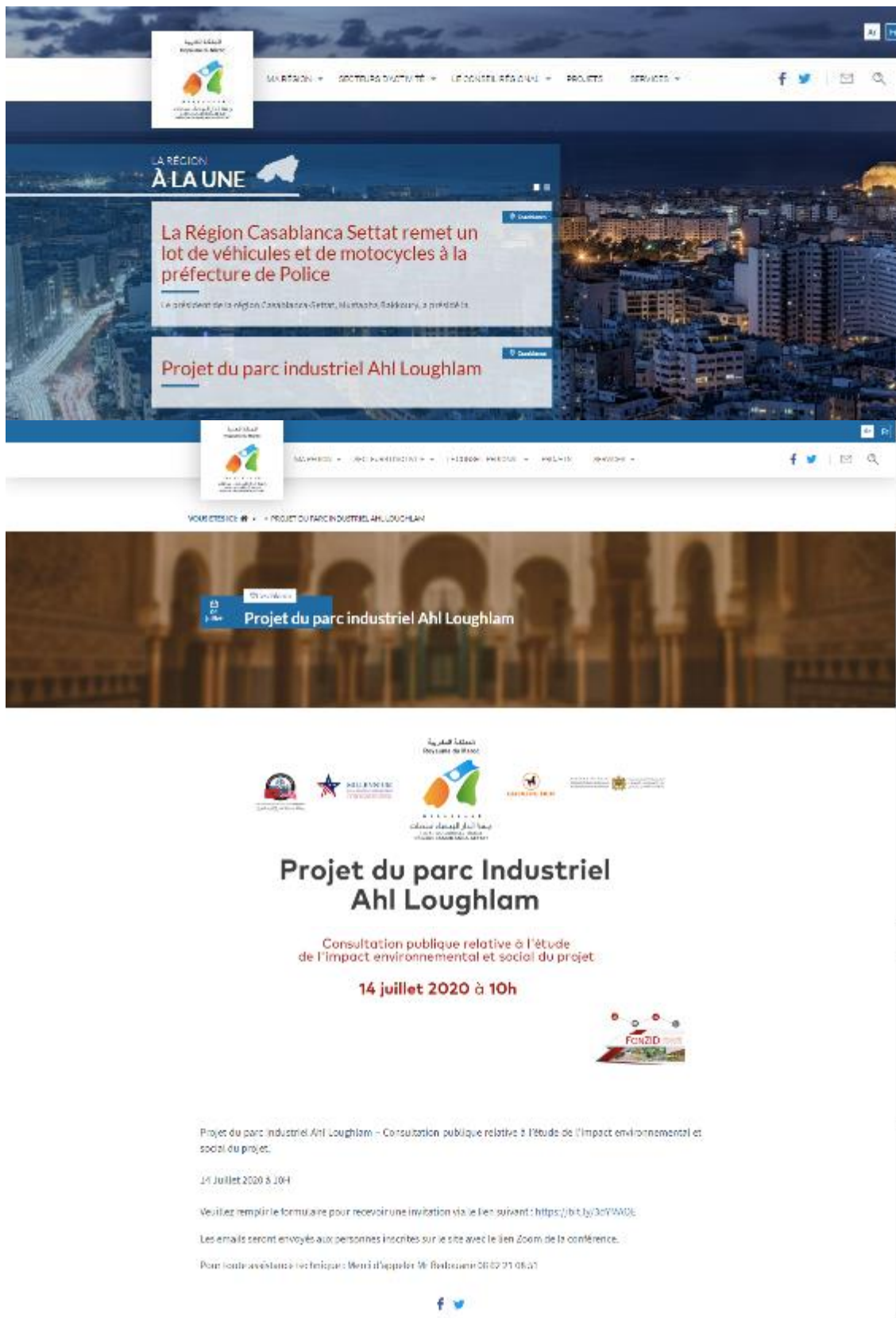
Annexe 2 : Liste des destinataires des invitations envoyés par la CRCS

N°	Entité –	Position
1	Conseil Régional de Casablanca Settat	Chef de division Eau et environnement
2	Wilaya de la Région de Casablanca-Settat	Chef service Environnement
3	Centre Régional d'investissement	Chef de la Division d'Aide aux Investisseurs
4	Préfecture de Sidi Bernoussi	Chef de la division des affaires économiques et de la coordination
5	Agence Urbaine de Casablanca	Service Environnement
6	Arrondissement de Sidi Moumen	Division Urbanisme
7	Ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Économie Verte et Numérique La direction des industries de textile et du cuir	chef de service Placement des espaces d'accueil industriels
8	Direction régionale d'OFFPPT	Directeur Régional
9	Direction régionale de l'ANAPEC	Directeur Régional
10	Direction régionale de l'Environnement	Directrice régionale
11	Direction Régionale Travail et insertion	Directeur Régional
12	Direction régionale de la Santé	Directrice Régionale

N°	Entité –	Position
13	Protection civile Sidi Bernoussi	Colonel
14	Lydec	Directeur Maitrise d'ouvrage
15	FEDIC	Chef de Projets - Développement & Animation des écosystèmes Cuir
16	FEDIC	Président de la commission chargée des zones industrielles
17	Direction Régionale de jeunesse et sport	Directeur Régional
18	Association Dialogue et Réconciliation Sidi Moumen	Président de l'Association
19	Association Inbiath Al Khayr pour le Développement Social, Culturel et Sportif - Sidi Moumen	Présidente de l'Association

Annexe 3 : Publication de l'annonce dans les sites internet

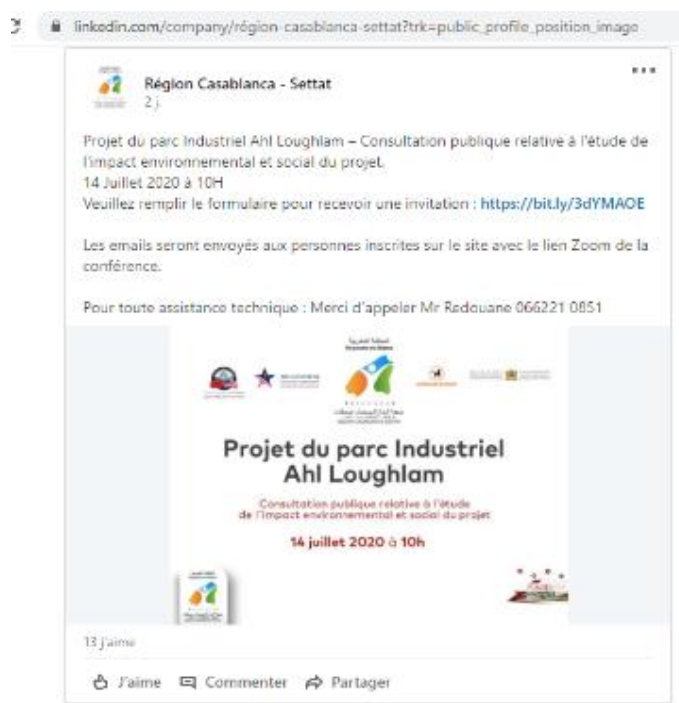
- Site internet de la Région CS : : <http://casablancasettat.ma>



- Facebook de la Région CS : <https://fr-fr.facebook.com/regioncasasettat/photos/pb.1310573235703276.-2207520000../3122902387803676/?type=3&theater>



- LinkedIn de la Région CS : https://www.linkedin.com/company/r%C3%A9gion-casablanca-settat?trk=public_profile_position_image



- Site internet du Fonzid : <http://www.fonzid.ma/>



Annexe 4 : Affichage des invitations



AFFICHAGE DE L'INVITATION

**Siège de la préfecture
Sidi Moumen**



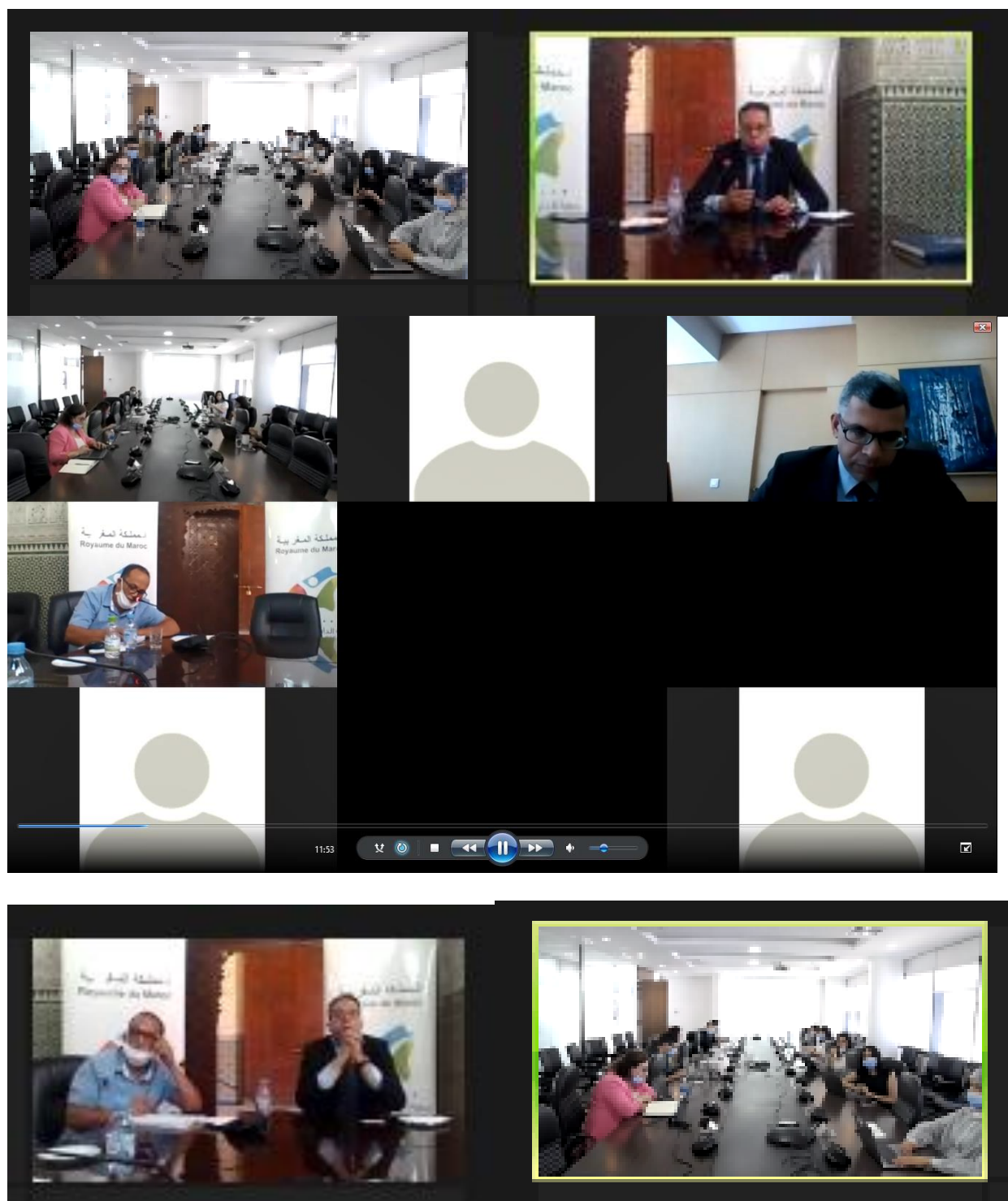
AFFICHAGE DE L'INVITATION

**Site du parc Ahl
Loughlam**



Date: le 03/07/2020

Annexe 5 : Photos du déroulement de la CP





Annexe 4 : Exemple de fiche de doléance (en arabe / français)

(A établir en deux exemplaires originaux)

Date d'introduction de la doléance :...../...../.....

Référence de la doléance :

Nom et prénom du plaignant :	Nom et prénom de la personne recevant la doléance :
N° CIN :	
Statut (cocher la case adaptée) : Première doléance <input type="radio"/> Conciliation <input type="radio"/>	
Mode de réception des doléances : Téléphone ère dol <input type="radio"/> Mail ception des doléances : Téléphone ère doléance <input type="radio"/> Conciliation <input type="radio"/>	
Langue d'expression de la doléance :	
Objet de la doléance :	
Signature du plaignant :	Signature de la personne recevant le plaignant :

(يتم إعداده في نسختين أصليتين)

تاريخ الشكوى.../.../...:

مرجع للمطالبة:

اسم ولقب المشتكي: جنس المشتكي (ضع علامة في الخانة المناسبة): <input type="radio"/> أنثى <input type="radio"/> ذكر رقم البطاقة الوطنية:	اسم ولقب الشخص الذي تلقى الشكوى:
حالة (ضع علامة الخانة المناسبة): أول شكوى <input type="radio"/> وساطة <input type="radio"/> طريقة تلقي الشكوى : هاتف <input type="radio"/> البريد <input type="radio"/> في الموقع/اليد <input type="radio"/> لغة الشكوى:	
موضوع الشكوى:	
توقيع المشتكي	توقيع الشخص الذي تلقى الشكوى:

Annexe 5 : Présentation Power Point de la Consultation Publique

الاستشارة العمومية بشأن مشروع المنطقة الصناعية "اهل الغلام"

يوم : 14/07/2020

الساعة : 10 h00

المكان : المنصة الرقمية

GINGER
PHENIXA



FONZID FONDS DES ZONES
INDUSTRIELLES
DURABLES

الاستشارة العمومية

مراحل إجراء الاستشارة العمومية لمشروع المنطقة الصناعية "اهل الغلام"

- تسير هذه الاستشارة العمومية من طرف المسير
- بعد كلمة الافتتاح : (15-20 دقيقة)
- تقديم سياق وأهداف والنتائج المنتظرة من الاستشارة العمومية وكذا منهجية وقواعد العمل
- تقديم المشروع ودراسة نتائج التأثير البيئي و الاجتماعي من قبل مكتب الدراسات (من 30 إلى 40 دقيقة)
- فتح النقاش العمومي من قبل الحضور (60 – 90 دقيقة)
- تفاعل مكتب الدراسة و الجهات المنظمة (15-20 دقيقة)
- خلاصة تركيبية من قبل المسير
- كلمة الختام من قبل الجهات المنظمة

الفهرس

- سياق المشروع والاستشارة العمومية
- مرجعية الاستشارة العمومية
- اهدف الاستشارة العمومية للمشروع
- دراسة التأثير على البيئة
- مراحل إجراء الاستشارة العمومية
- منهجية إجراء الاستشارة العمومية
- عرض مكتب الدراسات
- الكلمة للقاعة وتفاعل مكتب الدراسات ووكالة تحدي الألفية
- خلاصة تركيبية للمسير ثم كلمة ختامية للجهات المنظمة



الاستشارة العمومية

سياق المشروع

سيتم انجاز مشروع **تأهيل المنطقة الصناعية أهل لغلالم:**

- في إطار برنامج التنمية الجهوي المعتمد من قبل المجلس الجهوي للدار البيضاء-سطات خلال دورته لشهر مارس 2017 , محور " المقاوله والابتكار والتشغيل" - برنامج إنشاء مناطق للأنشطة الاقتصادية
- من طرف المجلس الجهوي للدار البيضاء-سطات عبر الوكالة الجهوية لتنفيذ المشاريع بتنسيق مع الشركاء الشعبي للاستثمار لمجموعة البنك الشعبي , وكالة حساب تحدي الألفية- المغرب MCA, عمالة مقاطعات سيدي البرنوصي وفدرالية الصناعات الجلدية.

الاستشارة العمومية

سياق المشروع والاستشارة العمومية

- ينفذ مشروع **تأهيل المنطقة الصناعية أهل لغلالم ضمن** المرحلة الثانية لبرنامج التعاون بين حكومة الولايات المتحدة وحكومة المملكة المغربية وذلك من خلال: **حساب تحدي الألفية MCC الذي تم توقيعه في 30 نونبر 2015** لمدة خمس سنوات بهدف دعم المشاريع التنموية بالبلاد ، تحديدا تلك التي تركز على الاستثمار في الرأسمال البشري والرفع من مردودية العقار
- تنفذ هذه المرحلة من طرف مؤسسة عمومية في شكل وكالة ، تدار من خلال مجلس توجيه استراتيجي يرأسه السيد رئيس الحكومة ، ويضم ممثلين عن القطاع العام والقطاع الخاص والمجتمع المدني: **وكالة حساب تحدي الألفية- المغرب MCA**
- وتتناول مكونين أساسيين :
 - ✓ **التربية والتكوين من أجل التشغيل**
 - ✓ **إنتاجية العقار: القروي والصناعي**
- تندرج هذه الاستشارة في المكون الأخير (إنتاجية العقار الصناعي)

الاستشارة العمومية

مرجعية الاستشارة العمومية

- مبادئ وتوجهات جهات ومؤسسات التمويل الدولية ومنها مؤسسة حساب تحدي الألفية MCC التي توصي بإنجاز مشاورات عمومية لتقاسم التقييم البيئي والاجتماعي القبلي للمشاريع وإغناء البيانات الخاصة بجدوى هذه الأخيرة.
- التزامات المغرب بإدماج أبعاد البيئة والتنمية المستدامة في المشاريع التنموية
- المتطلبات البيئية والاجتماعية لمؤسسة التمويل الدولية (معايير الأداء)

الاستشارة العمومية

اهداف الاستشارة العمومية لمشروع المنطقة الصناعية "اهل الغلام"

1. إخبار الساكنة والجهات ذات العلاقة بالخطوط الرئيسية لمشروع : المنطقة الصناعية "اهل الغلام"
2. إبراز الانعكاسات البيئية والاجتماعية والاقتصادية الإيجابية للمشروع وكذا تأثيراته السلبية المحتملة على البيئة والأوساط الطبيعية
3. توضيح الإجراءات المعتمدة لتجنب وتخفيف هاته الآثار السلبية المحتملة للمشروع
4. تطبيق الاستشارة العمومية والتشاور مع الأطراف المعنية حول المشروع تطبيقا للمقتضيات معايير الأداء.

الاستشارة العمومية

منهجية إجراء الاستشارة العمومية

- الالتزام بموضوع الاستشارة : التأثيرات البيئية والاجتماعية للمشروع
- الالتزام بقواعد التواصل الهادف
- التحكم في الزمن
- طرح أسئلة وإبداء اقتراحات وملاحظات من شأنها إغناء دراسة التأثير البيئي والاجتماعي للمشروع أثناء هذا الملتقى وكذا خلال المدة المحددة من قبل القائمين على المشروع

عرض مكتب الدراسات

الفهرس

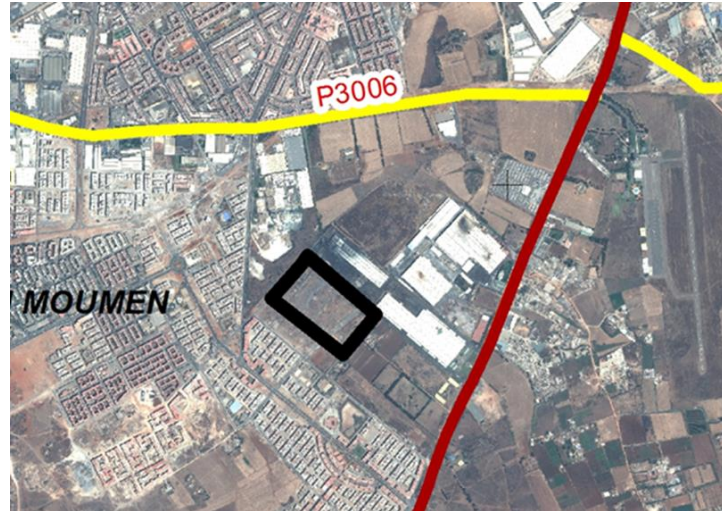
- منهجية تحديد مكونات المشروع
- مكونات المشروع
- عرض خصائص الحالة الأصلية للمنطقة الصناعية
- الجدول الزمني لإنجاز المشروع
- تحديد التأثيرات البيئية والاجتماعية وتدابير معالجتها
- الحصيلة البيئية
- برنامج التتبع والمراقبة و نظام تدبير الشكايات



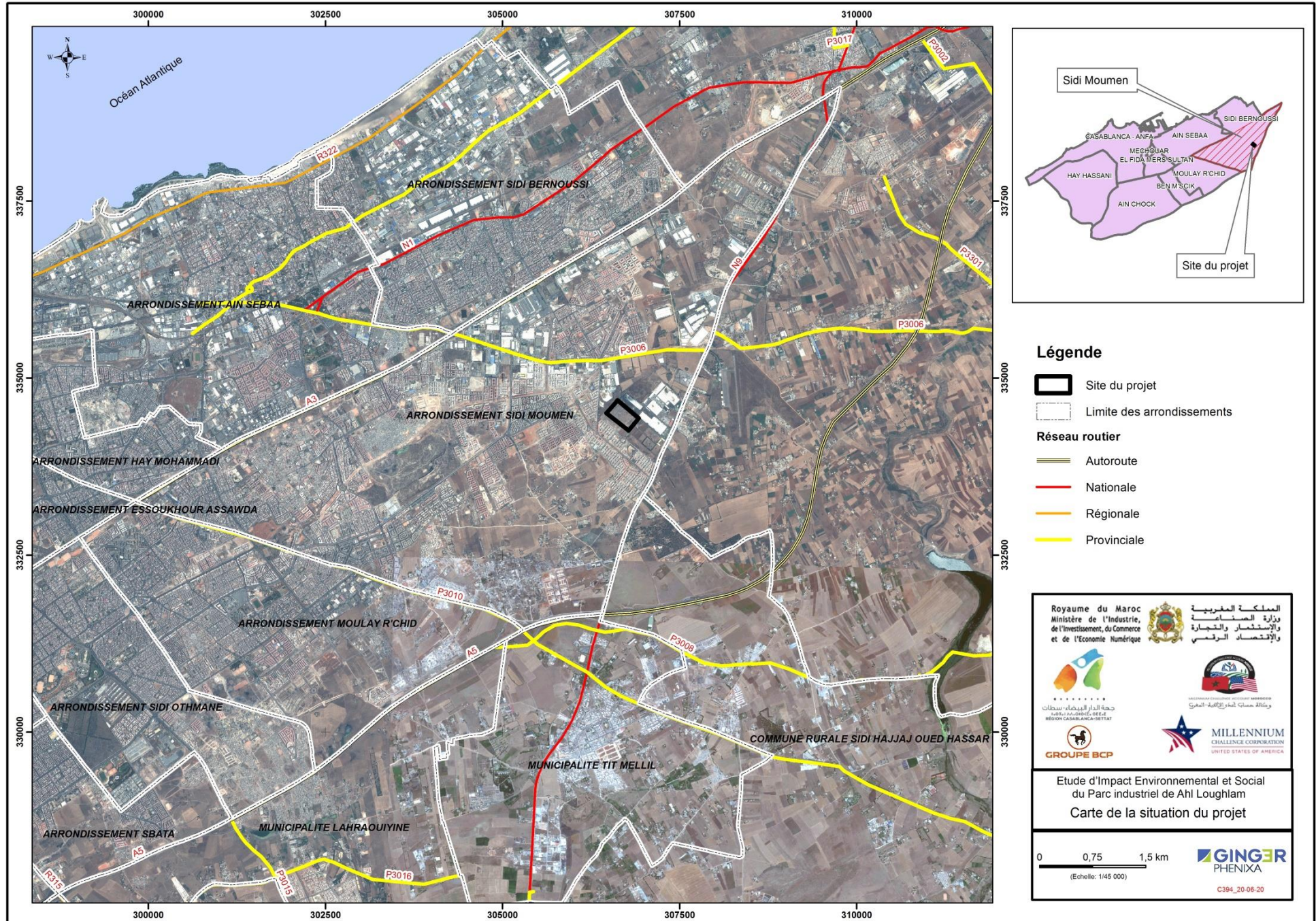
منهجية تحديد مكونات المشروع

تم تحديد المكونات المقترحة في إطار إعادة تأهيل وتحديث البنيات التحتية المشتركة لهذه المنطقة الصناعية على أساس :

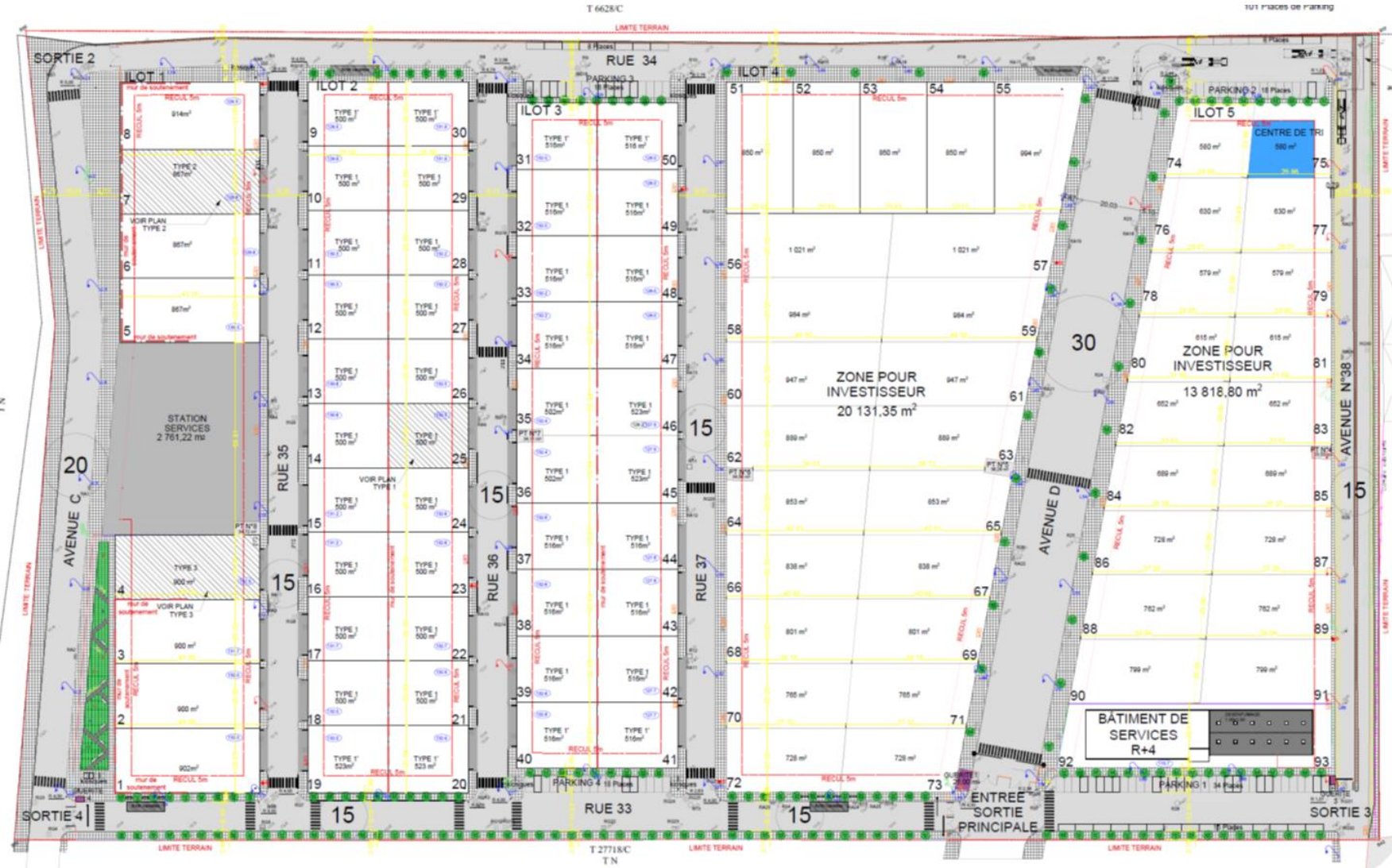
- نتائج التشخيص التقني للحالة الأصلية للموقع ، الذي تم إنجازه وفقا للمعايير البيئية والاجتماعية المعمول بها؛
- التشاور مع ممثلي جميع الأطراف المعنية (القطاعات الوزارية، والمؤسسات العمومية، والقطاع الخاص، والمجتمع المدني، والأوساط الأكاديمية، والشركاء التقنيين والماليين).



مكونات المشروع : الموقع / الشبكة الطرقية



مكونات المشروع : التصميم الاجمالي



مساحة المنطقة
الصناعية "اهل الغلام"
10 هكتارات

مخصصة
للصناعات الجلدية
الغير ملوثة

95 بقعة مساحتها
من 500 الى
1021 م²

50 مبنى جاهز للكراء + 40 بقعة خالية للكراء + مبنى للخدمات + وحدة لوجستكية لاسترداد مواد التلّيف

مكونات المشروع



95 بقعة مساحتها من 500 الى 1021 م²

50 مبنى جاهز للكراء + 40 بقعة خالية للكراء + مبنى للخدمات + وحدة لوجستكية لاسترداد مواد التغليف

مكونات المشروع : البرنامج المقترح

أشغال إعادة تأهيل المنطقة الصناعية الحالية

- تسبيج المنطقة و تجهيزها بنظام الإنذار والمراقبة بالفيديو
- إعادة تأهيل الطرق والمسالك الداخلية و تشجيرها و جعلها مناسبة للأشخاص ذوي الحركة المحدودة مع تجهيزها بقطع للأثاث الحضري, أماكن لوقوف السيارات و كذا مواقف للنقل الوظيفي
- إعادة تأهيل قنوات الماء الصالح للشرب المتواجدة داخل المنطقة الصناعية، وكذا شبكة الصرف الصحي لمياه الأمطار والمياه العادمة؛
- إعادة تأهيل شبكة الهاتف و الاليف البصرية
- إعادة تأهيل شبكة إطفاء الحرائق؛
- إعادة تأهيل وتعزيز شبكة الإنارة العمومية؛
- إعادة تأهيل الشبكة الكهربائية المتوسطة و المنخفضة الضغط وكذا المعدات الكهربائية الملحقة.
- انشاء التشوير الطرقي و الوظيفي

أشغال التشييد و البناء

- تشييد مبنى للخدمات الذي سيتم تطوير إحداثه على مساحة تبلغ حوالي 3000 متر مربع
- تشييد 50 مبنى جاهز للكراء؛
- تشييد وحدة لوجستكية لاسترداد مواد التغليف
- تشييد 40 بقعة خالية للكراء من طرف المستثمرين

مكونات المشروع : مبنى الخدمات

سيشمل مبنى الخدمات الذي سيتم تطويره إحداث عدة مرافق سيستفيد منها كل ساكنة المنطقة و المتمثلة فيما يلي:

- مطعم
- حضانة للأطفال
- قاعات عرض للمنتجات الجلدية
- مركز تدريب و تكوين في المهن الجلدية
- مكاتب شركة التنمية الجهوية التي ستسير المنطقة الصناعية
- مركز رعاية طبية و صيدلية
- وكالة مصرفية
- متجر للبيع المواد الغذائية
- بالإضافة إلى وكالة عمل مؤقتة؛



الجدول الزمني لإنجاز المشروع

2022	2021	2020	المراحل
		28/05/2020 09/09/2020	الدراسات التقنية ودراسات التأثير البيئي والاجتماعي
28/02/2022 <= 04/12/2020			الاشغال
02/2022			بداية الاستغلال

عرض خصائص الحالة الراهنة للمنطقة الصناعية

نتائج التشخيص التقني

ضرورة إعادة تأهيل المرافق
المشتركة في المنطقة الصناعية
الحالية

اختلالات في شبكة التطهير السائل وشبكة
الماء الصالح للشرب ومشاكل الصيانة، وما
يترتب عن ذلك من انعكاسات سلبية على جودة
الموارد المائية في المنطقة.



عرض خصائص الحالة الراهنة للمنطقة الصناعية

نتائج التشخيص التقني

- تردي وضعية الطرق والأرصفة
- المنطقة الصناعية مفتوحة للعموم
- نقص حاد في الإنارة العمومية
- تراكم النفايات.

ضرورة إعادة تأهيل المرافق
المشتركة في المنطقة الصناعية
الحالية



عرض خصائص الحالة الراهنة للمنطقة الصناعية

الوسط المادي

- المشروع موجود وسط المجال الحضري
- عدم وجود أية وديان و أية فرشة للمياه الجوفية بموقع المشروع
- طبوغرافية : المشروع موجود على تلة

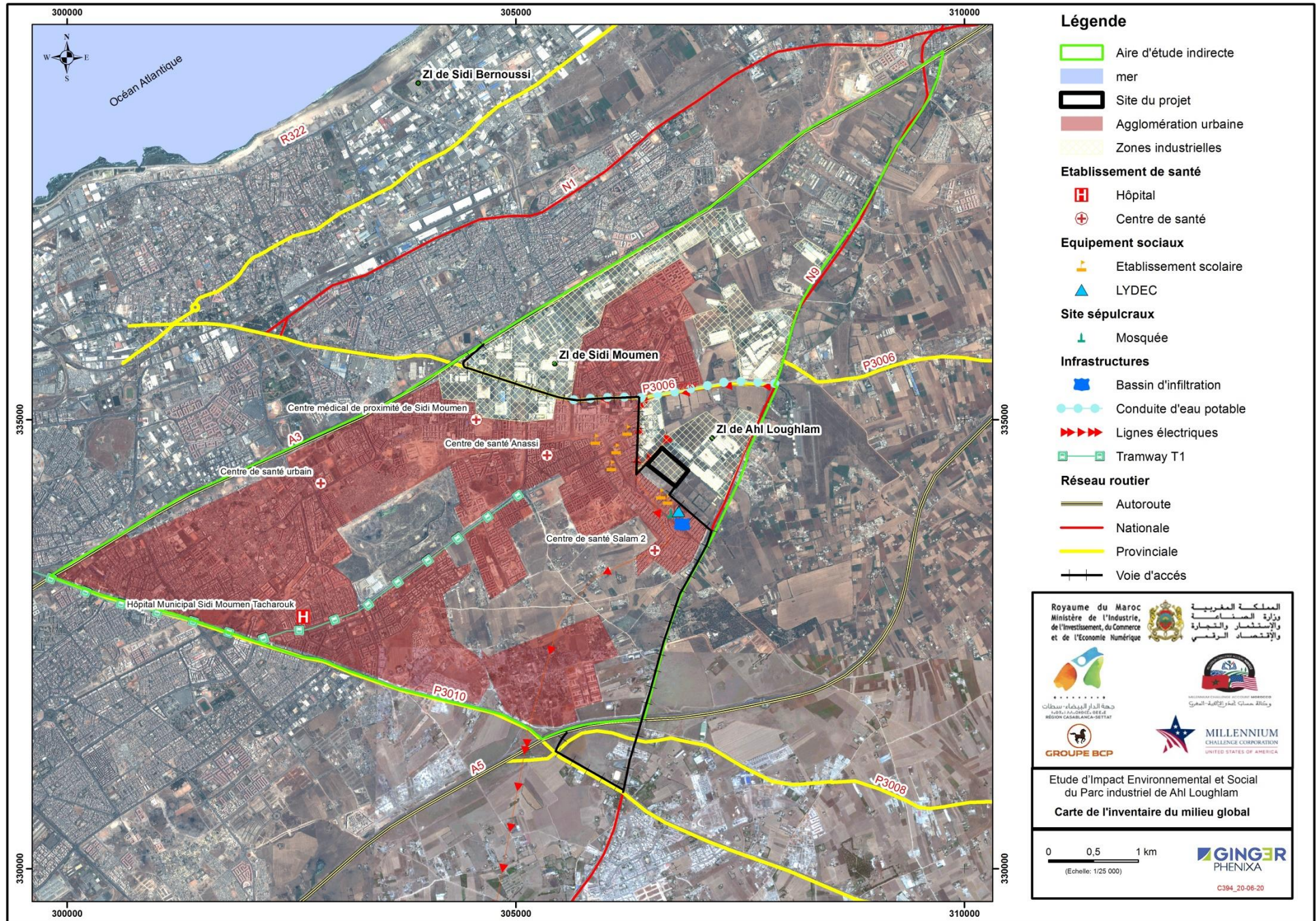
الوسط الطبيعي

- الحيوانات والنباتات التي تم رصدها اعتيادية في الوسط الحضري،

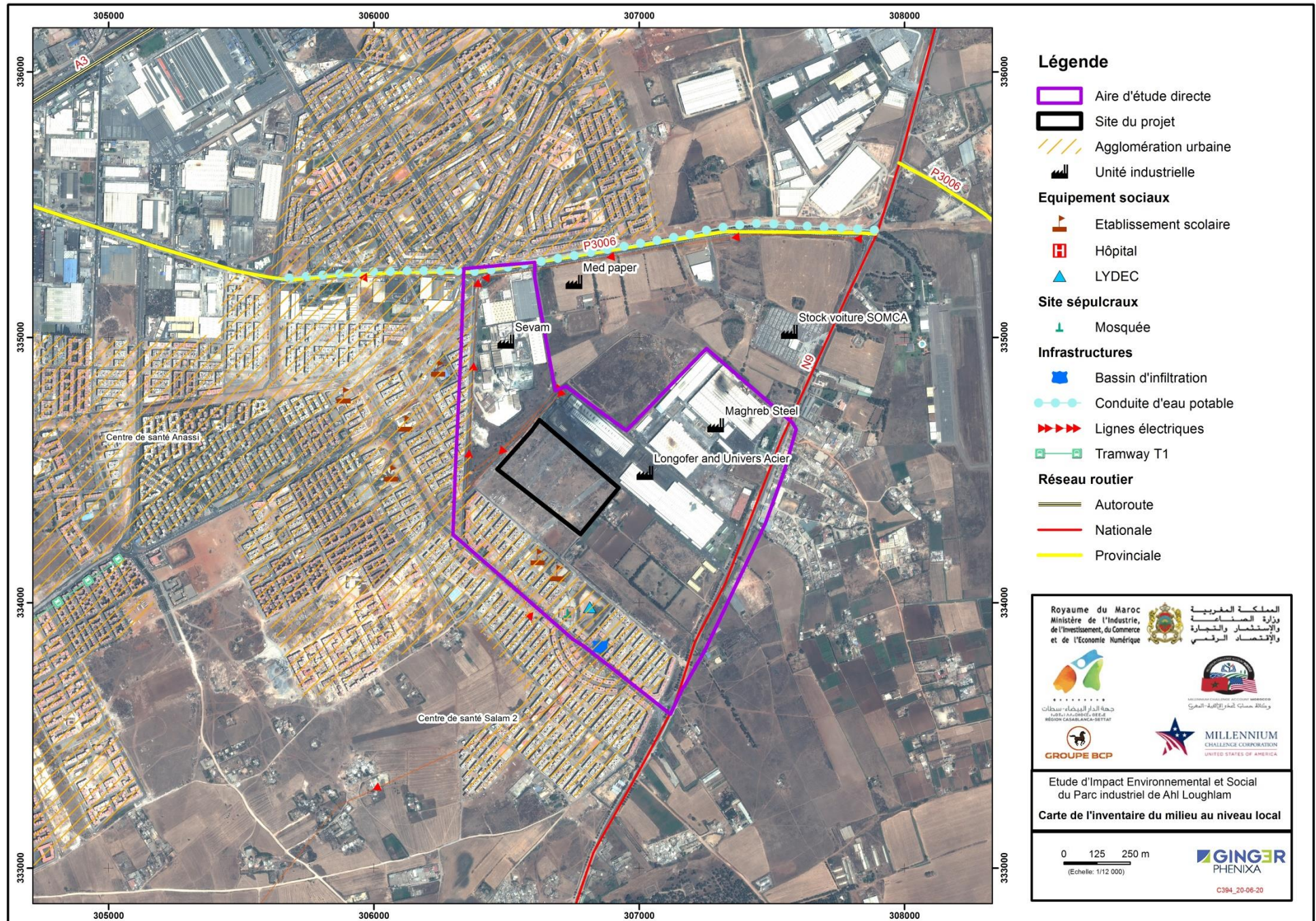
الوسط البشري

- يقع المشروع على مستوى مقاطعة سيدي مومن, (ذات 452 863 نسمة سنة 2014)
- لا يوجد حاليا أية نشاط صناعي على مستوى موقع المشروع
- موقع المشروع يغطي مساحة 10ha 20a24ca ، هذه الأرض مخصصة لمنطقة صناعية وفقا لتصميم التهيئة. لقطاع سيدي مومن
- البنيات التحتية متوفرة (الكهرباء ، الربط بقنوات الصرف الصحي و شبكة الماء الصالح للشرب ، المرافق الصحية و المدارس المواصلات ...)
- يتم الولوج لموقع المشروع عبر الطريق RN9 او عبر الطريق الإقليمية RP3006

عرض خصائص الحالة الراهنة للمنطقة الصناعية



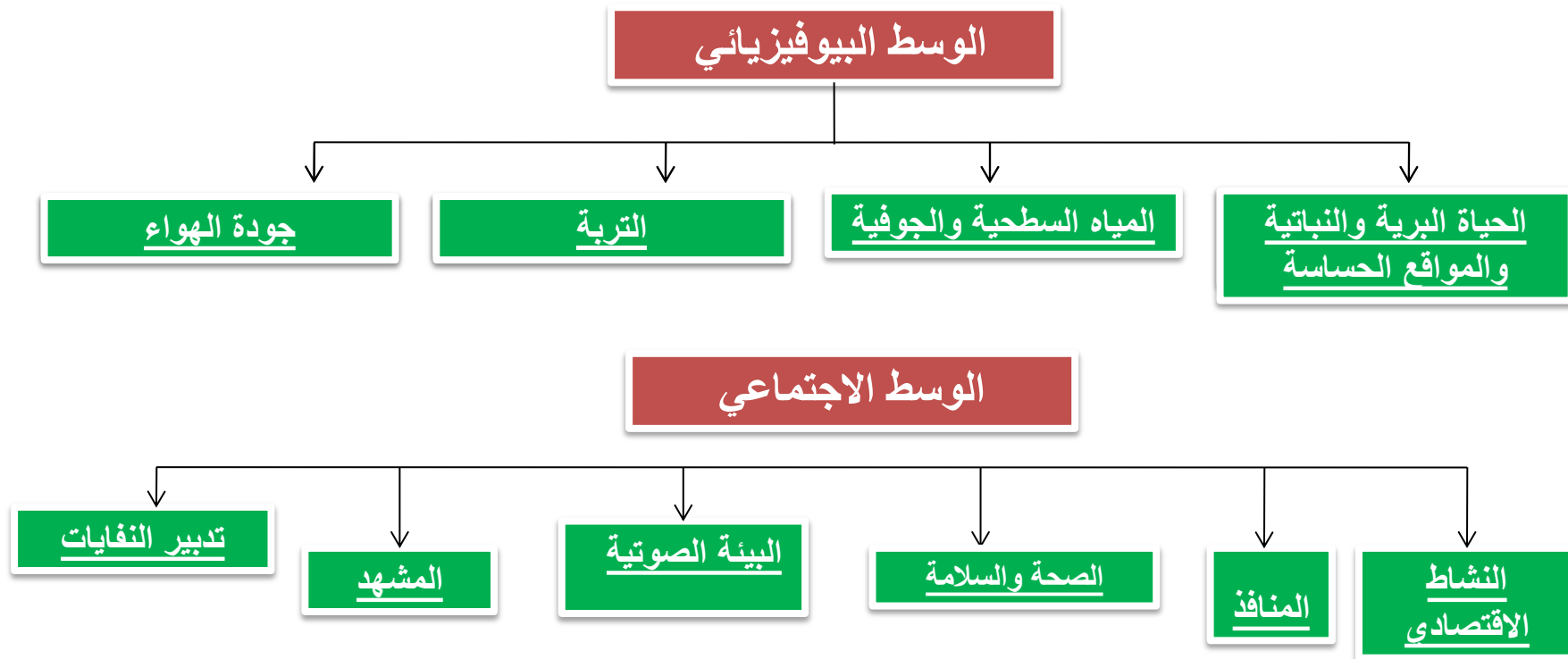
عرض خصائص الحالة الراهنة للمنطقة الصناعية



تحديد التأثيرات البيئية والاجتماعية وتدابير معالجتها

منهجية التحليل

تحليل التفاعل بين مختلف المكونات البيو فيزيائية والاجتماعية للحالة الراهنة للموقع مع مختلف أنشطة المشروع، سواء في مرحلة ما قبل الإنجاز والإنجاز أو في مرحلة الاستغلال والصيانة، مع اعتماد مقارنة تطوير مناطق صناعية شاملة ومستدامة.



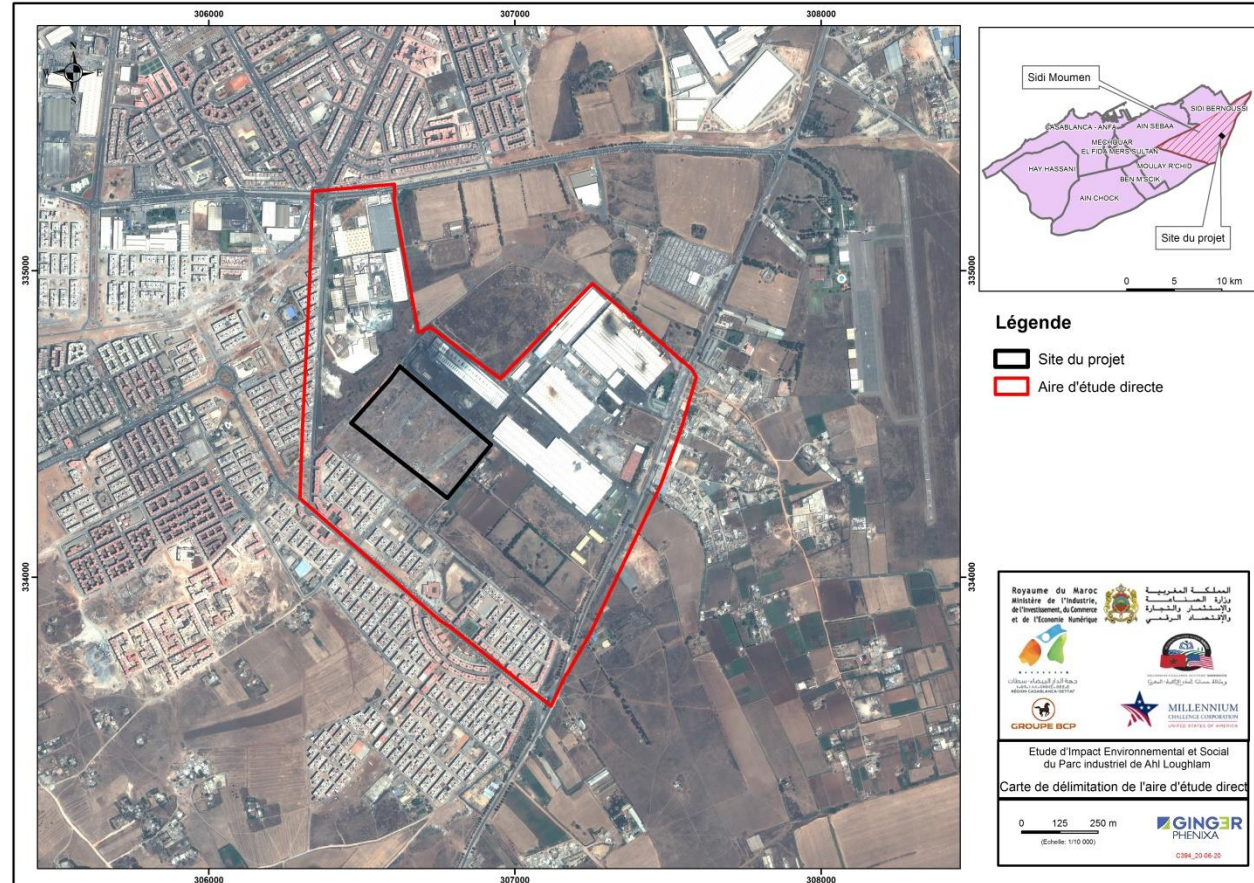
تحديد التأثيرات البيئية والاجتماعية وتدابير معالجتها

تحديد منطقة التأثيرات

منطقة التأثيرات الغير مباشرة



منطقة التأثيرات المباشرة



تحديد التأثيرات البيئية والاجتماعية وتدابير معالجتها

خلال مرحلة ما قبل البناء والبناء

ترتبط تأثيرات المشروع خلال هذه المرحلة، عموماً بـ:

- إخلاء موقع الأشغال. وستتم معالجة الجوانب المتضررة وفق المعايير المعمول بها في المشروع.
- طبيعة الأشغال (إقامة الورش، وتهيئة الموقع، وانطلاق الأشغال، وإعادة الحالة إلى طبيعتها بعد الإنجاز، وإغلاق الورش).

تحديد التأثيرات البيئية والاجتماعية وتدابير معالجتها

خلال مرحلة ما قبل البناء والبناء

التأثيرات الإيجابية

الأنشطة الاقتصادية :

- ازدهار بعض الأنشطة الاقتصادية المرتبطة بالمشتريات المباشرة وغير المباشرة للسلع والخدمات؛
- خلق مناخ جديد موات للمنافسة الاقتصادية بمعايير عالية للجودة الشاملة والمستدامة؛
- توفير فرص عمل مؤقتة لفائدة السكان المحليين، فضلا عن تنمية النشاط الاقتصادي في المنطقة.

تحديد التأثيرات البيئية والاجتماعية وتدابير معالجتها

خلال مرحلة ما قبل البناء والبناء

- منطقة المشروع غير مصنفة كمنطقة حساسة من الناحية الايكولوجية

التأثيرات السلبية المؤقتة على الوسط البيو فيزيائي

- احتمال حدوث تسربات (زيوت، ووقود، وصباغة؛ ..)

- انبعاث الغبار



تحديد التأثيرات البيئية والاجتماعية وتدابير معالجتها

خلال مرحلة ما قبل البناء والبناء

التأثيرات السلبية المؤقتة على الوسط الاجتماعي

- الإزعاج المرتبط بارتفاع وتيرة حركة المرور الناجمة عن تنقل الشاحنات المكلفة بتزويد الموقع بمواد وآليات البناء؛
- الإزعاج المرتبط بتراكم النفايات والحطام في موقع الورش؛
- تأثير مؤقت على المنظر الطبيعي (تخزين المواد، وتسبيج الموقع، ...)؛
- الضوضاء الناتجة عن الأشغال (مرور عربات الورش، واستعمال آلات البناء والمناولة، وعملية الحفر، ...)؛
- احتمال وقوع حوادث مرتبطة بسلامة وصحة الأشخاص داخل وخارج الموقع؛

تحديد التأثيرات البيئية والاجتماعية وتدابير معالجتها

خلال مرحلة ما قبل البناء والبناء

تدابير معالجة التأثيرات السلبية المؤقتة

جودة الهواء

✓ تغطية شاحنات نقل مواد البناء

✓ توقف المحركات عند توقف الشاحنات

✓ المراقبة التقنية المستمرة للمعدات والآليات

التلوث الصوتي

✓ اختيار المعدات الأقل إحداثا للضجيج

✓ احترام أوقات العمل

✓ المراقبة التقنية للمعدات والآليات

✓ ترشيد عمليات الحفر



تحديد التأثيرات البيئية والاجتماعية وتدابير معالجتها

خلال مرحلة ما قبل البناء والبناء

تدابير معالجة التأثيرات السلبية المؤقتة

جودة المياه والتربة

- ✓ ربط مياه الصرف الصحي للورش بشبكة الصرف الصحي للمياه العادمة
- ✓ ضمان تصريف مياه الأمطار
- ✓ احترام المساحة المحددة للأشغال
- ✓ احترام قواعد تخزين المواد الخطرة للحد من احتمال التلوث
- ✓ تخزين الزيوت والمحروقات بعيداً عن مجال جريان أو تخزين المياه
- ✓ إعادة مواد الحفر الغير المستعملة متى كان ذلك ممكناً إلى أماكنها
- ✓ صيانة الآليات في المحطات المخصصة لهذا الغرض
- ✓ استخدام وسائل احتواء التلوث واتباع خطة طوارئ في حالة حدوث تسربات أو انسكاب مواد خطرة



تحديد التأثيرات البيئية والاجتماعية وتدابير معالجتها

خلال مرحلة ما قبل البناء والبناء

تدابير معالجة التأثيرات السلبية المؤقتة

NETTOYER ma zone de travail :



تدبير النفايات :

- ✓ تدبير تخزين المواد القابلة لإعادة الاستخدام
- ✓ عدم رمي النفايات إلا في الأماكن المخصصة لها
- ✓ فرز النفايات حسب نوعها وإمكانية إعادة تدويرها
- ✓ جمع ونقل ومعالجة / التخلص من النفايات عن طريق الشركات المتخصصة والمعتمدة
- ✓ تتبع الشكايات



تحديد التأثيرات البيئية والاجتماعية وتدابير معالجتها

خلال مرحلة ما قبل البناء والبناء

تدابير معالجة التأثيرات السلبية المؤقتة

النقل وحركة المرور على الطرق

- ✓ تجنب الحمولة الزائدة على الحدود القانونية
- ✓ اختيار و احترام مسارات محددة
- ✓ برمجة عمليات النقل خارج ساعات الذروة



تحديد التأثيرات البيئية والاجتماعية وتدابير معالجتها

خلال مرحلة ما قبل البناء والبناء

تدابير معالجة التأثيرات السلبية المؤقتة

السلامة والصحة :

✓ تسييج موقع الأشغال

✓ الحد من السرعة ووضع علامات المرور والإنذار بالخطر، خاصة في ملتقى الطرقات

✓ إلزامية التزود بمعدات الإسعافات الأولية و وسائل مكافحة الحرائق

✓ احترام إلزامية ارتداء معدات الوقاية الشخصية

✓ التدريب والتوعية في مجال الصحة والسلامة

✓ تتبع الحوادث

✓ تعبئة مسؤول الصحة والسلامة والبيئة



تحديد التأثيرات البيئية والاجتماعية وتدابير معالجتها

خلال مرحلة الاستغلال والصيانة

التأثيرات السلبية

✓ حركة مرور إضافية.

✓ النفايات الصلبة : نفايات منزلية و
النفايات الصناعية (حسب نوع
الصناعة)

✓ جودة الهواء (حسب نوع الصناعة)

✓ الضوضاء (حسب نوع الصناعة)

✓ المياه العادمة (حسب نوع الصناعة)

تدابير التخفيف

✓ النفايات الصلبة : التدبير الجيد للنفايات و تخزينها
حسب نوعها في أماكن مناسبة، والفرز والمعالجة
وإعادة التدوير والجمع من قبل شركات معتمدة

✓ جودة الهواء (حسب نوع الصناعة): الامتثال للقوانين و
المعايير المعمول بها

✓ الضوضاء (حسب نوع الصناعة) الامتثال للقوانين و
المعايير المعمول بها (SFI)

✓ المياه العادمة (حسب نوع الصناعة) : الامتثال للقوانين
و المعايير المعمول بها

✓ تفعيل الرصد البيئي لتتبع تطور المحيط البيئي

تحديد التأثيرات البيئية والاجتماعية وتدابير معالجتها

خلال مرحلة الاستغلال والصيانة

التأثيرات الإيجابية

- ✓ إرساء نموذج تنموي مستدام لتدبير المنطقة الصناعية
- ✓ تحسين شروط النظافة والصحة والسلامة، وذلك باحترام دفتر تحملات بيئي واجتماعي متكامل يضمن الحفاظ على الموارد الطبيعية والصحة والسلامة
- ✓ تحسين ظروف ومناخ عمل المستخدمين والعمال، وبالتالي استقطاب وتوظيف أعلى المهارات والحفاظ عليها
- ✓ المساعدة في تحسين السلامة بتعزيز شبكة الإنارة العمومية
- ✓ تحسين القدرات التنظيمية للشركات مع تحسين مردوديتها وتعزيز قدراتها في مجال تدبير مقاربة النوع وتكافؤ الفرص
- ✓ تهيئ المسالك وإنشاء ممرات جديدة مع تشجيرها و جعلها مناسبة للأشخاص ذوي الحركة المحدودة مع تجهيزها بقطع للأثاث الحضري، أماكن لوقوف السيارات و كذا مواقف للنقل الوظيفي.
- ✓ استفادة الساكنة من مبنى الخدمات (مطعم، حضانة للأطفال، قاعات عرض للمنتجات الجلدية، مركز تدريب و تكوين في المهن الجلدية،...)
- ✓ توفير حوالي 5400 منصب شغل مباشر، وكذا عدد كبير من مناصب الشغل غير المباشرة

تحديد التأثيرات البيئية والاجتماعية وتدابير معالجتها

الحصيلة البيئية

في ظل تقييم الآثار الرئيسية الإيجابية والسلبية وتحليل الوسائل الموصى بها لتقليلها، يمكن أن نستخلص في النهاية أن الحصيلة البيئية لدراسة التأثير على البيئة للمشروع **جد إيجابية**، نظرا للترتيبات المبرمجة لتعزيز وتأمين الفوائد الإيجابية المتوقعة للمشروع والتقليل من الآثار السلبية المحتملة.

برنامج التتبع والمراقبة

لقد تم وضع مخطط للمراقبة والتتبع يرمي إلى ضمان التطبيق الفعلي لتدابير التخفيف المقترحة سواء في مرحلة ما قبل البناء والبناء أو مرحلة الاستغلال والصيانة. ويهدف هذا المخطط أيضا إلى التأكد من أن تدابير التخفيف المقترحة فعالة، وأنه لم يتم إغفال أو سوء تقييم أي تأثير غداة التقييم البيئي لكل من دراسة التأثير البيئي والاجتماعي.

- تهم المراقبة : خصيصا تفعيل إجراءات التدبير والتخفيف في مرحلة ما قبل البناء والبناء، وذلك طبقا لما هو مسطر في برنامج التدبير البيئي والاجتماعي وفي الشروط البيئية والاجتماعية .

- أما التتبع : فيهم حصريا مرحلة الاستغلال والصيانة، حيث يتم رصد وتتبع المؤشرات البيئية (جودة المياه، والهواء، وتدبير النفايات، والتتبع الإيكولوجي، وتتبع الشكايات والتظلمات، والتشغيل، إلخ)



مشروع المنطقة الصناعية "اهل الغلام"

نظام تدبير الشكايات



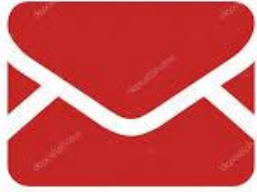
FONZID FONDS DES ZONES
INDUSTRIELLES
DURABLES



نظام تدبير الشكايات

ينص المشروع على إنشاء نظام لتدبير الشكايات من أجل استقاء ومعالجة التساؤلات والشكايات المتعلقة بالآثار السلبية المحتملة للمشروع و التقدم بمقترحات تغني المشروع.

تم وضع سجل في مقر الدائرة و عنوان بريد إلكتروني رهن إشارة مختلف الأطراف، خاصة السكان القاطنين بجوار المنطقة الصناعية، وكذا المهنيين، وذلك قصد تدوين شكاياتهم قصد معالجتها.



Info.region@casasettat.ma

<http://casablancasettat.ma/ar>

للمزيد من المعلومات :

الكلمة للقاعة

شكرا على حسن المشاركة

للمزيد من المعلومات

<http://casablancasettat.ma/ar>